



TABLE THÉMATIQUE

Année 2001

ÉTABLIE PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT

Accidents du travail et maladies professionnelles	1	Code de la propriété intellectuelle	9
Action sanitaire et sociale.....	1	Code de la route	9
Adoption.....	1	Code de la santé publique	9
Agriculture.....	1	Code de la sécurité sociale	9
Agroalimentaire	1	Code de procédure pénale.....	9
Albanie	1	Code des assurances.....	9
Algérie	1	Code des juridictions financières	9
Allocutions et communications	1	Code des ports maritimes.....	9
Alsace-Moselle (droit d')	2	Code du service national.....	10
Aménagement du territoire.....	2	Code du travail.....	10
Andorre (principauté d')	2	Code électoral	10
Animaux	2	Code forestier.....	10
Archives.....	2	Code général des collectivités territoriales	10
Argentine.....	2	Code général des impôts	10
Armes et munitions.....	2	Code monétaire et financier	10
Arts et spectacles	2	Code pénal	10
Assemblée nationale.....	2	Code rural	10
Assistance publique.....	2	Collectivités territoriales	10
Autriche	2	Commissions parlementaires d'enquête	17
Banque mondiale.....	3	Communications du Gouvernement.....	17
Banques et établissements financiers.....	3	Conférence des présidents	18
Bois et forêts.....	3	Contentieux fiscal	18
Bostwana	8	Contrats ou conventions.....	18
Budget	8	Coopération européenne	18
Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA).....	8	Coopération judiciaire.....	18
Bureau du Sénat.....	8	Corse	18
Cambodge.....	9	Côte d'Ivoire.....	18
Caraïbes	9	Cotisations sociales.....	18
Carte bancaire.....	9	Cour de justice de la République	18
Catastrophes et risques naturels.....	9	Cour des comptes.....	18
Chambres régionales des comptes (CRC)	9	Cours d'eau, étangs et lacs	18
Chasse.....	9	Crimes, délits et contraventions.....	18
Code de la consommation.....	9	Cuba.....	18
Code civil	9	Culture	18
Code de commerce	9	Décentralisation	21
Code de l'action sociale et des familles	9	Déchets	21
Code de l'éducation	9	Déclarations du Gouvernement.....	21
Code de l'environnement	9	Délinquance	21
Code de l'urbanisme	9	Démographie.....	21
Code de la construction et de l'habitation.....	9	Départements	21
Code de la famille et de l'aide sociale.....	9	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)	21
Code de la mutualité.....	9	Dépenses publiques	21

Détenus.....	21	Immigration	39
Directives communautaires	21	Impôts et taxes	39
Disques, phonogrammes et vidéogrammes	21	Inde	39
Douanes	21	Informatique	39
Droit civil	21	Inondations	39
Droit des personnes et de la famille.....	21	Interruption volontaire de grossesse (IVG)	39
Droit local.....	21	Iran.....	39
Droits de l'enfant	22	Jeunes.....	40
Droits de l'homme.....	22	Jordanie.....	40
Education nationale	24	Juges d'instruction	40
Egypte.....	24	La Poste	41
Elections et référendums	24	Langue française.....	41
Eloges funèbres	26	Libertés publiques.....	41
Elus locaux	26	Licenciements	41
Emploi	28	Littoral	41
Enseignement	28	Logement et habitat	41
Entreprises.....	28	Lois de finances	41
Environnement	29	Lois de finances rectificatives.....	62
Epargne.....	31	Lois de règlement.....	65
Espagne	31	Lois organiques.....	67
Etablissements publics.....	31	Loyers	67
Etablissements sociaux et médico-sociaux	32	Luxembourg.....	67
Etat civil	32	Magistrature	68
Etats-Unis	32	Maires	72
Etrangers.....	32	Mandats électoraux	72
Euro	32	Marchés publics	72
Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire).....	32	Maroc.....	72
Famille.....	33	Mauritanie.....	72
Femmes.....	35	Mayotte	72
Filiation	35	Médiateur de la République.....	72
Finances publiques	35	Mer.....	72
Finlande	35	Mexique	72
Fonction publique.....	35	Mineurs (d'âge).....	72
Fonds monétaire international (FMI)	36	Mongolie.....	72
Forêts	36	Nouvelle-Calédonie	73
Formation professionnelle.....	36	Ordre du jour du Sénat.....	74
Gendarmerie nationale.....	37	Ordre public	74
Géorgie	37	Outre-mer.....	80
Habitations à loyer modéré (HLM)	38	Parlement	83
Handicapés	38	Patrimoine.....	83
Haute Cour de justice	38	Personnes âgées	83
Hongrie.....	38	Police	86
Hôpitaux et cliniques.....	38	Politique économique	86

Politique économique et sociale	89	Travail.....	140
Polynésie française	117	Union européenne.....	141
Président de la République	117	Union indienne.....	141
Prisons	117	Urbanisme.....	141
Procédure parlementaire	117	Vie, médecine et biologie	143
Produits chimiques et parachimiques	117	Viêt-nam	144
Propriété intellectuelle.....	118	Villes.....	144
Question préalable (procédure parlementaire).....	119	Wallis-et-Futuna	145
Rappels au règlement	120	Yougoslavie	146
Rapports au Parlement.....	120		
Rapports d'information	121		
République dominicaine	123		
Responsabilité médicale	123		
Retraites	123		
Risques professionnels	123		
Roumanie.....	125		
Royaume-Uni	125		
Russie	125		
Salvador.....	126		
Santé	126		
Sécurité.....	126		
Sécurité routière	126		
Sécurité sociale.....	126		
Sénat.....	129		
Service public	129		
Session parlementaire ordinaire.....	129		
Sida.....	130		
Singapour	130		
Société nationale des chemins de fer français (SNCF)....	130		
Somme.....	130		
Sondages et enquêtes.....	130		
Sports.....	130		
Successions et libéralités	130		
Suède	133		
Suisse.....	133		
Télécommunications.....	134		
Télévision	134		
Terrorisme	134		
Traités et conventions.....	134		
Transports.....	138		
Transports en commun	140		
Transports ferroviaires	140		

A

Accidents du travail et maladies professionnelles

Voir *Sécurité sociale*, 1

Action sanitaire et sociale

Voir *Politique sociale*, 3

Adoption

Voir *Famille*, 3

Agriculture

Voir *Rapports au Parlement*
Risques professionnels, 1

Agroalimentaire

Voir *Allocutions et communications*
Rappels au règlement

Albanie

Voir *Allocutions et communications*

Algérie

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 19

Allocutions et communications

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires espagnols (10 janvier 2001) (p. 45) - *M. Jacques Valade*, vice-président du Sénat, président de séance

Hommage aux victimes du tremblement de terre du Salvador (16 janvier 2001) (p. 146) - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires suisses (25 janvier 2001) (p. 367) - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat

Message de solidarité au peuple indien (30 janvier 2001) (p. 433, 434) - *M. Jean Faure*, vice-président du Sénat, président de séance

Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs du Mexique (31 janvier 2001) (p. 470) - *M. Jacques Valade*, vice-président du Sénat, président de séance

Souhaits de bienvenue à une délégation de Kakhétie en Géorgie (8 février 2001) (p. 666, 667) - *M. Guy Allouche*, vice-président du Sénat, président de séance

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires iraniens (8 février 2001) (p. 659) - *M. Guy Allouche*, vice-président du Sénat, président de séance

Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement hongrois (3 avril 2001) (p. 937) - *M. Gérard Larcher*, vice-président du Sénat, président de séance

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat roumain (5 avril 2001) (p. 1144) - *M. Jean-Claude Gaudin*, vice-président du Sénat, président de séance.

Message aux victimes des inondations (17 avril 2001) (p. 1207) - *M. Guy Allouche*, vice-président du Sénat, président de séance.

Communication du Médiateur de la République, sur son rapport annuel, en application de la loi n° 2000-23 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (25 avril 2001) (p. 1495, 1499) - *MM. Bernard Stasi*, Médiateur de la République ; *Jacques Larché*, président de la commission des lois.

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat (26 avril 2001) (p. 1549) : création d'une « chaîne de solidarité » au profit des sinistrés du département de la Somme. - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat, *M. Jacques Larché*.

Souhaits de bienvenue à une délégation du Viêt-nam (9 mai 2001) (p. 1778) - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Suisse (16 mai 2001) (p. 2100) - *M. Guy Allouche*, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Mongolie (16 mai 2001) (p. 2152) - *M. Jacques Valade*, vice-président du Sénat, président de séance.

Mise au point du Président du Sénat au sujet de la commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des farines animales (22 mai 2001) (p. 2249, 2252) - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat, *M. Claude Estier*, *M. Gérard Dériot*.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Maroc (6 juin 2001) (p. 2706, 2707) - *M. Guy Allouche*, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Yougoslavie (12 juin 2001) (p. 2904) - *M. Paul Girod*, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Cambodge (13 juin 2001) (p. 3036) - *M. Jean Faure*, vice-président du Sénat, président de séance.

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat (20 juin 2001) (p. 3317, 3320) - *M. Christian Poncelet*, président du Sénat, *M. Jean-Jacques Queyranne*, ministre des relations avec le Parlement.

Hommage à M. Guy Allouche, vice-président du Sénat, non candidat aux élections sénatoriales du 23 septembre 2001, pour sa dernière présidence de séance publique (26 juin 2001) (p. 3579) - *M. Henri de Raincourt*.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de l'Union indienne (27 juin 2001) (p. 3644) - *M. Jean Faure*, vice-président du Sénat, président de séance

Ouverture de la session ordinaire de 2001-2002 (1^{er} octobre 2001) (p. 3801) - *Mme Paulette Brisepierre*, doyenne d'âge, présidente de séance

Allocution de la présidente d'âge (1^{er} octobre 2001) (p. 3801, 3804) - *Mme Paulette Brisepierre*, doyenne d'âge, présidente de séance

Allocution de M. Christian Poncelet à la suite de son élection en tant que président du Sénat (1^{er} octobre 2001) (p. 3805, 3806)

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat, sur l'organisation au Parlement d'un débat sur les attentats aux Etats-Unis et l'explosion de l'usine AZF à Toulouse (3 octobre 2001) (p. 3827)

Mise au point de M. Roland Muzeau au sujet de l'absence dans le compte rendu analytique du 9 octobre 2001 du vote du groupe CRC sur certains amendements déposés sur le projet de loi de modernisation sociale (16 octobre 2001) (p. 4032)

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat, (16 octobre 2001) (p. 4050, 4053).

Souhais de bienvenue à deux personnalités étrangères : MM. Ali Müfit Gürtuna, maire d'Istanbul, et Robert Nazarian, maire d'Erevan (8 novembre 2001) (p. 4864) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Hommage aux victimes des **inondations en Algérie** ainsi qu'à celles de la **catastrophe aérienne de New-York** (13 novembre 2001) (p. 4951) - *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhais de bienvenue à une délégation parlementaire de Mauritanie (6 décembre 2001) (p. 6373) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhais de bienvenue à une délégation parlementaire d'Albanie (10 décembre 2001) (p. 6604) - *M. Guy Fisher, président de séance*

Alsace-Moselle (droit d')

Voir *Droit local*, 1

Aménagement du territoire

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (31 janvier 2001) [n° 2909 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Yvon MONTANE (28 mars 2001) [n° 2955 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (3 avril 2001) - Adoption (3 avril 2001) [n° 647].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 avril 2001) [n° 254 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Aymeri de Montesquiou (2 mai 2001) [n° 299 (200-2001)] - Discussion (16 mai 2001) - Adoption (16 mai 2001) [n° 90].

PROMULGATION : loi n° 2001-454 du 29 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 30 mai 2001).

Discussion (première lecture)

(16 mai 2001) (p. 2145, 2166).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2145, 2162) : *MM. Gérard César, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Pierre Lefebvre, Aymeri de Montesquiou, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Plancade, Ladislas Poniatowski, Yves Rispat.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2162, 2166) : *MM. Louis Althapé, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard Larcher, Aymeri de Montesquiou, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Art. 1^{er} (*application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'aménagement d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse*) (p. 2162) - Adopté (p. 2163).

Art. 2 (*relogement préalable des occupants*) (p. 2163) - Adopté (p. 2164).

Adoption (16 mai 2001) (p. 2166).

Andorre (principauté d')

Voir *Traités et conventions*, 3

Animaux

Voir *Ordre public*, 2
Rapports au Parlement

Archives

Voir *Famille*, 3

Argentine

Voir *Traités et conventions*, 9

Armes et munitions

Voir *Ordre public*, 2

Arts et spectacles

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Assemblée nationale

Voir *Elections et référendums*, 1

Assistance publique

Voir *Famille*, 3

Autriche

Voir *Traités et conventions*, 13

B

Banque mondiale

Voir *Rapports au Parlement*

Banques et établissements financiers

Voir *Politique économique, 1*

Bois et forêts

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Projet de loi d'orientation sur la forêt, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean GLAVANY, ministre de l'agriculture et de la pêche (12 avril 2000) [n° 2332 (1999-2000)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François BROTTES (25 mai 2000) [n° 2417 (1999-2000)] - Discussion (6, 7, 8 juin 2000) - Adoption (8 juin 2000) [n° 536].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 juin 2000) [n° 408 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (17 janvier 2001) [n° 191 (2000-2001)] - Avis de M. Roland du LUART (16 janvier 2000) [n° 190 (2000-2001)] - Discussion (3, 4, 5 avril 2001) - Adoption (5 avril 2001) [n° 69].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 avril 2001) [n° 2978 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François BROTTES (15 mai 2001) [n° 3054 (2000-2001)] - Discussion (29 mai 2001) - Adoption (29 mai 2001) [n° 674].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 mai 2001) [n° 344 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (6 juin 2001) [n° 358 (2000-2001)] - Discussion (13 juin 2001) - Adoption (13 juin 2001) [n° 102].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (14 juin 2001) [n° 3140 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (21 juin 2001) [n° 403 (2000-2001)] - Discussion (26 juin 2001) - Adoption (26 juin 2001) [n° 125].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. François BROTTES (21 juin 2001) [n° 3169 (2000-2001)] - Discussion (27 juin 2001) - Adoption (27 juin 2001) [n° 695].

PROMULGATION : loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 11 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(3 avril 2001) (p. 983, 1012); (4 avril 2001) (p. 1023, 1128); (5 avril 2001) (p. 1136, 1186).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 983, 1031) : MM. Jean-Paul Amoudry, Bernard Barraux, Gérard Braun, Bernard Cazeau, Gérard César, Bernard Dussaut, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Yann Gaillard, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Pierre Jarlier, Bernard Joly, Gérard Le Cam, Roland du Luart, rapporteur pour avis de

la commission des finances; Bernard Murat, Jean-Marc Pastor, Xavier Pintat, Ladislav Poniatowski, Henri de Richemont, Philippe Richert, René-Pierre Signé, Marcel Vidal, Guy Vissac.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1031, 1184) : MM. Louis Althapé, Jean-Paul Amoudry, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Claude Belot, Gérard Braun, Robert Bret, Gérard César, Jean-Paul Delevoye, Jacques-Richard Delong, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Yann Gaillard, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, André Jourdain, Gérard Le Cam, Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Marc Pastor, Jean-François Picheral, Xavier Pintat, Ladislav Poniatowski, Jean-Pierre Raffarin, Henri de Richemont, Philippe Richert, Michel Souplet, François Trucy, en remplacement de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des finances; Alain Vasselle.

TITRE I^{er}

DEVELOPPER UNE POLITIQUE DE GESTION DURABLE ET MULTIFONCTIONNELLE

Chapitre 1^{er}

Les objectifs et les moyens de la politique forestière

Art. 1^{er} (*livre préliminaire du code forestier - principes fondamentaux de la politique forestière*) (p. 1031).

Art. L. 1er du code forestier (*objectifs de la politique forestière*) (p. 1035) - Adopté après modification (p. 1043).

Après l'art. L. 1er du code forestier (p. 1043).

Art. additionnel (*spécificité des forêts publiques*) (p. 1043) - Adopté (p. 1044).

Art. additionnel (*financement par l'Etat de la politique forestière et énumération des actions subventionnées*) (p. 1044) - Adopté.

Art. L. 2 du code forestier (*rôle de l'Etat et des collectivités territoriales*) (p. 1044) - Adopté après modification (p. 1045).

Art. L. 3 du code forestier (*conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers*) (p. 1045) - Adopté après modification (p. 1049).

Art. L. 4 du code forestier (*politiques régionales forestières*) (p. 1049) - Adopté après modification (p. 1051).

Art. L. 5 du code forestier (*des droits et des devoirs des propriétaires forestiers*) (p. 1051) - Adopté après modification (p. 1052).

Art. L. 6 du code forestier (*documents de gestion des forêts*) (p. 1052) - Adopté après modification (p. 1054).

Art. L. 7 du code forestier (*règles d'attribution des aides publiques*) (p. 1054) - Adopté après modification (p. 1057).

Art. L. 8 du code forestier (*garanties et présomptions de gestion durable*) (p. 1057) - Adopté après modification (p. 1058).

Art. L. 9 du code forestier (*obligation de renouvellement de peuplements forestiers*) (p. 1058) - Adopté après modification (p. 1059).

Art. L. 10 du code forestier (*contrôle des coupes*) (p. 1059) - Adopté après modification (p. 1060).

Art. L. 11 du code forestier (*fusion de procédures*) (p. 1060) - Adopté après modification (p. 1061).

Art. L. 12 du code forestier (*chartes de territoire forestier*) (p. 1061) - Adopté après modification (p. 1070).

Art. L. 13 du code forestier (*certification du bois*) (p. 1070) - Adopté après modification (p. 1072).

Art. L. 14 du code forestier (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 1073) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 1073).

Après l'art. 1^{er} (p. 1073).

Art. additionnel (*organisation d'un débat annuel au Parlement sur la politique forestière*) (p. 1073) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité pour les communes, dans le cadre des plans locaux d'urbanisme, de régler la plantation ou le semis d'essences forestières*) (p. 1073) - Adopté (p. 1074).

Art. additionnel (*possibilité pour le maire d'une commune d'établir une servitude d'élagage au titre de ses pouvoirs de police, aux frais du propriétaire défaillant*) (p. 1074) - Adopté (p. 1075).

Art. 1^{er} bis (*appellation d'origine contrôlée en matière forestière*) (p. 1075) - Adopté (p. 1078).

Chapitre 2

Les documents de gestion durable des forêts

Art. 2 (*contenu des documents de gestion*) (p. 1078) - Adopté après modification (p. 1082).

Chapitre 3

L'accueil du public en forêt

Art. 3 (*accueil du public*) (p. 1082) - Adopté après modification (p. 1092).

Chapitre 4

Les régénérations naturelles et les futaies jardinées

Art. 4 (*encouragements fiscaux à la régénération des forêts*) (p. 1092) - Adopté après modification (p. 1096).

TITRE II

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ET LA COMPETITIVITE DE LA FILIERE FORET-BOIS

Chapitre 1^{er}

Les modes de vente de l'Office national des forêts

Nouvel intitulé *Dispositions tendant à favoriser le développement économique de la filière forêts-bois* (p. 1105) - Adopté (précédemment réservé p. 1096).

Art. 5 A (*rapport sur l'utilisation du bois-énergie*) (p. 1096) - Adopté après modification (p. 1097).

Art. 5 B (*dispositif d'encouragement à l'investissement forestier*) (p. 1097) - Adopté après modification (p. 1101).

Avant l'art. 5 (p. 1105).

Division additionnelle *Chapitre 1er bis - Les modes de vente de l'Office national des forêts* (p. 1105) - Adoptée.

Art. 5 (*ventes de l'Office national des forêts*) (p. 1105) - Adopté après modification (p. 1107).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la qualification professionnelle des personnes intervenant en milieu forestier et à leur protection sociale

Art. 6 (*qualification professionnelle*) (p. 1107).

Art. L. 371-1 du code forestier (*définition des travaux d'exploitation de bois*) (p. 1108) - Adopté.

Art. L. 371-2 du code forestier (*exigence de qualification professionnelle*) (p. 1108) - Adopté après modification (p. 1109).

Art. L. 371-3 du code forestier (*sanctions en cas d'emploi de personnes non qualifiées*) (p. 1109) - Adopté (p. 1110).

Art. L. 371-4 du code forestier (*information des donneurs d'ordre sur la qualification professionnelle des personnes chargées de la récolte du bois*) (p. 1110) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 6 modifié (p. 1110).

Art. 6 bis (*coordination*) (p. 1111) - Adopté après modification.

Chapitre 3

L'emploi et la lutte contre le travail dissimulé

Art. 7 (*exonération partielle de cotisations sociales au profit des jeunes chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole*) (p. 1111) - Adopté après modification.

Art. 8 (*groupements d'employeurs pour le remplacement d'entrepreneurs de travaux forestiers*) (p. 1111) - Adopté après modification (p. 1112).

Art. 9 (*statut des ouvriers forestiers d'Alsace-Moselle*) (p. 1112) - Adopté après modification.

Art. 10 (*déclaration des chantiers de coupes et de débardage*) (p. 1112) - Adopté après modification (p. 1113).

Art. 10 bis (*arrêt temporaire des travaux sur un chantier*) (p. 1114) - Adopté.

Art. 10 ter (*rapport sur la pénibilité du travail en forêt*) (p. 1114) - Adopté.

Chapitre 4

L'organisation interprofessionnelle

Art. 11 (*organisations interprofessionnelles sylvicoles*) (p. 1115) - Adopté après modification (p. 1116).

TITRE III

INSCRIRE LA POLITIQUE FORESTIERE DANS LA GESTION DES TERRITOIRES

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux défrichements

Art. 12 A (*rétablissement de la taxe de défrichement*) (p. 1116) - Supprimé (p. 1117).

Art. 12 B (*régime de la taxe de défrichement*) (p. 1117) - Supprimé (p. 1118).

Art. 12 (*régime du défrichement*) (p. 1118) - Adopté après modification (p. 1122).

Art. 13 (*coordination et abrogation de dispositions du code de l'urbanisme et du code rural*) (p. 1122) - Adopté après modification (p. 1123).

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'aménagement agricole et forestier

Art. 14 (*aménagement agricole et forestier*) (p. 1123) - Adopté après modification (p. 1125).

Art. 14 bis (*chemins d'exploitation forestiers*) (p. 1125) - Adopté.

Art. 14 ter (*associations foncières forestières*) (p. 1125) - Adopté après modification (p. 1126).

Avant l'art. 15 (p. 1126).

Art. additionnel (*défiscalisation des cotisations levées sur les propriétaires fonciers par les associations syndicales, les groupements fonciers, les comités contre les feux de forêts qui gèrent pour leur compte les travaux de défense de la forêt contre les incendies*) (p. 1126) - Adopté (p. 1127).

Chapitre 3

Dispositions relatives à la prévention des incendies de forêts

Art. 15 (*réglementation applicable à la prévention des incendies de forêts*) (p. 1136) - Adopté après modification (p. 1151).

Chapitre 4

Dispositions relatives à la prévention des risques naturels en montagne

Art. 16 (*aides de l'Etat pour la prévention des risques naturels en montagne*) (p. 1151) - Adopté après modification (p. 1152).

Art. 17 (*règles de gestion et d'exploitation forestière prescrites dans le cadre de la prévention des risques naturels prévisibles*) (p. 1152) - Adopté après modification (p. 1153).

TITRE IV

RENFORCER LA PROTECTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS OU NATURELS

Chapitre 1^{er}

Contrôle des coupes et des obligations de reconstitution de l'état boisé

Art. 18 (*durée d'application du régime spécial d'autorisation administrative des coupes*) (p. 1153) - Adopté.

Art. 19 (*sanctions à l'encontre des personnes opérant des coupes abusives*) (p. 1153) - Adopté après modification (p. 1154).

Art. 20 (*sanctions liées au non-respect de la réglementation des coupes*) (p. 1154) - Adopté après modification (p. 1156).

Art. 21 (*sanction des coupes illicites*) (p. 1156) - Adopté après modification (p. 1157).

Art. 21 bis (*relèvement du montant des amendes en cas de coupes illicites*) (p. 1157) - Adopté.

Art. 21 ter (*sanctions contre la pratique du "déliégeage"*) (p. 1157) - Adopté.

Après l'art. 21 ter (p. 1157).

Art. additionnel (*rôle du plan de chasse dans l'équilibre sylvo-cynégétique et indemnisation des dégâts de gibier*) (p. 1157) - Adopté.

Chapitre 2

La protection et la stabilité des dunes

Art. 22 (*régime de contrôle applicable aux dunes côtières et aux dunes de mer du Pas-de-Calais*) (p. 1158) - Adopté après modification (p. 1159).

Chapitre 3

Dispositions relatives à la police des forêts

Art. 23 (*actualisation des règles relatives à la police des forêts*) (p. 1159) - Adopté après modification (p. 1160).

Chapitre 4

Dispositions particulières aux départements d'outre-mer

Art. 24 (*dispositions applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion*) (p. 1160) - Adopté.

TITRE V

MIEUX ORGANISER LES INSTITUTIONS ET LES PROFESSIONS RELATIVES A LA FORET

Chapitre 1^{er}

L'office national des forêts, ONF

Art. 25 A (*modernisation du vocabulaire appliqué au régime forestier*) (p. 1160) - Adopté (p. 1161).

Art. 25 B (*coordination*) (p. 1161) - Adopté.

Art. 25 C (*contrat de plan pluriannuel de l'ONF*) (p. 1161) - Adopté.

Art. 25 (*champ d'application et modalités des interventions conventionnelles de l'ONF*) (p. 1161) - Adopté après modification (p. 1164).

Art. 26 (*élargissement du conseil d'administration de l'ONF*) (p. 1164) - Adopté.

Art. 27 (*compétences des agents de l'ONF en matière de constatation de certaines infractions*) (p. 1164) - Adopté après modification (p. 1165).

Art. 28 (*répartition du bénéfice de l'ONF*) (p. 1165) - Adopté.

Art. 29 (*abrogation de la faculté de conclure des conventions d'une durée inférieure à dix ans entre l'ONF et les propriétaires privés*) (p. 1165) - Adopté.

Chapitre 2

Le rôle des centres régionaux de la propriété forestière et des chambres d'agriculture

Art. 30 (*centres régionaux de la propriété forestière, CRPF*) (p. 1165) - Adopté après modification (p. 1167).

Art. 31 (*contribution des chambres d'agriculture à l'aménagement de l'espace rural et au développement de la filière forêt-bois*) (p. 1167) - Adopté.

Art. 32 (*financement des CRPF*) (p. 1167) - Adopté après modification (p. 1169).

Chapitre 3

Le centre national professionnel de la propriété forestière

Art. 33 (*Centre national professionnel de la propriété forestière, CNPPF*) (p. 1169) - Adopté après modification (p. 1171).

Chapitre 4

Organisation de la profession d'expert foncier et agricole et d'expert forestier

Art. 34 (*organisation des professions d'expert foncier et agricole et d'expert forestier*) (p. 1171) - Adopté.

Chapitre 5

Dispositions relatives à la recherche sur la forêt et le bois

Art. 35 (*principes et objectifs de la recherche en matière forestière*) (p. 1171) - Adopté après modification (p. 1173).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 36 A (p. 1173).

Art. additionnel (*assimilation des associés des groupements forestiers à des propriétaires*) (p. 1173) - Adopté (p. 1174).

Art. 36 A (*attribution d'aides publiques aux organismes agréés réalisant des travaux pour le compte de propriétaires privés*) (p. 1174) - Adopté.

Art. 36 (*coordination*) (p. 1174) - Adopté après modification (p. 1177).

Après l'art. 36 (p. 1177).

Art. additionnel (*déduction fiscale des charges exceptionnelles d'exploitation des bois et forêts supportées par les propriétaires de parcelles sinistrées par les tempêtes de la fin 1999 et autorisation du report de ce droit à déduction sur dix ans*) - Adopté (p. 1102 ; le 4 avril 2001).

Art. additionnel (*non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations syndicales de gestion forestière*) (p. 1177) - Adopté (p. 1178).

Art. additionnel (*application du régime dit "Sérot-Monichon"*) (p. 1178) - Adopté (p. 1179).

Art. additionnel (exonération du droit fixe de 1500 francs pour l'apport de petites parcelles à des groupements forestiers créés pour le regroupement de petites propriétés) (p. 1179) - Adopté.

Art. additionnel (aménagement de la fiscalité applicable aux groupements forestiers) (p. 1179) - Adopté.

Art. additionnel (dégrèvement de la cotisation de taxe foncière et des taxes annexes pour le propriétaire forestier dont les bois ont été détruits du fait d'une catastrophe naturelle) (p. 1179) - Adopté (p. 1180).

Art. additionnel (réduction du taux de plafonnement de la taxe professionnelle pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers) (p. 1180) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité de création d'une provision pour investissement en faveur du secteur de la première transformation du bois) (p. 1180) - Adopté (p. 1181).

Art. 37 (abrogations diverses) (p. 1182) - Adopté après modification (p. 1183).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1184, 1186) : *MM. Gérard César, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Pierre Hérisson, Gérard Le Cam, Jean-François Picheral, Ladislas Poniatowski.*

Adoption (5 avril 2001) (p. 1186).

Discussion (deuxième lecture)

(13 juin 2001) (p. 3091, 3161).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3091, 3099) : *MM. Jacques-Richard Delong, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Ladislas Poniatowski.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3099, 3160) : *MM. Denis Badré, Jean Bernard, Gérard César, Roland Courteau, Jacques-Richard Delong, Hilaire Flandre, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Yann Gaillard, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Gérard Le Cam, Roland du Luart, Louis Moinard, Xavier Pintat, Bernard Piras, Ladislas Poniatowski, Michel Souplet.*

Art. 1^{er} (principes fondamentaux de la politique forestière) (p. 3099).

Art. L. 1er du code forestier (objectifs de la politique forestière) (p. 3102) - Adopté après modification (p. 3104).

Art. L. 1er bis du code forestier (rôle du ministre chargé de la forêt) (p. 3104) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. L. 2 du code forestier (rôle de l'Etat et des collectivités locales) (p. 3104) - Adopté.

Art. L. 3 du code forestier (conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois) (p. 3104) - Adopté après modification (p. 3105).

Art. L. 4 du code forestier (politiques régionales forestières) (p. 3105) - Adopté après modification (p. 3106).

Art. L. 6 du code forestier (documents de gestion des forêts) (p. 3106) - Adopté après modification.

Art. L. 7 du code forestier (règles d'attribution des aides publiques) (p. 3107) - Adopté après modification (p. 3109).

Art. L. 8 du code forestier (garanties et présomptions de gestion durable) (p. 3109) - Adopté après modification.

Art. L. 9 du code forestier (obligation de renouvellement de peuplements forestiers) (p. 3109) - Adopté après modification (p. 3110).

Art. L. 11 du code forestier (fusion de procédures) (p. 3110) - Adopté après modification.

Art. L. 12 du code forestier (*chartes de territoire forestier*) (p. 3110) - Adopté après modification (p. 3111).

Art. L. 13 du code forestier (*certification du bois*) (p. 3111) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3111).

Art. 1^{er} bis A (*débat d'orientation forestière au Parlement*) (p. 3111) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 1^{er} bis B (*réglementation des boisements par le plan local d'urbanisme*) (p. 3111) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 1^{er} bis C (*élagage des branches et racines avançant sur l'emprise des chemins ruraux*) (p. 3111) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 (*contenu des documents de gestion*) (p. 3111) - Adopté après modification (p. 3113).

Art. 3 (*accueil du public*) (p. 3113) - Adopté après modification (p. 3114).

Art. 3 bis (*chasse de nuit*) (p. 3115) - Adopté.

Après l'art. 3 bis (p. 3115).

Art. additionnel (*suppression du jour de non-chasse pour la chasse à la passée au gibier d'eau*) (p. 3115) - Adopté (p. 3116).

Art. additionnel (*suppression de l'interdiction du jour de non-chasse durant les heures autorisées à la chasse, au tir des cervidés et du sanglier à l'affût depuis un poste fixe*) (p. 3116) - Adopté (p. 3118).

Art. 4 (*encouragements fiscaux à la régénération des forêts*) (p. 3118) - Adopté après modification (p. 3119).

Art. 5 A (*encouragement à l'utilisation du bois comme matériau ou comme source d'énergie*) (p. 3119) - Adopté après modification (p. 3120).

Art. 5 BA (*aménagement foncier forestier*) (p. 3120) - Adopté (p. 3123).

Art. 5 B (*dispositif d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) (p. 3123) - Adopté après modification (p. 3130).

Art. 5 C (*évaluation forfaitaire des charges exceptionnelles résultant des tempêtes de 1999*) (p. 3130) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 5 D (*utilisation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles*) (p. 3130) - Supprimé.

Art. 5 (*ventes de l'office national des forêts*) (p. 3130) - Adopté.

Art. 6 (*qualification des personnes intervenant en milieu forestier*) (p. 3130) - Adopté après modification (p. 3132).

Art. 6 bis A (*négociation annuelle obligatoire dans les entreprises de travaux forestiers*) (p. 3132) - Adopté.

Art. 6 ter (*compétences des commissions d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture*) (p. 3132) - Adopté.

Art. 6 quater (*règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers*) (p. 3132) - Adopté après modification.

Art. 6 quinquies (*transport de grumes*) (p. 3132) - Adopté après modification (p. 3133).

Art. 6 sexies (*rapport sur la couverture du risque accident du travail dans le secteur forestier et accord collectif sur la cessation anticipée d'activité à 55 ans des travailleurs forestiers*) (p. 3133) - Adopté après modification (p. 3135).

Après l'art. 7 (p. 3135).

Art. additionnel (*possibilité pour les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole de travailler dans certains domaines pour le compte de collectivités locales pour un montant de travaux n'excédant pas 25 % de*

leur chiffre d'affaires annuel et dans la limite de 50 000 francs) (p. 3135) - Adopté.

Art. 8 (groupements d'employeurs pour le remplacement d'entrepreneurs de travaux forestiers) (p. 3135) - Adopté (p. 3136).

Art. 10 (déclaration des chantiers de coupe et de débardage) (p. 3136) - Adopté.

Art. 11 (organisation interprofessionnelle sylvicole) (p. 3136) - Adopté.

Art. 12 (régime du défrichement) (p. 3136) - Adopté après modification (p. 3137).

Art. 12 bis (lutte contre l'enfrichement) (p. 3137) - Adopté.

Art. 13 (coordination et abrogation de dispositions du code rural et du code de l'urbanisme) (p. 3137) - Adopté après modification (p. 3138).

Art. 14 (dispositions relatives à l'aménagement agricole et forestier) (p. 3138) - Adopté après modification (p. 3139).

Art. 14 ter (associations foncières forestières) (p. 3139) - Adopté après modification (p. 3140).

Art. 15 A (défiscalisation des cotisations levées sur les propriétaires forestiers par les associations syndicales, les groupements forestiers et les comités contre les feux de forêts qui gèrent pour leur compte les travaux de défense de la forêt contre les incendies) (p. 3140) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 3141).

Art. 15 (réglementation applicable à la prévention des incendies de forêts) (p. 3141) - Adopté après modification (p. 3144).

Art. 19 (sanctions à l'encontre des personnes opérant des coupes abusives) (p. 3144) - Adopté après modification (p. 3145).

Art. 20 (sanctions liées au non-respect de la réglementation des coupes) (p. 3145) - Adopté.

Art. 21 (sanctions des coupes illicites) (p. 3145) - Adopté.

Art. 21 quater (indemnisation des dégâts forestiers causés par le gibier) (p. 3145) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 3146).

Art. 21 quinquies (compétences des associations syndicales) (p. 3146) - Adopté après modification.

Art. 25 (champ d'application et modalités des interventions conventionnelles de l'ONF) (p. 3146) - Adopté après modification (p. 3147).

Art. 27 (compétences des agents de l'ONF en matière de constatation de certaines infractions) (p. 3147) - Adopté après modification.

Art. 30 (centres régionaux de la propriété forestière, CRPF) (p. 3148) - Adopté après modification (p. 3149).

Art. 32 (financement des CRPF) (p. 3149) - Adopté après modification (p. 3151).

Art. 33 (Centre national professionnel de la propriété forestière) (p. 3151) - Adopté après modification (p. 3152).

Après l'art. 34 (p. 3152).

Division additionnelle (Chapitre 4 bis - Les organismes de gestion et d'exploitation forestière en commun) (p. 3152) - Adoptée.

Art. additionnel (définition des organismes de gestion et d'exploitation forestière en commun) (p. 3152) - Adopté.

Art. 35 (principes et objectifs de la recherche en matière forestière) (p. 3152) - Adopté après modification (p. 3153).

Art. 35 bis (transposition d'une directive sur la commercialisation des matériels forestiers de reproduction) (p. 3153) - Adopté après modification (p. 3154).

Art. 36 AAA (droit de la chasse en Alsace-Lorraine) (p. 3154) - Supprimé.

Art. 36 AA (droit de chasse des associés d'un groupement forestier dans le cadre d'une ACCA) (p. 3154) - Adopté après modification.

Art. 36 (coordination) (p. 3154) - Adopté après modification (p. 3155).

Art. 36 bis (non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations syndicales forestières) (p. 3156) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 36 ter (adaptation du régime dit "Sérot-Monichon") (p. 3156) - Adopté après modification (p. 3157).

Après l'art. 36 ter (p. 3157).

Art. additionnel (régime d'assurances forestières contre l'incendie et la tempête) (p. 3157) - Adopté (p. 3158).

Art. 36 quinquies (exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 3158) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 36 sexies (dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 3158) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 36 octies (création d'une provision pour amortissement) (p. 3159) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification.

Avant l'art. 37 (p. 3159).

Art. additionnel (droit d'enregistrement des cessions de gré à gré de parts de groupements agricoles d'exploitations en commun et d'exploitations agricoles limité au droit proportionnel de 1 % plafonné à 500 francs) (p. 3159) - Adopté.

Art. 37 (abrogations) (p. 3159) - Adopté après modification (p. 3160).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3160, 3161) : MM. Gérard Braun, Jacques-Richard Delong, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Bernard Piras.

Adoption (13 juin 2001) (p. 3160).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 juin 2001) (p. 3530, 3558).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3530, 3532) : MM. Philippe François, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3532, 3557) : MM. Philippe François, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Ladislas Poniatowski.

Art. 1^{er} (p. 3532).

Art. L. 1er du code forestier (p. 3533) - Supprimé par la CMP.

Art. L. 2 à L. 14 du code forestier (p. 3533, 3535).

Art. 2 et 3 (p. 3535, 3536).

Art. 3 ter et 3 quater (dérogations aux jours de non-chasse) (p. 3537) - Supprimés par la CMP.

Art. 4 (p. 3537).

Art. 5 A et 5 B (p. 3555) - Adoptés après modification (p. 3557).

Art. 5 C (p. 3540) - Supprimé par la CMP.

Art. 5 D et 6 (p. 3540).

Art. 6 quater, 6 quinquies et 6 sexies (p. 3541).

Art. 7 bis (*champ de compétences des coopératives d'utilisation de matériel agricole*) (p. 3541).

Art. 12 et 13 (p. 3541, 3543).

Art. 14 (p. 3557) - Adopté après modification.

Art. 14 ter (p. 3544).

Art. 15 A (p. 3544) - Supprimé par la CMP.

Art. 15 et 19 (p. 3544, 3547).

Art. 21 quater et 25 (p. 3548).

Art. 27 et 30 (p. 3549).

Art. 33 (p. 3550).

Art. 34 bis (*organismes de gestion et d'exploitation forestière en commun*) (p. 3551).

Art. 35 (p. 3551).

Art. 35 bis, 36 AAA, 36AA et 36 (p. 3552).

Art. 36 bis (p. 3553) - Supprimé par la CMP.

Art. 36 ter (p. 3553).

Art. 36 quater A (*séparation des régimes d'assurance contre l'incendie et contre le dégât du vent*) (p. 3554).

Art. 36 quinquies et 36 sexies (p. 3554) - Supprimés par la CMP.

Art. 36 octies (p. 3557) - Adopté après modification.

Art. 36 nonies (*plafonnement du droit d'enregistrement sur les cessions de parts de GAEC*) (p. 3555) - Supprimé par la CMP.

Art. 37 (p. 3555).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3557, 3558) : *MM. Jacques-Richard Delong, Yann Gaillard, Gérard Le Cam, Bernard Piras.*

Adoption (26 juin 2001) (p. 3558).

Bostwana

Voir *Traités et conventions*, **14**

Budget

Voir *Rappels au règlement*

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Rapports au Parlement*

Bureau du Sénat

Voir *Allocutions et communications*

C

Cambodge

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 20

Caraïbes

Voir *Traités et conventions*, 5

Carte bancaire

Voir *Ordre public*, 2

Catastrophes et risques naturels

Voir *Bois et forêts*, 1
Commissions parlementaires d'enquête, 1
Urbanisme, 1

Chambres régionales des comptes (CRC)

Voir *Magistrature*, 2

Chasse

Voir *Bois et forêts*, 1
Rapports au Parlement

Code de la consommation

Voir *Ordre public*, 2

Code civil

Voir *Successions et libéralités*, 1

Code de commerce

Voir *Successions et libéralités*, 1

Code de l'action sociale et des familles

Voir *Famille*, 3
Personnes âgées, 1
Politique sociale, 1; 3

Code de l'éducation

Voir *Politique sociale*, 1
Vie, médecine et biologie, 1

Code de l'environnement

Voir *Environnement*, 2

Code de l'urbanisme

Voir *Bois et forêts*, 1
Collectivités territoriales, 2
Urbanisme, 1

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Logement et habitat*, 1
Ordre public, 2

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Politique sociale*, 1; 3

Code de la mutualité

Voir *Sécurité sociale*, 1

Code de la propriété intellectuelle

Voir *Propriété intellectuelle*, 2

Code de la route

Voir *Ordre public*, 2

Code de la santé publique

Voir *Environnement*, 2
Ordre public, 1
Politique sociale, 1
Vie, médecine et biologie, 1

Code de la sécurité sociale

Voir *Personnes âgées*, 1
Politique sociale, 1; 3
Sécurité sociale, 1

Code de procédure pénale

Voir *Prisons*, 1

Code des assurances

Voir *Sécurité sociale*, 1

Code des juridictions financières

Voir *Magistrature*, 2

Code des ports maritimes

Voir *Rapports au Parlement*

Code du service national

Voir *Politique sociale*, **1**

Code du travail

Voir *Femmes*, **1**
Politique sociale, **1**
Sécurité sociale, **1**

Code électoral

Voir *Elections et référendums*, **1; 2; 3**

Code forestier

Voir *Bois et forêts*, **1**

Code général des collectivités territoriales

Voir *Collectivités territoriales*, **1; 2**
Etablissements publics, **1**
Ordre public, **2**
Outre-mer, **2**
Personnes âgées, **1**

Code général des impôts

Voir *Collectivités territoriales*, **2**
Personnes âgées, **1**
Politique sociale, **1**
Sécurité sociale, **1**
Urbanisme, **1**

Code monétaire et financier

Voir *Ordre public*, **2**
Politique économique, **1**

Code pénal

Voir *Vie, médecine et biologie*, **1**

Code rural

Voir *Bois et forêts*, **1**
Politique sociale, **1**
Risques professionnels, **1**
Sécurité sociale, **1**

Collectivités territoriales

Voir *Rappels au règlement*

Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean BIZET (30 juin 2000) [n° **455** (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (15 novembre 2000) [n° **77** (2000-2001)] - Voir **Table thématique 2000 - Collectivités territoriales** - Discussion (21 novembre 2000) - Adoption (21 novembre 2000) [n° **25**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 2000) [n° **2736** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (13 juin 2001) [n° **3137** (2000-2001)] - Discussion (27 juin 2001) - Adoption (27 juin 2001) [n° **697**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 juin 2001) [n° **423** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (10 octobre 2001) [n° **6** (2001-2002)] - Discussion (17 octobre 2001) - Adoption (17 octobre 2001).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 octobre 2000) [n° **3348** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (21 novembre 2001) [n° **3398** (2001-2002)].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (30 novembre 2001) [n° **105** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jacky DARNE (11 décembre 2001) [n° **3454** (2001-2002)] - Discussion (12 décembre 2001) - Adoption (12 décembre 2001) [n° **746**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Paul GIROD (11 décembre 2001) [n° **127** (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° **36**].

PROMULGATION : loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2002).

Discussion (deuxième lecture)

(17 octobre 2001) (p. 4182, 4194).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4182, 4184) : *MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Roland Muzeau, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-François Picheral, Jean-Pierre Schosteck.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4184, 4194) : *MM. René Garrec, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Roland Muzeau, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-François Picheral, Jean-Pierre Schosteck.*

TITRE I^{er}

CONCOURS FINANCIERS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AUX SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 1^{er} A (*participation des collectivités territoriales au capital social des sociétés d'économie mixte locales - art. L. 1522-2 du code général des collectivités territoriales*) - Supprimé.

Art. 1^{er} (*concours financiers des collectivités territoriales aux sociétés d'économie mixte locales - art. L. 1522-4 et L. 1522-5 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4184) - Adopté après modification (p. 4186).

Art. 1^{er} bis (*subventions et avances aux sociétés d'économie mixte exerçant une activité de développement économique local - art. L. 1523-7 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4186) - Adopté après modification (p. 4187).

Art. 2 (*remboursement par le fonds de compensation pour la TVA de participations financières versées par les collectivités territoriales aux sociétés d'économie mixte locales dans le cadre d'opérations d'aménagement - art. L. 1615-11 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4187) - Adopté.

TITRE II

STATUT DES REPRESENTANTS ELUS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU DE SURVEILLANCE DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 3 (*statut des élus mandataires des collectivités territoriales - art. L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4187) - Adopté après modification (p. 4189).

Art. 4 (*prise illégale d'intérêt - art. 432-14 du code pénal*) (p. 4189) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE III

ATTRIBUTION DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

Art. 5 (*appréciation des garanties professionnelles et financières - art. L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4189) - Adopté.

TITRE IV

OBLIGATIONS DE COMMUNICATION ET DE TRANSPARENCE DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 6 (*clauses des conventions conclues avec les sociétés d'économie mixte locales exerçant une activité d'aménagement - art. L. 1523-2 et L. 1523-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4189) - Adopté après modification (p. 4191).

Art. 6 bis (*examen par l'assemblée délibérante de la modification des statuts de la société d'économie mixte locale - art. L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4191) - Adopté.

Art. 6 ter (*candidature d'une entreprise à un appel d'offres lancé par une société d'économie mixte dont elle est actionnaire*) (p. 4191) - Adopté.

TITRE V

COMPOSITION DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 8 (*participation des collectivités étrangères au capital des sociétés d'économie mixte locales - art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4191) - Adopté après modification.

TITRE VI

RETOUR DES BIENS A LA COLLECTIVITÉ EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Art. 9 (*droit de retour à la collectivité en cas de liquidation judiciaire - art. L. 1253-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4191) - Adopté.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10 (*possibilité pour une commune de rester actionnaire d'une société d'économie mixte dont l'objet social correspond à une compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale - art. L. 1521-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4192) - Adopté.

Art. 11 (*subventions des collectivités territoriales aux organismes distribuant des avances remboursables - art. L. 1511-7 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4192) - Adopté.

Art. 12 (*interventions économiques des groupements - art. L. 5111-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4192) - Adopté.

Après l'art. 12 (p. 4192).

Art. additionnel (*concours financiers des collectivités territoriales aux sociétés d'aménagement régional - art. L. 112-10 du code rural*) (p. 4192) - Adopté.

Art. additionnel (*protection des administrateurs des sociétés d'assurance mutuelles*) (p. 4193) - Adopté.

Art. additionnel (*mécanisme de représentation-substitution étendu aux districts*) (p. 4193) - Adopté (p. 4194).

Art. additionnel (*clarification des règles de mise en concurrence applicables aux contrats conclus par les sociétés d'économie mixte construisant des logements*) (p. 4194) - Adopté.

Adoption (17 octobre 2001) (p. 4194).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 2001) (p. 7175, 7180).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7175, 7177) : MM. François Fortassin, Paul Girod, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-François Picheral, Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7177, 7180).

TITRE I^{er}

CONCOURS FINANCIERS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUX SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 1^{er} A (p. 7177).

TITRE II

STATUT DES REPRESENTANTS ELUS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU DE SURVEILLANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 3 (p. 7178).

TITRE III

ATTRIBUTION DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC

TITRE IV

OBLIGATIONS DE COMMUNICATION ET DE TRANSPARENCE DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

Art. 6 (p. 7178).

TITRE V

COMPOSITION DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES

TITRE VI

RETOUR DES BIENS A LA COLLECTIVITÉ EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 11 (p. 7179).

Art. 13 (*concours financiers des collectivités territoriales aux sociétés d'aménagement régional - art. L. 112-10 du code rural*) (p. 7179).

Art. 15 (*représentation-substitution des districts au sein d'établissements publics de coopération intercommunale*) - Supprimé par la CMP.

Art. 15 bis (*extension du périmètre des schémas de cohérence territoriale en cas de création d'une communauté de communes, d'agglomération ou urbaine*) (p. 7179).

Art. 15 ter (*révision des plans d'occupation des sols selon la procédure d'urgence*) (p. 7180).

Art. 16 (*soumission des contrats des SEM de logement social aux procédures prévues par le code des marchés publics*) - Supprimé par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7180) : MM. Robert Bret, Paul Girod, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7180).

2. - Projet de loi relatif à la Corse, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel VAILLANT, ministre de l'intérieur (21 février 2001) [n° 2931 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bruno LE ROUX (18 avril 2001) [n° 2995 (2000-2001)] - Urgence (2 mai 2001) - Discussion (15, 16, 17, 22 mai 2001) - Adoption (22 mai 2001) [n° 673].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 mai 2001) [n° 340 (2000-2001)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Paul GIROD (30 octobre 2001) [n° 49 (2001-2002)] - Discussion (6, 7, 8 novembre 2001) - Adoption (8 novembre 2001) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 novembre 2001) [n° 3380 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Paul GIROD (8 novembre 2001) [n° 76 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bruno LE ROUX (15 novembre 2001) [n° 3389 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 novembre 2001) [n° 3380 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bruno LE ROUX (21 novembre 2001) [n° 3399 (2001-2002)] - Discussion (27, 28 novembre, 4 décembre 2001) - Adoption (4 décembre 2001) [n° 733].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 décembre 2001) [n° 111 (2001-2002)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Paul GIROD (5 décembre 2001) [n° 115 (2001-2002)] - Discussion (12 décembre 2001) - Adoption (12 décembre 2001) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (13 décembre 2001) [n° 3464 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bruno LE ROUX (18 décembre 2001) [n° 3469 (2001-2002)] - Discussion (18 décembre 2001) - Adoption (18 décembre 2001) [n° 751].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-454 DC du 17 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 2002) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 2001) (p. 4664, 4713) ; (7 novembre 2001) (p. 4729, 4808) ; (8 novembre 2001) (p. 4817, 4864 ; 4874, 4920).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4664, 4708) : *MM. Jean-Yves Autexier, José Balareello, Jean-Pierre Bel, Jacques Blanc, Robert Bret, Jean-Patrick Courtois, Paul Girod, rapporteur de la commission spéciale sur la Corse; Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission spéciale sur la Corse; Gérard Larcher, Louis Le Pensec, Pierre Mauroy, Michel Mercier, Paul Natali, Christian Poncelet, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Richert, Josselin de Rohan, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; André Vallet, Jean-Paul Virapoullé.*

Motion n° 1 de M. Jean-Yves Autexier **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 4708).

Rejet de la motion (p. 4713).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4729, 4808 ; 4817, 4864 ; 4874, 4920) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Bel, Jacques Blanc, Robert Bret, Charles Ceccaldi-Raynaud, Michel Charasse, Jean Chérioux, Christian Cointat, Claude Estier, Bernard Fournier, Yann Gaillard, Patrice Gélard, Paul Girod, rapporteur de la commission spéciale sur la Corse; Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyest, Bernard Joly, Roger Karoutchi, Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission*

spéciale; Louis Le Pensec, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Paul Natali, Georges Othily, Jacques Pelletier, Jacques Peyrat, Jean-François Picheral, Jean-Pierre Raffarin, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; André Vallet.

AVANT LE TITRE I^{er} (p. 4729).

Art. additionnel (*définition des spécificités de la Corse*) (p. 4729) - Adopté.

TITRE I^{er}

DE L'ORGANISATION ET DES COMPETENCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

Chapitre 1^{er}

Du régime juridique des actes de l'assemblée de Corse

Art. 1^{er} (*attributions de l'assemblée de Corse, adaptation des lois et règlements - art. L. 4424-1 et L. 4424-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4730) - Adopté après modification (p. 4749).

Art. 2 (*déféré préfectoral - recours suspensif - art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4749) - Supprimé.

Art. 3 (*refonte du chapitre du code consacré à l'organisation de la collectivité territoriale de Corse*) (p. 4912) - Adopté (p. 4914 ; précédemment réservé le 7 novembre 2001, p. 4749).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux compétences de la collectivité territoriale

Section 1

De l'identité culturelle

Sous-section 1 *De l'éducation et de la langue corse.*

Art. 4 (*carte scolaire des établissements d'enseignement secondaire - art. L. 4424-11, L. 4424-12 et L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4750) - Adopté après modification (p. 4752).

Art. 5 (*actions de formation supérieure - art. L. 4424-13 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4752) - Adopté après modification.

Art. 6 (*financement des établissements d'enseignement supérieur et gestion des instituts universitaires de formation des maîtres*) (p. 4752) - Adopté après modification (p. 4753)

Art. 7 (*enseignement de la langue corse - art. L. 312-11 du code de l'éducation, art. L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4753) - Adopté après modification (p. 4763).

Sous-section 2 *De la culture et de la communication.*

Art. 8 (*coopération décentralisée en matière culturelle - art. L. 4424-16 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4763) - Adopté après modification.

Art. 9 (*compétences en matière culturelle - art. L. 4424-17 du code général des collectivités territoriales et art. L. 144-6 du code de l'urbanisme*) (p. 4763) - Adopté après modification (p. 4833 ; précédemment réservé le 7 novembre 2001, p. 4766).

Art. 10 (*création d'infrastructures de communication - art. L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4766) - Adopté après modification (p. 4767).

Sous-section 3 *Du sport et de l'éducation populaire.*

Art. 11 (*compétences de la collectivité territoriale de Corse en matière de sport et d'éducation populaire - art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4767) - Adopté après modification (p. 4768).

Section 2

De l'aménagement et du développement

Avant la sous-section 1 (p. 4769).

Division additionnelle (*De la délimitation du domaine public maritime en Corse*) (p. 4769) - Adoptée.

Art. additionnel (*dispositions applicables à la collectivité territoriale de Corse*) (p. 4769) - Adopté.

Art. additionnel (*détermination du domaine public maritime*) (p. 4769) - Adopté.

Division additionnelle (*Dispositions applicables au littoral*) (p. 4769) - Adoptée (p. 4776).

Art. additionnel (*allocation versée aux collectivités territoriales pour la rédaction d'un plan local d'urbanisme*) (p. 4770) - Adopté (p. 4772).

Art. additionnel (*gage du dispositif précédent*) (p. 4772) - Adopté.

Art. additionnel (*constructibilité des espaces remarquables où est survenu un incendie de forêt*) (p. 4772) - Adopté (p. 4774).

Art. additionnel (*aménagement minimal des espaces remarquables*) (p. 4774) - Adopté (p. 4776).

Sous-section 1 *Du plan d'aménagement et de développement durable.*

Art. 12 (*régime du plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, PADU*) (p. 4776).

Art. L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales (*contenu du PADU*) (p. 4786) - Adopté après modification (p. 4787).

Art. L. 4424-10 du code général des collectivités territoriales (*dérogations à la loi "littoral" opérées par le PADU*) (p. 4787) - Adopté après modification (p. 4795).

Art. L. 4424-11 du code général des collectivités territoriales (*portée normative du PADU*) (p. 4795) - Supprimé (p. 4796).

Art. L. 4424-12 du code général des collectivités territoriales (*valeur normative du PADU eu égard à la mise en valeur de la mer et aux transports*) (p. 4795) - Supprimé (p. 4796).

Art. L. 4424-13 du code général des collectivités territoriales (*procédure d'élaboration du PADU*) (p. 4795) - Supprimé (p. 4796).

Art. L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales (*conditions d'adoption d'un contrat de plan entre l'Etat et la collectivité territoriale de Corse*) (p. 4795) - Supprimé (p. 4796).

Art. L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales (*modification du PADU destinée à réaliser un projet d'intérêt général ou une opération d'intérêt général*) (p. 4795) - Supprimé (p. 4796).

Adoption de l'article 12 modifié (p. 4796).

Art. 13 (*abrogations*) (p. 4833) - Adopté après modification (précédemment réservé le 7 novembre, p. 4796).

Sous-section 2 *Des transports et de la gestion des infrastructures.*

Art. 14 (*transports*) (p. 4796) - Adopté après modification (p. 4823 ; précédemment réservé le 7 novembre 2001, p. 4802).

Art. 15 (*gestion des infrastructures de transport - Chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 4802) - Adopté après modification (p. 4805).

Sous-section 3 *Du logement.*

Art. 16 (*logement*) (p. 4805) - Adopté.

Section 3

Du développement économique

Sous-section 1 *De l'aide au développement économique.*

Art. 17 (*aide au développement économique - Chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 4805).

Art. L. 4424-28 du code général des collectivités territoriales (*possibilité pour la collectivité territoriale de Corse de participer à un fonds d'investissement auprès d'une société de capital-investissement*) (p. 4806) - Adopté après modification.

Après l'art. L. 4424-28 du code général des collectivités territoriales (p. 4806).

Art. additionnel (*possibilité pour la collectivité territoriale de Corse de participer par versement de dotations d'un fonds de garantie ayant pour objet de garantir des concours financiers accordés aux entreprises et dont la gestion est assurée par un établissement de crédit*) (p. 4806) - Adopté après modification (p. 4807).

Adoption de l'article 17 modifié (p. 4807).

Sous-section 2 *Du tourisme.*

Art. 18 (*orientations en matière de développement touristique - art. L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4821) - Adopté après modification (p. 4822).

Art. 19 (*classement des stations, organismes et équipements de tourisme - art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4823) - Adopté après modification (p. 4824).

Sous-section 3 *De l'agriculture et de la forêt.*

Art. 20 (*orientations en matière de développement agricole, rural et forestier - art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. L. 112-11, L. 112-12, L. 314-1 et L. 314-1-1 du code rural*) (p. 4824) - Adopté après modification (p. 4826).

Art. 21 (*propriété et gestion des forêts - art. L. 181 du code forestier*) (p. 4826) - Adopté après modification.

Sous-section 4 *De l'emploi et de la formation professionnelle.*

Art. 22 (*formation professionnelle et apprentissage - art. L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales, art. L. 910-1 du code du travail*) (p. 4827) - Adopté après modification (p. 4828).

Section 4

De l'environnement et des services de proximité

Sous-section 1 *De l'environnement.*

Art. 23 (*codification et dispositions diverses*) (p. 4828) - Adopté après modification (p. 4829).

Art. 24 (*transferts de compétences en matière d'environnement*) (p. 4833) - Adopté après modification (p. 4835).

Après l'art. 24 (p. 4835).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 4835) - Adopté.

Art. 25 (*comité pour le développement, l'aménagement et la protection du massif corse*) (p. 4836) - Adopté après modification.

Sous-section 2 *De l'eau et de l'assainissement.*

Art. 26 (*planification de la ressource en eau - art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4836) - Adopté après modification (p. 4838).

Art. 27 (*tarification de l'eau - art. L. 214-15 du code de l'environnement*) (p. 4838) - Adopté.

Sous-section 3 Déchets.

Art. 28 (*plans d'élimination des déchets*) (p. 4838) - Adopté après modification (p. 4839).

Sous-section 4 De l'énergie.

Art. 29 (*coordination*) (p. 4839) - Adopté.

Après l'**art. 29** (p. 4839).

Art. additionnel (*modalités de consultation de la collectivité territoriale de Corse sur tout projet d'implantation d'un ouvrage de production utilisant les ressources locales énergétiques mentionnées au 1° de l'article L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4839) - Adopté (p. 4840).

TITRE II

DES MOYENS ET DES RESSOURCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux services et aux personnels

Art. 30 (*transfert ou mise à disposition des services et des biens de l'Etat correspondant aux compétences transférées*) (p. 4840) - Adopté (p. 4841).

Art. 31 (*mise à disposition provisoire des agents des services transférés*) (p. 4841) - Adopté.

Art. 32 (*droit d'option des fonctionnaires des services transférés*) (p. 4841) - Adopté (p. 4842).

Art. 33 (*droit d'option des agents non titulaires des services transférés*) (p. 4842) - Adopté.

Art. 33 bis (*titularisation des agents non titulaires de l'Etat dont le service est transféré à la collectivité territoriale de Corse*) (p. 4842) - Adopté après modification.

Après l'**art. 33 bis** (p. 4842).

Art. additionnel (*couverture de la situation des ouvriers des parcs et ateliers des Ponts-et-Chaussées et des bases aériennes ne relevant pas des catégories de personnels déjà couvertes par le projet de loi*) (p. 4842) - Adopté (p. 4843).

Art. additionnel (*situation des personnels de l'agence pour le développement économique de la Corse*) (p. 4843) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives au transfert des biens et des ressources

Art. 34 (*compensation des charges - art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4843) - Adopté après modification (p. 4844).

Art. 35 (*transferts de biens de l'Etat dans le patrimoine de la collectivité territoriale de Corse - art. L. 4422-45 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4844) - Adopté après modification (p. 4846).

Art. 36 (*dotation de continuité territoriale - art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4846) - Adopté après modification (p. 4848).

Art. 37 (*financement du plan d'aménagement et de développement durable - art. L. 4425-5 à L. 4425-8 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4848) - Adopté après modification.

Art. 38 (*ressources fiscales de la collectivité territoriale de Corse - art. 34 de la loi de finances pour 1993, art. L. 4425-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4849) - Adopté après modification (p. 4850).

Après l'**art. 38** (p. 4850).

Art. additionnel (*retour au financement des opérations de protection de l'environnement par la taxe générale sur les activités polluantes*) (p. 4850) - Adopté.

Art. 39 (*crédits alloués aux offices - art. L. 112-14 du code rural*) (p. 4850) - Adopté après modification (p. 4851).

Art. 39 bis (*rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan des transferts de personnel et de ressources*) (p. 4851) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions relatives aux offices

Art. 40 (*exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices - art. L. 4424-40 et L. 4424-41 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 4817) - Adopté après modification (p. 4820 ; priorité ordonnée, p. 4817).

Art. 40 bis (*tutelle du président du conseil exécutif sur les actes des offices - art. L. 4422-26 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4821) - Adopté après modification (priorité ordonnée p. 4820).

Art. 41 (*disparition des offices - coordination - art. L. 4424-20, L. 4424-31, L. 4424-33, L. 4424-35 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4820) - Supprimé (p. 4821 ; priorité ordonnée, p. 4821).

Art. 42 (*disparition des offices - coordination - art. L. 112-11 et L. 112-12 du code rural*) (p. 4821) - Supprimé (priorité ordonnée p. 4821).

TITRE III

MESURES FISCALES ET SOCIALES

Chapitre 1^{er}

Mesures fiscales et sociales en faveur de l'investissement

Art. 43 (*aide fiscale à l'investissement - art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts*) (p. 4851) - Adopté après modification (p. 4891).

Après l'**art. 43** (p. 4891).

Art. additionnel (*montant de l'exonération des droits de succession en cas de pacte d'actionnaires défini par la législation nationale porté à 100 % dans le cas de transmissions d'entreprises susceptibles d'être éligibles au crédit d'impôt, exonération portée à 100 % pour les donations d'entreprises réalisées par les donateurs de plus de 65 ans*) (p. 4891) - Adopté (p. 4892).

Art. 44 (*sortie progressive des dispositifs d'exonération de charges spéciales - art. 4 de la loi 96-1143 du 26 décembre 1996*) (p. 4894) - Adopté après modification (p. 4895).

Art. 44 bis (*pérennisation du différentiel de charges sociales conféré dans le cadre de la zone franche de Corse - art. 4 bis de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996*) (p. 4893) - Adopté après modification (p. 4894 ; priorité ordonnée, p. 4893).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux droits de succession

Art. 45 (*normalisation progressive du régime fiscal des successions en Corse - art. 641 bis, 750 bis A, 885 H, 1135, 1135 bis, 1728 A et 1840 G undecies du code général des impôts*) (p. 4895) - Adopté après modification (p. 4905).

Art. 45 bis (*prise en charge par l'Etat d'une partie des cotisations sociales dues par les employeurs de main-d'oeuvre agricole en Corse*) (p. 4905) - Supprimé (p. 4907).

TITRE IV

PROGRAMME EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT

Art. 46 (*mise en oeuvre du programme exceptionnel d'investissement*) (p. 4907) - Adopté après modification (p. 4909).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 47 (*conférence de coordination des collectivités territoriales - art. L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4909) - Adopté après modification (p. 4910).

Art. 48 (*désignation des vice-présidents de l'assemblée de Corse - art. L. 4422-9 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4910) - Adopté après modification.

Art. 49 (*nombre des conseillers exécutifs de Corse - art. L. 4422-19 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4910) - Adopté après modification.

Art. 50 (*empêchement du président du conseil exécutif - art. L. 4422-25 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4910) - Adopté.

Art. 50 bis (*information de l'Assemblée de Corse par la chambre régionale des comptes - art. L. 4425-8 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4910) - Supprimé (p. 4911).

Après l'art. 50 bis (p. 4911).

Art. additionnel (*extension à la collectivité territoriale de Corse des dispositions applicables à l'ensemble des régions tout en les adaptant aux spécificités institutionnelles de la Corse*) (p. 4911) - Adopté (p. 4912).

Art. 51 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 4912) - Supprimé.

Art. 52 (*décrets d'application*) (p. 4914) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4915, 4920) : M. Jean-Pierre Bel, Mme Nicole Borvo, MM. Charles Ceccaldi-Raynaud, Serge Franchis, Paul Girod, rapporteur de la commission spéciale; Jacques Larché, président de la commission spéciale; Mme Hélène Luc, MM. Paul Natali, Jacques Pelletier, Christian Poncelet, Jean-Pierre Schosteck, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Scrutin public n° 16 (p. 4920).

Adoption (8 novembre 2001) (p. 4920).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 décembre 2001) (p. 6729, 6800).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6729, 6748) : MM. Nicolas Alfonsi, Jean-Yves Autexier, Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Claude Gaudin, Patrice Gélard, Paul Girod, rapporteur de la commission spéciale; Jacques Larché, président de la commission spéciale, Michel Mercier, Paul Natali, Jean-Pierre Raffarin, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Motion n° 1 de M. Jean-Yves Autexier **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 6748).

Rejet de la motion (p. 6751).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6751, 6800) : MM. Nicolas Alfonsi, Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Jean Chérioux, Guy Fischer, Paul Girod, rapporteur de la commission spéciale; Paul Natali, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Art. 1^{er} A (*définition des spécificités de la collectivité territoriale de Corse*) (p. 6751) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

TITRE I^{er}

DE L'ORGANISATION ET DES COMPETENCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

Chapitre 1^{er}

Du régime juridique des actes de l'assemblée de Corse

Art. 1^{er} (*attributions de l'assemblée de Corse - adaptation des lois et règlements - Art. L. 4424-1 et L. 4424-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6751).

Art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales (*attributions de l'assemblée de Corse*) (p. 6752) - Adopté (p. 6753).

Art. L. 4424-2 du code général des collectivités territoriales (*adaptation des lois et règlements*) (p. 6753) - Adopté après modification (p. 6755).

Art. L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales (*publication des propositions, demandes et avis de l'assemblée de Corse au journal officiel*) (p. 6755) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 6755).

Art. 2 (*déféré préfectoral - recours suspensif - art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6755) - Supprimé par le Sénat ; puis rétabli par l'Assemblée nationale ; puis resupprimé par le Sénat.

Art. 3 (*refonte du chapitre du code consacré à l'organisation de la collectivité territoriale de Corse*) (p. 6755) - Adopté après modification (p. 6757).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux compétences de la collectivité territoriale

Section 1

De l'identité culturelle

Sous-section 1 *De l'éducation et de la langue corse.*

Art. 4 (*carte scolaire des établissements d'enseignement secondaire - art. L. 4424-11, L. 4424-12 et L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6757) - Adopté.

Art. 6 (*financement des établissements d'enseignement supérieur et gestion des instituts universitaires de formation des maîtres*) (p. 6757) - Adopté après modification (p. 6758).

Art. 7 (*enseignement de la langue corse - art. L. 312-11 du code de l'éducation - art. L. 4424-14 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6758) - Adopté après modification (p. 6760).

Sous-section 2 *De la culture et de la communication.*

Art. 9 (*compétences en matière culturelle - art. L. 4424-17 du code général des collectivités territoriales et L. 144-6 du code de l'urbanisme*) (p. 6760) - Adopté après modification (p. 6761).

Section 2

De l'aménagement et du développement

Sous-section 1 A *De la délimitation du domaine public maritime en Corse* (p. 6761) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6762).

Art. 12 A (*modification de l'intitulé du titre V de la première partie du livre IV du code du domaine de l'Etat*) (p. 6762) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 12 B (*délimitation du domaine public maritime en Corse*) (p. 6762) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Sous-section 1 B *Des dispositions applicables au littoral* (p. 6762) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 12 C (*aide financière destinée au financement des plans locaux d'urbanisme en Corse*) (p. 6762) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6763).

Art. 12 D (*gage du dispositif précédent*) (p. 6763) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 12 E (*inconstructibilité des espaces remarquables où est survenu un incendie de forêt*) (p. 6763) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 12 F (*réalisation d'aménagements légers sur le littoral*) (p. 6763) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6764).

Sous-section 1 *Du plan d'aménagement et de développement durable.*

Art. 12 (*régime du plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, PADU*) (p. 6764) - Adopté après modification (p. 6770).

Art. 13 (*abrogations*) (p. 6770) - Adopté après modification.

Sous-section 2 *Des transports et de la gestion des infrastructures.*

Art. 14 (*transports*) (p. 6770) - Adopté après modification (p. 6771).

Art. 15 (*gestion des infrastructures de transport - chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 6771) - Adopté après modification (p. 6773).

Sous-section 3 *Du logement.*

Art. 16 (*logement*) (p. 6773) - Adopté après modification.

Section 3

Du développement économique

Sous-section 1 *De l'aide au développement économique.*

Art. 17 (*aide au développement économique - chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 6773) - Adopté.

Sous-section 2 *Du tourisme.*

Art. 18 (*orientations en matière de développement touristique - art. L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6773) - Adopté (p. 6774).

Art. 19 (*classement des stations, organismes et équipements de tourisme - art. L. 4424-32 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6774) - Adopté après modification.

Sous-section 3 *De l'agriculture et de la forêt.*

Art. 20 (*orientations en matière de développement agricole, rural et forestier - art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. L. 112-11, L. 112-12, L. 314-1 et L. 314-1-1 du code rural*) (p. 6774) - Adopté après modification (p. 6775).

Sous-section 4 *De l'emploi et de la formation professionnelle.*

Art. 22 (*formation professionnelle et apprentissage - art. L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - art. L. 910-1 du code du travail*) (p. 6775) - Adopté après modification (p. 6776).

Section 4

De l'environnement et des services de proximité

Sous-section 1 *De l'environnement.*

Art. 23 (*codification et dispositions diverses*) (p. 6776) - Adopté après modification (p. 6777).

Art. 24 (*transferts de compétences en matière d'environnement*) (p. 6777) - Adopté après modification.

Art. 24 bis (*coordination*) (p. 6777) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6778).

Art. 25 (*comité pour le développement, l'aménagement et la protection du massif corse*) (p. 6778) - Adopté après modification.

Sous-section 2 *De l'eau et de l'assainissement.*

Art. 26 (*planification de la ressource en eau - art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6778) - Adopté après modification (p. 6780).

Sous-section 3 *Des déchets.*

Art. 28 (*plans d'élimination des déchets*) (p. 6780) - Adopté après modification.

Sous-section 4 *De l'énergie.*

Art. 29 (*coordination*) (p. 6780) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE II

DES MOYENS ET DES RESSOURCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux services et aux personnels

Art. 31 (*mise à disposition provisoire des agents des services transférés*) (p. 6780) - Adopté.

Art. 32 (*droit d'option des fonctionnaires des services transférés*) (p. 6780) - Adopté (p. 6781).

Art. 33 (*droit d'option des agents non titulaires des services transférés - régime indemnitaire des agents de la collectivité territoriale de Corse*) (p. 6781) - Adopté après modification.

Art. 33 ter (*ouvriers d'Etat en fonction dans les ports et aéroports transférés à la collectivité territoriale de Corse*) (p. 6781) - Adopté.

Art. 33 quater (*personnels de l'agence de développement économique de la Corse*) (p. 6782) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Chapitre 2

Dispositions relatives au transfert de biens et de ressources

Art. 34 (*compensation des charges - art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6782) - Adopté après modification.

Art. 36 (*dotation de continuité territoriale - art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6782) - Adopté après modification (p. 6783).

Art. 37 (*financement du plan d'aménagement et de développement durable - art. L. 4425-5 à L. 4425-8 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6783) - Adopté après modification.

Art. 38 bis (*ressources fiscales de la collectivité territoriale de Corse - art. 266 terdecies A du code général des impôts*) (p. 6783) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 (*crédits alloués aux offices - art. L. 112-14 du code rural*) (p. 6783) - Adopté après modification (p. 6784).

Chapitre 3

Dispositions relatives aux offices

Art. 40 (*exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices - art. L. 4424-40 et L. 4424-41 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 6784) - Adopté après modification (p. 6785).

Art. 40 bis (*tutelle du président du conseil exécutif sur les actes des offices - art. L. 4422-26 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6785) - Adopté après modification.

Art. 41 (*disparition des offices - coordination - art. L. 4424-20, L. 4424-31, L. 4424-33 et L. 4424-35 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6785) - Supprimé.

Art. 42 (*disparition des offices - coordination - art. L. 112-11 et L. 112-12 du code rural*) (p. 6785) - Supprimé (p. 6786).

Art. 42 bis (*personnels de l'agence de développement économique de la Corse*) (p. 6786) - Adopté.

TITRE III

MESURES FISCALES ET SOCIALES

Chapitre 1^{er}

Mesures fiscales et sociales en faveur de l'investissement

Art. 43 (*aide fiscale à l'investissement - art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts*) (p. 6786) - Adopté après modification (p. 6794).

Art. 43 bis (*exonération de droits de mutation à titre gratuit - art. 789 C du code général des impôts*) (p. 6794) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 44 (*sortie progressive du dispositif d'exonération de charges sociales - art. 4 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996*) (p. 6794) - Adopté après modification.

Art. 44 bis (*allègement de charges sociales dans le cas de la réduction du temps de travail*) (p. 6794) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives aux droits de succession

Art. 45 (*normalisation progressive du régime fiscal de succession en Corse - art. 641 bis, 750 bis A, 885 H, 1135, 1135 bis, 1728 A et 1840 G undecies du code général des impôts*) (p. 6795) - Adopté après modification (p. 6797).

Art. 45 bis (*prise en charge par l'Etat d'une partie des cotisations sociales dues par les employeurs de main-d'oeuvre agricole en Corse*) (p. 6797) - Supprimé (p. 6798).

TITRE IV

PROGRAMME EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT

Art. 46 (*mise en oeuvre du programme exceptionnel d'investissements*) (p. 6798) - Adopté après modification (p. 6799).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 47 (*conférence de coordination des collectivités territoriales de Corse - art. L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6799) - Adopté après modification.

Art. 50 ter (*adoption sans vote du budget de la collectivité territoriale de Corse - art. L. 1612-2, L. 4425-7 du code général des collectivités territoriales*) (p. 6799) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Scrutin public n° 32 (p. 6800).

Adoption (12 décembre 2001) (p. 6800).

Commissions parlementaires d'enquête

Voir *Rappels au règlement*

1. Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inondations de la Somme afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondations, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Pierre Martin, Fernand Demilly et Marcel Deneux (20 avril 2001) [n° 278 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Marcel DENEUX (9 mai 2001) [n° 305 (2000-2001)] - Avis de M. Laurent BÉTEILLE (9 mai 2001) [n° 306 (2000-2001)] - Discussion (9 mai 2001) - Adoption (9 mai 2001) [n° 85].

Discussion

(9 mai 2001) (p. 1779, 1783).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1779, 1783) : MM. Laurent Béteille, rapporteur pour avis de la commission des lois; Fernand Demilly, Marcel Deneux, rapporteur de la commission des affaires économiques; Pierre Martin, Christian Poncelet, président du Sénat, Paul Raoult, Mme Odette Terrade.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1783).

Adoption (9 mai 2001) (p. 1783).

Communications du Gouvernement

- en date du 26 mars 2001, relative à la consultation de l'assemblée de la **Polynésie française**, du congrès de **Nouvelle-Calédonie** et de l'assemblée territoriale des îles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi relatif à **l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception** (27 mars 2001) (p. 713)

- en date du 6 septembre 2001, relative à la consultation de l'assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière **d'environnement** (1^{er} octobre 2001) (p. 3807)

- en date du 20 septembre 2001 (1^{er} octobre 2001) (p. 3807)

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes formes de **discrimination à l'égard des femmes** ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de **l'énergie atomique**, relatif à l'application de garanties en France ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale **EUTELSAT** ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention **INTELSAT** en vue de sa transformation en une société supervisée par une Organisation intergouvernementale restructurée ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la **répression du financement du terrorisme** ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification du Protocole facultatif à la convention relative aux **droits de l'enfant**, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part et la Confédération suisse, d'autre part sur la **libre circulation des personnes** ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 de la convention de Bâle sur le **contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination** ;

- relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française** sur le projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier**.

Conférence des présidents

Conférence des présidents : interrogation du Gouvernement par M. Louis de Broissia à propos de la tenue du débat relatif à la décentralisation (7 février 2001) (p. 607) - *M. Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement*

Contentieux fiscal

Voir *Rapports au Parlement*

Contrats ou conventions

Voir *Successions et libéralités, 1*

Coopération européenne

Voir *Traités et conventions, 16*
Union européenne, 1

Coopération judiciaire

Voir *Union européenne, 1*

Corse

Voir *Collectivités territoriales, 2*

Côte d'Ivoire

Voir *Traités et conventions, 4*

Cotisations sociales

Voir *Sécurité sociale, 1*

Cour de justice de la République

Scrutin pour l'élection de juges à la Cour de justice de la République (16 octobre 2001) (p. 4053)

Election de juges à la Cour de justice de la République (16 octobre 2001) (p. 4067)

Prestation de serment de juges à la Cour de justice de la République (30 octobre 2001) (p. 4464)

Prestation de serment de juges à la Cour de justice de la République (6 novembre 2001) (p. 4663)

Cour des comptes

Voir *Magistrature, 2*
Rapports au Parlement

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Commissions parlementaires d'enquête, 1*

Crimes, délits et contraventions

Voir *Union européenne, 1*

Cuba

Voir *Traités et conventions, 11; 21*

Culture

1. - Projet de loi relatif aux musées de France, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Catherine TASCAS, ministre de la culture et de la communication (21 mars 2001) [n° **2939** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (3 mai 2001) [n° **3036** (2000-2001)] - Urgence le 9 mai 2001 - Discussion (10 mai 2001) - Adoption (10 mai 2001) [n° **669**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 2001) [n° **323** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe RICHERT (10 octobre 2001) [n° **5** (2001-2002)] - Discussion (23 octobre 2001) - Adoption (23 octobre 2001) [n° **9**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 octobre 2001) [n° **3354** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alfred RECOURS (7 novembre 2001) [n° **3368** (2001-2002)] - Discussion (29 novembre 2001) - Adoption (29 novembre 2001) [n° **729**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe RICHERT (7 novembre 2001) [n° **58** (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° **46**].

PROMULGATION : loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 2001) (p. 4270, 4324).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4270, 4287) : *MM. Jean-Léonce Dupont, Yann Gaillard, Bernard Joly, Serge Lagauche, Bernard Plasait, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Catherine Tascas, ministre de la culture et de la communication; Jacques Valade, président de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4287, 4323) : *M. Roger Besse, Mmes Marie-Christine Blandin, Annie David, MM. Paul Dubrule, Jean-Léonce Dupont, Jean-Paul Émin, Yann Gaillard, Bernard Joly, Serge Lagauche, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Catherine Tascas, ministre de la culture et de la communication; François Trucy.*

Art. 1^{er} (*champ d'application de l'appellation "musée de France"*) (p. 4288) - Adopté après modification (p. 4289).

Art. 1^{er} bis (*missions permanentes des musées de France*) (p. 4289) - Adopté après modification (p. 4291).

Art. 2 (*Conseil des musées de France*) (p. 4291) - Adopté après modification (p. 4293).

Art. 3 (*modalités d'attribution et de retrait de l'appellation "musée de France"*) (p. 4293) - Adopté après modification (p. 4297).

Art. 4 (*contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les musées de France*) (p. 4297) - Adopté après modification.

Art. 5 (*responsabilité scientifique des musées de France*) (p. 4298) - Adopté après modification.

Art. 5 bis (*partenariat entre les musées et les établissements publics de recherche et d'enseignement*) (p. 4298) - Supprimé (p. 4299).

Art. 6 (*fixation des tarifs des musées de France et informations statistiques relatives à la fréquentation*) (p. 4299) - Adopté après modification (p. 4300).

Art. 6 bis (*convention entre les musées de France et les personnes morales de droit privé à but non lucratif ayant pour objet de contribuer à leur soutien et à leur rayonnement*) (p. 4301) - Adopté.

Art. 6 ter (*rapport sur les incidences financières de l'extension de la gratuité d'accès des mineurs de dix-huit ans à l'ensemble des musées de France*) (p. 4301) - Supprimé.

Art. 6 quater (*constitution de réseaux géographiques, scientifiques ou culturels entre les musées de France*) (p. 4301) - Adopté après modification (p. 4302).

Art. 7 (*acquisition des musées de France ne relevant pas de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics*) (p. 4302) - Supprimé.

Art. 8 (*statut des collections des musées de France*) (p. 4302) - Adopté après modification (p. 4307).

Après l'**art. 8** (p. 4307).

Art. additionnel (*instauration d'un inventaire des collections des musées de France*) (p. 4307) - Adopté (p. 4308).

Art. 9 (*transfert de la propriété des oeuvres des collections nationales mises en dépôt dans des musées territoriaux avant le 7 octobre 1910*) (p. 4308) - Adopté après modification.

Art. 10 (*prêts et dépôts des collections des musées de France*) (p. 4308) - Supprimé (p. 4309).

Art. 11 (*restauration des collections des musées de France ne relevant pas de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics*) (p. 4309) - Adopté après modification (p. 4310).

Art. 12 (*protection des collections menacées de péril*) (p. 4310) - Adopté après modification.

Art. 13 (*sanctions pénales en cas d'usurpation de l'appellation "musées de France"*) (p. 4310) - Adopté.

Art. 14 (*dispositions transitoires*) (p. 4310) - Adopté après modification (p. 4312).

Art. 15 (*mise à disposition de personnels scientifiques d'Etat pour exercer des fonctions dans les musées classés*) (p. 4312) - Adopté.

Avant l'**art. 15 bis** (p. 4312).

Art. additionnel (*présentation par le Gouvernement d'un rapport relatif au droit à l'image et au moyen d'en faire bénéficier les collectivités publiques pour les oeuvres d'art dont elles ont la propriété ou la gestion*) (p. 4312) - Adopté.

Art. 15 bis (*réduction d'impôt pour les dons à l'Etat effectués sous forme d'oeuvres d'art, de livres, d'objets de collection ou de documents de haute valeur historique - art. 200 du code général des impôts*) (p. 4313) - Supprimé.

Art. 15 ter (*réduction d'impôt pour les dons et versements effectués dans le cadre de souscriptions nationales ouvertes pour financer l'achat d'objets d'art destinés à rejoindre les collections d'un musée de France accessibles au public - art. 200 du code général des impôts*) (p. 4313) - Adopté après modification.

Art. 15 quater (*réduction de la durée d'amortissement par les entreprises de leurs achats d'oeuvres d'art contemporain - art. 238 bis AB du code général des impôts*) (p. 4313) - Adopté (p. 4314).

Art. 15 quinquies (*suppression de l'obligation de présentation au public des oeuvres - art. 238 bis OA du code général des impôts*) (p. 4314) - Adopté après modification (p. 4316).

Art. 15 sexies (*déductibilité des sommes versées au titre d'une participation à une souscription nationale ouverte pour financer l'achat d'objets ou d'oeuvres d'art destinés à rejoindre les collections d'un musée de France - art. 238 bis du code général des impôts*) (p. 4317) - Adopté après modification.

Art. 15 septies (*prélèvement de 1 % sur le produit brut des jeux dans les casinos*) (p. 4317) - Supprimé (p. 4320).

Art. 15 octies (*rapport sur l'affectation du prélèvement supplémentaire de 1 % sur le produit brut des jeux au financement de l'acquisition de trésors nationaux*) (p. 4320) - Supprimé.

Après l'**art. 15 octies** (p. 4320).

Art. additionnel (*réduction d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu au titre des achats de trésors nationaux par des entreprises*) (p. 4317 ; priorité ordonnée p. 4316) - Adopté.

Art. additionnel (*exonération de la taxe sur les objets d'art*) (p. 4320) - Adopté.

Art. 16 (*coordination*) (p. 4320) - Adopté après modification (p. 4322).

Art. 17 (*application à Mayotte*) (p. 4322) - Adopté.

Art. 18 (*assouplissement du régime des fondations d'entreprise prévu par la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat*) (p. 4322) - Adopté après modification.

Après l'**art. 18** (p. 4322).

Art. additionnel (*création d'un Centre national de la chanson, des variétés et du jazz ayant le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 4322) - Adopté (p. 4323).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4323, 4324) : MM. Yann Gaillard, Serge Lagauche, Philippe Nogrix, Ivan Renar.

Adoption (23 octobre 2001) (p. 4324).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 2001) (p. 7240, 7249).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7240, 7244) : MM. Serge Lagauche, Philippe Richert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7244, 7249) : M. Philippe Richert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication.

Art. 1^{er} et art. 2 (p. 7244).

Art. 3 (p. 7245) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7249).

Art. 4 et art. 5 (p. 7245).

Art. 5 bis (p. 7245) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 6 (p. 7245).

Art. 6 ter (p. 7245) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 6 quater, art. 7 et art. 8 (p. 7245).

Art. 8 bis, art. 9, art. 10, art. 11, art. 12, art. 14 (p. 7246).

Art. 15 bis A (p. 7247).

Art. 15 bis (p. 7247) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 15 ter (p. 7247).

Art. 15 quinquies (p. 7247) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7249).

Art. 15 sexies (p. 7247).

Art. 15 septies et art. 17 octies (p. 7247) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 15 nonies, art. 15 decies, art. 16 (p. 7247).

Art. 18 et art. 19 (p. 7248).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7249).

D

Décentralisation

Voir *Conférence des présidents*
Rappels au règlement

Déchets

Voir *Rapports au Parlement*

Déclarations du Gouvernement

1. - Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire PRONONCEE AU SENAT par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (19 juin 2001) (p. 3259, 3285) ; (20 juin 2001) (p. 3300, 3317) [n° 393 (2000-2001)] : *MM. Bernard Angels, Jean Bernard, Mme Nicole Borvo, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Jean-Pierre Fourcade, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Francis Grignon, Alain Joyandet, Alain Lambert, président de la commission des finances; Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Moreigne, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; M. Josselin de Rohan.*

Délinquance

Voir *Ordre public, 2*

Démographie

Voir *Rapports au Parlement*

Départements

Voir *Allocutions et communications*

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Famille, 3*
Outre-mer, 1
Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi organique portant validation de l'impôt foncier sur les propriétés bâties en Polynésie française, PRESENTÉE AU SENAT, par M. GASTON FLOÛSSE (26 septembre 2001) [n° 443 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (14 novembre 2001) [n° 73 (2001-2002)] - Discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 2001) [n° 3396 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (12 décembre 2001) [n° 3456 (2001-2002)].

Discussion (première lecture)

(20 novembre 2001) (p. 5211, 5217).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5211, 5216) : *MM. Gaston Flosse, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5216, 5217) : *M. Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

Scrutin public n° 180 (p. 5216).

Adoption (20 novembre 2001) (p. 5216).

Dépenses publiques

Voir *Lois de règlement, 1*

Détenus

Voir *Prisons, 1*

Directives communautaires

Voir *Parlement, 1; 2*

Disques, phonogrammes et vidéogrammes

Voir *Propriété intellectuelle, 1*

Douanes

Voir *Rapports au Parlement*

Droit civil

Voir *Successions et libéralités, 1*

Droit des personnes et de la famille

Voir *Successions et libéralités, 1*

Droit local

1. - Proposition de loi portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dans ses dispositions relatives à la publicité foncière, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert HAENEL (28 juin 2001) [n° 421 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (4 décembre 2001) [n° 109 (2001-2002)] - Discussion (13 décembre 2001) - Adoption (13 décembre 2001) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 2001) [n° 3467 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(13 décembre 2001) (p. 6810, 6818).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6810, 6814) : *MM. Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, rapporteur de la*

commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Jean-Marc Todeschini.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6814, 6818) : M. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} (régime de la publicité foncière en Alsace-Moselle - chapitre III du titre II de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 6814) - Adopté après modification (p. 6817).

Après l'art. 1^{er} (p. 6817).

Art. additionnel (création d'un établissement public de l'Etat visant à remplacer le GILFAM) (p. 6817) - Adopté.

Art. additionnel (composition du conseil d'administration de l'établissement public) (p. 6817) - Adopté.

Art. additionnel (financement de l'établissement public) (p. 6817) - Adopté.

Art. additionnel (emplois permanents de l'établissement public) (p. 6817) - Adopté.

Art. 2 (disposition transitoire relative aux servitudes foncières constituées avant le 1er janvier 1900) (p. 6818) - Adopté.

Art. 3 (dispositions transitoires relatives à certaines tutelles et curatelles) (p. 6818) - Adopté.

Art. 4 (entrée en vigueur différée de certains articles) (p. 6818) - Adopté après modification.

Adoption (13 décembre 2001) (p. 6818).

Droits de l'enfant

Voir *Successions et libéralités*, **1**
Traités et conventions, **23; 24**

Droits de l'homme

1. - Proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean LE GARREC (13 septembre 2000) [n° **2566** (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe VUILQUE (4 octobre 2000) [n° **2609** (2000-2001)] - Discussion (12 octobre 2000) - Adoption (12 octobre 2000) [n° **565**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 2000) [n° **26** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (19 décembre 2000) [n° **155** (2000-2001)] - Discussion (9 janvier 2001) - Adoption (9 janvier 2001) [n° **55**].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations dans l'emploi

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 janvier 2001) [n° **2853** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe VUILQUE (28 mars 2001) [n° **2965** (2000-2001)] - Discussion (3 avril 2001) - Adoption (3 avril 2001) [n° **646**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 avril 2001) [n° **256** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (20 juin 2001) [n° **391** (2000-2001)] - Discussion (25 juin 2001) - Adoption (25 juin 2001) [n° **124**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 2001) [n° **3174** (2000-

2001)] - renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (10 octobre 2001) [n° **11** (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe VUILQUE (10 octobre 2001) [n° **3309** (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 2001) [n° **3174** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe VUILQUE (10 octobre 2001) [n° **3311** (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2001) - Adoption (11 octobre 2001) [n° **713**].

Discussion (première lecture)

(9 janvier 2001).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5, 14) : MM. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Claude Domeizel, Dominique Leclerc, Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 14, 29) : M. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Claude Domeizel, Guy Fischer, Dominique Leclerc, Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} (mesures discriminatoires et aménagement du régime de la charge de la preuve - art. L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail, art. 225-1 et 225-2 du code pénal) (p. 14) - Adopté après modification (p. 18).

Art. 2 (action en justice des organisations syndicales et nullité d'un licenciement à raison de l'action de justice - art. L.122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail) (p. 18) - Adopté après modification (p. 21).

Art. 3 (discriminations et négociations collectives - art. L. 133-5 et L. 136-2 du code du travail) (p. 21) - Adopté.

Art. 4 (aménagement du régime de la charge de la preuve et égalité professionnelle - art. L. 123-1 et L. 123-6 du code du travail) (p. 21) - Adopté après modification (p. 22).

Art. 5 (discrimination relative à la rémunération - art. L. 140-8 du code du travail) (p. 23) - Adopté.

Art. 6 (irrecevabilité des listes présentées par une organisation politique prônant des discriminations aux élections prud'homales - art. L. 513-3-1, L. 513-10 et L. 513-11 du code du travail) (p. 23) - Adopté après modification (p. 24).

Art. 7 (nullité d'un licenciement d'un salarié ayant témoigné de mauvais traitements - art. 29-3 nouveau de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et art. 17-1 nouveau de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes) (p. 24) - Adopté (p. 25).

Art. 8 (création d'un service d'accueil téléphonique gratuit) (p. 25) - Adopté après modification (p. 26).

Après l'art. 8 (p. 26).

Art. additionnel (transformation du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, FASTIF, en fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, FASID) (p. 26) - Adopté.

Art. additionnel (inclusion des fonctionnaires dans le champ d'application de la proposition de loi) (p. 26) - Adopté (p. 28).

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations dans l'emploi) (p. 28) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 28, 29) : *MM. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Claude Domeizel, Roland Muzeau.*

Adoption (9 janvier 2001) (p. 29).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 2001) (p. 3492, 3501).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3492, 3497) : *MM. Michel Caldaguès, Gilbert Chabroux, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3497, 3500) : *MM. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 1^{er} (*mesures discriminatoires et aménagement du régime de la charge de la preuve - art. L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail, art. 225-1 et 225-2 du code pénal*) (p. 3497) - Adopté après modification (p. 3498).

Art. 2 (*action en justice des organisations syndicales et nullité d'un licenciement à raison de l'action de justice - art. L.122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail*) (p. 3498) - Adopté après modification (p. 3499).

Art. 2 bis (*différences de traitement fondées sur l'âge - art. L. 122-45-3 nouveau du code du travail*) (p. 3499) - Adopté.

Art. 4 (*aménagement du régime de la charge de la preuve et égalité professionnelle - art. L. 123-1 et L. 123-6 du code du travail*) (p. 3499) - Adopté après modification (p. 3500).

Art. 10 (*discriminations dans la fonction publique - art. 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires*) (p. 3500) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi*) (p. 3500) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3500, 3501) : *MM. Michel Caldaguès, Victor Reux.*

Scrutin public n° 64 (p. 3501).

Adoption (25 juin 2001) (p. 3501).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 octobre 2001) (p. 4225, 4232).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4225, 4228) : *MM. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Roland Muzeau, Mme Gisèle Printz, M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4229, 4231) : *M. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Mme Gisèle Printz, M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 1^{er} (*mesures discriminatoires et aménagement du régime de la charge de la preuve - art. L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail, art. 225-1 et 225-2 du code pénal*) (p. 4229) - Adopté après modification.

Art. 2 (*action en justice des organisations syndicales et des associations de lutte contre les discriminations - art. L. 122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail*) (p. 4229) - Adopté après modification (p. 4230).

Art. 4 (*aménagement du régime de la charge de la preuve et égalité professionnelle - art. L. 123-1 et L. 123-6 du code du travail*) (p. 4230) - Adopté après modification (p. 4231).

Art. 7 (*nullité d'un licenciement d'un salarié ayant témoigné de mauvais traitements - pour coordination -*

art. L. 315-14-1 et L. 443-11 nouveaux du code de l'action sociale et des familles) (p. 4231) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi *Proposition relative à la lutte contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi* (p. 4231) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4231, 4232) : *MM. Serge Franchis, Alain Gournac.*

Adoption (18 octobre 2001) (p. 4232).

2. - Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Christiane TAUBIRA-DELANNON (22 décembre 1998) [n° 1297 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Christiane TAUBIRA-DELANNON (10 février 1999) [n° 1378 (98-99)] - Discussion (18 février 1999) - Adoption (18 février 1999) [n° 251].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 février 1999) [n° 234 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (8 mars 2000) [n° 262 (1999-2000)] - **Voir Table Thématique 2000 - Droits de l'homme** - Discussion (23 mars 2000) - Adoption (23 mars 2000) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 février 2000) [n° 2277 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Christiane TAUBIRA-DELANNON (5 avril 2000) [n° 2320 (1999-2000)] - Discussion (6 avril 2000) - Adoption (6 avril 2000) [n° 499].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 avril 2000) [n° 314 (1999-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (20 décembre 2000) [n° 165 (2000-2001)] - Discussion (10 mai 2001) - Adoption (10 mai 2001) [n° 87].

PROMULGATION : loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 23 mai 2001).

Discussion (deuxième lecture)

(10 mai 2001) (p. 1874, 1879).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1874, 1878) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Serge Lagache, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1878, 1879).

Art. 2 (*développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage*) (p. 1878) - Adopté.

Art. 3 bis (*fixation d'une date pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage en métropole et création d'un comité de personnalités*) (p. 1879) - Adopté.

Art. 5 (*possibilité pour les associations défendant la mémoire des esclaves d'exercer les droits reconnus à la partie civile*) (p. 1879) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1879) : *MM. Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jacques Pelletier.*

Adoption (10 mai 2001) (p. 1879).

E

Education nationale

Voir *Lois de finances*

Egypte

Voir *Traités et conventions*, 15

Elections et référendums

Voir *Rappels au règlement*

1. - Proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT et les membres du groupe socialiste et apparentés (30 novembre 2000) [n° 2773 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (12 décembre 2000) [n° 2791 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (19, 20 décembre 2000) - Adoption (20 décembre 2000) [n° 600].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (20 décembre 2000) [n° 166 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (16 janvier 2001) [n° 186 (2000-2001)] - Discussion (16, 17, 23, 24, 25, 30, 31 janvier et 1, 6, 7 février 2001) - Adoption (7 février 2001) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (7 février 2001) [n° 2925 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Christian BONNET (29 mars 2001) [n° 242 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard ROMAN (29 mars 2001) [n° 2968 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 février 2001) [n° 2925 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (3 avril 2001) [n° 2969 (2000-2001)] - Discussion (3 avril 2001) - Adoption (3 avril 2001) [n° 645].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 avril 2001) [n° 255 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (17 avril 2001) [n° 270 (2000-2001)] - Discussion (17 avril 2001) - Rejet (17 avril 2001) [n° 72].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-444 DC du 9 mai 2001 (JO Lois et décrets du 16 mai 2001) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-419 du 15 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 16 mai 2001).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 2001) (p. 147, 171) ; (17 janvier 2001) (p. 179, 208) ; (23 janvier 2001) (p. 273, 320) ; (24 janvier 2001) (p. 325, 339) ; (25 janvier 2001) (p. 347, 363 ; 375, 399) (30 janvier 2001) (p. 435, 460) ; (31 janvier 2001) (p. 465, 497) ; (1er février 2001) (p. 501, 517 ; 529, 542) ; (6 février 2001) (p. 571, 597) (7 février 2001) (p. 607, 631).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 147, 171 ; 179, 208 ; 273, 320 ; 325, 339 ; 347, 363 ; 399 ; 435, 460 ; 465, 497 ; 501, 517 ; 529, 542) : MM. Nicolas About, Philippe Adnot, Guy Allouche, Louis Althapé, Jean Arthuis, Jean-Yves

Autexier, Robert Badinter, Laurent Béteille, Paul Blanc, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; James Bordas, Jean Boyer, Dominique Braye, Robert Bret, Mme Paulette Briseperre, MM. Louis de Broissia, Guy-Pierre Cabanel, Jean-Claude Carle, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois, Jean Delaneau, Jacques-Richard Delong, Robert Del Picchia, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Paul Émorine, Pierre Fauchon, Hilaire Flandre, Bernard Fournier, Yann Gaillard, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, François Gerbaud, Paul Girod, Daniel Goulet, Alain Gournac, Georges Gruillot, Pierre Hérisson, Alain Hethener, Roger Karoutchi, Jean-Philippe Lachenaud, Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Dominique Leclerc, Max Marest, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Mme Nelly Olin, MM. Michel Pelchat, Bernard Plasait, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, François Trucy, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle, Serge Vinçon.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 572, 597 ; 607, 631) : MM. Nicolas About, Philippe Adnot, Jean Arthuis, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Dominique Braye, Robert Bret, Louis de Broissia, Guy-Pierre Cabanel, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Charles Descours, Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Michel Esneu, Claude Estier, Pierre Fauchon, Bernard Fournier, Patrice Gélard, Francis Giraud, Alain Gournac, Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyest, Jacques Larché, président de la commission des lois; Patrick Lassourd, Max Marest, Philippe Marini, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle, Jean-Pierre Vial, Guy Vissac.

Art. 1^{er} (date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale - art. L.O. 121 du code électoral) (p. 572) - Adopté après modification (p. 589).

Art. 2 (application de la modification proposée à l'Assemblée élue en 1997) (p. 592) - Supprimé (p. 597).

Après l'art. 2 (p. 607).

Art. additionnel (inéligibilité dans toutes les circonscriptions du défenseur des enfants) (p. 618) - Adopté (p. 618).

Art. additionnel (unification du régime des inéligibilités) (p. 618) - Adopté (p. 619).

Art. additionnel (harmonisation des conditions d'inéligibilité applicables à un certain nombre de fonctionnaires) (p. 619) - Adopté après modification (p. 622).

Art. additionnel (extension à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et à Mayotte, de l'application des trois articles précédents) (p. 622) - Adopté après modification.

Art. additionnel (interdiction à 18 catégories d'agents de la fonction publique de se présenter aux élections cantonales à moins d'un an de la date à laquelle ils ont cessé d'exercer leur fonction dans le département) (p. 622) - Adopté (p. 624).

Art. additionnel (extension du dispositif et des principes précédents aux élections communales) (p. 624) - Adopté après modification (p. 625).

Art. additionnel (date d'entrée en vigueur des dispositions des articles précédents) (p. 626) - Adopté après modification (p. 626 ; précédemment réservé, p. 622).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 627, 631) : MM. Philippe Arnaud, James Bordas, Claude Estier, Patrice Gélard, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne,

ministre des relations avec le Parlement; Josselin de Rohan.

Scrutin public n° 41 (p. 630).

Adoption (7 février 2001) (p. 630).

Discussion (nouvelle lecture)

(17 avril 2001) (p. 1208, 1228).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1208, 1226) : *MM. Jean Arthuis, Robert Badinter, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Guy-Pierre Cabanel, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Henri de Raincourt, Josselin de Rohan.*

Motion n° 1 de M. Christian Bonnet **tendant à opposer la question préalable** (p. 1226).

Adoption de la motion (p. 1228).

Scrutin public n° 46.

Rejet (17 avril 2001) (p. 1228).

2. - Proposition de loi organique tendant à harmoniser les conditions d'éligibilité aux mandats électoraux et aux fonctions électives, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Josselin de ROHAN et plusieurs de ses collègues (4 octobre 2000) [n° 6 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (9 mai 2001) [n° 309 (2000-2001)] - Discussion (17 mai 2001) - Adoption (17 mai 2001) [n° 91].

Discussion (première lecture)

(17 mai 2001) (p. 2171, 2190).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2171, 2186) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 7 (2000-2001)) : *MM. Guy Allouche, Robert Bret, Alain Dufaut, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Josselin de Rohan.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2186, 2189) : *MM. Guy Allouche, André Bohl, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Jean-Pierre Raffarin, Josselin de Rohan.*

Art. 1^{er} (inélégibilité du défenseur des enfants - art. L.O. 130-1 du code électoral) (p. 2186) - Adopté.

Art. 2 (inélégibilités applicables aux fonctionnaires des services préfectoraux - art. L. O. 131 du code électoral) (p. 2186) - Adopté (p. 2188).

Art. 3 (autres inélégibilités professionnelles - art. L. O. 133 du code électoral) (p. 2188) - Adopté (p. 2189).

Après l'art. 3 (p. 2189).

Art. additionnel (remplacement du terme de "professeurs de chaires" par ceux de "professeurs et maîtres de conférence") (p. 2189) - Adopté.

Art. 4 (entrée en vigueur de la loi organique) (p. 2189) - Adopté.

Art. 5 (application de la loi organique dans les collectivités d'outre-mer) (p. 2189) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi organique (proposition de loi organique tendant à harmoniser les conditions d'éligibilité aux mandats électoraux) (p. 2189) - Adopté.

Scrutin public n° 53 (p. 2190).

Adoption (17 mai 2001) (p. 2190).

3. - Propositions de loi tendant à harmoniser les conditions d'éligibilité aux mandats électoraux et aux fonctions électives [n° 7 (2000-2001)] PRESENTÉE AU SENAT, par M. Josselin de ROHAN et plusieurs de ses collègues (4 octobre 2000) [n° 7 (2000-2001)] - Renvoi à la

commission des lois - Rapport commun de M. Patrice GELARD avec ceux des propositions de loi n° 57 (2000-2001) du 26 octobre 2000 - Sondages et enquêtes et n° 280 (2000-2001) du 24 avril 2001 - Elections - (9 mai 2001) [n° 310 (2000-2001)] - Discussion (17 mai 2001) - Adoption (17 mai 2001) [n° 92].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à actualiser plusieurs dispositions du code électoral.

Discussion (première lecture)

(17 mai 2001) (p. 2171, 2186 ; 2190, 2198).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2171, 2186) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 6 (2000-2001)).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2190, 2198) : *MM. Guy Allouche, Alain Dufaut, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois, Daniel Hoeffel, Alain Joyandet, Jacques Larché, président de la commission des lois, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Schosteck, Jean-Jacques Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

TITRE I^{er}

LES INELIGIBILITES

Art. 1^{er} (régime d'inélégibilité des conseillers généraux - art. L. 195 du code électoral) (p. 2190) - Adopté.

Art. 2 (régime d'éligibilité des conseillers municipaux - art. L. 231 du code électoral) (p. 2191) - Adopté.

TITRE II

LES INCOMPATIBILITES

Art. 3 (incompatibilité des fonctions de maire d'une commune de plus de 100 000 habitants avec l'exercice de fonctions publiques non électives - art. L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales) (p. 2191) - Adopté.

Art. 4 (incompatibilité des fonctions de président d'un conseil général avec l'exercice de fonctions publiques non électives - art. L. 3122-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 2191) - Adopté.

Art. 5 (incompatibilités des fonctions de président d'un conseil régional avec l'exercice de fonctions publiques non électives - art. L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 2192) - Adopté.

Art. 6 (incompatibilité entre mandats électoraux survenant du fait de l'acquisition d'un mandat par un suivant de liste - art. L. 270, L. 272-6 et L. 360 du code électoral) (p. 2192) - Adopté.

TITRE III

LES CONDITIONS D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS ELECTIVES PAR DES FONCTIONNAIRES

Art. 7 (avancement du fonctionnaire de l'Etat détaché pour exercer des fonctions électives locales - art. 47-1 et 47-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat) (p. 2192) - Adopté.

Art. 8 (avancement du fonctionnaire territorial détaché pour exercer des fonctions électives locales - art. 68-1 et 68-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) (p. 2192) - Adopté (p. 2193).

Art. 9 (avancement du fonctionnaire hospitalier détaché pour exercer des fonctions électives locales - art. 58-1 et 58-2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) (p. 2193) - Adopté.

TITRE IV

LES SONDAGES ELECTORAUX

Art. 10 (*publication de sondages d'opinion de caractère électoral pendant la semaine précédant un scrutin - art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977*) (p. 2195) - Adopté après modification (p. 2197).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Avant l'art. 11 (p. 2197).

Art. additionnel (*interdiction de la combinaison des couleurs bleu, blanc et rouge sur les bulletins de vote*) (p. 2197) - Adopté (p. 2198).

Art. 11 (*entrée en vigueur*) (p. 2198) - Adopté.

Art. 12 (*application de la loi dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 2198) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi tendant à actualiser plusieurs dispositions du code électoral*) (p. 2198) - Adopté.

Adoption (17 mai 2001) (p. 2198).

Eloges funèbres

Eloge funèbre de René Ballayer, sénateur de la Mayenne, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle (27 mars 2001) (p. 708, 710).

Eloge funèbre de François Abadie, sénateur des Hautes-Pyrénées, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe M. Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche (29 mai 2001) (p. 2369, 2370)

Eloge funèbre de Pierre Jeambrun, sénateur du Jura, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (3 avril 2001) (p. 956, 957).

Eloge funèbre de Martial Taugourdeau, sénateur d'Eure-et-Loir, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe M. Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget (11 décembre 2001) (p. 6692, 6694).

Elus locaux

1. - Propositions de loi discutées conjointement, 1°) n° 59 (2000-2001) relative au statut de l'élu ; 2°) n° 398 (1999-2000) tendant à assurer le maintien de la proportionnalité des indemnités de tous les élus municipaux ; 3°) n° 454 (1999-2000) tendant à revaloriser les indemnités des adjoints au maire, des conseillers municipaux, des présidents et vice-présidents d'un établissement public de coopération intercommunale ; 4°) n° 443 (1999-2000) tendant à la prise en compte, pour l'honorariat des maires, maires délégués et maires adjoints, des mandats accomplis dans différentes communes ; 5°) n° 98 (2000-2001) visant à créer une indemnité de retour à l'emploi pour les élus locaux, PRESENTÉES AU SENAT, par M. Alain VASSELLE (26 octobre 2000) [n° 59 rect. (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (10 octobre 2001) [n° 177 (2000-2001)] - Discussion (18 janvier 2001) - Adoption (18 janvier 2001) [n° 60].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la démocratie locale

Discussion (première lecture)

(18 janvier 2001) (p. 216, 268).

Discussion conjointe avec celle des propositions de loi n° 398 (1999-2000), n° 454 (1999-2000), n° 443 (1999-2000) et n° 98 (2000-2001) - Elus locaux.

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 217, 242) : MM. Jean-Claude Carle, Philippe Darniche, Marcel Debarge, Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Thierry Foucaud, Daniel Goulet, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Lucien Neuwirth, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 243, 265) : MM. Jean Arthuis, Jean-Claude Carle, Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois, Robert Del Picchia, Christian Demuynck, Daniel Goulet, Pierre Hérisson, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Alain Vasselle.

AVANT LE TITRE I^{er}

Art. additionnel (*affirmation du caractère bénévole des activités électives*) (p. 243) - Adopté (p. 246).

Division additionnelle (*Titre... - De la protection du candidat à une élection locale*) (p. 246) - Adopté (p. 247).

Art. additionnel (*impossibilité de prendre des sanctions à l'intérieur de l'entreprise à l'égard d'un candidat à une fonction électorale*) (p. 246) - Adopté (p. 247).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION DES ELUS

Art. 1^{er} (*budget de formation des conseillers municipaux - art. L. 2123-13 du code général des collectivités territoriales*) (p. 247) - Adopté.

Art. 2 (*budget de formation des conseillers généraux - art. L. 3123-11 du code général des collectivités territoriales*) (p. 247) - Adopté.

Art. 3 (*budget de formation des conseillers régionaux - art. L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales*) (p. 247) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS LOCAUX

Art. 4 (*nature juridique de l'indemnité de fonction - art. L. 1621-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 248) - Adopté après modification (p. 249).

Art. 5 (*fixation par la loi du montant des indemnités de fonction - art. L. 1621-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 250) - Adopté (p. 252).

Art. 6 (*remboursement des frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux - art. L. 2123-18, L. 3123-19 et L. 4135-19 du code général des collectivités territoriales*) (p. 252) - Adopté après modification (p. 253).

Art. 7 (*revalorisation des indemnités de fonction des maires-adjoints et des responsables d'établissements publics de coopération intercommunale - art. L. 2123-23, L. 2123-23-1, L. 3123-17 et L. 4135-17 du code général des collectivités territoriales*) (p. 255) - Adopté après modification (p. 257).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU TEMPS NECESSAIRE A L'EXERCICE D'UN MANDAT ELECTORAL

Art. 8 (*compensation des pertes de revenu pour participation aux séances - art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 259) - Adopté.

Art. 9 (*crédit d'heures applicable aux conseillers municipaux - art. L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 259) - Adopté.

Art. 10 (*crédit d'heures applicable aux conseillers généraux - art. L. 3123-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 259) - Adopté.

Art. 11 (*crédit d'heures applicable aux conseillers régionaux - art. L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales*) - Adopté.

Art. 12 (*extension à tous les maires adjoints du régime de suspension du contrat de travail - art. L. 2123-9 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 13 (*extension à tous les conseillers généraux du régime de suspension du contrat de travail - art. L. 3123-7 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 14 (*extension à tous les conseillers régionaux du régime de suspension du contrat de travail - art. L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 15 (*extension à l'ensemble des présidents et vice-présidents de structures intercommunales du régime de suspension du contrat de travail - art. 5211-12-1*) (p. 260) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE DES ELUS

Art. 16 (*protection sociale des élus municipaux ayant suspendu leur contrat de travail - art. L. 2123-25 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 17 (*protection sociale des conseillers généraux ayant suspendu leur contrat de travail - art. L. 3123-20 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 18 (*protection sociale des conseillers régionaux ayant suspendu leur contrat de travail - art. L. 4135-20 du code général des collectivités territoriales*) (p. 260) - Adopté.

Art. 19 (*assujettissement aux cotisations d'assurance maladie au titre du temps d'absence de l'élu salarié, pour l'exercice de son mandat électoral - art. L. 313-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 260) - Adopté.

Art. 20 (*assujettissement aux cotisations d'assurance vieillesse au titre du temps passé hors de son entreprise par l'élu salarié, au titre de son mandat électoral - art. L. 351-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 260) - Adopté.

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A LA REINSERTION PROFESSIONNELLE A L'ISSUE D'UN MANDAT

Art. 21 (*allocation de fin de mandat pour les élus locaux - art. L. 1621-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 261) - Adopté après modification (p. 263).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 22 (*honorariat des maires - art. L. 2122-35 du code général des collectivités territoriales*) (p. 264) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative à la démocratie locale*) (p. 265) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 265, 268) : MM. Jean-Claude Carle, Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyest, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Alain Vasselle.

Adoption (18 janvier 2001) (p. 268).

2. - Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Jacqueline FRAYSSE (21 novembre 2000) [n° 2738 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques BRUNHES 13 décembre 2000 [n° 2797 (2000-2001)] - Discussion (14 décembre 2000) - Adoption (14 décembre 2000) [n° 595].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 2000) [n° 145 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (24 janvier 2001) [n° 199 (2000-2001)] - Discussion (8 février 2001) - Adoption (8 février 2001) [n° 65].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la démocratie locale

Discussion (première lecture)

(8 février 2001) (p. 672, 687).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 672, 677) : Mme Nicole Borvo, M. Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 677, 687) : Mme Nicole Borvo, MM. Marcel Debarge, Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme; MM. Daniel Goulet, Pierre Hérisson, Mme Hélène Luc, M. Philippe Nogrix.

Art. 1^{er} (*compensation des pertes de revenus et des frais supportés pour la garde d'un ou de plusieurs enfants*) (p. 677) - Adopté après modification (p. 682).

Avant l'art. 2 (p. 682).

Division additionnelle (*Titre Ier - De la protection du candidat à une élection locale*) (p. 682) - Adoptée.

Art. 2 (*crédit d'heures - conseillers municipaux*) (p. 682) - Adopté après modification.

Avant l'art. 3 (p. 682).

Division additionnelle (*Titre II - Dispositions relatives à la formation des élus*) (p. 682) - Adoptée.

Art. 3 (*budget de formation des conseillers municipaux*) (p. 682) - Adopté après modification.

Art. 4 (*décret en conseil d'Etat permettant la reconnaissance de la durée de mandat dans le parcours professionnel*) (p. 682) - Adopté après modification (p. 683).

Art. 5 (*majoration des droits à formation*) (p. 683) - Adopté après modification.

Avant l'art. 6 (p. 683).

Division additionnelle (*Titre III - Dispositions relatives aux indemnités de fonction des élus*) (p. 683) - Adoptée.

Art. 6 (*remboursement des frais, notamment de garde d'un ou plusieurs enfants*) (p. 683) - Adopté après modification.

Art. 7 (*présentation d'un rapport au Parlement*) (p. 683) - Adopté après modification.

Après l'art. 7 (p. 684).

Art. additionnel (*extension du remboursement des dépenses liées au mandat de l'élu municipal ou de ses mandataires, aux conseillers généraux et régionaux, ainsi qu'aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale et à leurs mandataires*) (p. 684) - Adopté.

Art. additionnel (*alignement du montant des indemnités des présidents de conseil général et de conseil régional sur celui prévu pour les maires et revalorisation du barème des indemnités allouées aux conseillers généraux et régionaux*) (p. 684) - Adopté.

Division additionnelle (*Titre IV - Dispositions relatives aux temps nécessaires à l'exercice d'un mandat électoral*) (p. 684) - Adoptée.

Art. additionnel (*remboursement des pertes de revenus résultant de la participation à une réunion à la demande de l'Etat ou d'une collectivité autre que celle de l'élu*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*majoration du barème du crédit d'heures des maires, adjoints aux maires et conseillers municipaux*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*majoration du barème du crédit d'heures des présidents, vice-présidents et membres des conseils généraux*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*majoration du barème du crédit d'heures des présidents, vice-présidents et membres des conseils régionaux*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux maires-adjoints du régime de suspension du contrat de travail avec droit aux prestations en nature des assurances maladie et vieillesse*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux membres du conseil général du régime de suspension du contrat de travail avec droit aux prestations en nature des assurances maladie et vieillesse*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux membres du conseil régional du régime de suspension du contrat de travail avec droit aux prestations en nature des assurances maladie et vieillesse*) (p. 685) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux présidents et vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale du régime de suspension du contrat de travail avec droit aux prestations en nature des assurances maladie et vieillesse*) (p. 685) - Adopté.

Division additionnelle (*Titre V - Dispositions relatives à la protection sociale des élus*) (p. 685) - Adoptée.

Art. additionnel (*droit aux prestations en espèces d'assurance maladie pour les maires et leurs adjoints privés d'indemnités de fonction par suite d'une maladie faisant momentanément obstacle à l'exercice de leur mandat*) (p. 685) - Adopté (p. 686).

Art. additionnel (*droit aux prestations en espèces d'assurance maladie pour les conseillers généraux privés d'indemnités de fonction par suite d'une maladie faisant momentanément obstacle à l'exercice de leur mandat*) (p. 686) - Adopté.

Art. additionnel (*droit aux prestations en espèces d'assurance maladie pour les conseillers régionaux privés d'indemnités de fonction par suite d'une maladie faisant momentanément obstacle à l'exercice de leur mandat*) (p. 686) - Adopté.

Art. additionnel (*paiement de cotisations d'assurance maladie et d'assurance vieillesse au titre du temps passé par l'élu hors de son entreprise pour exercer son mandat*) (p. 686) - Adopté.

Art. additionnel (*assimilation des temps d'absence et des crédits d'heures d'un assuré élu local à des périodes travaillées*) (p. 686) - Adopté.

Division additionnelle (*Titre VI - Dispositions relatives à la réinsertion professionnelle à l'issue d'un mandat*) (p. 686) - Adoptée.

Art. additionnel (*compensation financière durant six mois au profit de l'élu qui, à l'issue de son mandat, dispose de revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait antérieurement*) (p. 686) - Adopté.

Division additionnelle (*Titre VII - Dispositions diverses*) (p. 687) - Adoptée.

Art. additionnel (*conditions requises pour l'honorariat*) (p. 687) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative à la démocratie locale*) (p. 687) - Adopté.

Adoption (8 février 2001) (p. 687).

Emploi

1. - Proposition de loi portant création du revenu minimum d'activité, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain LAMBERT (25 avril 2000) [n° 317 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe NOGRIX (30 janvier 2001) [n° 2928 (2000-2001)] [n° 206 (2000-2001)] - Discussion (8 février 2001) - Adoption (8 février 2001) [n° 64].

Discussion (première lecture)

(8 février 2001) (p. 652, 672).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 652, 666) : *MM. Nicolas About, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. André Jourdain, Philippe Marini, Roland Muzeau, Philippe Nogrix, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE° (8 février 2001) - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Motion n° 1 de M. Roland Muzeau **tendant à opposer la question préalable** (p. 667).

Rejet de la motion (p. 672).

Art. 1^{er} (*instauration du revenu minimum d'activité, RMA*) (p. 672) - Adopté.

Art. 2 (*convention de RMA*) (p. 672) - Adopté.

Art. 3 (*mise en oeuvre du RMA par un accord de branche*) (p. 672) - Adopté.

Art. 4 (*contrat de travail à durée indéterminée*) (p. 672) - Adopté.

Art. 5 (*minima sociaux ouvrant droit au RMA*) (p. 672) - Adopté.

Art. 6 (*catégories d'employeurs pouvant conclure une convention de RMA*) (p. 672) - Adopté.

Art. 7 (*prévention du risque d'un recours abusif au licenciement*) (p. 672) - Adopté.

Art. 8 (*allègement des effets de seuil*) (p. 672) - Adopté.

Art. 9 (*modalités d'application*) (p. 672) - Adopté.

Adoption (8 février 2001) (p. 872).

Enseignement

Voir *Lois de finances*

Entreprises

Voir *Rappels au règlement*

1. - Projet de loi sur l'épargne salariale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (1er août 2000) [n° 2560 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean-Pierre BALLIGAND (27 septembre 1999) [n° 2594 (1999-2000)] - Avis de M. Pascal TERRASSE (20 septembre 2000) [n° 2589 (1999-2000)] - Urgence - Discussion (3, 4 octobre 2000) - Adoption (4 octobre 2000) [n° 559].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 2000) [n° 11 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Joseph OSTERMANN (31 octobre 2000) [n° 63 (2000-2001)] - Avis de M. Jean CHERIOUX (31 octobre 2000) [n° 61 (2000-2001)] - **Voir Table Thématique 2000** - Entreprises - Discussion (8, 9 novembre 2000) - Adoption (9 novembre 2000) [n° 23].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi sur l'épargne salariale, l'actionnariat salarié et l'épargne retraite.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 novembre 2000) [n° 2693 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Joseph OSTERMANN (1er décembre 2000) [n° 116 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Pierre BALLIGAND (30 novembre 2000) [n° 2778 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 novembre 2000) [n° 2693 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre BALLIGAND (12 décembre 2000) [n° 2792 (2000-2001)] - Discussion (16 janvier 2001) - Adoption (16 janvier 2001) [n° 610].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 janvier 2001) [n° 193 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Joseph OSTERMANN (23 janvier 2001) [n° 198 (2000-2001)] - Discussion (7 février 2001) - Rejet (7 février 2001) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (7 février 2001) [n° 2921 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre BALLIGAND (7 février 2001) [n° 2922 (2000-2001)] - Discussion (7 février 2001) - Adoption (7 février 2001) [n° 637].

PROMULGATION : loi n° 2001-152 du 19 février 2001 (J.O. Lois et décrets du 20 janvier 2001).

Discussion (nouvelle lecture)

(7 février 2001) (p. 631, 637).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 631, 635) : *MM. Auguste Cazalet, en remplacement de M. Joseph Ostermann, rapporteur de la commission des finances; Charles Descours, Claude Estier, Roland Muzeau, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Motion n° 1 de la commission des finances **tendant à opposer la question préalable** (p. 636).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (7 février 2001) (p. 637).

Environnement

Voir *Transports, 2*

1. - Proposition de loi modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gilbert LE BRIS (10 mai 2000) [n° 2371 (1999-2000)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gilbert LE BRIS (31 mai 2000) [n° 2445 (1999-2000)] - Discussion (13 juin 2000) - Adoption (13 juin 2000) [n° 537].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 juin 2000) [n° 415 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (20 décembre 2000) [n° 163 (2000-2001)] - Discussion (10 janvier 2001) - Adoption (10 janvier 2001) [n° 56].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi modifiant les dispositions du code de l'environnement relatives à la répression des rejets polluants des navires

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 janvier 2001) [n° 2859 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gilbert LE BRIS (24 janvier 2001) [n° 2878 (2000-2001)] - Discussion (30 janvier 2001) - Adoption (30 janvier 2001) [n° 630].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (31 janvier 2001) [n° 207 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (4 avril 2001) [n° 252 (2000-2001)] - Discussion (19 avril 2001) - Adoption (19 avril 2001) [n° 77].

PROMULGATION : loi n° 2001-380 du 3 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 4 mai 2001).

Discussion (première lecture)

(10 janvier 2001) (p. 40, 59).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 40, 51) : *M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Anne Heinis, MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Gérard Le Cam, François Marc.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 51, 58) : *M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Anne Heinis, MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; François Marc, Henri de Richemont.*

Art. 1^{er} (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de gros tonnage - art. L. 218-10 du code de l'environnement) (p. 51) - Adopté après modification.

Art. 2 (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de faible tonnage - art. L. 218-11 du code de l'environnement) (p. 51) - Adopté après modification (p. 52).

Art. 3 (sanctions à l'encontre des capitaines des autres navires - art. L. 218-13 du code de l'environnement) (p. 52) - Adopté après modification.

Art. 4 (sanctions du non-respect de l'obligation d'établir un rapport sur certains événements - art. L. 218-19 du code de l'environnement) (p. 52) - Adopté après modification.

Avant l'art. 5 (p. 52).

Art. additionnel (responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant) (p. 52) - Adopté (p. 53).

Art. 5 (compétence juridictionnelle - art. L. 218-28 et L. 218-29 du code de l'environnement) (p. 53) - Adopté après modification.

Après l'art. 5 (p. 55).

Art. additionnel (responsabilité pénale des personnes morales) (p. 55) - Adopté.

Art. additionnel (immobilisation d'un navire aux frais de l'armateur) (p. 55) - Adopté.

Art. additionnel (extension de la répression à la pollution "de routine") (p. 57) - Adopté (p. 58).

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi modifiant les dispositions du code de l'environnement relatives à la répression des rejets polluants des navires) (p. 58) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 58, 59) : *Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, François Marc.*

Adoption (10 janvier 2001) (p. 59).

Discussion (deuxième lecture)

(19 avril 2001) (p. 1377, 1384).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1377, 1380) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1380, 1384) : *MM. Yves Fréville, Philippe de Gaulle, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Mme Hélène Luc, M. François Marc, Mme Odette Terrade.*

Art. 5 (compétence juridictionnelle - art. 12 de la loi du 5 juillet 1983, devenu les articles L. 218-28 et L. 218-29 du code de l'environnement) (p. 1380) - Adopté.

Art. 8 (sanctions à l'encontre des capitaines de navires coupables de déversements de déchets ou résidus - art. L. 218-31-1 nouveau du code de l'environnement) (p. 1380) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 9 (extension des possibilités de contrôle des navires par les agents des douanes dans la zone contiguë (p. 1380) - Adopté.

Scrutin public n° 47 (p. 1384).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1384) : M. François Marc.

Adoption (19 avril 2001) (p. 1384).

2. - Proposition de loi tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. André ASCHIERI (27 mars 2000) [n° 2279 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. André ASCHIERI (5 avril 2000) [n° 2321 (1999-2000)] - Discussion (25 avril 2000) - Adoption (25 avril 2000) [n° 500].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (26 avril 2000) [n° 318 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (19 septembre 2000) [n° 476 (1999-2000)] - Discussion (4 octobre 2000) - Adoption (4 octobre 2000) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (4 octobre 2000) [n° 2612 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. André ASCHIERI (6 décembre 2000) [n° 2783 (2000-2001)] - Discussion (12 décembre 2000) - Adoption (12 décembre 2000) [n° 590].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (13 décembre 2000) [n° 140 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (21 décembre 2000) [n° 169 (2000-2001)] - Discussion (11 janvier 2001) - Adoption (11 janvier 2001) [n° 58].

NOUVEL INTITULÉ : Proposition de loi tendant à la création d'une Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et de prévention des risques industriels et chimiques.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (11 janvier 2001) [n° 2861 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Claude HURIET (17 janvier 2001) [n° 194 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. André ASCHIERI (17 janvier 2001) [n° 2872 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 janvier 2001) [n° 2861 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. André ASCHIERI (31 janvier 2001) [n° 2904 (2000-2001)] - Discussion (6 février 2001) - Adoption (6 février 2001) [n° 634].

NOUVEL INTITULÉ : Proposition de loi créant une Agence française de sécurité sanitaire environnementale.

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 février 2001) [n° 216 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude

HURIET (4 avril 2001) [n° 250 (2000-2001)] - Discussion (17 avril 2001) - Adoption (17 avril 2001) [n° 73].

NOUVEL INTITULÉ : Proposition de loi tendant à la création d'une Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et de prévention des risques industriels et chimiques.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (18 avril 2001) [n° 2986 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. André ASCHIERI (24 avril 2001) [n° 3004 (2000-2001)] - Discussion (24 avril 2001) - Adoption (24 avril 2001) [n° 659].

PROMULGATION : loi n° 2001-398 du 9 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 10 mai 2001).

Discussion (deuxième lecture)

(11 janvier 2001) (p. 79, 97).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 79, 86) : MM. François Autain, Guy Fischer, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 87, 95) : MM. François Autain, Guy Fischer, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales, Henri Revol, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

TITRE II

AGENCE FRANÇAISE DE SÉCURITÉ SANITAIRE ENVIRONNEMENTALE

Nouvel intitulé (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et de prévention des risques industriels et chimiques) (p. 87) - Adopté (p. 88).

Art. 2 (création de l'agence française de sécurité sanitaire environnementale - chapitre V-I nouveau du titre III du livre III du code de la santé publique, art. L. 1335-3-1 à L. 1335-3-5 nouveaux) (p. 89) - Adopté après modification (p. 91).

Après l'art. 2 (p. 91).

Art. additionnel (dispositions temporaires concernant les recettes de l'agence) (p. 91) - Adopté (p. 92).

Art. 2 bis (affectation à l'agence d'une fraction de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 92) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (rationalisation du système national d'expertise des risques environnementaux) (p. 92) - Adopté après modification.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 4 A (fusion de l'office de protection contre les rayonnements ionisants, OPRI, et de l'institut de protection et de sûreté nucléaire, IPSN) (p. 92) - Adopté après modification (p. 95).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 95, 97) : MM. François Autain, Guy Fischer, Claude Huriet, Max Marest, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Adoption (11 janvier 2001) (p. 97).

Discussion (nouvelle lecture)

(17 avril 2001) (p. 1228, 1239).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1228, 1233) : MM. Guy Fischer, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1233, 1239) : MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires

sociales, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Mme Gisèle Printz, M. Henri Revol.

TITRE II

AGENCE FRANÇAISE DE SECURITE SANITAIRE ENVIRONNEMENTALE

Nouvel intitulé (*Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et de prévention des risques industriels et chimiques* (p. 1234) - Adopté.

Art. 2 (*création de l'agence française de sécurité sanitaire environnementale - Chapitre V-I nouveau du titre III du livre III du code de la santé publique, art. L. 1335-3-1 à L. 1335-3-5 nouveaux*) (p. 1234) - Adopté après modification (p. 1236).

Art. 2 bis A (*affectation du produit des rémunérations pour services rendus de l'INERIS à l'agence*) (p. 1236) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 3 (*rationalisation du système national d'expertise des risques environnementaux*) (p. 1236) - Adopté.

Art. 4 A (*fusion de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants, OPRI, et de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, IPSN*) (p. 1236) - Adopté après modification (p. 1237).

Art. 5 (*compétence de l'agence française de sécurité sanitaire environnementale en matière de qualité de l'air - art. L. 221-1, L. 221-6 et L. 221-7 du code de l'environnement*) (p. 1237) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1238) : *MM. Michel Doublet, Claude Huriet, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Mme Gisèle Printz.*

Adoption (17 avril 2001) (p. 1239).

Epargne

Voir *Entreprises*, 1

Espagne

Voir *Allocutions et communications*

Etablissements publics

1. - Proposition de loi portant création d'établissements publics à caractère culturel, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Ivan RENAR et plusieurs de ses collègues (31 mars 1999) [n° 288 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Ivan RENAR (6 juin 2001) [n° 357 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 106].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 octobre 2001) [n° 20 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Ivan RENAR (13 novembre 2001) [n° 69 (2001-2002)] - Discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 2001) [n° 3392 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Marcel ROGEMONT (28 novembre 2001) [n° 3425 (2001-2002)] - Discussion (29 novembre 2001) - Adoption (29 novembre 2001) [n° 730].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (30 novembre 2001) [n° 104 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Marcel ROGEMONT (4 décembre 2001) [n° 3434 (2001-2002)] - Discussion (12 décembre 2001) - Adoption (12 décembre 2001) [n° 747].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Ivan RENAR (4 décembre 2001) [n° 112 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 47].

PROMULGATION : loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(14 juin 2001) (p. 3200, 3214).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3200, 3207) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3207, 3214) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1^{er} (*création et règles constitutives des établissements publics de coopération culturelle*) (p. 3207).

Art. L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales (*définition des EPCC*) (p. 3208) - Adopté.

Art. L. 1431-2 du code général des collectivités territoriales (*création des EPCC*) (p. 3208) - Adopté (p. 3209).

Art. L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales (*organes dirigeants de l'EPCC*) (p. 3209) - Adopté.

Art. L. 1431-4 du code général des collectivités territoriales (*conseil d'administration*) (p. 3210) - Adopté.

Art. L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales (*directeur de l'EPCC*) (p. 3210) - Adopté.

Art. L. 1431-6 du code général des collectivités territoriales (*statut des personnels des EPCC*) (p. 3210) - Adopté.

Art. L. 1431-7 du code général des collectivités territoriales (*contrôle de légalité et contrôle financier des EPCC*) (p. 3210) - Adopté (p. 3211).

Art. L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales (*ressources des EPCC*) (p. 3211) - Adopté après modification.

Art. L. 1431-9 du code général des collectivités territoriales (*décrets d'application*) (p. 3211) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3211).

Art. 2 (*constitution d'établissements publics de coopération culturelles par les collectivités territoriales ou leurs groupements*) (p. 3212) - Adopté.

Art. 3 (*dispositions transitoires applicables aux personnels des EPCC à caractère administratif*) (p. 3212) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle*) - Adopté (p. 3212).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3212, 3214) : *MM. Guy Allouche, Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Adoption (14 juin 2001) (p. 3214).

Discussion (deuxième lecture)

(20 novembre 2001) (p. 5192, 5209).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5192, 5198) : *M. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5198, 5207) : *Mme Marie-Christine Blandin, MM. Jean Chérioux, Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Mme Françoise Férat, MM. Pierre Laffitte, Jacques Pelletier, Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1^{er} (*création et règles constitutives des établissements publics de coopération culturelle*) (p. 5198).

Art. L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales (*définition des EPCC*) (p. 5199) - Adopté après modification (p. 5201).

Art. L. 1431-2 du code général des collectivités territoriales (*création des EPCC*) (p. 5201) - Adopté après modification.

Art. L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales (*organes dirigeants de l'EPCC*) (p. 5201) - Adopté (p. 5202).

Art. L. 1431-4 du code général des collectivités territoriales (*conseil d'administration*) (p. 5202) - Adopté (p. 5203).

Art. L. 1431-5 du code général des collectivités territoriales (*nomination du directeur de l'établissement public de coopération*) (p. 5203) - Adopté (p. 5205).

Art. L. 1431-6 du code général des collectivités territoriales (*statut des personnels*) (p. 5205) - Adopté après modification (p. 5206).

Art. L. 1431-7 du code général des collectivités territoriales (*contrôle de légalité et contrôle financier des EPCC*) (p. 5206) - Adopté.

Art. L. 1431-8 du code général des collectivités territoriales (*ressources des EPCC*) (p. 5206) - Adopté.

Art. L. 1431-9 du code général des collectivités territoriales (*décrets d'application*) (p. 5206) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 5206).

Art. 3 (*dispositions transitoires*) (p. 5206) - Adopté (p. 5207).

Après l'art. 3 (p. 5207).

Art. additionnel (*exonération des EPCC de l'impôt sur les sociétés*) (p. 5207) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5207, 5209) : *Mme Marie-Christine Blandin, M. Louis Duvernois, Mme Françoise Férat, M. Pierre Laffitte, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Jacques Valade, président de la commission des affaires culturelles.*

Adoption (20 novembre 2001) (p. 5209).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 2001) (p. 7249, 7255).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7249, 7253) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Serge Lagache.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7253, 7254).

Art. 1^{er} (p. 7253) (p. 7254).

Art. 4 (p. 7254) - Supprimé par la commission mixte paritaire.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7254, 7255) : *MM. Jacques Valade, président de la commission des affaires culturelles; Serge Vinçon.*

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7255).

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Politique sociale, 3*

Etat civil

Voir *Outre-mer, 2*

Etats-Unis

Voir *Allocutions et communications*

Etrangers

Voir *Rapports au Parlement*

Euro

Voir *Politique économique, 1*

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales*
Traités et conventions, 16

F

Famille

1. - Proposition de loi relative à l'adoption internationale, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-François MATTEI (1er mars 2000) [n° 2217 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-François MATTEI (22 mars 2000) [n° 2265 (1999-2000)] - Discussion (28 mars 2000) - Adoption (28 mars 2000) [n° 475].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 mars 2000) [n° 287 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT (20 décembre 2000) [n° 164 (2000-2001)] - Discussion (10 janvier 2001) - Adoption (10 janvier 2001) [n° 57].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 janvier 2001) [n° 2860 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-François MATTEI (18 janvier 2001) [n° 2873 (2000-2001)] - Discussion (24 janvier 2001) - Adoption (24 janvier 2001) [n° 628].

PROMULGATION : loi n° 2001-111 du 6 février 2001 (J.O. Lois et décrets du 8 février 2001).

Discussion (première lecture)

(10 janvier 2001) (p. 59, 73).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 59, 67) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Guy Allouche, Mmes Nicole Borvo, Paulette Briseptierre, Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 67, 72) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Guy Allouche, Mmes Nicole Borvo, Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} A (création d'un chapitre dans le code civil - chapitre III du titre VIII du livre 1er du code civil) (p. 67) - Adopté après modification (p. 68).

Art. 1^{er} (effets des décisions d'adoption prononcées à l'étranger et loi applicable au prononcé de l'adoption en France - art. 370-3 du code civil) (p. 68) - Adopté après modification (p. 70).

Après l'**art. 1^{er}** (p. 70).

Art. additionnel (dispositions transitoires) (p. 70) - Adopté (p. 71).

Art. 2 (coordination - art. 361 du code civil) (p. 71) - Adopté.

Art. 3 (conseil supérieur de l'adoption) (p. 71) - Adopté après modification (p. 72).

Art. 4 (composition de l'autorité centrale pour l'adoption - art. 56 de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996) (p. 72) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 72, 73) : *M. Guy Allouche, Mme Nicole Borvo, M. Emmanuel Hamel, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Jacques Machet.*

Adoption (10 janvier 2001) (p. 73).

2. - Proposition de loi relative à l'autorité parentale, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT et plusieurs de ses collègues (17 mai 2001) [n° 3074 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (7 juin 2001) [n° 3117 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 687].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 387 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Laurent BÉTEILLE (14 novembre 2001) [n° 71 (2001-2002)] - Discussion (21 novembre 2001) - Adoption (21 novembre 2001) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 2001) [n° 3416 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (5 décembre 2001) [n° 3435 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 745].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 2001) [n° 131 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Laurent BÉTEILLE (6 février 2002) [n° 209 (2001-2002)] - Discussion (14 février 2002) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (14 février 2002) [n° 3613 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(21 novembre 2001) (p. 5274, 5341).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5274, 5291) : *MM. Laurent Bêteille, rapporteur de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Mmes Josiane Mathon, Lucette Michaux-Chevry, Nelly Olin, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées; Janine Rozier, au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes; M. Bernard Seillier.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5291, 5341) : *M. Laurent Bêteille, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, Philippe Darniche, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Jean-Jacques Hyst, Mmes Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; Lucette Michaux-Chevry, Nelly Olin, Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

Chapitre 1^{er}

L'autorité parentale

Art. 1^{er} (mise en place d'un droit commun de l'autorité parentale) (p. 5291) - Adopté après modification (p. 5295).

Art. 2 (définition de l'autorité parentale - art. 371-1 du code civil) (p. 5296) - Adopté après modification (p. 5297).

Après l'**art. 2** (p. 5297).

Art. additionnel (rétablissement de l'obligation de contribution d'entretien dans les dispositions générales relatives à l'autorité parentale et non dans celles relatives à son exercice, et maintien de cette obligation envers l'enfant majeur qui poursuit effectivement ses études) (p. 5297) - Adopté (p. 5300).

Art. 3 (relation de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec des tiers - art. 371-4 du code civil) (p. 5301) - Adopté après modification (p. 5302).

Art. 4 (principes généraux des modalités d'exercice de l'autorité parentale - art. 372, 372-1, 372-3 à 372-5 du code civil) (p. 5302) - Adopté après modification (p. 5322).

Art. 5 (affirmation du principe de coparentalité - art. 373 du code civil) (p. 5322) - Adopté après modification (p. 5326).

Art. 6 (délégation de l'autorité parentale - art. 377 et 377-1 du code civil) (p. 5326) - Adopté après modification (p. 5327).

Art. 7 (coordinations) (p. 5327) - Adopté après modification (p. 5329).

Chapitre 2

Filiation

Art. 8 (*harmonisation des droits des enfants légitimes et naturels*) (p. 5329) - Adopté après modification (p. 5330).

Art. 9 (*autres harmonisations des droits des enfants légitimes et naturels*) (p. 5330) - Adopté après modification (p. 5331).

Après l'art. 9 (p. 5331).

Art. additionnel (*unification du délai de contestation d'une filiation légitime ou naturelle*) (p. 5331) - Adopté (p. 5332).

Avant l'art. 9 bis (p. 5333).

Division additionnelle *Dispositions diverses et transitoires* (p. 5333) - Adoptée.

Art. 9 bis (*application de la loi à Mayotte*) (p. 5333) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions transitoires

Suppression de cette division et de son intitulé (p. 5333).

Art. 10 (*dispositions transitoires*) (p. 5333) - Adopté après modification (p. 5334).

Art. 11 (*rattachement des enfants à la sécurité sociale des deux parents - art. L. 161-15-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 5334) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 5334).

Art. additionnel (*incrimination spécifique dans le code pénal à l'encontre des personnes qui ont des relations sexuelles tarifées avec des prostitués mineurs de plus de quinze ans*) (p. 5334) - Adopté (p. 5339).

Art. additionnel (*désignation d'un administrateur ad'hoc*) (p. 5339) - Adopté (p. 5340).

Art. additionnel (*déduction des pensions alimentaires de leur revenu imposable par des couples mariés par simple déclaration sur l'honneur*) (p. 5341) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5341) : M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Nelly Olin.

Adoption (21 novembre 2001) (p. 5341).

3. - Projet de loi relatif à l'accès aux origines personnelles, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Elisabeth GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité (17 janvier 2001) [n° 2870 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Véronique NEIERTZ (23 mai 2001) [n° 3086 (2000-2001)] - Discussion (31 mai 2001) - Adoption (31 mai 2001) [n° 680].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 2001) [n° 352 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Henri de RICHEMONT (14 novembre 2001) [n° 72 (2001-2002)] - Avis de M. Jean-Louis LORRAIN (15 novembre 2001) [n° 77 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 2001) [n° 3521 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7202, 7240).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7202, 7215) : Mmes Nicole Borvo, Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Robert Del Picchia, au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes; Jean-Jacques Hyest, Jean-Louis Lorrain, rapporteur pour

avis de la commission des affaires sociales; Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois; Mmes Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées; Michèle San Vicente.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7215, 7240) : Mmes Nicole Borvo, Monique Cerisier-ben Guiga, Dinah Derycke, MM. Gaston Flosse, Alain Gournac, Max Marest, Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.

Art. 1^{er} (*institution du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles, CNAOP - chapitre VI du titre IV du livre 1er du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7215).

Art. L.146-1 du code de l'action sociale et des familles (*mission et composition du CNAOP*) (p. 7217) - Adopté après modification (p. 7218).

Art. L.146-2 du code de l'action sociale et des familles (*demandes et déclarations adressées au CNAOP*) (p. 7218) - Adopté après modification (p. 7219).

Art. L.146-2-1 du code de l'action sociale et des familles (*règles applicables aux demandes et déclarations*) (p. 7219) - Adopté après modification.

Après l'art. L.146-1 du code de l'action sociale et des familles (p. 7219).

Art. additionnel (*transmission au président du conseil général d'une copie des demandes des déclarations recueillies par le CNAOP*) (p. 7219) - Adopté (p. 7220).

Art. L.146-3 du code de l'action sociale et des familles (*éléments d'information recueillis par le Conseil national*) (p. 7220) - Adopté après modification (p. 7221).

Art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles (*levée du secret*) (p. 7221) - Adopté après modification (p. 7223).

Art. L. 146-4-1 du code de l'action sociale et des familles (*absence de conséquences sur la filiation et la responsabilité*) (p. 7223) - Adopté.

Art. L.146-5 du code de l'action sociale et des familles (*actes de naissance d'origine des enfants adoptés plénièrement - communication d'adresses par les administrations*) (p. 7223) - Adopté.

Art. L.146-6 du code de l'action sociale et des familles (*inopposabilité des délais de consultation de certaines archives publiques*) (p. 7223) - Adopté.

Art. L.146-7 du code de l'action sociale et des familles (*secret professionnel*) (p. 7223) - Adopté.

Art. L.146-8 du code de l'action sociale et des familles (*décret d'application*) (p. 7223) - Adopté.

Adoption de l'article 1er, ainsi modifié (p. 7223).

Art. 2 (*recueil de l'identité de la femme demandant à accoucher anonymement - art. L. 222-6 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7223) - Adopté après modification (p. 7225).

Art. 2 bis (*placement en priorité de l'enfant en famille d'accueil - art. L. 224-6 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7225) - Supprimé (p. 7226).

Art. 3 (*correspondant départemental du Conseil national - obligation de communication des informations détenues par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption sur les enfants ayant fait l'objet d'un accouchement anonyme - art. L. 223-7 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7226) - Adopté après modification.

Art. 4 (*suppression de la possibilité pour les parents de remettre leur enfant âgé de moins d'un an à l'aide sociale en demandant le secret de leur identité - art. L. 224-5 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7226) - Adopté après modification (p. 7227).

Art. 4 bis (*conservation des renseignements sous la responsabilité du président du conseil général - art. L. 224-7 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7227) - Adopté après modification (p. 7228).

Après l'art. 4 bis (p. 7228).

Art. additionnel (*suppression de la possibilité pour une personne physique d'être agréée en matière d'adoption internationale*) (p. 7228) - Adopté.

Art. 4 ter (*communication des dossiers individuels par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption - art. L. 225-14-1 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7228) - Adopté après modification (p. 7229).

Art. 5 (*application de la loi à Mayotte - Titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7229) - Adopté après modification (p. 7231).

Art. 6 (*application de la loi aux îles Wallis-et-Futuna - Titre V du livre V du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7231) - Adopté après modification (p. 7233).

Art. 7 (*application de la loi à la Polynésie française - Titre VI du livre V du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7233) - Adopté après modification (p. 7237).

Art. 8 (*application de la loi à la Nouvelle-Calédonie - Titre VII du livre V du code de l'action sociale et des familles*) (p. 7237) - Adopté après modification (p. 7239).

Après l'art. 8 (p. 7239).

Art. additionnel (*amendement de codification*) (p. 7239) - Adopté.

Art. 9 (*application outre-mer de la loi relative au défenseur des enfants - art. 13 de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000*) (p. 7239) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 7240).

Art. additionnel (*aide apportée aux pères pour la transcription de sa reconnaissance en marge de l'acte de naissance*) (p. 7240) - Adopté.

Art. additionnel (*extension des règles applicables aux pupilles de l'Etat à tous les enfants remis à un organisme autorisé pour l'adoption*) (p. 7240) - Adopté.

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7240).

Femmes

Voir *Vie, médecine et biologie*, 1

1. - Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Catherine GENISSON (2 février 2000) [n° 2132 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine GENISSON (1er mars 2000) [n° 2220 (1999-2000)] - Avis de Mme Nicole FEIDT (1er mars 2000) [n° 2225 (1999-2000)] - **Voir Table Thématique 2000 - Femmes** - Discussion (7 mars 2000) - Adoption (7 mars 2000) [n° 469].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 mars 2000) [n° 258 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Rapport de Mme Annick BOCANDE (19 juin 2000) [n° 475 (1999-2000)] - Avis de M. René GARREC (2 octobre 2000) [n° 1 (2000-2001)] - Discussion (3 octobre 2000) - Adoption (3 octobre 2000) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 octobre 2000) [n° 2604 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine GENISSON (22 novembre 2000) [n° 2744 (2000-2001)] - Avis de Mme Nicole FEIDT (13 novembre

2000) [n° 2698 (2000-2001)] - Discussion (28 novembre 2000) - Adoption (28 novembre 2000) [n° 577].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 novembre 2000) [n° 111 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de Mme Annick BOCANDE (13 décembre 2000) [n° 139 (2000-2001)] - Discussion (20 décembre 2000) - Adoption (20 décembre 2000) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (21 décembre 2000) [n° 2838 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de Mme Annick BOCANDE (16 janvier 2001) [n° 2838 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de Mme Catherine GENISSON (16 janvier 2001) [n° 2866 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 2000) [n° 2838 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine GENISSON (24 janvier 2001) [n° 2882 (2000-2001)] - Avis de Mme Nicole FEIDT (23 janvier 2001) [n° 2875 (2000-2001)] - Discussion (30 janvier 2001) - Adoption (31 janvier 2001) [n° 631].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (31 janvier 2001) [n° 208 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de Mme Annick BOCANDE (4 avril 2001) [n° 251 (2000-2001)] - Discussion (17 avril 2001) - Rejet (17 avril 2001) [n° 74].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 avril 2001) [n° 2987 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de Mme Catherine GENISSON (24 avril 2001) [n° 3005 (2000-2001)] - Discussion (24 avril 2001) - Adoption (24 avril 2001) [n° 660].

PROMULGATION : loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 10 mai 2001).

Discussion (nouvelle lecture)

(17 avril 2001) (p. 1239, 1245).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1239, 1243) : *Mme Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales; MM. Michel Doublet, Roland Muzeau, Mmes Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, Gisèle Printz.*

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 1243) (p. 1244).

Adoption de la motion et rejet de la proposition de loi (17 avril 2001) (p. 1245).

Filiation

Voir *Famille*, 3

Finances publiques

Voir *Rapports au Parlement*

Finlande

Voir *Traités et conventions*, 13

Fonction publique

Voir *Politique sociale, 1*

Fonds monétaire international (FMI)

Voir *Rapports au Parlement*

Forêts

Voir *Rapports au Parlement*

Formation professionnelle

Voir *Politique sociale, 1*

G

Gendarmerie nationale

Voir *Rappels au règlement*

Géorgie

Voir *Allocutions et communications*

H

Habitations à loyer modéré (HLM)

Voir *Logement et habitat, 1*
Rapports au Parlement

Handicapés

Voir *Logement et habitat, 1*
Vie, médecine et biologie, 1

Haute Cour de justice

Scrutin pour l'élection de juges à la Haute Cour de justice
(16 octobre 2001) (p. 4053)

Election de juges à la Haute Cour de justice (16 octobre
2001) (p. 4067)

Prestation de serment de juges à la Haute Cour de justice
(30 octobre 2001) (p. 4464)

Prestation de serment de juges à la Haute Cour de justice (6
novembre 2001) (p. 4663)

Hongrie

Voir *Allocutions et communications*

Hôpitaux et cliniques

Voir *Sécurité sociale, 1*
Vie, médecine et biologie, 1

Immigration

Voir *Traités et conventions*, 1

Impôts et taxes

Voir *Départements et territoires d'outre-mer*, 1

1. - Projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (31 janvier 2001) [n° 2906 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (1er février 2001) [n° 2916 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (6 février 2001) - Adoption (6 février 2001) [n° 635].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 février 2001) [n° 217 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Charles DESCOURS (28 mars 2001) [n° 237 (2000-2001)] - Discussion (3 avril 2001) - Adoption (3 avril 2001) [n° 68].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi portant création d'un crédit d'impôt en faveur de l'activité.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 avril 2001) [n° 2972 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Gérard BRAUN (18 avril 2001) [n° 272 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (18 avril 2001) [n° 2993 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (4 avril 2001) [n° 2972 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (18 avril 2001) [n° 2994 (2000-2001)] - Discussion (24 avril 2001) - Adoption (24 avril 2001) [n° 661].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (25 avril 2001) [n° 285 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (25 avril 2001) [n° 286 (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Rejet (3 mai 2001) [n° 80].

PROMULGATION : loi n° 2001-458 du 30 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 31 mai 2001).

Discussion (première lecture)

(3 avril 2001) (p. 958, 983).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 958, 975) : MM. Gérard Braun, Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Roland Muzeau, Philippe Nogrix, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. Michel Sergent, François Trucy.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 975, 983) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Braun, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Charasse, Charles Descours, Claude Huriet, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Nogrix, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Intitulé du projet de loi (*projet de loi portant création d'un crédit d'impôt en faveur de l'activité*) (p. 983) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 983) : M. Philippe Adnot.

Adoption (3 avril 2001) (p. 983).

Discussion (nouvelle lecture)

(3 mai 2001) (p. 1679, 1684).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1679, 1683) : MM. Guy Fischer, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Michel Sergent.

Motion n° 1 de la commission des finances **tendant à opposer la question préalable** (p. 1683).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (3 mai 2001) (p. 1684).

Inde

Voir *Allocutions et communications*

Informatique

Voir *Propriété intellectuelle*, 2

Inondations

Voir *Allocutions et communications*

Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Voir *Vie, médecine et biologie*, 1

Iran

Voir *Allocutions et communications*

J

Jeunes

1. - Proposition de loi tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans, PRESENTÉE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. Alain BOCQUET (21 novembre 2000) [n° 2737 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Patrick MALAVIEILLE (6 décembre 2000) [n° 2784 (2000-2001)] - Discussion (12 décembre 2000) - Adoption (12 décembre 2000) [n° 589].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (12 décembre 2000) [n° 134 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Roland MUZEAU (12 juin 2001) [n° 371 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 117].

PROMULGATION : loi n° 2001-582 du 4 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 6 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3252, 3259).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3252, 3259) : *Mme Claire-Lise Campion, MM. Guy Fischer, Roland Muzeau, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3259) : *M. Alain Joyandet.*

Adoption (19 juin 2001) (p. 3259).

Jordanie

Voir *Traités et conventions*, 2

Juges d'instruction

Voir *Rappels au règlement*

L

La Poste

Voir *Politique économique, 1*
Rapports au Parlement

Langue française

Voir *Rapports au Parlement*

Libertés publiques

Voir *Droits de l'homme, 1; 2*

Licenciements

Voir *Politique sociale, 1*
Rappels au règlement

Littoral

Voir *Environnement, 1*
Transports, 2

Logement et habitat

1. - Proposition de loi visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux familles ayant un enfant handicapé à leur charge, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN (7 janvier 1998) [n° 613 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN (9 mai 2001) [n° 3047 (2000-2001)] - Discussion (15 mai 2001) - Adoption (15 mai 2001) [n° 670].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux personnes en situation de handicap ou aux familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 2001) [n° 325 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean CHERIOUX (11 décembre 2001) [n° 125 (2001-2002)] - Discussion (13 décembre 2001) - Adoption (13 décembre 2001) [n° 29].

PROMULGATION : loi n° 2001-1247 du 21 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 2001) (p. 6818, 6831).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6818, 6826) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales; Gérard Larcher, Mmes Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'Etat au logement; Odette Terrade, M. André Vézinhét.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6826, 6831) : *MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Mme Marie-Noëlle*

Lienemann, secrétaire d'Etat au logement, M. Jean-Pierre Masseret, Mme Odette Terrade, André Vézinhét.

Art. 1^{er} (reconnaissance d'une priorité d'attribution des logements sociaux pour les personnes en situation de handicap et les familles ayant à leur charge une telle personne - art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation) (p. 6826) - Adopté (p. 6828).

Art. 2 (déductibilité de la taxe foncière sur les propriétés bâties, TFPB, pour les dépenses engagées par les organismes d'HLM pour assurer l'adaptation et l'accessibilité des logements) (p. 6828) - Adopté (p. 6831).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6831) : *M. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Odette Terrade, M. André Vézinhét.*

Lois de finances

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Proposition de loi organique relative aux lois de finances, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Didier MIGAUD (11 juillet 2000) [n° 2540 (1999-2000)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Didier MIGAUD (31 janvier 2001) [n° 2908 (2000-2001)] - Discussion (7, 8 février 2001) - Adoption (8 février 2001) [n° 640].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 février 2001) [n° 226 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (29 mai 2001) [n° 343 (2000-2001)] - Discussion (7, 12, 13 juin 2001) - Adoption (13 juin 2001) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 2001) [n° 3139 (2000-2001)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Didier MIGAUD (19 juin 2001) [n° 3150 (2000-2001)] - Discussion (21 juin 2001) - Adoption (21 juin 2001) [n° 690].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 2001) [n° 408 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (26 juin 2001) [n° 413 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 127].

Discussion (première lecture)

(7 juin 2001) (p. 2808, 2876) ; (12 juin 2001) (p. 2914, 2983) ; (13 juin 2001) (p. 2999, 3045).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2808, 2831) : *MM. Bernard Angels, Jean Arthuis, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Yves Fréville, Yann Gaillard, Alain Lambert, Président et rapporteur de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Oudin, Christian Poncelet, Michel Sapin, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2831, 2876 ; 2914, 2983 ; 2999, 3042) : *MM. Bernard Angels, Jean Arthuis, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, Yves Fréville, Yann Gaillard, Alain Joyandet, Alain Lambert, Président et rapporteur de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Mercier, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. Jean-Pierre Schosteck, Serge Vinçon.*

Avant le Titre I^{er}.

Division additionnelle (Titre Ier A - Des lois de finances) (p. 2831) - Adoptée.

Art. additionnel (définition de l'objet des lois de finances) (p. 2831) - Adopté (p. 2837).

TITRE I^{er}

DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE L'ETAT

Art. 1^{er} (*ressources et charges de l'Etat*) (p. 2838) - Adopté après modification (p. 2839).

Chapitre 1^{er}

(Des ressources et des charges budgétaires)

Art. 2 (*ressources budgétaires*) (p. 2843) - Adopté après modification (p. 2846).

Art. 3 (*rémunération des services rendus par l'Etat*) (p. 2847) - Adopté après modification (p. 2849).

Art. 4 (*définition des charges budgétaires de l'Etat*) (p. 2849) - Adopté après modification (p. 2851).

Art. 5 (*budget et principes budgétaires*) (p. 2852) - Supprimé.

Art. 6 (*comptabilisation des recettes et des dépenses*) (p. 2852) - Supprimé.

Chapitre 2

(Des autorisations budgétaires)

Art. 7 (*budgetisation par objectifs : missions et programmes*) (p. 2852) - Adopté après modification (p. 2863).

Art. 8 (*distinction entre autorisations d'engagement et crédits de paiement*) (p. 2863) - Adopté après modification (p. 2864).

Art. 9 (*caractère limitatif des autorisations budgétaires*) (p. 2864) - Supprimé (p. 2869).

Art. 10 (*crédits évaluatifs*) (p. 2870) - Adopté après modification (p. 2872).

Art. 11 (*modifications réglementaires des autorisations budgétaires*) (p. 2872) - Supprimé.

Art. 12 (*répartition des crédits globaux*) (p. 2872) - Adopté après modification (p. 2873).

Art. 13 (*virements et transferts de crédits entre programmes*) (p. 2873) - Adopté après modification (p. 2876).

Art. 14 (*décrets d'avances*) (p. 2914) - Adopté après modification (p. 2918).

Art. 15 (*annulations de crédits*) (p. 2918) - Adopté après modification (p. 2922).

Art. 16 (*reports de crédits*) (p. 2922) - Supprimé.

Chapitre 3

(Des conditions d'affectation de certaines recettes)

Art. 17 (*dérogations autorisées au principe de non-affectation de recettes*) (p. 2922) - Adopté après modification (p. 2928).

Art. 18 (*procédures de fonds de concours et de rétablissement de crédits*) (p. 2928) - Adopté après modification (p. 2933).

Après l'**art. 18** (p. 2933).

Art. additionnel (*règles applicables aux budgets annexes*) (p. 2933) - Adopté (p. 2935).

Art. 19 (*catégories de comptes annexes*) (p. 2935) - Adopté après modification (p. 2936).

Art. 20 (*règles générales applicables aux comptes annexes*) (p. 2936) - Adopté après modification (p. 2937).

Après l'**art. 20** (p. 2937).

Art. additionnel (*règles applicables aux comptes d'affectation spéciale*) (p. 2937) - Adopté (p. 2939).

Art. 21 (*compte de gestion des participations de l'Etat*) (p. 2939) - Supprimé.

Après l'**art. 21** (p. 2939).

Art. additionnel (*règles applicables aux comptes de commerce*) (p. 2939) - Adopté (p. 2940).

Art. 22 (*compte de gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat*) (p. 2940) - Supprimé.

Art. 23 (*comptes d'opérations monétaires*) (p. 2940) - Adopté après modification (p. 2941).

Art. 24 (*comptes de concours financiers*) (p. 2941) - Adopté après modification (p. 2942).

Chapitre 4

(Des ressources et des charges de trésorerie)

Art. 25 (*définition des ressources et des charges de trésorerie*) (p. 2943) - Adopté après modification (p. 2945).

Art. 26 (*règles applicables aux opérations de trésorerie*) (p. 2945) - Adopté après modification (p. 2947).

Après l'**art. 26** (p. 2947).

Division additionnelle (*Chapitre V - Des comptes de l'Etat*) (p. 2947) - Adoptée.

Art. additionnel (*obligations comptables de l'Etat*) (p. 2947) - Adopté (p. 2948).

Art. additionnel (*comptabilisation des recettes et des dépenses budgétaires*) (p. 2948) - Adopté (p. 2949).

Art. additionnel (*imputation comptable des opérations de trésorerie*) (p. 2949) - Adopté (p. 2950).

Art. additionnel (*comptabilité générale de l'Etat*) (p. 2950) - Adopté (p. 2951).

Art. additionnel (*rôle des comptables publics*) (p. 2951) - Adopté.

TITRE II

DU CONTENU ET DE LA PRESENTATION DES LOIS DE FINANCES

Chapitre 1^{er}

Du principe de sincérité

Art. 27 (*principe de sincérité des lois de finances*) (p. 2952) - Adopté après modification (p. 2953).

Art. 28 (*appréciation de l'incidence de dispositions législatives ou réglementaires sur l'équilibre financier*) (p. 2956) - Adopté après modification (p. 2958).

Art. 29 (*sincérité des comptes de l'Etat*) (p. 2958) - Supprimé.

Chapitre 2

Des dispositions des lois de finances

Art. 30 (*définition des lois de finances*) (p. 2958) - Supprimé.

Art. 31 (*contenu de la loi de finances de l'année*) (p. 2958) - Adopté après modification (p. 2971).

Art. 32 (*contenu des lois de finances rectificatives*) (p. 2971) - Adopté après modification.

Art. 33 (*conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale*) (p. 2971) - Adopté après modification (p. 2973).

Art. 34 (*contenu de la loi de règlement*) (p. 2973) - Adopté après modification (p. 2976).

Après l'**art. 34** (p. 2976).

Art. additionnel (*ratification par le Parlement des modifications de crédits opérées par voie administrative*) (p. 2976) - Adopté (p. 2978).

TITRE III

DE L'EXAMEN ET DU VOTE DES PROJETS DE LOIS DE FINANCES

Art. 35 (*préparation des projets de lois de finances*) (p. 2978) - Adopté (p. 2979).

Chapitre 1^{er}

Du projet de loi de finances de l'année et des projets de loi de finances rectificative

Art. 36 (*rapport d'orientation budgétaire*) (p. 2979) - Supprimé (p. 2980).

Art. 37 (*questionnaires budgétaires*) (p. 2980) - Supprimé (p. 2981).

Art. 38 (*documents joints au projet de loi de finances de l'année*) (p. 2981) - Supprimé.

Art. 39 (*dépôt du projet de loi de finances de l'année et de ses annexes*) (p. 2981) - Adopté après modification (p. 2983).

Art. 40 (*documents joints au projet de loi de finances rectificative*) (p. 2983) - Supprimé.

Art. 41 (*délais de vote du projet de loi de finances de l'année et des projets de loi de finances rectificative*) (p. 2983) - Supprimé.

Art. 42 (*les conditions de la discussion de la seconde partie des projets de loi de finances*) (p. 2999) - Adopté.

Art. 43 (*conditions de vote des recettes, des dépenses et des plafonds des autorisations d'emplois*) (p. 2999) - Adopté après modification (p. 3001).

Art. 44 (*répartition des crédits ouverts par les lois de finances*) (p. 3001) - Adopté après modification (p. 3002).

Art. 45 (*procédures d'urgence*) (p. 3002) - Adopté après modification (p. 3004).

Chapitre 2

Du projet de loi de règlement

Art. 46 (*documents joints au projet de loi de règlement*) (p. 3004) - Supprimé.

Art. 47 (*délai du dépôt du projet de loi de règlement*) (p. 3004) - Adopté après modification (p. 3005).

Chapitre 3

Dispositions communes

Avant l'art. 48 (p. 3005).

Art. additionnel (*précision des délais de vote des projets de loi de finances*) (p. 3005) - Adopté (p. 3006).

Art. 48 (*exercice du droit d'amendement*) (p. 3006) - Adopté après modification (p. 3010).

Après l'art. 48 (p. 3011).

Division additionnelle (*De l'information et du contrôle sur les finances publiques*) (p. 3011) - Adoptée.

Division additionnelle (*Chapitre 1er - De l'information*) (p. 3011) - Adoptée.

Art. additionnel (*contenu du rapport*) (p. 3012) - Adopté (p. 3015).

Art. additionnel (*régime des questionnaires budgétaires*) (p. 3015) - Adopté.

Art. additionnel (*contenu du rapport économique, social et financier*) (p. 3016) - Adopté (p. 3017).

Art. additionnel (*contenu des documents joints au projet de loi de finances de l'année*) (p. 3017) - Adopté (p. 3019).

Art. additionnel (*rapport et débat sur l'ensemble des prélèvements obligatoires*) (p. 3019) - Adopté (p. 3022).

Art. additionnel (*contenu des documents joints au projet de loi de finances rectificative*) (p. 3022) - Adopté.

Art. additionnel (*contenu des documents joints au projet de loi de règlement*) (p. 3022) - Adopté (p. 3024).

Art. additionnel (*impact financier des dispositions de lois de finances*) (p. 3024) - Adopté.

Art. additionnel (*publication des décrets et arrêtés prévus par la loi organique*) (p. 3024) - Adopté (p. 3025).

Division additionnelle (*Chapitre II - Du contrôle*) (p. 3025) - Adoptée.

Art. additionnel (*missions et prérogatives de contrôle des commissions chargées des finances*) (p. 3025) - Adopté (p. 3027).

Art. additionnel (*mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement*) (p. 3028) - Adopté (p. 3030).

Art. additionnel (*cessation des entraves aux missions de contrôle et d'évaluation*) (p. 3030) - Adopté (p. 3031).

Art. additionnel (*suites données par le Gouvernement aux observations notifiées au terme des missions de contrôle et d'évaluation des commissions chargées des finances*) (p. 3031) - Adopté.

TITRE IV

ENTREE EN VIGUEUR ET APPLICATION DE LA LOI ORGANIQUE

Art. 49 (*caducité des garanties octroyées sans autorisation du législateur financier*) (p. 3031) - Adopté après modification (p. 3032).

Art. 50 (*maintien à titre transitoire et exceptionnel de certaines affectations de recettes*) (p. 3032) - Supprimé.

Art. 51 (*dispositions transitoires en matière de report de crédits*) (p. 3033) - Adopté après modification.

Art. 52 (*dispositions transitoires relatives aux taxes parafiscales*) (p. 3033) - Adopté après modification (p. 3036).

Art. 53 (*application anticipée de la réduction du délai de dépôt du projet de loi de règlement et de la certification des comptes de l'Etat*) (p. 3036) - Adopté après modification (p. 3037).

Art. 54 (*entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions de la loi organique*) (p. 3037) - Adopté après modification (p. 3038).

Art. 55 (*l'information des assemblées sur la présentation des futurs projets de loi de finances*) (p. 3038) - Adopté.

Art. 56 (*l'abrogation de l'ordonnance du 2 janvier 1959 et la date d'entrée en vigueur de la loi organique*) (p. 3038) - Adopté.

Art. 57 (*décrets d'application de la loi organique*) (p. 3038) - Adopté après modification (p. 3040).

Seconde délibération ordonnée à la demande du président rapporteur de la commission des finances en application de l'article 43, alinéa 6, du règlement du Sénat (p. 3040).

Art. 9 (*caractère limitatif des autorisations budgétaires*) (p. 3040) - Adopté (p. 3041).

Art. 31 (*contenu de la loi de finances de l'année*) (p. 3041) - Adopté (p. 3042).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3042, 3045) : *MM. Bernard Angels, René Garrec, Alain Lambert, Président et rapporteur de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; M. Jacques Pelletier.*

Scrutin public de droit n° 58 (p. 3045).

Adoption (13 juin 2001) (p. 3045).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 2001) (p. 3754, 3779).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3754, 3762) : *M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lambert, Président et rapporteur de la commission des finances; Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. Christian Poncelet, Michel Sapin, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3762, 3776) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Lambert, président et rapporteur de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Art. 1^{er} A (*objet des lois de finances*) (p. 3762) - Adopté (p. 3763).

Art. 1^{er} (*ressources et charges de l'Etat*) (p. 3763) - Adopté.

Art. 2 (*ressources budgétaires*) (p. 3763) - Adopté (p. 3764).

Art. 3 (*rémunération des services rendus par l'Etat*) (p. 3764) - Adopté.

Art. 4 (*définition des charges budgétaires de l'Etat*) (p. 3764) - Adopté.

Art. 5 (*budget et principes budgétaires*) (p. 3764) - Adopté.

Art. 7 (*budgetisation par objectifs : missions et programmes*) (p. 3764) - Adopté (p. 3765).

Art. 9 (*caractère limitatif des autorisations budgétaires*) (p. 3765) - Adopté.

Art. 10 (*crédits évaluatifs*) (p. 3765) - Adopté.

Art. 12 (*répartition des crédits globaux*) (p. 3766) - Adopté.

Art. 13 (*virements et transferts de crédits entre programmes*) (p. 3766) - Adopté.

Art. 14 (*décrets d'avances*) (p. 3766) - Adopté.

Art. 15 (*annulations de crédits*) (p. 3766) - Adopté.

Art. 16 (*reports de crédits*) (p. 3766) - Adopté (p. 3767).

Art. 17 (*dérogations autorisées au principe de non-affectation de recettes*) (p. 3767) - Adopté.

Art. 18 (*procédures de fonds de concours et de rétablissement de crédits*) (p. 3767) - Adopté.

Art. 18 bis (*les budgets annexes*) (p. 3767) - Adopté.

Art. 19 (*catégories de comptes annexes*) (p. 3767) - Adopté.

Art. 20 (*règles générales applicables aux comptes annexes*) (p. 3767) - Adopté.

Art. 20 bis (*règles particulières applicables aux comptes d'affectation spéciale*) (p. 3767) - Adopté (p. 3768).

Art. 21 bis (*règles applicables aux comptes de commerce*) (p. 3767) - Adopté (p. 3769).

Art. 23 (*comptes d'opérations monétaires*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 25 (*définition des ressources et des charges de trésorerie*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 26 (*règles applicables aux opérations de trésorerie*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 26 quater (*imputation comptable des comptes de trésorerie*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 26 quinquies (*comptabilité générale de l'Etat*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 27 (*principe de sincérité des lois de finances*) (p. 3769) - Adopté.

Art. 31 (*contenu de la loi de finances de l'année*) (p. 3769) - Adopté (p. 3771).

Art. 32 (*contenu des lois de finances rectificatives*) (p. 3771) - Adopté.

Art. 33 (*conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale*) (p. 3771) - Adopté.

Art. 34 (*contenu de la loi de règlement*) (p. 3771) - Adopté.

Art. 34 bis (*ratification par le Parlement des modifications de crédits opérées par voie administrative*) (p. 3771) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 41 (*délais de vote du projet de loi de finances de l'année et des projets de loi de finances rectificative*) (p. 3771) - Adopté.

Art. 41 bis (*discussion du projet de loi de finances de l'année après le vote sur le projet de loi de règlement*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 43 (*conditions de vote des recettes, des dépenses et des plafonds des autorisations d'emplois*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 44 (*répartition des crédits ouverts par les lois de finances*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 45 (*procédures d'urgence*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 47 (*délai du dépôt du projet de loi de règlement*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 48 A (*délais de vote des projets de loi de finances*) (p. 3772) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 48 (*exercice du droit d'amendement*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 48 bis (*débat d'orientation budgétaire*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 48 ter (*questionnaires budgétaires*) (p. 3772) - Adopté.

Art. 48 quater (*rapport économique, social et financier*) (p. 3773) - Adopté.

Art. 48 quinquies (*documents joints au projet de loi de finances de l'année*) (p. 3773) - Adopté (p. 3774).

Art. 48 sexies (*rapport et débat sur les prélèvements obligatoires*) (p. 3774) - Adopté.

Art. 48 septies (*documents joints aux projets de loi de finances rectificative*) (p. 3774) - Adopté.

Art. 48 octies (*documents joints au projet de loi de règlement*) (p. 3774) - Adopté (p. 3775).

Art. 48 decies (*publication des actes administratifs prévus par la loi organique*) (p. 3775) - Adopté.

Art. 48 undecies (*missions et prérogatives de contrôle des commissions chargées des finances*) (p. 3775) - Adopté.

Art. 48 duodecies (*mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement*) (p. 3775) - Adopté.

Art. 49 (*caducité des garanties octroyées sans autorisation du législateur financier*) (p. 3776) - Adopté.

Art. 51 (*dispositions transitoires en matière de report de crédits*) (p. 3776) - Adopté.

Art. 53 (*application anticipée de la réduction du délai de dépôt du projet de loi de règlement et de la certification des comptes de l'Etat*) (p. 3776) - Adopté.

Art. 54 (*entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions de la loi organique*) (p. 3776) - Adopté.

Art. 57 (*décrets d'application de la loi organique*) (p. 3776) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3776, 3779) : *MM. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Yves Fréville, Alain Lambert, président et rapporteur de la commission des finances; Jacques Pelletier, Serge Vinçon.*

Scrutin public de droit n° 69 (p. 3779).

Adoption (28 juin 2001) (p. 3779).

2. - Projet de loi de finances pour 2002, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Mme Florence PARLY , secrétaire d'Etat au budget (18 septembre 2001) [n° **3262** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense nationale, des lois, de la production - Rapport général de M. Didier MIGAUD (11 octobre 2001) [n° **3320** (2001-2002)] - Discussion (16 octobre au 20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° **721**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 2001) [n° **86** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales, des lois - Rapport général de M. Philippe MARINI (22 novembre 2001) [n° **87** (2001-2002)] - Discussion (22 novembre au 11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° **26**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 2001) [n° **3455** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (12 décembre 2001) [n° **3458** (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (12 décembre 2001) [n° **130** (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 2001) [n° **3455** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (12 décembre 2001) [n° **3463** (2001-2002)] - Discussion (13 décembre 2001) - Adoption (13 décembre 2001) [n° **750**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 2001) [n° **147** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (18 décembre 2001) [n° **149** (2001-2002)] - Discussion (18 décembre 2001) - Rejet (18 décembre 2001) [n° **32**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 2001) [n° **3473** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (12 décembre 2001) [n° **3476** (2001-2002)] - discussion (19 décembre 2001) - Adoption (19 décembre 2001) [n° **755**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-456 DC du 27 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 2001) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 2001).

SENAT

A – Rapporteur général

RAPPORT GENERAL [n° 87 (2001-2002)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 2002 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Philippe Marini, rapporteur général

Tome I. – Le budget de 2002 et son contexte économique et financier.

Tome II. – Fascicule 1. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances).

Fascicule 2. – Affaires européenne et article 26 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances).

B - Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I - BUDGETS CIVILS

a - Budget général

Affaires étrangères :	M. Jacques Chaumont
• Aide au développement :	M. Michel Charasse
Agriculture et pêche :	M. Joël Bourdin
Aménagement du territoire et environnement :	
I. - Aménagement du territoire :	M. Roger Besse
II. - Environnement :	M. Philippe Adnot
Anciens combattants :	M. Jacques Baudot
Charges communes :	M. Yves Fréville
Culture et communication :	M. Yann Gaillard
Communication audiovisuelle :	M. Claude Belot
Presse :	M. Claude Belot
Economie, finances et industrie :	
Services financiers :	M. Bernard Angels
Industrie :	M. Jean Clouet
Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat :	M. Auguste Cazalet
Commerce extérieur :	M. Marc Massion
Education nationale :	
I. - Enseignement scolaire :	M. Adrien Gouteyron
II. - Enseignement supérieur :	M. Jean-Philippe Lachenaud
Emploi et solidarité :	
I. - Emploi :	M. Joseph Ostermann
II. - Santé et solidarité :	M. Alain Joyandet
III. - Ville :	M. Eric Doligé
Equipement, transports et logement :	

I. - Services communs :	M. Jacques Pelletier
II. - Urbanisme et logement :	M. Jacques Pelletier
III. - Transports et sécurité routière :	
• Transports et intermodalité:	M. Jacques Oudin
• Routes et sécurité routière :	M. Gérard Miquel
• Aviation et aéronautique civiles :	M. Yvon Collin
IV. - Mer :	M. Marc Massion
V. - Tourisme :	Mme Marie-Claude Beaudeau
Fonction publique et réforme de l'Etat :	M. Gérard Braun
Intérieur et décentralisation :	
• Sécurité :	M. Aymeri de Montesquiou
• Décentralisation :	M. Michel Mercier
Jeunesse et sports :	M. Michel Sergent
Justice :	M. Hubert Haenel
Outre-mer :	M. Roland du Luart
Recherche :	M. René Tréguët
Services du Premier ministre :	
I. - Services généraux :	M. François Marc
II. - Secrétariat général de la défense nationale :	M. Michel Moreigne
III. - Conseil économique et social :	M. Claude Lise
IV. - Plan :	M. Claude Haut

b - Budgets annexes

• Aviation civile :	M. Yvon Collin
• Journaux officiels :	M. Thierry Foucaud
• Légion d'honneur - Ordre de la Libération :	M. Jean-Pierre Demerliat
• Monnaies et médailles :	M. Bertrand Auban
• Prestations sociales agricoles :	M. Joël Bourdin

II. - DÉFENSE

• Exposé d'ensemble et dépenses en capital :	M. Maurice Blin
• Dépenses ordinaires :	M. François Trucy

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor :	M. Paul Loridant
------------------------------	------------------

B. - Rapporteurs pour avis

1. - Commission des Affaires culturelles

Culture :	M. Philippe Nachbar
Cinéma - Théâtre dramatique :	M. Marcel Vidal

Environnement :	M. Ambroise Dupont
Enseignement scolaire :	M. Philippe Richert
Enseignement supérieur :	M. Jean-Léonce Dupont
Enseignement technique :	Mme Annie David
Enseignement agricole :	Mme Françoise Férat
Recherche scientifique et technique :	M. Pierre Laffitte
Jeunesse et sports :	M. Bernard Murat
Communication audiovisuelle :	M. Louis de Broissia
Presse écrite :	M. Louis de Broissia
Relations culturelles, scientifiques et techniques :	Mme Danièle Pourtaud
Francophonie :	M. Jacques Legendre

2. - Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture :	M. Gérard César
Pêche :	M. Alain Gérard
Développement rural :	M. Gérard Delfau
Industries agricoles et alimentaires :	M. Bernard Dussaut
Industrie :	M. Francis Grignon
Energie :	M. Jean Besson
Recherche :	M. Henri Revol
PME - Commerce et artisanat :	M. Gérard Cornu
Consommation et concurrence :	Mme Odette Terrade
Commerce extérieur :	M. Michel Bécot
Aménagement du territoire :	M. Jean Pépin
Plan :	M. Jean-Paul Alduy
Routes et voies navigables :	M. Georges Gruillot
Logement :	M. Jean-Yves Mano
Urbanisme :	M. Bernard Piras
Tourisme :	M. Charles Ginésy
Environnement :	M. Jean Bizet
Transports terrestres :	M. Bernard Joly
Aviation civile et transport aérien :	M. Jean-François Le Grand
Mer :	M. Charles Revet
Technologies de l'information et Poste :	M. Pierre Hérisson
Outre-mer :	M. Daniel Raoul
Ville :	M. Pierre André

3. - Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères :	M. André Dulait
Relations culturelles extérieures et francophonie :	Mme Monique Cerisier-ben Guiga
Aide au développement :	Mme Paulette Brisepierre

Défense - Nucléaire, espace et services communs :	M. Jean Faure
Défense - Gendarmerie :	M. Philippe François
Défense - Forces terrestres :	M. Serge Vinçon
Défense - Air :	M. Xavier Pintat
Défense - Marine :	M. André Boyer

4. - Commission des Affaires sociales

Solidarité :	M. Paul Blanc
Santé :	M. Gilbert Barbier
Ville :	M. Nelly Olin
Travail et emploi	M. Louis Souvet
Formation professionnelle :	Mme Annick Bocandé
Budget annexe des prestations sociales agricoles :	M. Jean-Marc Juilhard
Anciens combattants :	M. Marcel Lesbros
Outre-mer (aspects sociaux) :	M. Valérie Létard
Logement social :	Mme Françoise Henneron

5. - Commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale

Intérieur - Décentralisation :	M. Daniel Hoeffel
Intérieur - Police et sécurité :	M. Jean-Patrick Courtois
Intérieur- Sécurité civile :	M. Jean-Pierre Schosteck
Justice- Services généraux :	Mme Dinah Derycke
Justice - Administration pénitentiaire :	M. Georges Othily
Justice - Protection judiciaire de la jeunesse :	M. Patrice Gélard
Départements d'outre-mer :	M. José Balareello
Territoires d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie:	M. Jean-Jacques Hyest

Discussion (première lecture)

(22 novembre 2001) (p. 5347, 5364 ; 5375, 5408) ; (23 novembre 2001) (p. 5420, 5462) ; (26 novembre 2001) (p. 5469, 5568) ; (27 novembre 2001) (p. 5572, 5671) ; (28 novembre 2001) (p. 5676, 5764) ; (29 novembre 2001) (p. 5771, 5819 ; 5834, 5855) ; (30 novembre 2001) (p. 5864, 5942) ; (1er décembre 2001) (p. 5950, 6041) ; (3 décembre 2001) (p. 6048, 6138) ; (4 décembre 2001) (p. 6144, 6250) ; (5 décembre 2001) (p. 6258, 6338) ; (6 décembre 2001) (p. 6354, 6373 ; 6384, 6446) ; (7 décembre 2001) (p. 6454, 6537) ; (10 décembre 2001) (p. 6543, 6663) ; (11 décembre 2001) (p. 6668, 6720).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5347) (p. 5364 ; 5375, 5408) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales, Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Denis Badré, Jean-Pierre Demerliat, Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, André Ferrand, Thierry Foucaud, Yves Fréville, Paul Girod, Alain Joyandet, Alain Lambert, président de la commission des finances, Gérard Larcher, Paul Lorient, Roland du Luart, François Marc, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Gérard Miquel, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget, MM. Jacques Pelletier, Christian Poncelet.

PREMIERE PARTIE.

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

II - DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (23 novembre 2001) (p. 5420, 5462) ; (26 novembre 2001) (p. 5469, 5568) ; (27 novembre 2001) (p. 5572, 5671) ; (28 novembre 2001) (p. 5676, 5764) : MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-France Beaufils, MM. Michel Bécot, Claude Belot, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean Bizet, Jacques Blanc, Paul Blanc, Joël Bourdin, Gérard Braun, Dominique Braye, Auguste Cazalet, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Clouet, Yves Coquelle, Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Marcel Deneux, Yves Detraigne, Eric Doligé, Michel Doublet, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Jean-Paul Emin, Laurent Fabius, André Ferrand, Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Yann Gaillard, Patrice Gélard, Paul Girod, Alain Gournac, Francis Grignon, Hubert Haenel, Claude Haut, Pierre Hérisson, Pierre Jarlier, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Gérard Le Cam, Jean-René Lecerf, Serge Lepeltier, Paul Lorient, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Louis Moinard, Aymeri de Montesquiou, Michel Moreigne, Pierre Moscovici, Bernard Murat, Philippe Nogrix, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, M. Josselin de Rohan, Mme Janine Rozier, MM. Jean-Pierre Schosteck, Michel Sergent, Bruno Sido, Louis Souvet, Jean-Pierre Sueur, Alain Vasselle, François Zocchetto.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.

I - Impôts et revenus autorisés.

A. Dispositions antérieures.

Art. 1^{er} (autorisation de percevoir des impôts existants) (p. 5420) - Adopté.

B. Mesures fiscales.

Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu) (p. 5420) - Adopté (p. 5428).

Après l'art. 2 (p. 5430).

Art. additionnel (doublement du taux de la réduction d'impôt et augmentation du plafond des dépenses prises en charge dans le cadre de longs séjours dans un établissement spécialisé pour personnes invalides ou dépendantes) (p. 5447) - Adopté (p. 5449).

Art. 2 bis (exonération au titre de l'impôt sur le revenu des aides-vacances versées par les comités d'entreprise) (p. 5451) - Adopté (p. 5453).

Après l'art. 2 bis (p. 5453).

Art. additionnel (exonération de l'impôt sur le revenu de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 5453) - Adopté.

Art. 3 (doublement du montant de la prime pour l'emploi) (p. 5454) - Adopté après modification (p. 5457).

Art. 4 (aménagement du régime des dons aux organismes sans but lucratif et du statut fiscal de leurs dirigeants) (p. 5457) - Adopté après modification (p. 5461).

Art. 4 bis (aménagement du régime de dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté) (p. 5461) - Adopté.

Art. 4 ter (augmentation du seuil d'exonération des impôts commerciaux en faveur des associations qui exercent des activités lucratives accessoires) (p. 5461) - Adopté.

Après l'art. 4 ter (p. 5469).

Art. additionnel (extension aux fondations reconnues d'utilité publique du régime des personnes physiques en matière d'avoir fiscal) (p. 5469) - Adopté (p. 5471).

Art. 4 quater (exonération de certains locaux administratifs de taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 5471) - Adopté après modification (p. 5474).

Après l'art. 4 quater (p. 5475).

Art. additionnel (suppression du droit de timbre dû sur les autorisations d'ouverture temporaire de débits de boissons dans les ensembles sportifs) (p. 5475) - Adopté.

Art. 5 (mesures en faveur du logement social) (p. 5475) - Adopté après modification (p. 5480).

Art. 5 bis (extension du régime simplifié d'imposition des revenus fonciers) (p. 5480) - Adopté après modification (p. 5481).

Après l'art. 5 bis (p. 5481).

Art. additionnel (réduction à 0,60 % du taux de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions par les organismes d'HLM de copropriétés en difficulté) (p. 5481) - Adopté.

Art. 6 (mesures favorisant la protection de l'environnement et la maîtrise de l'énergie) (p. 5481) - Adopté (p. 5487).

Art. 7 (amortissement exceptionnel des installations consacrées à la recherche contre les maladies infectieuses qui touchent gravement les pays en développement) (p. 5489) - Adopté après modification (p. 5492).

Après l'art. 7 (p. 5493).

Art. additionnel (prise en considération des frais de replantation des vignobles comme dépense d'amélioration non rentable) (p. 5493) - Adopté (p. 5494).

Art. additionnel (augmentation du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus d'immeubles ruraux loués par bail à long terme) (p. 5494) - Adopté (p. 5495).

Art. additionnel (suppression de la baisse des coefficients de l'amortissement dégressif institué par la loi de finances initiale pour 2001) (p. 5497) - Adopté (p. 5498).

Art. additionnel (augmentation du crédit d'impôt tendant à favoriser les investissements nécessaires au traitement collectif des déjections organiques) (p. 5500) - Adopté (p. 5504).

Art. additionnel (libre réintégration de la déduction fiscale pour investissement bénéficiant aux exploitants agricoles) (p. 5504) - Adopté (p. 5505).

Art. additionnel (augmentation du seuil d'exonération totale applicable aux plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole et mise en place d'une taxation progressive de ces plus-values) (p. 5506) - Adopté (p. 5507).

Art. additionnel (extension de l'exonération de la taxe d'apprentissage et de la taxe professionnelle aux groupements d'employeurs composés à la fois d'exploitants agricoles de sociétés civiles agricoles et de coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun) (p. 5512) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour un propriétaire exploitant, soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires agricoles, de déduire de ses revenus professionnels une somme égale au fermage moyen, dans les limites prévues dans chaque département par arrêté préfectoral) (p. 5512) - Adopté (p. 5513).

Art. additionnel (alignement du taux d'intérêt de retard sur le taux de l'intérêt légal) (p. 5513) - Adopté (p. 5515).

Art. additionnel (réduction du taux de TVA pour tous les appareillages réducteurs de handicap) (p. 5563) - Adopté (p. 5564).

Art. 7 bis (prorogation du régime de la provision spéciale des entreprises de presse) (p. 5515) - Adopté.

Art. 8 (aménagement des régimes d'exonération applicables en zone franche urbaine et en zone de redynamisation urbaine) (p. 5515) - Adopté après modification (p. 5518).

Art. 9 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 5518) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 5524).

Après l'art. 9 (p. 5524).

Art. additionnel (assimilation des biens ruraux et biens professionnels en cas de location à une société composée du conjoint, des ascendants, des descendants ou des frères et soeurs) (p. 5525) - Adopté (p. 5526).

Art. additionnel (rétablissement du plafond de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune existant avant la loi de finances pour 1996) (p. 5526) - Adopté (p. 5527).

Art. additionnel (instauration d'un régime de taxation forfaitaire au tonnage pour les armements maritimes) (p. 5527) - Adopté (p. 5529).

Art. additionnel (augmentation du plafond de la déductibilité du salaire du conjoint à trente-six fois le SMIC pour les entreprises non adhérentes à un centre de gestion agréé et à soixante-douze fois le SMIC pour les adhérentes) (p. 5531) - Adopté.

Art. additionnel (reconduction de la réduction d'impôt pour formation du chef d'entreprise et de son conjoint collaborateur) (p. 5531) - Adopté (p. 5532).

Art. additionnel (réduction pour 2001 et 2002 du taux inférieur de la taxe sur les salaires, en vue de sa disparition progressive) (p. 5535) - Adopté (p. 5538).

Art. additionnel (aménagement du dispositif du crédit d'impôt recherche) (p. 5541) - Adopté (p. 5542).

Art. additionnel (augmentation du taux de prise en charge des dépenses de fonctionnement dans le cadre du crédit d'impôt recherche) (p. 5542) - Adopté.

Art. additionnel (multiplication par deux des dépenses liées à un brevet susceptibles d'être prises en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche) (p. 5542) - Adopté.

Art. additionnel (instauration d'un abattement de 20 % sur la valeur de l'immeuble constituant la résidence principale du défunt le jour de son décès en cas d'occupation de cet immeuble par le frère ou la soeur de ce défunt ayant plus de cinquante ans) (p. 5545) - Adopté (p. 5546).

Art. 10 (ouverture d'un droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour les dépenses de gazole utilisé dans les véhicules exclus du droit à déduction) (p. 5553) - Adopté (p. 5555).

Art. 11 (compensations allouées aux collectivités locales au titre des rôles supplémentaires de taxe professionnelle) (p. 5639) - Adopté (p. 5642 ; précédemment réservé le 26 novembre 2001 p. 5555).

Art. 11 bis (simplification du régime réel normal de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 5555) - Adopté.

Après l'art. 11 bis (p. 5555).

Art. additionnel (réduction du taux de TVA sur le bois de chauffage en cas d'utilisation en tant que complément de production d'énergie pour les particuliers) (p. 5561) - Adopté (p. 5563).

Art. additionnel (application d'un taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur) (p. 5578) - Adopté (p. 5581).

Art. additionnel (application d'un taux réduit de TVA aux services de nettoyage des voies publiques) (p. 5582) - Adopté (p. 5583).

Art. additionnel (possibilité pour les entreprises du bâtiment de demander mensuellement le remboursement de leur crédit de TVA) (p. 5584) - Adopté (p. 5585).

Art. additionnel (extension aux exploitants agricoles du dispositif applicable aux entreprises commerciales et artisanales relevant du régime simplifié d'imposition permettant le remboursement trimestriel du crédit de taxe déductible grevant l'acquisition de biens) (p. 5585) - Adopté.

Art. additionnel (correspondance de l'exercice de TVA et de l'exercice comptable pour les exploitants agricoles placés dans le cadre du régime simplifié de TVA) (p. 5585) - Adopté (p. 5586).

Art. additionnel (extension des exonérations applicables aux droits de mutation par décès à la transmission à titre gratuit entre vifs) (p. 5586) - Adopté (p. 5587).

Art. 11 ter (extension du champ d'application de l'abattement de 20 % dans le cadre de l'évaluation de la résidence principale) (p. 5589) - Adopté.

Art. 11 quater (exonération des établissements de santé du paiement des salaires aux conservateurs des hypothèques) (p. 5592) - Adopté (p. 5593).

Art. 11 quinques (extension des dispositifs d'exonération de la vignette) (p. 5643) - Adopté après modification (p. 5646 ; précédemment réservé p. 5593).

Art. 11 sexies (taxe complémentaire à la taxe exceptionnelle sur les entreprises pétrolières instituée par la loi de finances initiale pour 2001) (p. 5593) - Adopté après modification (p. 5595).

Après l'art. 11 sexies (p. 5595).

Art. additionnel (exonération fiscale totale de la production d'alcool de fruits par des particuliers propriétaires de vergers dans la limite de cinq litres d'alcool pur) (p. 5595) - Adopté (p. 5597).

Art. additionnel (diminution progressive de la fraction de recettes prise en compte dans les bases de la taxe professionnelle des titulaires des bénéfices non

commerciaux employant moins de cinq salarités) (p. 5598) - Adopté (p. 5601).

Art. additionnel (affectation du produit des réfections des compensations d'exonérations d'impôts locaux au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 5651) - Adopté (p. 5652).

Art. additionnel (restitution au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration des taux de la cotisation nationale de péréquation créée par la loi de finances pour 1989) (p. 5652) - Adopté (p. 5653).

Art. additionnel (reversement par l'Etat aux départements des droits de succession perçus sur l'actif successoral des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie dans la limite des sommes versées au titre de cette allocation) (p. 5653) - Adopté (p. 5654).

Art. additionnel (assujettissement de France Télécom au droit commun en matière fiscale) (p. 5654) - Adopté (p. 5655).

C. Mesures diverses.

Art. 12 (taux et conditions de versement de la contribution due par les organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 5601) - Adopté après modification (p. 5604).

Art. 13 (prélèvement exceptionnel sur les fonds constitués par la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, déposés par l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce auprès de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 5605) - Supprimé (p. 5608).

II - Ressources affectées.

Art. 14 (dispositions relatives aux affectations) (p. 5609) - Adopté.

Art. 15 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "fonds national de l'eau") (p. 5609) - Supprimé (p. 5613).

Après l'art. 15 (p. 5709).

Art. additionnel (majoration de la redevance sur les consommations d'eau) (p. 5709) - Adopté (p. 5712).

Art. additionnel (majoration des taux unitaires de la taxe d'aviation civile) (p. 5713) (p. 5714).

Art. 15 bis (aménagement du régime de la redevance) (p. 5714) - Supprimé (p. 5717).

Art. 16 (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile entre le budget annexe de l'aviation civile et le compte spécial n° 902-25 "fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien") (p. 5717) - Adopté après modification.

Art. 17 (affectation en 2002 des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-23 "fonds de provisionnement des charges de retraite et de désendettement de l'Etat" au fonds de réserve des retraités) (p. 5717) - Adopté après modification (p. 5721).

Art. 17 bis (versement du produit de la privatisation partielle d'Autoroutes du Sud de la France au compte d'affectation spéciale des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés n° 902-24 et affectation d'une partie des recettes au fonds de réserve des retraités) (p. 5722) - Adopté (p. 5726).

Art. 17 ter (suppression des aménagements de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques) (p. 5726) - Supprimé (p. 5727).

Art. 18 (fixation pour 2002 du montant de la contribution sociale de solidarité affecté au régime des non-salariés agricoles) (p. 5727) - Adopté après modification.

Art. 19 (affectation du produit de la taxe sur les conventions d'assurance) (p. 5727) - Supprimé.

Art. 20 (modification des versements de la caisse d'amortissement de la dette sociale au budget général) (p. 5727) - Supprimé (p. 5728).

Art. 21 (reconduction en 2002 du contrat de croissance et de solidarité) (p. 5655) - Adopté après modification (p. 5662).

Art. 21 bis (majoration de la dotation de l'Etat au fonds national de péréquation) (p. 5663) - Adopté après modification (p. 5664).

Art. 21 ter (compensation des baisses de la dotation de compensation de la taxe professionnelle enregistrées en 1999, 2000 et 2001) (p. 5664) - Adopté après modification (p. 5665).

Art. 22 (intégration au sein de la dotation d'aménagement de la totalité du financement des communautés d'agglomération) (p. 5665) - Adopté après modification (p. 5668).

Après l'art. 22 (p. 5670).

Art. additionnel (éligibilité au bénéfice de la DGF bonifiée de certaines communautés de communes de moins de 3 500 habitants organisées autour d'un chef-lieu de canton ou d'un bourg-centre) (p. 5670) - Adopté (p. 5671).

Art. 23 (intégration du coût de la garantie des communautés urbaines au sein de la dotation par habitant fixée par le comité des finances locales) (p. 5690) - Adopté.

Art. 24 (majoration de la dotation de solidarité urbaine) (p. 5696) - Adopté (p. 5698).

Art. 25 (majorations de la dotation de solidarité rurale) (p. 5698) - Adopté après modification (p. 5700).

Art. 25 bis (allègement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les redevables âgés de plus de 65 ans) (p. 5703) - Adopté.

Après l'art. 25 bis (p. 5703).

Art. additionnel (possibilité pour les collectivités territoriales de fixer les tarifs de redevance d'occupation du domaine public et de les majorer et soumission des oléoducs au régime des redevances d'occupation du domaine public) (p. 5703) - Adopté (p. 5704).

Art. 25 ter (attributions du fonds de compensation de la TVA pour les réparations des dommages causés par les tempêtes de 1999) (p. 5704) - Adopté après modification.

Après l'art. 25 ter (p. 5706).

Art. additionnel (maintien de l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses réelles d'investissement en cas d'annulation par le juge du marché public qui les a autorisées) (p. 5706) - Adopté.

Art. additionnel (précision sur l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements réalisés par les communes sur leurs bâtiments traditionnels utilisés pour la fabrication saisonnière de produits alimentaires fermiers) (p. 5706) - Adopté (p. 5708).

Art. additionnel (précision sur l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements réalisés par les communes sur leurs bâtiments traditionnels utilisés pour une activité de tourisme rural) (p. 5708) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour les communes de bénéficier d'une attribution du fonds de compensation de la TVA pour leurs investissements dans le domaine des installations de traitement des déchets ménagers) (p. 5709) - Adopté.

Art. 26 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes) (p. 5676) - Adopté (p. 5690).

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.

Art. 27 et état A annexé (équilibre général du budget) (p. 5729) - Adopté après modification (p. 5756).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 5756, 5764) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Braun, Pierre Hérisson, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, Gérard Miquel, Aymeri de Montesquiou, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Scrutin public de droit n° 20 (p. 5764).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances pour 2002 (28 novembre 2001) (p. 5764).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Discussion (29 novembre 2001) (p. 5771, 5818) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Didier Boulaud, Mme Paulette Briseperre, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'aide au développement; M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les relations culturelles extérieures et la francophonie; MM. Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'aide au développement; Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances pour les affaires étrangères; Christian Cointat, Yves Dauge, Robert Del Picchia, Christian Demuynck, André Dulait, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les affaires étrangères; Hubert Durand-Chastel, Louis Duvernois, Daniel Hoeffel, Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la francophonie; Mme Hélène Luc, MM. Serge Mathieu, Aymeri de Montesquiou, Jacques Pelletier, Guy Penne, Jean-Pierre Plancade, Mme Danièle Pourtaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les relations culturelles, scientifiques et techniques; MM. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

Examen des crédits (29 novembre 2001) (p. 5814, 5818) : *MM. Michel Charasse, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général; Guy Penne, Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères.*

Etat B - TITRE III - (p. 5814) - Rejeté (p. 5816).

- TITRE IV - (p. 5816) - Rejeté.

Etat C - TITRE V - (p. 5817) - Rejeté.

- TITRE IV - (p. 5817) - Rejeté (p. 5818).

AGRICULTURE ET PÊCHE

Discussion (p. 6144, 6199) (4 décembre 2001) : *MM. Bernard Barraux, Roger Besse, Claude Biwer, Jacques Blanc, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Yolande Boyer, MM. Jean-Guy Branger, Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'agriculture; Yvon Collin, Roland Courteau, Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le développement rural; Michel Doublet, Ambroise Dupont, Bernard Dussaut, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les industries agricoles et alimentaires; Jean-Paul Émorine, Mme Françoise Férat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement agricole; MM. Yann Gaillard, Alain Gérard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la pêche; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Daniel Goulet, Georges Gruillot, Pierre Jarlier, Bernard Joly, Patrick Lassourd, Gérard Le Cam, André Lejeune, Roland du Luart, Serge Mathieu, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras,*

Paul Raoult, Henri de Richemont, Daniel Soulage, Serge Vinçon.

Examen des crédits (4 décembre 2001) : *M. Philippe Adnot, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Blanc, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard César, Roland Courteau, Gérard Delfau, Hilaire Flandre, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Roland du Luart, Aymeri de Montesquiou, Jean-Marc Pastor, Alain Vasselle.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6186) - Rejetés (p. 6192).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6192) - Rejetés.

Art. 57 (revalorisation des retraités agricoles) (p. 6193) - Adopté après modification (p. 6196).

Art. 57 bis (rapport relatif à la mensualisation des retraités des non-salariés agricoles) (p. 6196) - Adopté.

Art. 58 (régime de protection sociale des personnes non-salariées des professions agricoles) (p. 6196) - Adopté.

Art. 58 bis (pension d'invalidité du conjoint) (p. 6196) - Adopté.

Art. 58 ter (contribution sociale généralisée des exploitants agricoles) (p. 6196) - Adopté.

Art. 59 (extension des missions du service public de l'équarrissage) (p. 6196) - Adopté (p. 6197).

Art. 60 (fixation pour 2002 du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 6197) - Adopté après modification (p. 6199).

Après l'art. 60 (p. 6184).

Art. additionnel (institution d'un financement public des organisations syndicales agricoles) (p. 6184) - Adopté (p. 6186 ; priorité ordonnée p. 6184).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (6 décembre 2001) (p. 6429, 6446) : *MM. Jean-Paul Alduy, Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Yolande Boyer, M. Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Mme Evelyne Didier, MM. Bernard Fournier, Gérard Larcher, président de la commission des affaires économiques; Georges Mouly, Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Yves Rispat, Jean-Pierre Sueur.*

Examen des crédits (6 décembre 2001) (p. 6446).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6446) - Rejetés.

Etat C - TITRE VI - (p. 6446) - Rejeté.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Discussion (7 décembre 2001) (p. 6513, 6537) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Laurent Béteille, Jean Bizet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Nicole Borvo, MM. Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Odette Herviaux, MM. Jean-René Lecerf, Serge Lepeltier, Roland Muzeau, Paul Raoult, Daniel Soulage.*

Examen des crédits (7 décembre 2001) (p. 6533, 6537) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Bizet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Yves Cochet,*

ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Paul Raoult, Daniel Soulage.

Examen des crédits : MM. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Bizet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Paul Raoult, Daniel Soulage.

Etat B - TITRE III - (p. 6533) - Rejeté (p. 6536).

- TITRE IV - (p. 6536) - Rejeté.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6537) - Rejeté.

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (1er décembre 2001) (p. 6011, 6041) : MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Gilbert Chabroux, Marcel-Pierre Cléach, Hubert Durand-Chastel, Guy Fischer, Hilaire Flandre, Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Francis Grignon, Bernard Joly, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Michel Pelchat, Mme Gisèle Printz.

Examen des crédits (1er décembre 2001) (p. 6032, 6040) : MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Raymond Courrière, Guy Fischer, Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Francis Grignon, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Mme Nelly Olin, M. Michel Pelchat, Mme Gisèle Printz.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6032) - Rejetés.

Art. 61 (augmentation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant) (p. 6033) - Adopté (p. 6034).

Après l'art. 61 (p. 6034).

Art. additionnel (étude sur les perspectives de revalorisation des pensions militaires d'invalidité) (p. 6034) - Adopté.

Art. 62 (augmentation de la majoration de pension des veuves de grands invalides) (p. 6035) - Adopté.

Art. 63 (attribution de la retraite du combattant, dès l'âge de 60 ans, aux bénéficiaires d'une pension militaire d'invalidité) (p. 6035) - Adopté.

Après l'art. 63 (p. 6035).

Art. additionnel (rétablissement du droit aux soins constitué par le remboursement des frais afférents aux cures thermales) (p. 6035) - Adopté (p. 6036).

Art. 64 (rétablissement de l'unicité du point de la pension militaire d'invalidité) (p. 6036) - Adopté.

Art. 64 bis (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les victimes des psycho-traumatismes de guerre) (p. 6036) - Adopté.

Après l'art. 64 bis (p. 6036).

Art. additionnel (partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité en cas de pluralité de conjoints) (p. 6038) - Adopté.

Art. additionnel (attribution de la retraite du combattant aux anciens combattants ressortissants des Etats de l'ex-Indochine) (p. 6038) - Adopté (p. 6039).

Art. additionnel (ouverture des droits à pension pour les ayants-cause des anciens combattants des anciennes colonies) (p. 6039) - Adopté (p. 6040).

CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5912, 5920) : MM. Thierry Foucaud, Yves Fréville, rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances

pour les comptes spéciaux du Trésor; François Marc, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5918, 5920) : MM. Yves Fréville, rapporteur spécial de la commission des finances; Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Charges communes.

Etat B - TITRE I^{er} - (p. 5918) - Rejeté.

TITRE II - (p. 5918) - Adopté.

TITRES III et IV - (p. 5918) - Rejetés.

Art. 64 ter (transfert au FSV de la prise en charge des frais liés à sa gestion administrative) (p. 5918) - Supprimé.

Comptes spéciaux du Trésor.

Art. 35 Manque analyse (p. 5918) - Adopté.

Art. 36 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles) (p. 5919) - Adopté après modification.

Art. 37 (modification de l'objet des dépenses du compte n° 902-19 "fonds national des haras et des activités hippiques") (p. 5919) - Adopté.

Art. 38 (extension des aides octroyées par le compte d'affectation spéciale n° 902-32 "fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale") (p. 5919) - Adopté.

Art. 39 (comptes spéciaux du Trésor. Opération à caractère temporaire. Services votés) (p. 5919) - Adopté.

Art. 40 (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles) (p. 5919) - Adopté.

Art. 41 (comptes de prêts. Mesures nouvelles) (p. 5919) - Adopté.

Art. 41 bis (comptes d'avances du Trésor. Mesures nouvelles) - Adopté après modification.

Art. 42 (comptes de commerce. Mesures nouvelles) (p. 5920) - Adopté.

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Discussion (1er décembre 2001) (p. 5989, 6011) : MM. Louis de Broissia, Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Joly, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, président de la commission des finances; Max Marest, Philippe Nachbar, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Philippe Nogrix, Mmes Nelly Olin, Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication; Jacques Valade, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et le théâtre dramatique; Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires pour le cinéma et le théâtre dramatique; Henri Weber.

Examen des crédits (1er décembre 2001) (p. 6008, 6011) : MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Ivan Renar.

Etat B - TITRE III - (p. 6008) - Rejeté (p. 6009).

- TITRE IV - (p. 6009) - Rejeté (p. 6010).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6010) - Rejeté.

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET PRESSE

Discussion (p. 5983) (1er décembre 2001) (p. 5965, 5989) : *MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances; Louis de Broissia, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Roger Karoutchi, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication; Henri Weber.*

Examen des crédits (1er décembre 2001) (p. 5983, 5989) : *MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances; Roger Karoutchi, Philippe Nogrix, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication.*

Art. 47 (répartition entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15) (p. 5983) - Supprimé (p. 5986).

Lignes 38 et 39 de l'état E (p. 5987) - Adoptées.

Etat B - TITRES V et VI - (p. 5987) - Rejeté (p. 6336; précédemment réservé p. 5987).

Etat C - TITRES V - (p. 5988) - Rejeté (p. 6336; précédemment réservé p. 5988).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5864, 5868) : *MM. Bernard Angels, rapporteur spécial de la commission des finances; Yves Coquelle, Mmes Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; Odette Terrade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la consommation et la concurrence.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5868, 5869).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5868) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5868).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5868) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5868).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE (ET POSTE)

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5869, 5887) : *MM. Jean Besson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'énergie; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances; Yves Coquelle, Gérard Delfau, Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'industrie; Pierre Hérisson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les technologies de l'information et La Poste; Pierre Laffitte, Max Marest, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Ladislas Poniatowski, Jean-Pierre Raffarin, Roger Rinchet, Pierre-Yvon Trémel.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5886, 5887) : *MM. Yves Coquelle, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5886) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5886).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5887) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5887).

Art. 67 quater (rapport du Gouvernement au Parlement sur le patrimoine immobilier minier) (p. 5887) - Adopté.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5887, 5905) : *MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Christian Demuynck, Bernard Dussaut, Serge Mathieu, Joseph Ostermann, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Mme Odette Terrade, M. Pierre-Yvon Trémel.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5900, 5905) : *MM. Michel Bécot, Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Chérioux, Gérard Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, Gérard Delfau, Yves Fréville, Jean-Philippe Lachenaud, Georges Mouly, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Mme Odette Terrade.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5900) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5900).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5900) - Rejetés (p. 5912 ; précédemment réservés p. 5900).

Avant l'art. 67 bis (p. 5901).

Art. additionnel (fixation par les lois de finances du montant de l'impôt additionnel à la taxe professionnelle) (p. 5901) - Adopté (p. 5902).

Art. 67 bis (abattement de la taxe pour frais de chambre de commerce pour les artisans également inscrits au répertoire des métiers) (p. 5902) - Adopté.

Art. 67 ter (montant maximum du droit fixe de taxe pour frais de chambre de métiers) (p. 5902) - Adopté après modification (p. 5905).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5905, 5912) : *MM. Michel Bécot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le commerce extérieur; François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; François Marc, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Odette Terrade.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5911, 5912) : *M. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Etat B - TITRE III - (p. 5911) - Rejeté (p. 5912 ; scrutin public n° 23).

Etat B - TITRE IV - (p. 5912) - Rejeté.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5912) - Rejetés.

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion (6 décembre 2001) (p. 6354, 6373 ; 6384, 6396) : *M. Jean-Claude Carle, Mme Annie David, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour*

l'enseignement technique; MM. Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, rapporteur spécial de la commission des finances; Michel Guerry, Serge Lagauche, Jack Lang, ministre de l'éducation nationale; Jean-René Lecerf, Mme Hélène Luc, MM. Pierre Martin, Georges Mouly, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; René-Pierre Signé, Jean-Marc Todeschini.

Examen des crédits (6 décembre 2001) (p. 6389, 6396) : MM. Adrien Gouteyron, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Philippe Lachenaud, Serge Lagauche, Jack Lang, ministre de l'éducation nationale; Jacques Legendre, François Marc, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6389) - Rejetés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6389) - Rejetés.

Art. 65 (intégration dans l'enseignement public de personnels enseignants et non-enseignants en fonction dans des établissements d'enseignement gérés par l'association Diwan) (p. 6389) - Rejeté (p. 6396).

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Discussion (6 décembre 2001) (p. 6396, 6409) : MM. Jean-Léonce Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Serge Lagauche, Jack Lang, ministre de l'éducation nationale; Jean-René Lecerf, Jacques Legendre, Ivan Renar, Jean-Pierre Sueur, François Zocchetto.

Examen des crédits (6 décembre 2001) (p. 6408, 6409) : MM. Eric Doligé, Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances, Jack Lang, ministre de l'éducation nationale; Ivan Renar.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6408) - Rejetés (p. 6409).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6409) - Rejetés.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Discussion (7 décembre 2001) (p. 6454, 6484) : Mme Annick Bocandé, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Serge Franchis, Alain Gournac, Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Roland Muzeau, Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; M. Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le travail et l'emploi.

Examen des crédits (7 décembre 2001) (p. 6471, 6484) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Alain Gournac, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Alain Joyandet, Roland Muzeau, Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le travail et l'emploi.

Etat B - TITRE III - (p. 6471) - Rejeté (p. 6472).

- TITRE IV - (p. 6472) - Rejeté (p. 6473).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6473) - Rejetés.

Art. 68 (réforme du contrat initiative-emploi) (p. 6473) - Supprimé (p. 6475).

Art. 69 (institution d'une bourse d'accès à l'emploi pour les jeunes engagés dans le programme TRACE) (p. 6476) - Adopté.

Art. 70 (réforme des contrats de qualification pour adultes) (p. 6476) - Adopté après modification (p. 6478).

Après l'art. 70 (p. 6478).

Art. additionnel (financement des contrats de qualification pour 2002) (p. 6478) - Adopté (p. 6480).

Art. additionnel (reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation) (p. 6480) - Adopté (p. 6481).

Art. 70 bis (allocation équivalent retraite) (p. 6481) - Supprimé (p. 6484).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Discussion (7 décembre 2001) (p. 6484, 6512) : MM. Pierre André, Gilbert Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la santé; Paul Blanc, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la solidarité; Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Mme Michelle Demessine, MM. Guy Fischer, François Fortassin, Jean-Pierre Godefroy, Daniel Goulet, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Alain Joyandet, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Dominique Leclerc, Mme Michèle San Vicente, MM. Jean-Pierre Sueur, André Vantomme.

Examen des crédits (7 décembre 2001) (p. 6509, 6512) : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Michelle Demessine, MM. Alain Joyandet, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Roland Muzeau.

Etat B - TITRE III - (p. 6509) - Rejeté.

- TITRE IV - (p. 6509) - Rejeté (p. 6511).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6511) - Rejetés.

Art. 71 ter (création de taxes pour l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 6511) - Adopté après modification (p. 6512).

Après l'art. 71 ter (p. 6512).

Art. additionnel (modification technique touchant à des articles du code de la santé publique) (p. 6512) - Adopté.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Discussion (6 décembre 2001) (p. 6410, 6429) : MM. Jean-Paul Alduy, Pierre André, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Christian Demuynck, Eric Doligé, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Valérie Létard, M. Roland Muzeau, Mmes Nelly Olin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Gisèle Printz.

Examen des crédits (6 décembre 2001) (p. 6423, 6429) : MM. Jean-Paul Alduy, Pierre André, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville; Eric Doligé, rapporteur spécial de la commission des finances; Alain Joyandet, Gérard Larcher, président de la commission des affaires économiques; Roland Muzeau, Mme Nelly Olin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6423) - Rejetés.

Etat C - TITRE VI - (p. 6423) - Rejeté.

Art. 71 (prorogation du dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales applicable en zones franches urbaines) (p. 6423) - Adopté après modification (p. 6428).

Art. 71 bis (modification du dispositif de sortie des zones franches urbaines) (p. 6428) - Adopté après modification (p. 6429).

Art. 72 (extension du dispositif des adultes relais) (p. 6429) - Adopté.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - SERVICES COMMUNS - II - URBANISME ET LOGEMENT

Discussion (3 décembre 2001) (p. 6062, 6085) : *MM. Marcel-Pierre Cléach, Yvon Collin, Yves Dauge, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Françoise Henneron, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social; M. Pierre Hérisson, Mme Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'Etat au logement; MM. Jean-Yves Mano, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le logement; Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Piras, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'urbanisme; Ladislav Poniatowski, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, Mme Odette Terrade, M. André Vézinhel.*

Examen des articles (3 décembre 2001) (p. 6084, 6085).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6084) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6084).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6084) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6084).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TRANSPORTS ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE - TRANSPORTS TERRESTRES, ROUTES ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Discussion (3 décembre 2001) (p. 6085, 6107) : *Mme Marie-France Beauvils, MM. Jean-Pierre Demerliat, Eric Doligé, Mme Gisèle Gautier, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; François Gerbaud, Georges Gruillot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Bernard Joly, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les transports terrestres; Gérard Longuet, Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports et l'intermodalité; Daniel Reiner.*

Examen des articles (3 décembre 2001) (p. 6107).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6107) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6107).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6107) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6107).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TRANSPORTS ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE - AVIATION ET AÉRONAUTIQUE CIVILES - BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Discussion (3 décembre 2001) (p. 6107, 6125) : *Mme Marie-France Beauvils, MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; François Gerbaud, Roger Karoutchi, Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission*

des affaires économiques pour l'aviation civile et le transport aérien; Ladislav Poniatowski, Paul Raoult, Jean-Paul Virapoullé.

Examen des crédits (3 décembre 2001) (p. 6123, 6125) : *MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-Philippe Lachenaut, Mme Hélène Luc.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6123) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6123).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6123) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6124).

Services votés à l'article 33 (p. 6124) - Rejetés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 34 (p. 6124) - Rejetées (p. 6125).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

IV - MER

Discussion (3 décembre 2001) (p. 6125, 6138) : *MM. Rodolphe Désiré, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard Le Cam, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Oudin, Paul Raoult, Charles Revet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Examen des crédits (3 décembre 2001) (p. 6135, 6138) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances, Charles Revet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6135) - Rejetés (p. 6136).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6136) - Rejetés.

Art. 73 (prise en compte pour le décompte des pensions des marins de la période de départ anticipée à l'exposition à l'amiante) (p. 6136) - Adopté après modification (p. 6137).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

V - TOURISME

Discussion (3 décembre 2001) (p. 6048, 6062) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur spécial de la commission des finances; MM. Jean Besson, Claude Biwer, Jacques Brunhes, secrétaire d'Etat au tourisme, délégué auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Evelyne Didier, MM. Paul Dubrule, Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Pierre Hérisson, Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, Bernard Plasait, Paul Vergès.*

Examen des articles (3 décembre 2001) (p. 6061, 6062).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6061) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6062).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6062) - Rejetés (p. 6136 ; précédemment réservés p. 6062).

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Discussion (5 décembre 2001) (p. 6325, 6338) : *MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Daniel Eckenspieller, Jean-Jacques Hyst,*

Jacques Mahéas, Mme Josiane Mathon, M. Michel Sapin, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.

Examen des crédits (5 décembre 2001) (p. 6336, 6338) : MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Mahéas, Michel Sapin, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat; Bruno Sido.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6336) - Rejetés.

Etat C - TITRE V - (p. 6336) - Rejetés.

Art. 78 (reconduction du congé de fin d'activité, CFA) (p. 6336) - Supprimé (p. 6338 ; scrutin public n° 28).

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

SÉCURITÉ

Discussion (4 décembre 2001) (p. 6206, 6236) : MM. Robert Bret, Jean-Patrick Courtois, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police et la sécurité; Mme Annie David, MM. Jean-Paul Delevoye, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Michel Mercier, Aymeri de Montesquiou, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Nelly Olin, MM. Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile; Alex Türk, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; André Vallet, François Zocchetto.

Examen des crédits (4 décembre 2001) (p. 6234, 6236) : MM. Philippe Marini, Aymeri de Montesquiou, rapporteur spécial de la commission des finances; Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la décentralisation.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6234) - Rejetés (p. 6250).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6236) - Rejetés (p. 6250).

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

DÉCENTRALISATION

Discussion (4 décembre 2001) (p. 6236, 6250) : MM. Gilbert Barbier, Claude Biwer, Alain Dufaut, François Fortassin, Daniel Hoeffel, rapporteur pour avis de la commission des lois; Gérard Longuet, Mme Josiane Mathon, MM. Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances; Philippe Nachbar, Jean-Claude Peyronnet, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.

Examen des crédits (4 décembre 2001) (p. 6250) : MM. Robert Bret, Thierry Foucaud.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6250) - Rejetés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6250) - Rejetés.

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (1er décembre 2001) (p. 5950, 5965) : M. Claude Biwer, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Alain Dufaut, Jean-Léonce Dupont, Serge Lagauche, Philippe Madrelle, Bernard Murat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Ivan Renar, Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (1er décembre 2001) (p. 5965).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5965) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5965) - Adoptés.

JUSTICE

Discussion (10 décembre 2001) (p. 6546, 6575) : Mme Michèle André, M. Robert Badinter, Mmes Nicole Borvo, Dinah Derycke, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux; MM. Pierre Fauchon, René

Garrec, en remplacement de Mme Dinah Derycke, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux; Patrice Gélard, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la protection judiciaire de la jeunesse; Hubert Haenel, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Jacques Hyst, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Aymeri de Montesquiou, Mme Nelly Olin, MM. Georges Othily, rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire; Bernard Plasait, Josselin de Rohan.

Examen des crédits (10 décembre 2001) (p. 6573, 6574) : M. Hubert Haenel, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6573) - Rejetés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6573) - Rejetés.

Art. 74 (aide à l'intervention de l'avocat pour l'assistance au détenu au cours de procédures disciplinaires) (p. 6573) - Adopté (p. 6574).

Art. 76 (participation des barreaux au financement de la formation professionnelle des avocats) (p. 6574) - Adopté.

OUTRE-MER

Discussion (5 décembre 2001) (p. 6258, 6290) : MM. José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer; Rodolphe Désiré, Gaston Flosse, Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie; Dominique Larifla, Robert Laufoaulu, Mme Valérie Létard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; MM. Claude Lise, Simon Loueckhote, Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Georges Othily, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Mme Anne-Marie Payet, MM. Daniel Raoul, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Victor Reux, Paul Vergès, Jean-Paul Virapoullé.

Examen des crédits (5 décembre 2001) (p. 6290).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 6290) - Rejetés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 6290) - Rejetés.

RECHERCHE

Discussion (29 novembre 2001) (p. 5834, 5855) : M. Denis Badré, Mme Marie-Christine Blandin, MM. Pierre Laffitte, A titre personnel; Serge Lagauche, Lucien Lanier, Michel Pelchat, Ivan Renar, Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la recherche; René Tréguët, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (29 novembre 2001) (p. 5854, 5855).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5854) - Rejetés.

Etat C - TITRE V - (p. 5854) - Rejeté.

- TITRE VI - (p. 5855) - Rejeté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5920, 5928) : MM. Thierry Foucaud, Yann Gaillard, François Marc, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5924, 5928) : MM. Maurice Blin, Jean-Philippe Lachenaud, François Marc, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la fonction publique.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5924) - Rejetés (5 décembre 2001, p. 6336).

Etat C - TITRE V - (p. 5924) - Rejeté (5 décembre 2001, p. 6336).

Art. 77 (réforme des fonds spéciaux) (p. 5924) - Adopté après modification (p. 5928).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II - SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5928, 5930) : *MM. Gérard Delfau, Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5930).

Etat B - TITRE III - (p. 5930) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5930) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5930, 5933) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5933).

Etat B - TITRE III - (p. 5933) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5933) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV - PLAN

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5933, 5937) : *M. Jean-Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Evelyne Didier, M. Claude Haut, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5937).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5937) - Adoptés.

Etat C - TITRE VI - (p. 5937) - Adopté.

JOURNAUX OFFICIELS (BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5940, 5942) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Thierry Foucaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5942).

Services votés à l'article 33 (p. 5942) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 34 (p. 5942) - Adoptées.

LÉGION D'HONNEUR

ORDRE DE LA LIBÉRATION (BUDGETS ANNEXES)

Discussion (10 décembre 2001) (p. 6543, 6546) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Demerliat, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme*

Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Examen des crédits (10 décembre 2001) (p. 6545, 6546).

Légion d'honneur.

Services votés à l'article 33 (p. 6545) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 34 (p. 6545) - Adoptées (p. 6546).

Ordre de la Libération.

Services votés à l'article 33 (p. 6546) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 34 (p. 6545) - Adoptées (p. 6546).

MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (30 novembre 2001) (p. 5937, 5940) : *M. Bertrand Auban, rapporteur spécial de la commission des finances; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (30 novembre 2001) (p. 5940).

Services votés inscrits à l'article 33 (p. 5940) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 34 (p. 5940) - Adoptées.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (4 décembre 2001) (p. 6199, 6206) : *MM. Bernard Barraux, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Jean-Marc Juillard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Gérard Le Cam, Roland du Luart, en remplacement de M. Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Piras, Daniel Soulage.*

Examen des crédits (4 décembre 2001) (p. 6206) : *M. Claude Domeizel.*

Services votés inscrits à l'article 33 (p. 6206) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 34 (p. 6206) - Adoptées.

DÉFENSE

Discussion (5 décembre 2001) (p. 6291, 6325) : *M. Jean-Yves Autexier, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital; André Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Marine; Jean-Guy Branger, Michel Caldaguès, Robert Del Picchia, Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour le nucléaire, l'espace et les services communs; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Philippe François, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Gendarmerie; Philippe de Gaulle, Mme Jacqueline Gourault, M. Hubert Haenel, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Pierre Masseret, Georges Mouly, Xavier Pintat, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Air; Bernard Plasait, Alain Richard, ministre de la défense; André Rouvière, François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances pour les dépenses ordinaires; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Forces terrestres.*

Examen des crédits (5 décembre 2001) (p. 6320, 6325) : *MM. Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital; Michel Caldaguès, Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Gaston*

Flosse, Alain Lambert, président de la commission des finances; Mme Hélène Luc, MM. Jean-Pierre Masseret, François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances pour les dépenses ordinaires; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Forces terrestres.

Art. 31 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires) (p. 6320) - Rejeté (p. 6323 ; scrutin public n° 26).

Art. 32 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) (p. 6323) - Rejeté (p. 6325 ; scrutin public n° 27).

ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHÉS A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion (10 et 11 décembre 2001) (p. 6575, 6663 ; 6668, 6692) : MM. Bernard Angels, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Paul Blanc, Dominique Braye, Auguste Cazalet, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Robert Del Picchia, Jean-Pierre Demerliat, Yves Detraigne, Michel Doublet, Paul Dubrule, Thierry Foucaud, Yves Fréville, Yann Gaillard, Christian Gaudin, Claude Haut, Pierre Hérisson, Daniel Hoefel, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances, Patrick Lassourd, Claude Lise, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Jean-Louis Masson, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Georges Mouly, Philippe Nogrix, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget, MM. Xavier Pintat, Ladislas Poniatowski, Henri de Richemont, Philippe Richert, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, Michel Thiollière, François Trucy

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2002.

I - Opérations à caractère définitif.

A - Budget général.

Art. 28 (budget général. Services votés) (p. 6575) - Adopté.

Art. 29 et Etat B (mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services civils) (p. 6575) - Adoptés (p. 6576).

Art. 30 et Etat C (mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils) (p. 6576) - Adoptés (p. 6579).

Art. 31 (mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services militaires) (p. 6579) - Rejeté (5 décembre 2001).

Art. 32 (mesures nouvelles. Dépenses en capital des services militaires) (p. 6579) - Rejeté (5 décembre 2001).

B - Budgets annexes.

Art. 33 (budgets annexes. Services votés) (p. 6579) - Adopté.

Art. 34 (budgets annexes. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté.

C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 35 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 36 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté après modification (30 novembre 2001).

Art. 37 (modification de l'objet des dépenses du compte n° 902-19 "fonds national des haras et des activités hippiques") (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 38 (extension des aides octroyées par le compte d'affectation spéciale n° 902-32 "fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale") (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

II - Opérations à caractère temporaire.

Art. 39 (comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 40 (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 41 (comptes de prêts. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 41 bis (comptes d'avances du Trésor. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

Art. 42 (comptes de commerce. Mesures nouvelles) (p. 6579) - Adopté (30 novembre 2001).

III - Dispositions diverses.

Art. 43 et Etat E (autorisation de perception des taxes parafiscales) (p. 6579) - Adoptés (p. 6589).

Art. 44 et Etat F (crédits évaluatifs) (p. 6589) - Adoptés (p. 6591).

Art. 45 et Etat G (crédits provisionnels) (p. 6591) - Adoptés (p. 6592).

Art. 46 et Etat H (reports de crédits) (p. 6592) - Adoptés (p. 6595).

Art. 47 (répartition entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15) (p. 6595) - Supprimé (1er décembre 2001).

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

A - Mesures fiscales.

Avant l'**art. 48** (p. 6595).

Art. additionnel (simplification de la délivrance des extraits de registres d'enregistrement) (p. 6595) - Adopté.

Art. 48 (simplification des modalités de paiement des impôts) (p. 6595) - Adopté après modification (p. 6598).

Art. 49 (harmonisation des durées et des délais d'option des petites entreprises) (p. 6598) - Adopté (p. 6599).

Après l'**art. 49** (p. 6599).

Art. additionnel (déduction du bénéfice imposable des artisans pêcheurs) (p. 6599) - Adopté (p. 6601).

Art. additionnel (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 6602) - Adopté.

Art. additionnel (relèvement du plafond des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6602) - Adopté (p. 6603).

Art. additionnel (report de la date du dépôt de la déclaration de liquidation des droits dus lors de la mise à la consommation des alcools et des boissons alcooliques) (p. 6604) - Adopté.

Art. 49 bis (simplification des procédures de déclaration de récolte des viticulteurs) (p. 6604) - Adopté (p. 6605).

Art. 50 (modernisation du régime des fonds communs de placement à risques et des fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 6605) - Adopté après modification (p. 6609).

Après l'**art. 50** (p. 6609).

Art. additionnel (régime de TVA des fonds communs de placement) (p. 6609) - Adopté (p. 6610).

Art. 51 (ouverture des plans d'épargne en actions aux actions européennes et aux placements dans l'innovation) (p. 6610) - Adopté après modification (p. 6613).

Art. 51 bis (prolongation de la réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans des zones de revitalisation rurale) (p. 6613) - Adopté.

Art. 52 (reconduction du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 6613) - Adopté après modification (p. 6617).

Art. 52 bis (création d'une "déduction fiscale pour aléas d'exploitation") (p. 6617) - Adopté (p. 6621).

Après l'art. 52 bis (p. 6621).

Art. additionnel (exclusion de l'assiette des cotisations sociales des non-salariés agricoles du montant de la déduction fiscale pour aléas) (p. 6621) - Adopté (p. 6622).

Art. additionnel (simplification des obligations déclaratives pour les exploitants soumis à un régime forfaitaire d'imposition) (p. 6622) - Adopté (p. 6623).

Art. additionnel (déduction de la cotisation acquittée au bénéfice d'une association syndicale ayant pour objet la réalisation de travaux de défense de la forêt contre les incendies) (p. 6623) - Adopté (p. 6624).

Art. 53 (aménagement de la fiscalité des restructurations des entreprises) (p. 6625) - Adopté après modification (p. 6629).

Après l'art. 53 (p. 6629).

Art. additionnel (reconduction du régime d'exonération d'impôt sur les sociétés dans les départements d'outre-mer) (p. 6629) - Adopté (p. 6630).

Art. additionnel (abattement du tiers sur les résultats des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer) (p. 6630) - Adopté.

Art..

Art. additionnel (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6631) - Adopté (p. 6635).

Art. additionnel (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers) (p. 6635) - Adopté.

Art. 53 bis (taxation des transactions sur devises) (p. 6635) - Supprimé (p. 6637).

Art. 53 ter (commissions versées aux banques pour les paiements par carte) (p. 6639) - Rejeté (p. 6641).

Art. 54 (institution d'une amende en cas de remboursement de crédits de taxes sur le chiffre d'affaires obtenus indûment) (p. 6641) - Adopté.

Après l'art. 54 (p. 6641).

Art. additionnel (création d'un délai obligatoire concernant le remboursement des crédits non imputables de TVA) (p. 6641) - Adopté (p. 6643).

Art. 54 bis (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux satisfaisant à des critères de qualité environnementale) (p. 6643) - Adopté après modification (p. 6645).

Après l'art. 54 bis (p. 6645).

Art. additionnel (crédit d'impôt au titre du désamiantage des véhicules construits avant le 1er janvier 1997) (p. 6645) - Adopté (p. 6647).

Art. 55 (modification des conditions d'assujettissement à la taxe hydraulique affectée à Voies navigables de France) (p. 6647) - Adopté (p. 6648).

Après l'art. 55 (p. 6648).

Art. additionnel (exonération de la taxe sur le foncier bâti pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 6648) - Adopté.

Art. additionnel (simplification des obligations déclaratives concernant le dégrèvement de foncier non-bâti en faveur des jeunes agriculteurs) (p. 6652) - Adopté.

Art. additionnel (compensation des pertes de ressources de redevances des mines par le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6652) - Adopté (p. 6653).

Art. 56 (modification du seuil d'éligibilité et des taux plafonds relatifs à la taxe d'aéroport) (p. 6654) - Adopté.

Après l'art. 56 (p. 6654).

Art. additionnel (financement des bibliothèques municipales) (p. 6658) - Adopté.

Avant l'art. 56 bis (p. 6659).

Art. additionnel (suppression de la redevance cynégétique sur le gibier d'eau) (p. 6659) - Adopté (p. 6660).

Art. 56 bis (suppression de la perception par les communes de la taxe annuelle sur le permis de chasser) (p. 6660) - Adopté après modification (p. 6663).

Avant l'art. 56 ter (p. 6668).

Art. additionnel (intégration dans la DGF de la majoration de 2002 de la dotation de solidarité rurale) (p. 6668) - Adopté (p. 669).

Art. additionnel (intégration dans la DGF de la majoration de 2002 de la dotation de solidarité urbaine) (p. 6669) - Adopté.

Art. 56 ter (institution d'un rapport au conseil municipal sur la perception des taxes de séjour et l'utilisation de leur produit) (p. 6669) - Adopté (p. 6671).

Après l'art. 56 ter (p. 6671).

Art. additionnel (précision sur l'assujettissement à la taxe de séjour) (p. 6671) - Adopté.

Art. additionnel (relèvement des taxes de séjour) (p. 6672) - Adopté.

Art. additionnel (modalités d'exonération de la taxe de séjour) (p. 6672) - Adopté.

Art. 56 quater (modification du mode de recouvrement de la taxe de séjour et de la taxe de séjour forfaitaire) (p. 6673) - Adopté.

Art. 56 quinquies (régime de l'acompte en matière de taxe de séjour et de taxe de séjour forfaitaire) (p. 6673) - Adopté.

Après l'art 56 quinquies (p. 6673).

Art. additionnel (exemption de la taxe de séjour forfaitaire des établissements exploités depuis moins de deux ans) (p. 6673) - Adopté (p. 6674).

Art. additionnel (dispositif de dégrèvement de la taxe de séjour forfaitaire en cas de pollution grave ou de catastrophe naturelle constatée) (p. 6674) - Adopté (p. 6675).

Art. 56 sexies (taxe communale sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station) (p. 6675) - Adopté.

Art. 56 septies (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 6675) - Adopté après modification (p. 6678).

Après l'art. 56 septies (p. 6678).

Art. additionnel (garantie de DGF pour les communautés d'agglomérations créées ex-nihilo) (p. 6679) - Adopté.

Art. additionnel (fixation des taux de fiscalité additionnelle des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 6680) - Adopté.

Art. 56 octies (extension du régime d'exonération facultative de taxe professionnelle en faveur des cinémas d'art et d'essai réalisant moins de 5 000 entrées par semaine) (p. 6684) - Adopté.

Après l'art. 56 octies (p. 6684).

Art. additionnel (exonération de taxe professionnelle des activités de recherche de l'enseignement supérieur) (p. 6684) - Adopté (p. 6685).

Art. 56 nonies (limitation de la possibilité du paiement de l'impôt en argent liquide) (p. 6685) - Adopté.

Art. 56 decies (solidarité de paiement de l'amende en cas d'infraction à l'interdiction de paiement en liquide au-delà de 20 000 F. entre le particulier non commerçant et le commerçant) (p. 6685) - Adopté.

Art. 56 undecies (relèvement des plafonds de ressources pour l'accès aux chèques-vacances) (p. 6685) - Adopté (p. 6687).

Après l'art. 56 undecies (p. 6687).

Art. additionnel (provision pour perte de gestion en cas de prêt pour le financement de navires pétroliers) (p. 6687) - Adopté (p. 6688).

B. Autres mesures.

Art. 57 A (présentation d'un rapport sur l'utilisation des crédits alloués aux pouvoirs publics) (p. 6689) - Adopté.

Après l'art. 57 A (p. 6689).

Art. additionnel (modification de la composition du comité consultatif du fonds national de solidarité pour l'eau) (p. 6689) - Adopté (p. 6690).

Art. additionnel (utilisation des fonds du 1 % logement par une association) (p. 6691) - Adopté (p. 6692).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 6694, 6702).

Art. 27 et état A (p. 6700) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 6701).

Art. 29 et état B (p. 6695) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 6701).

Art. 30 et état C (p. 6698) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 6701).

Art. 67 bis (p. 6700) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 6701).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 6702, 6720) : *MM. Bernard Angels, Denis Badré, Mme Nicole Borvo, MM. Alain Lambert, président de la commission des finances, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Mme Florence Parly, secrétaire d'état au budget, MM. Jacques Pelletier, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan.*

Scrutin public à la tribune de droit n° 30 (p. 6720).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 2002 (11 décembre 2001) (p. 6720).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 2001) (p. 7111, 7117).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7111, 7114) : *MM. Denis Badré, Patrick Lassourd, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Gérard Miquel, Mme Florence Parly.*

Motion n° 3 tendant à opposer la question préalable (p. 7114).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (18 décembre 2001) (p. 7117) ; scrutin public de droit n° 39.

Lois de finances rectificatives

1. - Projet de loi de finances rectificative pour 2001, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Mme Florence PARLY, secrétaire d'Etat au budget (14 novembre 2001) [n° 3384 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Didier MIGAUD (28 novembre 2001) [n° 3427 (2001-2002)] - Avis de M. Jean-Yves LE DRIAN (29 novembre 2001) [n° 3428 (2001-2002)] - Discussion (4, 5 décembre 2001) - Adoption (5 décembre 2001) [n° 736].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 2001) [n° 123 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Philippe MARINI (13 décembre 2001) [n° 143 (2001-2002)] - Avis de M. Jean FAURE (13 décembre 2001) [n° 144 (2001-2002)] - Discussion (17, 18 décembre 2001) - Adoption (18 décembre 2001) [n° 31].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 2001) [n° 3472 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (19 décembre 2001) [n° 151 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (19 décembre 2001) [n° 3474 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 décembre 2001) [n° 3472 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (19 décembre 2001) [n° 3475 (2001-2002)] - Discussion (19 décembre 2001) - Adoption (19 décembre 2001) [n° 754].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 157 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (20 décembre 2001) [n° 158 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Rejet (20 décembre 2001) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3508 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (20 décembre 2001) [n° 3509 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 756].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-457 DC du 27 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 2001) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 2001) (p. 6951, 7051) ; (18 décembre 2001) (p. 7081, 7111).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6951, 6964) : *MM. Michel Charasse, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Roger Karoutchi, Jean-François Le Grand.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6965, 7051 ; 7081, 7108) : *MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Alduy, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Mmes Marie-Claude Beaudeau,*

Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Caldaguès, Auguste Cazalet, Gérard César, Michel Charasse, Yves Coquelle, Gérard Cornu, Jean-Paul Delevoye, Jean-Pierre Demerliat, Marcel Deneux, Yves Detraigne, Eric Doligé, Hubert Falco, Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Thierry Foucaud, Yves Fréville, Francis Grignon, Alain Lambert, président de la commission des finances; Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, Paul Loridant, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Yves Mano, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jean-Pierre Masseret, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. Jean Pépin, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Alain Richard, ministre de la défense; François Trucy, Jacques Valade, Alain Vasselle.

PREMIERE PARTIE.

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

Art. 1^{er} (versement d'un complément de prime pour l'emploi) (p. 6965) - Supprimé (p. 6966).

Art. 2 (adaptation du régime fiscal de la prestation compensatoire en matière de divorce) (p. 6966) - Adopté (p. 6967).

Après l'art. 2 (p. 6968).

Art. additionnel (élargissement du champ des bénéficiaires des titres restaurants aux agents de la fonction publique) (p. 6969) - Adopté (p. 6970).

Art. 2 bis (extension du dispositif d'étalement de l'imposition des indemnités ESB à toutes les indemnités versées en cas d'abattage d'animaux en application de la réglementation sanitaire) (p. 6970) - Adopté (p. 6971).

Après l'art. 2 bis (p. 6971).

Art. additionnel (précision sur le régime d'imposition de l'exploitant agricole qui exerce son activité dans un groupement ou une société agricole) (p. 6971) - Adopté.

Art. 2 ter (aménagement du régime fiscal des syndicats professionnels) (p. 6972) - Adopté après modification (p. 6973).

Art. 3 (affectation du produit de la taxe sur les conventions d'assurance) (p. 6973) - Supprimé (p. 6974).

Art. 4 (allègement des taxes de gestion et de contrôle des autorisations délivrées aux opérateurs de radio messageries) (p. 6974) - Adopté.

Art. 5 (prélèvement sur les réserves du bureau de recherches géologiques et minières, BRGM) (p. 6974) - Supprimé (p. 6975).

Art. 6 (prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI) (p. 6975) - Supprimé (p. 6976).

Art. 7 (liquidation du fonds spécial d'allocation vieillesse, FSAV) (p. 6976) - Adopté après modification (p. 6977).

Art. 8 (affectation au BAPSA d'un montant supplémentaire de contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S) (p. 6977) - Supprimé (p. 6978).

Art. 9 (affectation de ressources au fonds de réserve pour les retraités - compte d'affectation spéciale n° 902-33 "fonds de provisionnement des charges de retraités") (p. 6978) - Adopté après modification.

Art. 9 bis (modalités de répartition de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6978) - Adopté.

Art. 10 et Etat A (équilibre général) (p. 6979) - Adopté après modification (p. 6990).

Scrutin public de droit n° 34 (p. 6990).

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2001.

I. Opérations à caractère définitif.

A. Budget général.

Art. 11 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures) (p. 6990) - Adopté après modification (p. 6991).

Après l'art. 11 (p. 6991).

Art. additionnel (indemnisation des orphelins de parents persécutés en raison de leur race et morts en déportation) (p. 6991) - Adopté (p. 6993).

Art. 12 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouvertures) (p. 6993) - Adopté (p. 6996).

Art. 13 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures) (p. 6996) - Adopté.

Art. 14 (dépenses en capital des services militaires - ouvertures) (p. 6996) - Adopté.

B. Budgets annexes.

Art. 15 (dépenses des budgets annexes) (p. 6996) - Adopté.

II. Autres dispositions.

Art. 16 (ratification des crédits ouverts par décret d'avance) (p. 6996) - Adopté.

Art. 17 (répartition du solde des excédents de collecte de redevance audiovisuelle au titre de l'exercice 2000) (p. 6996) - Adopté.

Après l'art. 17 (p. 6996).

Art. additionnel (modalités de recapitalisation d'entreprises par l'Etat actionnaire minoritaire) (p. 6996) - Adopté (p. 6997).

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

I. Mesures concernant la fiscalité.

Art. 18 (création d'un dispositif temporaire de soutien à l'investissement) (p. 6997) - Adopté.

Art. 18 bis (amortissement exceptionnel sur douze mois des installations de sécurité réalisées ou commandées par des PME avant le 31 mars 2002) (p. 6998) - Adopté après modification (p. 6999).

Art. 18 ter (reconduction du crédit d'impôt formation) (p. 6999) - Adopté après modification.

Art. 19 (aménagement du régime des provisions d'égalisation et de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances et de réassurances de dommages) (p. 6999) - Adopté.

Art. 20 (neutralisation des écarts de change sur certains prêts) (p. 7000) - Adopté après modification (p. 7001).

Art. 20 bis (mesures de coordination entre le code général des impôts et le code de la mutualité) (p. 7003) - Adopté.

Art. 20 ter (normalisation du régime fiscal des successions en Corse) (p. 7003) - Adopté.

Art. 21 (aménagement du champ des entreprises soumises aux obligations de télédéclaration et de téléreport) (p. 7003) - Adopté.

Art. 22 (amortissement exceptionnel des souscriptions en numéraire au capital des sociétés d'investissement régional) (p. 7003) - Adopté.

Art. 23 (exonération de taxe d'habitation des locaux destinés au logement des étudiants dans les résidences universitaires) (p. 7004) - Adopté.

Art. 24 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2001) (p. 7005) - Adopté.

Après l'art. 24 (p. 7005).

Art. additionnel (exonération des ateliers de déshydratation de fourrages du paiement de la taxe sur le foncier bâti) (p. 7005) - Adopté (p. 7006).

Art. 25 (institution et modification de taxes spéciales d'équipement perçues au profit d'établissements publics fonciers) (p. 7006) - Adopté après modification.

Art. 26 (adaptation des dispositions applicables dans le cadre de l'intercommunalité - calcul des compensations et modalités de liquidation des avances de fiscalité directe locale) (p. 7006) - Adopté après modification (p. 7009).

Après l'art. 26 (p. 7009).

Art. additionnel (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur les modalités d'intégration de la compensation) (p. 7009) - Adopté (p. 7011).

Art. additionnel (report de la date d'application de l'arrêté du préfet au 1er janvier de l'année suivante pour les modifications de champ des communautés d'agglomération ou des communautés urbaines) (p. 7012) - Adopté.

Art. additionnel (complément au dispositif de l'article 26 sur le calcul des compensations dues aux communes membres d'un EPCI) (p. 7012) - Adopté (p. 7013).

Art. 26 bis (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communautés de communes à fiscalité additionnelle) (p. 7013) - Adopté.

Art. 26 ter (neutralisation des conséquences sur la dotation globale de fonctionnement des communautés de communes à fiscalité additionnelle des variations du nombre de membres de cette catégorie) (p. 7015) - Adopté (p. 7016).

Art. 26 quater (prise en compte de la compensation de l'abattement de 30% sur les bases d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements à loyer modéré situés en zone urbaine sensible pour le calcul de l'effort fiscal) (p. 7016) - Adopté.

Art. 26 quinquies (conditions d'engagement de travaux financés par la dotation globale d'équipement) (p. 7016) - Adopté.

Art. 26 sexies (compensation des collectivités locales pour les exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties bénéficiant aux logements sociaux) (p. 7016) - Adopté (p. 7017).

Après l'art. 26 sexies (p. 7017).

Art. additionnel (application des nouvelles modalités de passation des marchés publics aux maires d'arrondissements) (p. 7017) - Adopté.

Art. 26 septies (instauration d'une dotation de solidarité intercommunautaire entre EPCI) (p. 7017) - Supprimé (p. 7019).

Après l'art. 26 septies (p. 7019).

Art. additionnel (faculté pour l'organe délibérant de l'intercommunalité de maintenir les rapports entre les taux existants sous le régime de la seule fiscalité additionnelle) (p. 7019) - Adopté (p. 7020).

Art. additionnel (adaptation du régime fiscal de la prestation compensatoire en matière de divorce) (p. 7021) - Adopté (p. 7022).

Art. additionnel (prise en compte de l'adhésion tardive des nouvelles communes au groupement pour le calcul du produit attendu de leur fiscalité) (p. 7020) - Adopté (p. 7021).

Après l'art. 26 septies (p. 7041).

Art. additionnel (assouplissement du mode de perception par les EPCI de la taxe et de la redevance des ordures ménagères) (p. 7041) - Adopté (p. 7042).

Art. 27 (adaptation de la valeur en euros de certains montants législatifs en matière fiscale, douanière et financière) (p. 7042) - Adopté après modification (p. 7047).

Art. 28 (aménagement de la taxe spéciale sur les prix des places de cinéma dans le cadre du passage à l'euro) (p. 7047) - Adopté (p. 7048).

Art. 28 bis (aménagement de l'entrée en vigueur du prix unique du livre dans les départements d'outre-mer) (p. 7047) - Adopté (p. 7048).

Art. 29 (aménagement de deux dispositifs relatifs à la fiscalité des entreprises en application du code de bonne conduite communautaire) (p. 7048) - Adopté (p. 7049).

Art. 29 bis (commissions versées aux banques pour les paiements par carte) (p. 7049) - Adopté après modification (p. 7051).

Art. 30 (transposition de la directive "redevable TVA") (p. 7051) - Adopté.

Art. 31 (aménagement de certains dispositifs de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) (p. 7051) - Adopté.

Art. 31 bis (avancement de l'entrée en vigueur de la hausse des minima de perception des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7051) - Adopté.

Art. 32 (mesures de simplification des modalités de perception de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes et de certains droits indirects) (p. 7081) - Adopté après modification (p. 7083).

Après l'art. 32 (p. 7083).

Art. additionnel (taux de l'accise sur les cigares ramené à 20 %) (p. 7083) - Adopté.

Art. 32 bis (extension à certains services accessibles en ligne des droits de communication particuliers aux administrations des douanes et du fisc et aux enquêteurs agissant pour le compte de la commission des opérations de bourse, COB) (p. 7083) - Adopté après modification (p. 7085).

Art. 32 ter (exonération des contrats d'assurance maladie "solidaires" de la taxe sur les conventions d'assurance) (p. 7085) - Adopté après modification (p. 7086).

Art. 33 (exonération, s'agissant des opérations de transfert de la gestion et de la propriété des établissements sanitaires et médico-sociaux du paiement d'impôts, de droits ou de taxes et du versement de salaires ou honoraires au profit des agents de l'Etat) (p. 7086) - Adopté.

Art. 33 bis (modification de l'application du régime des sociétés mères et filiales aux groupes bancaires mutualistes) (p. 7087) - Adopté après modification (p. 7089).

Art. 33 ter (régime fiscal des sommes perçues en réparation des préjudices subis par les fonctionnaires d'Afrique du Nord anciens combattants) (p. 7089) - Adopté.

Art. 33 quater (assouplissement du régime tendant à inciter les entreprises à intervenir pour aider à la création ou à la reprise d'entreprises dans le cadre du mécénat d'entreprise) (p. 7089) - Adopté après modification (p. 7090).

Art. 33 quinquies (maintien des conventions entre un syndicat d'agglomération nouvelle et une commune limitrophe pour la perception et la répartition de la taxe professionnelle unique lorsque cette commune adhère à un établissement public intercommunal à taxe professionnelle unique) (p. 7090) - Adopté.

Art. 33 sexies (modalités de financement du fonds commun des accidents du travail agricole) (p. 7090) - Supprimé (p. 7091).

Art. 33 septies (intégration des redevances perçues par les agences de l'eau dans la catégorie des impositions de toutes natures) (p. 7091) - Supprimé (p. 7094).

Art. 33 octies (modalités de perception des redevances d'archéologie préventive) (p. 7094) - Adopté après modification (p. 7095).

Art. 33 nonies (exonération, s'agissant des opérations de transfert de la gestion et de la propriété des établissements sanitaires et médico-sociaux, du paiement d'impôts, de droits ou de taxes et du versement de salaires ou honoraires au profit des agents de l'Etat) (p. 7095) - Adopté.

Après l'art. 33 nonies (p. 7095).

Art. additionnel (suppression du dernier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances) (p. 7095) - Adopté.

II. Autres dispositions.

Avant l'art. 34 (p. 7095).

Art. additionnel (destruction des marchandises illicites, dangereuses ou impropres à la consommation par les services des douanes) (p. 7095) - Adopté (p. 7097).

Art. additionnel (sanction par la direction générale des douanes du non-respect des mesures communautaires d'interdiction des relations économiques et financières avec l'étranger) (p. 7097) - Adopté.

Art. 34 (levée de la clause de résidence pour l'assurance maladie des non-salariés agricoles) (p. 7098) - Adopté.

Art. 34 bis (prélèvement sur le produit de la CSG affecté au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles pour la gestion des caisses de la Mutualité sociale agricole) (p. 7098) - Adopté.

Art. 35 (suppression des frais d'insertion au journal officiel des décrets de naturalisation, de réintégration et de libération de l'allégeance française) (p. 7098) - Adopté.

Art. 35 bis (suppression des droits de sceau) (p. 7098) - Adopté.

Art. 36 (transformation de DCN, direction des constructions navales, en entreprise nationale) (p. 7022) - Adopté après modification (p. 7034 ; priorité ordonnée p. 7022).

Art. 37 (instauration d'un dividende concernant les établissements publics de l'Etat) (p. 7098) - Adopté après modification (p. 7100).

Art. 37 bis (financement public des organisations syndicales agricoles) (p. 7100) - Adopté.

Art. 38 (résiliation des concessions de transport de gaz naturel et transfert de la propriété des ouvrages correspondants) (p. 7034) - Adopté après modification (p. 7040 ; priorité ordonnée p. 7034).

Art. 39 (autorisation de remise de dettes dans le cadre du dispositif arrêté à la conférence de Toronto et de la mise en oeuvre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, IPSTE) (p. 7101) - Adopté.

Art. 40 (réforme de la garantie COFACE relative au financement du programme d'avions gros porteurs AIRBUS) (p. 7102) - Adopté.

Art. 41 (prolongation des missions confiées par l'Etat à Natexis) (p. 7102) - Adopté.

Art. 42 (exemption du contrôle financier a priori concernant le conseil de la concurrence) (p. 7102) - Adopté.

Art. 43 (réduction du délai de mise en jeu de la responsabilité des comptables publics) (p. 7104) - Adopté.

Art. 44 (intégration dans l'assiette des droits à pension de la prime de sujétions spéciales des personnels administratifs et de service des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire) (p. 7104) - Adopté.

Art. 45 (prolongation d'activité des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire) (p. 7104) - Adopté après modification (p. 7105).

Art. 46 (indemnisation des biens français à Madagascar, en application de l'accord franco-malgache du 1er octobre 1998) (p. 7106) - Adopté.

Art. 47 (indemnisation en application de l'accord par échange de lettres du 15 mars 1995 des biens privés français perdus au Cambodge) (p. 7106) - Adopté.

Art. 48 (rétablissement des frais d'assiette et de recouvrement perçus par les services fiscaux en matière de fiscalité affectée à la sécurité sociale) (p. 7106) - Supprimé (p. 7107).

Art. 49 (apport de la garantie de l'Etat à la société SEMIMAGES) (p. 7107) - Adopté (p. 7108).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7108, 7111) : MM. Thierry Foucaud, Francis Grignon, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Miquel, Aymeri de Montesquiou, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Scrutin public de droit n° 38 (p. 7111).

Adoption (18 décembre 2001) (p. 7111).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7193, 7202).

I - DISCUSSION GENERALE : MM. Michel Charasse, Alain Lambert, président de la commission des finances, MM. Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Gérard Miquel, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Motion n° 3 de la commission des finances tendant à opposer la question préalable (p. 7199).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (20 décembre 2001) (p. 7202 ; scrutin public de droit n° 40).

Lois de règlement

1. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1998, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (29 septembre 1999) [n° 1822 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (4 mai 2000) [n° 2360 (1999-2000)] - Discussion (18 mai 2000) - Adoption (18 mai 2000) [n° 510].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 mai 2000) [n° 350 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (31 mai 2000) [n° 374 (1999-2000)] - Voir **Table Thématique 2000 - Lois de règlement** - Discussion (26 juin 2000) - Adoption (26 juin 2000) [n° 145].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 juin 2000) [n° 2509 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (3 octobre 2000) [n° 2600 (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2000) - Adoption (11 octobre 2000) [n° 564].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 octobre 2000) [n° 23 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (14 décembre 2000) [n° 148 (2000-2001)] - Discussion (7 février 2001) - Adoption (7 février 2001) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (8 février 2001) [n° 2926 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (9 mai 2001) [n° 314 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (9 mai 2001) [n° 3049 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 février 2001) [n° 2926 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (30 mai 2001) [n° 3097 (2000-2001)] - Discussion (6 juin 2001) - Adoption (6 juin 2001) [n° 681].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (7 juin 2001) [n° 365 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (20 juin 2001) [n° 393 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Rejet (28 juin 2001) [n° 128].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (28 juin 2001) [n° 3213 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (28 juin 2001) [n° 3214 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 703].

PROMULGATION : loi n° 2001-597 du 9 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 10 juillet 2001).

Discussion (deuxième lecture)

(7 février 2001) (p. 637, 640).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 637, 638) : *MM. Auguste Cazalet, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 638, 640) : *MM. Auguste Cazalet, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Claude Estier, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Art. 9 et Etat I annexé (*comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1999*) (p. 640) - Adoptés.

Art. 13 (*reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans des gestions de fait*) (p. 640) - Adopté après modification.

Scrutin public n° 42 (p. 640).

Adoption (7 février 2001) (p. 640).

Discussion (nouvelle lecture)

(28 juin 2001) (p. 3779, 3781).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3779, 3781) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 3781).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (28 juin 2001) (p. 3781 ; scrutin public n° 70).

2. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1999, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (5 juillet 2000) [n° 2534 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (3 octobre 2000) [n° 2601 (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2000) - Adoption (11 octobre 2000) [n° 563].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 2000) [n° 22 (2000-2001)] - Renvoi à la

commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (10 janvier 2001) [n° 176 (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 mai 2001) [n° 3039 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (30 mai 2001) [n° 3098 (2000-2001)] - Discussion (6 juin 2001) - Adoption (6 juin 2001) [n° 682].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 JUIN 2001) [n° 366 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (20 JUIN 2001) [n° 394 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 129].

PROMULGATION : loi n° 2001-604 du 10 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 11 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(3 mai 2001) (p. 1684, 1699).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1684, 1692) : *M. Bernard Angels, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1692, 1699) : *MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Art. 1^{er} (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1999*) (p. 1692) - Adopté (p. 1694).

Art. 2 (*tableau A annexé : recettes du budget général*) (p. 1694) - Adopté.

Art. 3 (*tableau B annexé : dépenses ordinaires civiles du budget général*) (p. 1694) - Adopté.

Art. 4 (*tableau C annexé : dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 1694) - Adopté (p. 1695).

Art. 5 (*tableau D annexé : dépenses ordinaires militaires*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 6 (*tableau E annexé : dépenses militaires en capital*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 7 (*tableau F annexé : résultat du budget général de 1999*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 8 (*tableau G annexé : résultats des budgets annexes*) (p. 1695) - Adopté (p. 1696).

Art. 9 (*tableau I annexé : comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2000*) (p. 1696) - Adopté (p. 1697).

Art. 10 (*comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1999*) (p. 1697) - Adopté.

Art. 11 (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 1697) - Adopté (p. 1698).

Art. 12 (*pertes en trésorerie sur devises inconvertibles*) (p. 1698) - Adopté.

Art. 13 (*reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans les gestions de fait*) (p. 1698) - Adopté après modification.

Art. 14 (*transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1999*) (p. 1698) - Adopté (p. 1699).

Scrutin public de droit n° 50 (p. 1699).

Adoption (3 mai 2001) (p. 1699).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 2001) (p. 3781, 3789).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3781, 3782) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3782, 3788).

Art. 1^{er} (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1999*) (p. 3783) - Adopté (p. 3784).

Art.8 et tableau G annexé (*résultats des budgets annexes*) (p. 3784) - Adopté (p. 3788).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3788, 3789) : *M. Serge Vinçon*.

Scrutin public de droit n° 71 (p. 3789).

Adoption (28 juin 2001) (p. 3789).

Lois organiques

Voir *Lois de finances*

Loyers

Voir *Rapports au Parlement*

Luxembourg

Voir *Traités et conventions*, **12**

M

Magistrature

1. - Projet de loi organique relatif au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, Garde des Sceaux, ministre de la justice (27 septembre 2000) [n° 483 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (15 novembre 2000) [n° 75 (2000-2001)] - Discussion (22 novembre 2000) - Adoption (22 novembre 2000) [n° 29].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif au statut des magistrats

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 2000) [n° 2749 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (10 janvier 2001) [n° 2857 (2000-2001)] - Discussion (18 janvier 2001) - Adoption (18 janvier 2001) [n° 613].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 janvier 2001) [n° 196 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (25 avril 2001) [n° 281 (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 mai 2000) [n° 3042 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (23 mai 2001) [n° 3084 (2000-2001)] - Discussion (30 mai 2001) - Adoption (30 mai 2001) [n° 677].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 200-445 DC du 19 juin 2001 (JO lois et décrets du 26 juin 2001) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-539 du 25 juin 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 juin 2001).

Discussion (deuxième lecture)

(3 mai 2001) (p. 1740, 1762).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1740, 1744) : *MM. Robert Bret, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1744, 1762) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Hubert Haenel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Alain Vasselle.*

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à la carrière et à la mobilité des magistrats

Art. 2 bis (limitation de la durée d'exercice des fonctions de chef de juridiction dans un même tribunal de grande instance - art. 28-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1744) - Adopté (p. 1745).

Art. 2 ter (limitation de la durée d'exercice des fonctions de premiers présidents au sein d'une même cour d'appel - art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1745) - Adopté.

Après l'art. 2 ter (p. 1745).

Art. additionnel (limitation de la durée d'exercice de certaines fonctions juridictionnelles au sein d'une même juridiction - art. 28-3 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1745) - Adopté après modification (p. 1746).

Art. 2 quater (limitation de la durée d'exercice des fonctions de certains chefs de juridiction au sein d'une même juridiction - art. 38-1 et 38-2 nouveaux de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1746) - Adopté après modification (p. 1747).

Art. 5 bis (prise en compte des années antérieures d'activité professionnelle des magistrats recrutés par le deuxième et le troisième concours d'accès à l'École nationale de la magistrature, ENM, ou ayant été nommé auditeurs de justice sur titre - art. 26 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1747) - Adopté.

Après l'art. 5 bis (p. 1747).

Art. additionnel (prise en compte pour l'avancement des magistrats recrutés au second grade par la voie de l'intégration directe de leurs années d'activité professionnelle antérieure) (p. 1747) - Adopté.

Art. 6 (dispositions transitoires pour l'accès aux emplois hors hiérarchie) (p. 1748) - Adopté.

Art. 6 bis (dispositions transitoires pour l'application de la limitation dans le temps de l'exercice de certaines fonctions juridictionnelles) (p. 1748) - Adopté après modification.

Art. 6 ter (interdiction de l'arbitrage - art. 8 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1748) - Adopté après modification (p. 1751).

Après l'art. 6 ter (p. 1751).

Art. additionnel (non-application des dispositions de la loi "Roustan" : prise en compte spécifique de la situation de famille des magistrats lors de l'élaboration des projets de nomination) - Adopté (p. 1753).

Chapitre 2

Dispositions relatives au régime disciplinaire des magistrats

Après l'art. 8 (p. 1753).

Art. additionnel (amélioration du fonctionnement du conseil supérieur de la magistrature) (p. 1753) - Adopté.

Art. 9 bis (extension aux procureurs généraux près les cours d'appel du pouvoir de saisine du conseil supérieur de la magistrature aux fins de poursuites disciplinaires - art. 63 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1753) - Adopté (p. 1754).

Art. 9 ter (publicité des audiences du conseil supérieur de la magistrature émettant un avis sur les sanctions disciplinaires à l'égard des magistrats du parquet - art. 65 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1754) - Adopté.

Après l'art. 9 ter (p. 1754).

Art. additionnel (coordination d'une disposition de la loi sur la liberté de la presse avec le nouveau régime de publicité des audiences disciplinaires du conseil supérieur de la magistrature - art. 38 de la loi du 29 juillet 1938 sur la liberté de la presse) (p. 1754) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions diverses

Art. 10 A (voies complémentaires de recrutement aux premier et second grades - art. 21-1 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) (p. 1755) - Adopté après modification (p. 1756).

Après l'art. 10 A (p. 1756).

Art. additionnel (fixation d'une proportion globale pour l'ensemble des intégrations directes au second grade de la hiérarchie judiciaire) (p. 1756) - Adopté.

Art. 10 (*recrutement des conseillers et des avocats généraux à la Cour de cassation en service extraordinaire - art. 40-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 1756) - Adopté.

Art. 11 (*saisine pour avis de la Cour de cassation en matière pénale - art. L. 151-1, L. 151-3 du code de l'organisation judiciaire et titre XX du livre IV du code de procédure pénale*) (p. 1756) - Adopté (p. 1757).

Art. 11 bis (*introduction d'une procédure d'admission des pourvois en cassation - art. L. 131-6 du code de l'organisation judiciaire*) (p. 1757) - Adopté.

Après l'art. 11 bis (p. 1757).

Art. additionnel (*fixation au 1er janvier 2002 de la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions*) (p. 1757) - Adopté.

Après l'art. 12 (p. 1757).

Art. additionnel (*conditions de nomination de certains auditeurs de justice*) (p. 1757) - Adopté.

Art. additionnel (*nombre de magistrats du second grade pouvant être recrutés directement par voie de concours en 2002 et 2003 porté à 125*) (p. 1757) - Adopté (p. 1758).

Art. additionnel (*amélioration du dispositif relatif aux magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel*) (p. 1758) - Adopté (p. 1759).

Art. 13 (*nomination des conseillers ou substituts généraux des cours d'appel de Paris et Versailles aux fonctions de magistrat hors hiérarchie à la Cour de cassation - art. 39 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958*) (p. 1759) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Chapitre 4

Dispositions relatives au conseil supérieur de la magistrature

Art. 14 (*nouvelles règles d'élection des représentants des magistrats au CSM - art. 3, 4 et 7 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994*) (p. 1759) - Adopté (p. 1761).

Art. 15 (*entrée en vigueur des nouvelles règles d'élection des représentants des magistrats au CSM*) (p. 1761) - Adopté (p. 1762).

Après l'art. 15 (p. 1762).

Art. additionnel (*compétence donnée au président de chaque formation disciplinaire pour provoquer la convocation de cette instance et mécanisme de suppléance*) (p. 1762) - Adopté.

Scrutin public n°51 (p. 1762).

Adoption (3 mai 2001) (p. 1762).

2. - Projet de loi portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Christian SAUTTER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (29 décembre 1999) [n° 2064 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard DEROSIER (22 mars 2000) [n° 2267 (1999-2000)] - Discussion (30 mars 2000) - Adoption (30 mars 2000) [n° 477].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 avril 2000) [n° 297 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (2 mai 2001) [n° 298 (2000-2001)] - Discussion (10 mai 2001) - Adoption (10 mai 2001) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 mai 2001) [n° 3051 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard DEROSIER (3 octobre 2001) [n° 3301 (2001-

2002)] - Discussion (9 octobre 2001) - Adoption (9 octobre 2001) [n° 707].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (10 octobre 2001) [n° 14 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (24 octobre 2001) [n° 39 (2001-2002)] - Discussion (30 octobre 2001) - Adoption (30 octobre 2001) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (30 octobre 2001) [n° 3359 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (14 novembre 2001) [n° 75 (2001-2002)] - Discussion (21 novembre 2001) - Adoption (21 novembre 2001) [n° 21].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard DEROSIER (14 novembre 2001) [n° 3387 (2001-2002)] - Discussion (13 décembre 2001) - Adoption (13 décembre 2001) [n° 749].

PROMULGATION : loi n° 2001-1248 du 21 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(10 mai 2001) (p. 1880, 1931).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1880, 1891) : MM. Robert Bret, Daniel Hoefel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Mahéas, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1891, 1931) : MM. Robert Bret, Michel Charasse, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Paul Girod, Daniel Hoefel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Mahéas, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Avant l'art. 1^{er} (p. 1891).

Division additionnelle (*Titre Ier - Dispositions statutaires relatives aux magistrats financiers*) (p. 1891) - Adoptée.

Art. 1^{er} (*présidence de la mission permanente d'inspection des chambres régionales et territoriales des comptes*) (p. 1891) - Adopté après modification.

Après l'art. 1^{er} (p. 1892).

Art. additionnel (*élargissement du recrutement des rapporteurs de la Cour des comptes aux fonctionnaires relevant de la fonction publique territoriale et hospitalière et aux fonctionnaires des assemblées parlementaires*) (p. 1892) - Adopté.

Art. 2 (*institution d'une commission consultative de la Cour des comptes - participation de magistrats honoraires à des commissions ou des jurys de concours*) (p. 1892) - Adopté après modification (p. 1893).

Après l'art. 2 (p. 1893).

Art. additionnel (*alignement du régime des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats de la Cour des comptes sur celui des membres du Conseil d'Etat*) (p. 1893) - Adopté.

Art. 2 bis (*nomination des présidents de section des chambres régionales au grade de conseiller maître à la Cour des comptes*) (p. 1893) - Adopté (p. 1894).

Art. 3 (*création d'un statut d'emploi au profit des présidents de chambres régionales des comptes et institution d'un poste de vice-président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France*) (p. 1894) - Adopté.

Art. 4 (*nomination des magistrats de chambre régionale au grade de conseiller référendaire à la Cour des comptes*) (p. 1894) - Adopté après modification (p. 1895).

Art. 5 (nomination des présidents de chambre régionale des comptes et du vice-président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France) (p. 1895) - Adopté après modification.

Art. 6 (mise à disposition de magistrats de la Cour des comptes dans les chambres régionales) (p. 1895) - Adopté.

Art. 7 (détachement et intégration de fonctionnaires dans le corps des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 1895) - Adopté après modification (p. 1897).

Art. 8 (mise à disposition des rapporteurs dans les chambres régionales des comptes) (p. 1897) - Adopté après modification.

Art. 9 (modalités du détachement de fonctionnaires auprès des chambres régionales en tant qu'assistants de vérification) (p. 1897) - Adopté.

Art. 9 bis (interdiction pour un magistrat d'exercer ses fonctions plus de sept années dans une même chambre régionale des comptes) (p. 1897) - Adopté après modification (p. 1899).

Art. 10 (nomination des commissaires du Gouvernement) (p. 1899) - Adopté.

Art. 11 (extension des attributions du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 1899) - Adopté après modification.

Art. 12 (modification de la composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 1899) - Adopté après modification (p. 1900).

Art. 13 (élection des représentants des magistrats au Conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 1900) - Adopté.

Art. 14 (formation restreinte du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes statuant en matière d'avancement) (p. 1900) - Adopté après modification (p. 1901).

Art. 15 (diminution du nombre des grades du corps des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 1901) - Adopté.

Art. 16 (nomination aux emplois de président de chambre régionale des comptes) (p. 1901) - Adopté après modification (p. 1903).

Art. 17 (grade des conseillers de chambre régionale recrutés par la voie de l'École nationale d'administration) (p. 1903) - Adopté.

Art. 18 (conditions requises pour les nominations au tour extérieur) (p. 1903) - Adopté après modification.

Art. 19 (inscription sur les listes d'aptitude des conseillers de chambre régionale des comptes nommés au tour extérieur) (p. 1903) - Adopté après modification (p. 1904).

Art. 20 (coordinations) (p. 1904) - Adopté.

Art. 21 (incompatibilités entre les fonctions de magistrat ou l'emploi de président de chambre régionale des comptes et un mandat électif) (p. 1904) - Adopté.

Art. 22 (incompatibilités entre les fonctions de magistrat ou l'emploi de président de chambre régionale des comptes et divers mandats et fonctions publiques électives ou non) (p. 1904) - Adopté après modification.

Art. 23 (incompatibilité applicable au comptable de fait) (p. 1904) - Adopté (p. 1905).

Art. 24 (mobilité des magistrats dans les collectivités territoriales et les organismes soumis au contrôle des chambres régionales des comptes) (p. 1905) - Adopté.

Art. 25 (procédure disciplinaire) (p. 1905) - Adopté.

Après l'art. 25 (p. 1905).

Art. additionnel (publicité des sanctions disciplinaires) (p. 1905) - Adopté.

Art. 26 (abrogations) (p. 1905) - Adopté.

Art. 27 (recrutement complémentaire) (p. 1905) - Adopté.

Art. 28 (dispositions transitoires relatives aux présidents de chambre régionale des comptes) (p. 1905) - Adopté.

Art. 29 (dispositions transitoires relatives aux membres du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 1905) - Adopté.

Art. 30 (entrée en vigueur des mesures de reclassement) (p. 1906) - Adopté.

Avant l'art. 31 (p. 1906).

Division additionnelle (Titre II - Dispositions relatives à l'examen de la gestion par les chambres régionales des comptes) (p. 1906) - Adoptée.

Art. additionnel (définition du contrôle de la gestion par les chambres régionales des comptes) (p. 1906) - Adopté (p. 1907).

Art. additionnel ("droit d'alerte" des chambres régionales des comptes sur les insuffisances du cadre législatif et réglementaire) (p. 1907) - Adopté.

Art. additionnel (seuil de partage de la compétence de jugement des comptes entre comptables supérieurs du Trésor et chambres régionales des comptes) (p. 1907) - Adopté.

Art. additionnel (prescription de l'action en déclaration de gestion de fait ramenée de trente ans à cinq ans) (p. 1907) - Adopté (p. 1908).

Art. additionnel (non-communication des documents provisoires des chambres régionales des comptes) (p. 1908) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité d'entretien préalable avec le magistrat rapporteur ou le président de la chambre régionale des comptes pour les destinataires de lettres d'observations provisoires) (p. 1908) - Adopté.

Art. additionnel (demande de déclaration d'utilité publique par un élu ordonnateur déclaré gestionnaire de fait) (p. 1908) - Adopté (p. 1909).

Art. 31 (institution d'un délai de deux mois pour adresser une réponse écrite aux lettres d'observations provisoires des chambres régionales des comptes) (p. 1909) - Adopté.

Après l'art. 31 (p. 1909).

Art. additionnel (présentation des conclusions du ministère public avant l'adoption des observations définitives sur la gestion) (p. 1909) - Adopté.

Art. 32 (publication des observations définitives de la chambre régionale des comptes et de la réponse écrite de l'ordonnateur dans un même document) (p. 1909) - Adopté après modification (p. 1910).

Après l'art. 32 (p. 1921).

Art. additionnel (non-participation du rapporteur et du commissaire du Gouvernement au délibéré de la chambre régionale des comptes) (p. 1921) - Adopté (p. 1922).

Art. additionnel (rectification d'observations définitives sur la gestion d'une collectivité) (p. 1922) - Adopté.

Art. additionnel (recours pour excès de pouvoir contre une lettre d'observations définitives) (p. 1922) - Adopté.

Après l'art. 32 (p. 1922).

Division additionnelle (Titre III - Dispositions tendant à préciser certaines règles d'inéligibilité prévues par le code électoral) (p. 1922) - Adoptée (p. 1923).

Art. additionnel (inéligibilité au conseil général des comptables agissant en qualité de fonctionnaire) (p. 1923) - Adopté (p. 1924).

Art. additionnel (coordination) (p. 1924) - Adopté.

Art. additionnel (inéligibilité au conseil municipal des comptables agissant en qualité de fonctionnaire) (p. 1924) - Adopté.

Art. additionnel (coordination) (p. 1924) - Adopté.

Art. additionnel (coordination) (p. 1924) - Adopté.

Art. additionnel (dispense de l'amende sanctionnant l'ordonnateur déclaré comptable de fait) (p. 1924) - Adopté (p. 1925).

Art. additionnel (égalité de traitement entre les agents publics élus ou non et les magistrats de l'ordre judiciaire coupables avant le 31 mars 2001 de faux ou de violation des lois et règlements) (p. 1926) - Adopté (p. 1931).

Intitulé du projet de loi (projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et à la Cour des comptes) (p. 1931) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1931) : M. Jacques Mahéas, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Scrutin public n° 53 (p. 1931).

Adoption (10 mai 2001) (p. 1931).

Discussion (deuxième lecture)

(30 octobre 2001) (p. 4438, 4461).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4438, 4443) : Mme Nicole Borvo, MM. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Mahéas, Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4443, 4460) : Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Charasse, Christian Cointat, Fernand Demilly, Pierre Fauchon, Jean-Claude Gaudin, Paul Girod, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Oudin, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.

Art. 1^{er} (mission permanente d'inspection des chambres régionales et territoriales des comptes) (p. 4443) - Adopté.

Art. 1^{er} bis (rapporteurs de la Cour des comptes) (p. 4444) - Adopté.

Art. 2 (institution d'une commission consultative de la Cour des comptes - participation de magistrats honoraires à des commissions ou des jurys de concours - art. L. 112-8 et L. 112-9 nouveaux du code des juridictions financières) (p. 4444) - Adopté après modification (p. 4445).

Art. 2 bis A (règles disciplinaires applicables aux magistrats de la Cour des comptes - chapitre III nouveau du titre II du livre 1er du code des juridictions financières) (p. 4445) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 4 (nomination des magistrats de chambre régionale à la Cour des comptes au grade de conseiller référendaire - art. L. 122-5 du code des juridictions financières) (p. 4445) - Adopté après modification.

Art. 5 (nomination des présidents de chambres régionales des comptes et du vice-président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France) (p. 4445) - Adopté.

Art. 7 (détachement et intégration de fonctionnaires dans le corps des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 4446) - Adopté.

Art. 8 (mise à disposition des rapporteurs dans les chambres régionales des comptes) (p. 4446) - Adopté.

Art. 9 bis (mobilité des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 4446) - Adopté.

Art. 14 (formation restreinte du conseil supérieur des chambres régionales des comptes statuant en matière d'avancement) (p. 4446) - Adopté.

Art. 16 (nomination aux emplois de président de chambre régionale des comptes - art. L. 221-2 du code des

juridictions financières) (p. 4446) - Adopté après modification (p. 4447).

Art. 18 (conditions requises pour les nominations au tour extérieur - art. L.221-4 du code des juridictions financières) (p. 4447) - Adopté après modification.

Art. 25 bis (publicité des sanctions disciplinaires - art. L. 223-9 du code des juridictions financières) (p. 4448) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 31 AA (délégation aux chambres régionales des comptes du contrôle des établissements publics nationaux - art. L. 111-9 du code des juridictions financières) (p. 4448) - Supprimé (p. 4450).

Art. 31 A (définition de l'objet de l'examen de la gestion par les chambres régionales des comptes - art. L. 211-8 du code des juridictions financières) (p. 4450) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 4453).

Art. 31 B ("droit d'alerte" des chambres régionales des comptes sur les insuffisances des dispositions législatives et réglementaires) (p. 4453) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; suppression maintenue.

Art. 31 C (conditions d'application du régime de l'apurement administratif - art. L. 211-2 du code des juridictions financières) (p. 4453) - Adopté après modification.

Art. 31 D (prescription des actes constitutifs d'une gestion de fait - art. L. 231-3 du code des juridictions financières) (p. 4453) - Adopté après modification (p. 4455).

Art. 31 E (non-communication des documents provisoires des chambres régionales des comptes) (p. 4455) - Adopté.

Art. 31 F (audition des personnes mises en cause préalablement à l'envoi des lettres d'observations provisoires) (p. 4455) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 31 G (déclaration d'utilité publique de la dépense en cas de gestion de fait) (p. 4455) - Adopté.

Art. 31 bis (présentation des conclusions du ministère public avant l'adoption des observations définitives sur la gestion) (p. 4455) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 32 (publication des observations définitives de la chambre régionale des comptes et de la réponse écrite de l'ordonnateur dans un même document - art. L. 241-11 du code des juridictions financières) (p. 4455) - Adopté après modification (p. 4456).

Art. 33 (participation du rapporteur et du commissaire du Gouvernement au délibéré, audience publique - art. L. 140-7 et L. 241-13 du code des juridictions financières) (p. 4457) - Adopté après modification.

Art. 34 (rectification d'observations définitives sur la gestion par une chambre régionale des comptes - art. L. 243-4 nouveau du code des juridictions financières) (p. 4457) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4458).

Art. 35 (recours pour excès de pouvoir contre une lettre d'observations définitives - art. L. 243-5 nouveau du code des juridictions financières) (p. 4458) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 36 (inéligibilité au conseil général des comptables agissant en qualité de fonctionnaire. Suspension des fonctions d'ordonnateur) (p. 4458) - Adopté.

Art. 37 (inéligibilité au conseil général des comptables agissant en qualité de fonctionnaire. Suspension des fonctions d'ordonnateur) (p. 4458) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 38 (*inéligibilité au conseil municipal des comptables agissant en qualité de fonctionnaire. Suspension des fonctions d'ordonnateur*) (p. 4458) - Adopté (p. 4459).

Art. 39 (*inéligibilité au conseil municipal des comptables agissant en qualité de fonctionnaire. Suspension des fonctions d'ordonnateur*) (p. 4458) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 4459).

Après l'**art. 39** (p. 4459).

Art. additionnel (*suspension des fonctions d'ordonnateur à l'encontre des élus engagés dans une procédure de gestion de fait*) (p. 4459) - Adopté.

Art. 40 (*inéligibilité au conseil régional et au conseil exécutif de Corse des comptables agissant en qualité de fonctionnaire, suspension des fonctions d'ordonnateur - art. L. 341 du code électoral et art. L. 4231-2-1 nouveau et L. 4424-4-1 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 4459) - Adopté (p. 4460).

Art. 41 (*dispense de l'amende sanctionnant l'ordonnateur déclaré comptable de fait*) (p. 4460) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 42 (*absence de poursuite pour faux des élus et des fonctionnaires tant que les magistrats visés dans le rapport de la Cour des comptes n'auront pas été poursuivis*) (p. 4460) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4460, 4461) : *Mme Nicole Borvo, MM. Michel Charasse, Jacques Mahéas, Jacques Oudin.*

Adoption (30 octobre 2001) (p. 4461).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 novembre 2001) (p. 5254, 5262).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5254, 5256) : *MM. Robert Bret, Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5256, 5260).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX MAGISTRATS FINANCIERS

Art. 2, 4 et 16 (p. 5257).

Art. 18, 19, 25 bis et 30 (p. 5258).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXAMEN DE LA GESTION PAR LES CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Art. 31 AA, 31 A, 31 C, 32, 33 et 34 (p. 5258, 5259).

Art. 35 (p. 5259) - Supprimé par la CMP.

TITRE III

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ELECTORAL ET LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Art. 36 et 38 (p. 5259).

Art. 39 bis (*suspension des fonctions d'ordonnateur dans les établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 5260).

Art. 40 (p. 5260).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5260, 5262) : *MM. Patrice Gélard, Jacques Mahéas, Jacques Oudin.*

Adoption (21 novembre 2001) (p. 5262).

Maires

Voir *Ordre public*, 2

Mandats électoraux

Voir *Elections et référendums*, 3

Marchés publics

Voir *Politique économique*, 1

Maroc

Voir *Allocutions et communications*

Mauritanie

Voir *Allocutions et communications*

Mayotte

Voir *Outre-mer*, 2

Médiateur de la République

Voir *Allocutions et communications*

Mer

Voir *Environnement*, 1

Mexique

Voir *Allocutions et communications*

Mineurs (d'âge)

Voir *Vie, médecine et biologie*, 1

Mongolie

Voir *Allocutions et communications*

N

Nouvelle-Calédonie

Voir *Communications du Gouvernement*



Ordre du jour du Sénat

Voir *Conférence des présidents*
Rappels au règlement

Ordre public

1. - Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'État, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Nicolas ABOUT (20 novembre 1998) [n° 79 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT 14 décembre 1999 [n° 131 (1999-2000)] - Voir Table Thématique 1999 - Ordre public - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 52].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1999) [n° 2034 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine PICARD (14 juin 2000) [n° 2472 (1999-2000)] - Discussion (22 juin 2000) - Adoption (22 juin 2000) [n° 546].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 2000) [n° 431 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT 17 janvier 2001 [n° 192 (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° 83].

NOUVEL INTITULE: Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 mai 2001) [n° 3040 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine PICARD (23 mai 2001) [n° 3083 (2000-2001)] - Discussion (30 mai 2001) - Adoption (30 mai 2001) [n° 676].

PROMULGATION : loi n° 2001-504 du 12 juin 2001 (J.O. Lois et décrets du 13 juin 2001).

Discussion (deuxième lecture)

(3 mai 2001) (p. 1712, 1739).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1712, 1721) : *M. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Daniel Hoeffel, Serge Lagache, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1721, 1738) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Philippe Darniche, Mme Dinah Derycke, MM. Claude Domeizel, Gaston Flosse, Francis Grignon, Emmanuel Hamel, Serge Lagache, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise*

Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Philippe Marini, Bernard Seillier.

Chapitre 1^{er}

Dissolution civile de certaines personnes morales

Art. 1^{er} (*dissolution de groupements condamnés à plusieurs reprises*) (p. 1721) - Adopté après modification (p. 1723).

Chapitre 2

Extension de la responsabilité pénale des personnes morales à certaines infractions

Art. 2 (*extension de la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions d'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie*) (p. 1725) - Adopté après modification (p. 1727).

Art. 2 bis à 2 duodecies (*extension de la responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 1727) - Adoptés (p. 1728).

Art. 2 terdecies à 2 quaterdecies (*peines encourues par les personnes morales*) (p. 1728) - Adoptés.

Chapitre 3

Dispositions concernant la peine de dissolution encourue par les personnes morales pénalement responsables

Art. 4 (*aggravation des sanctions en cas de non-respect par une personne morale des obligations découlant d'une condamnation*) (p. 1728) - Adopté.

Art. 5 (*peine de dissolution en cas de maintien ou de reconstitution d'une personne morale dissoute*) (p. 1728) - Adopté.

Chapitre 4

Dispositions limitant l'installation ou la publicité des groupements sectaires

Art. 6 (*possibilité d'interdire l'installation de certains groupements condamnés à plusieurs reprises*) (p. 1728) - Supprimé (p. 1732).

Art. 7 (*possibilité de refuser un permis de construire à des groupements condamnés à plusieurs reprises*) (p. 1732) - Supprimé.

Art. 8 (*interdiction de la promotion de certaines personnes morales*) (p. 1732) - Adopté après modification (p. 1733).

Chapitre 5

Dispositions instituant le délit de manipulation mentale

Nouvel intitulé *Dispositions relatives à l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse* (p. 1733) - Adopté.

Art. 9 (*délit de manipulation mentale*) (p. 1733) - Adopté après modification (p. 1736).

Art. 10 (*coordination*) (p. 1736) - Adopté après modification.

Chapitre 6

Dispositions diverses

Art. 11 (*possibilité pour les associations de lutte contre les sectes d'exercer les droits reconnus à la partie civile*) (p. 1736) - Adopté après modification.

Après l'art. 11 (p. 1724).

Art. additionnel (*placement sous surveillance judiciaire d'une personne morale dans le cadre d'un contrôle judiciaire*) (p. 1724) - Adopté (p. 1725).

Art. 12 (*élargissement des infractions pouvant amener les associations de lutte contre les sectes à se porter partie civile*) (p. 1736) - Supprimé (p. 1737).

Art. 13 (*application à l'outre-mer*) (p. 1737) - Adopté après modification.

Intitulé de la proposition de loi *Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales* (p. 1737) - Adopté (p. 1738).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1738, 1739) : *MM. Nicolas About, Christian Bonnet, Michel Caldaguès, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Adoption (3 mai 2001) (p. 1739).

2. - Projet de loi relatif à la sécurité quotidienne, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel VAILLANT, ministre de l'intérieur (14 mars 2001) [n° 2938 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Bruno LE ROUX (18 avril 2001) [n° 2995 (2000-2001)] - Avis de M. Jean-Pierre BRARD (18 avril 2001) [n° 2992 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (25, 26 avril 2001) - Adoption (26 avril 2001) [n° 663].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 mai 2001) [n° 296 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de Jean-Pierre SCHOSTECK (16 mai 2001) [n° 329 (2000-2001)] - Avis de M. André VALLET (21 mai 2001) [n° 333 (2000-2001)] - Discussion (22, 23, 29, 30 mai 2001) - Adoption (30 mai 2001) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 mai 2001) [n° 3102 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (5 juin 2001) [n° 353 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bruno LE ROUX (5 juin 2001) [n° 3107 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (30 mai 2001) [n° 3102 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bruno LE ROUX (26 juin 2001) [n° 3177 (2000-2001)] - Discussion (26, 27 juin 2001) - Adoption (27 juin 2001) [n° 696].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 2001) [n° 420 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (10 octobre 2001) [n° 7 (2001-2002)] - Discussion (16, 17 octobre 2001) - Adoption (17 octobre 2001) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 octobre 2001) [n° 3346 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bruno LE ROUX (24 octobre 2001) [n° 3352 (2001-2002)] - Discussion (31 octobre 2001) - Adoption (31 octobre 2001) [n° 718].

PROMULGATION : loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 16 novembre 2001).

Discussion (première lecture)

(22 mai 2001) (p. 2261, 2298) ; (23 mai 2001) (p. 2309, 2332) ; (29 mai 2001) (p. 2370, 2433) ; (30 mai 2001) (p. 2440, 2469).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2261, 2298) : *MM. Robert Badinter, Christian Bonnet, Robert Bret, Jean-Claude Carle, Gérard Delfau, Jean-Jacques Hyst, Alain Joyandet, Roger Karoutchi, Jacques Larché, président de la commission des lois; Gérard Larcher, Roland du Luart, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Ladislav Poniatowski, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; Daniel Vaillant, ministre de*

l'intérieur; André Vallet, rapporteur pour avis de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2309, 2464) : *MM. Nicolas About, Philippe Adnot, en remplacement de M. André Vallet, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Yves Autexier, Robert Badinter, Laurent Béteille, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Louis de Broissia, Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Gaston Flosse, Jean-Pierre Fourcade, Patrice Gélard, Paul Girod, Alain Hethener, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Alain Joyandet, Roger Karoutchi, Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Gérard Le Cam, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-Claude Peyronnet, Ladislav Poniatowski, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; Bernard Seillier, Louis Souvet, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 2309).

Division additionnelle (*Chapitre 1er A - Dispositions associant le maire aux actions de sécurité*) (p. 2309) - Adoptée (p. 2313).

Art. additionnel (*information du maire par le procureur de la République sur les infractions*) (p. 2313) - Adopté (p. 2318).

Art. additionnel (*constitution de partie civile par le maire*) (p. 2318) - Adopté (p. 2320).

Art. additionnel (*information du maire par le procureur de la République sur les suites judiciaires données aux infractions commises dans sa commune*) (p. 2320) - Adopté (p. 2321).

Art. additionnel (*compétence du maire en matière de tranquillité publique dans les communes soumises au régime de la police d'Etat*) (p. 2321) - Adopté.

Art. additionnel (*recours du maire aux forces de police étatisées*) (p. 2321) - Adopté (p. 2322).

Art. additionnel (*information et association du maire par le préfet aux actions en matière de sécurité*) (p. 2322) - Adopté.

Art. additionnel (*information et association du maire de Paris par le préfet de police aux actions en matière de sécurité*) (p. 2322) - Adopté.

Art. additionnel (*création d'un conseil départemental de sécurité sous l'autorité du préfet*) (p. 2325) - Adopté.

Art. additionnel (*acquisition de la qualité d'agent de police judiciaire pour les policiers municipaux sur demande du maire*) (p. 2326) - Adopté.

Art. additionnel (*nomination d'un garde-champêtre conjointement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale et par les maires des communes membres*) (p. 2326) - Adopté (p. 2327).

Art. additionnel (*interdiction de circuler pour les mineurs de moins de treize ans entre minuit et six heures du matin*) (p. 2327) - Adopté (p. 2332).

Division additionnelle (*Chapitre 1er B - Dispositions relatives à la délinquance des mineurs*) (p. 2373) - Adoptée (p. 2379).

Art. additionnel (*provocation d'un mineur à commettre des crimes ou des délits*) (p. 2380) - Adopté.

Art. additionnel (*aggravation de certaines peines en cas d'utilisation d'un mineur par un majeur*) (p. 2380) - Adopté (p. 2381).

Art. additionnel (*possibilité d'une sanction pénale pour les violences dites légères ou les dégradations perpétrées à plusieurs reprises*) (p. 2381) - Adopté (p. 2382).

Art. additionnel (possibilité de prononcer une amende civile contre les parents de jeunes délinquants qui refusent de comparaître) (p. 2382) - Adopté (p. 2383).

Art. additionnel (versement des prestations familiales à un tuteur) (p. 2383) - Adopté.

Art. additionnel (création d'un délit dit "d'imprudence, de négligence ou de manquements graves et réitérés aux obligations parentales") (p. 2383) - Adopté (p. 2386).

Art. additionnel (possibilité de poursuivre pour complicité les parents des mineurs qui se livrent à un trafic ou à un recel) (p. 2386) - Adopté (p. 2388).

Art. additionnel (modification de l'appellation des juridictions spécialisées) (p. 2388) - Adopté (p. 2389).

Art. additionnel (possibilité de prononcer une peine non privative de liberté à l'encontre d'un mineur de dix à treize ans) (p. 2389) - Adopté (p. 2392).

Art. additionnel (retenue à disposition d'un officier de police judiciaire d'un mineur de treize ans) (p. 2393) - Adopté.

Art. additionnel (remplacement de la notion d'admonestation par celle d'avertissement assortie d'un rappel des obligations résultant de la loi) (p. 2393) - Adopté.

Art. additionnel (utilisation de la procédure du rendez-vous judiciaire par le procureur de la République à l'égard d'un mineur) (p. 2393) - Adopté (p. 2394).

Art. additionnel (contrôle judiciaire des mineurs de treize à dix-huit ans) (p. 2396) - Adopté.

Art. additionnel (présence de la victime à l'audience) (p. 2396) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions

Art. 1^{er} (autorisation des établissements de commerce de détail - art. 2 du décret du 18 avril 1939) (p. 2397) - Adopté après modification (p. 2399).

Art. 2 (interdiction de la vente au détail hors des locaux autorisés - art. 2-1 du décret du 18 avril 1939) (p. 2399) - Adopté après modification (p. 2402).

Après l'art. 2 (p. 2402).

Art. additionnel (réglementation de l'accès à la profession d'armurier) (p. 2402) - Adopté (p. 2403).

Art. 3 (conditions de conservation des armes - art. 15-1 du décret du 18 avril 1939) (p. 2403) - Adopté après modification (p. 2405).

Art. 3 bis (saisie administrative des armes en cas de danger immédiat - art. 19 du décret du 18 avril 1939) (p. 2405) - Adopté après modification (p. 2406).

Art. 3 ter (fichier nominatif des interdictions - art. 19-1 du 18 avril 1939) (p. 2406) - Adopté après modification.

Art. 3 quater (sanctions pénales pour fabrication ou commerce non autorisé - art. 24 du décret du 18 avril 1939) (p. 2407) - Adopté après modification.

Art. 4 (sanctions pénales relatives au commerce des armes - art. 25 du décret du 18 avril 1939) (p. 2407) - Adopté après modification (p. 2408).

Art. 4 bis (sanctions pénales pour violation d'une interdiction - art. 28-1 du décret du 18 avril 1939) (p. 2408) - Adopté après modification.

Art. 5 (coordinations - décret du 18 avril 1939) (p. 2408) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions modifiant le code de procédure pénale et le code de la route

Nouvel intitulé (Dispositions relatives à la police judiciaire) (p. 2409) - Adopté.

Art. 6 (extension de la liste des personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'agent de police judiciaire ou d'agent de police judiciaire adjoint - art. 20, 21, 78-6 du code de procédure pénale, art. L. 234-4 du code de la route) (p. 2409) - Adopté après modification (p. 2416).

Après l'art. 6 (p. 2416).

Art. additionnel (verbalisation par les surveillants du jardin du Luxembourg des infractions au règlement du jardin et habilitation de ces surveillants à relever l'identité des contrevenants) (p. 2416) - Adopté (p. 2417).

Art. additionnel (constat par procès-verbaux des agents de surveillance de Paris des contraventions aux arrêtés de police) (p. 2417) - Adopté.

Division additionnelle (Chapitre 2 bis - dispositions relatives à la sécurité et à la circulation routière) (p. 2417) - Adoptée.

Art. additionnel (enlèvement de véhicules privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale) (p. 2418) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour le maire de confier par délégation au chef de la police municipale le droit de procéder à la mise en fourrière de véhicules en stationnement gênant) (p. 2418) - Adopté.

Art. additionnel (accès des services du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense au fichier national des immatriculations) (p. 2418) - Adopté (p. 2419).

Art. additionnel (extension aux adjoints de sécurité et aux gendarmes volontaires tués dans l'exercice de leurs fonctions des garanties statutaires des fonctionnaires en autorisant leur titularisation après leur décès et en accordant au conjoint survivant une pension de réversion au taux de 100 %) (p. 2419) - Adopté (p. 2420).

Art. 6 bis (immatriculation de tous les véhicules à moteur à deux roues) (p. 2420) - Supprimé (p. 2421).

Art. 6 ter (dépistage des stupéfiants sur tout conducteur impliqué dans un accident - art. L. 235-2 et L. 235-3 nouveaux du code de la route) (p. 2421) - Adopté après modification (p. 2422).

Chapitre 3

Dispositions modifiant le code monétaire et financier et le code de la consommation

Nouvel intitulé (Dispositions modifiant le code monétaire et financier) - art. L. 2451 ; précédemment réservé le 29 mai, p. 2422).

Art. 7 (opposition au paiement par carte - art. L. 132-2 du code monétaire et financier) (p. 2451) - Adopté après modification (p. 2453 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 7 bis (introduction d'une nouvelle division dans le code de la consommation) - Supprimé (p. 2453 ; précédemment réservé le 29 mai, p. 2422).

Art. 7 ter (responsabilité en cas de perte ou de vol d'une carte bancaire - art. L. 121-83 du code de la consommation) (p. 2453) - Adopté après modification (p. 2456 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 7 quater (responsabilité en cas de fraude sans dépossession d'une carte - art. L. 121-84 du code de la consommation) (p. 2456) - Adopté après modification (p. 2458 ; précédemment le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 7 quinquies (remboursement des frais supportés par la victime d'une fraude - art. L. 121-85 du code de la consommation) (p. 2458) - Adopté après modification (p. 2459 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 7 sexies (*délai de réclamation - art. L. 121-86 du code de la consommation*) - Adopté après modification (p. 2459 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 8 (*renforcement des pouvoirs de la Banque de France en matière de sécurité des moyens de paiement - art. L. 141-4 du code monétaire et financier*) (p. 2459) - Adopté après modification (p. 2459 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 9 (*renforcement de la répression de la falsification ou de la contrefaçon des instruments de monnaie scripturale - art. L. 163-4-1 et L. 163-4-2 du code monétaire et financier*) (p. 2460) - Adopté (p. 2461 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 9 bis (*rapport au Parlement sur la cybercriminalité*) - Adopté (p. 2461 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 10 (*confiscation et destruction des moyens de contrefaçon ou de falsification de la monnaie scripturale*) - Adopté (p. 2461 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 11 (*peines complémentaires - art. L. 163-6 du code monétaire et financier*) - Adopté (p. 2461 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 12 (*responsabilité pénale des personnes morales - art. L. 163-10-1 du code monétaire et financier*) - Adopté (p. 2462 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Chapitre 4

Autres dispositions

Art. 13 (*possibilité pour le maire ou pour le préfet de faire procéder sans délai à l'euthanasie d'animaux dangereux - art. L. 211-11 du code rural*) (p. 2422) - Adopté après modification (p. 2423).

Après l'**art. 13** (p. 2423).

Art. additionnel (*habilitation des gardes champêtres et des agents de police municipale à constater les infractions aux dispositions du code rural concernant les animaux dangereux*) (p. 2423) - Adopté (p. 2424).

Art. 13 bis (*pouvoirs de la police municipale - art. L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 2424) - Supprimé.

Art. 14 (*contrôle des usagers de la liaison ferroviaire transmanche*) (p. 2424) - Adopté.

Avant l'**art. 14 bis** (p. 2425).

Art. additionnel (*extension aux autres moyens de transport du dispositif prévu pour les chemins de fer à l'article 14 bis*) (p. 2425) - Adopté.

Art. 14 bis (*prérogatives des agents des chemins de fer - injonction de descendre d'un train - art. 23-2 du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer*) (p. 2425) - Adopté après modification (p. 2426).

Après l'**art. 14 bis** (p. 2426).

Art. additionnel (*création d'un "délit de contravention d'habitude" visant les personnes voyageant couramment sans titre de transport*) (p. 2426) - Adopté (p. 2427).

Art. 15 (*entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 2427) - Supprimé.

Art. 16 (*application à l'outre-mer des dispositions des chapitres 2 et 3 - art. L. 712-15 du code monétaire et financier*) (p. 2462) - Supprimé (p. 2463 ; précédemment réservé le 29 mai 2001, p. 2422).

Art. 17 (*conditions de mise en oeuvre de la politique de sécurité - art. 1er de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995*) (p. 2427) - Supprimé (p. 2428).

Art. 18 (*information et association du maire à la lutte contre l'insécurité - art. L. 2215-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 2428) - Supprimé.

Art. 19 (*information et association du maire de Paris à la lutte contre l'insécurité - art. L. 2512-15 du code général des collectivités territoriales*) (p. 2428) - Supprimé.

Art. 20 (*autorisation d'accès de la police municipale dans les parties communes des immeubles d'habitation - art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 2428) - Adopté.

Après l'**art. 20** (p. 2428).

Art. additionnel (*possibilité de dissiper les attroupements dans les parties communes d'immeubles*) (p. 2428) - Adopté (p. 2430).

Art. 21 (*saisie du matériel de sonorisation utilisé dans les "rave-parties"*) (p. 2430) - Adopté après modification (p. 2433).

Art. 22 (*composition pénale - art. 41-2 du code de procédure pénale*) (p. 2440) - Adopté après modification (p. 2441).

Art. 23 (*fichier national automatisé des empreintes génétiques - art. 706-54 et 706-55 nouveau du code de procédure pénale*) (p. 2441) - Adopté après modification (p. 2442).

Après l'**art. 23** (p. 2442).

Art. additionnel (*possibilité pour un témoin de garder l'anonymat*) (p. 2442) - Adopté.

Art. 24 (*création de l'Institut national de police scientifique*) (p. 2442) - Adopté (p. 2443).

Art. 25 (*concours des agents de la direction générale des impôts à la recherche de certaines infractions - art. L. 10 B du livre des procédures fiscales*) (p. 2443) - Adopté.

Art. 26 (*aggravation des peines encourues pour proxénétisme - art. 225-5 du code pénal*) (p. 2443) - Adopté.

Après l'**art. 26** (p. 2443).

Art. additionnel (*définition de l'appel injustifié des services de police ou de gendarmerie par les entreprises de télésurveillance*) (p. 2443) - Adopté (p. 2444).

Art. additionnel (*responsabilité des personnes morales en cas d'exercice illégal de la pharmacie*) (p. 2444) - Adopté.

Avant l'**art. 27** (p. 2444).

Division additionnelle (*Chapitre 5 - Services de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 2444) - Adoptée.

Art. 27 (*autorisation des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - art. 11-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2445) - Adopté après modification (p. 2446).

Art. 28 (*usurpation de fonctions ou de signes, de titre ou de qualité - art. 15 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2446) - Adopté.

Art. 29 (*agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - art. 11-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2446) - Adopté après modification (p. 2447).

Art. 30 (*dispositions pénales relatives à l'emploi des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - art. 13 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2447) - Adopté après modification (p. 2448).

Art. 31 (*tenue et carte professionnelle des agents des services internes de sécurité de la SNCF ou de la RATP - art. 11-3 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2448) - Adopté.

Art. 32 (*armement des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP - art. 11-4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 2448) - Adopté.

Après l'art. 32 (p. 2448).

Division additionnelle (*Chapitre 6 - Dispositions relatives à l'application de la loi*) (p. 2448) - Adoptée.

Art. additionnel (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2448) - Adopté (p. 2449).

Art. additionnel (*mise en place en Ile-de-France d'un service de police régionale des transports sous l'autorité du préfet de police*) (p. 2449) - Adopté (p. 2450).

Art. additionnel (*application à l'outre-mer des dispositions des chapitres 2 et 3*) (p. 2463) - Adopté (p. 2464 ; précédemment réservé le 29 mai 2001 p. 2422).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2464, 2469) : *MM. Robert Bret, Gérard Delfau, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-Claude Peyronnet, Henri de Raincourt, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.*

Adoption (30 mai 2001) (p. 2469).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 octobre 2001) (p. 4053, 4080) ; (17 octobre 2001) (p. 4097, 4182).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4053, 4080) : *MM. Robert Bret, Jean-Claude Carle, Philippe Darniche, Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, en qualité de président de séance, Jean-Jacques Hyst, Aymeri de Montesquiou, Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4097, 4180) : *MM. Robert Badinter, Paul Blanc, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Caldaguès, Michel Charasse, Christian Cointat, Philippe Darniche, Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélar, Paul Girod, Alain Gournac, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Jean-Jacques Hyst, Alain Joyandet, Roger Karoutchi, Patrick Lassourd, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Yves Mano, Philippe Marini, Gérard Miquel, Bernard Murat, Mme Nelly Ollin, MM. Michel Pelchat, Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur; Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} A (*information du maire par le procureur de la République sur les infractions - art. 19 du code de procédure pénale*) (p. 4097) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4103).

Art. 1^{er} B (*constitution de partie civile par le maire - art. 85-1 du code de procédure pénale*) (p. 4103) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4107).

Art. 1^{er} C (*information du maire par le procureur de la République sur les suites judiciaires données aux infractions - art. 40 du code de procédure pénale*) (p. 4107) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4108).

Art. 1^{er} D (*compétence du maire en matière de tranquillité publique dans les communes soumises au régime de la police d'Etat - art. L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4108) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4109).

Art. 1^{er} E (*recours du maire aux forces de police étatisées - art. L. 2214-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4109) - Adopté après modification.

Art. 1^{er} F (*information et association du maire par le préfet - art. L. 2215-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4109) - Adopté après modification.

Art. 1^{er} G (*information du maire de Paris par le préfet de police - art. L. 2512-15 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4109) - Adopté après modification (p. 4110).

Art. 1^{er} H (*conseil départemental de sécurité - art. L. 2215-2-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4110) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} I (*acquisition de la qualité d'agent de police judiciaire par les policiers municipaux*) (p. 4110) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4111).

Art. 1^{er} J (*recrutement de gardes champêtres par un établissement public de coopération intercommunale - art. L. 2213-17-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4111) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} K (*coordination - art. L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4111) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} L (*réglementation de la circulation la nuit des moins de treize ans non accompagnés*) (p. 4111) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 4115).

Chapitre 1^{er} B

Dispositions relatives à la délinquance des mineurs

Intitulé du chapitre 1^{er} B (p. 4115) - supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4120).

Art. 1^{er} M (*provocation d'un mineur à commettre des crimes ou des délits - art. 227-21 du code pénal*) (p. 4120) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} N (*aggravation de certaines peines en cas de participation d'un mineur agissant en qualité d'auteur ou de complice - art. 222-12, 222-13 et 311-4 du code pénal*) (p. 4120) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} O (*création d'un délit en cas de récidive de violences volontaires ou de destructions ou de dégradations - art. 132-11, 222-13 et 322-1 du code pénal*) (p. 4120) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} P (*possibilité de prononcer une amende civile contre les parents qui ne comparaissent pas - art. 10 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4121) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} Q (*versement des prestations familiales à un tuteur - art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale*) (p. 4121) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} R (*sanction à l'encontre des parents qui laissent leurs enfants commettre des infractions - art. 227-17-1 nouveau du code pénal*) (p. 4121) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} S (*complicité de recel applicable aux parents d'un enfant dont le train de vie découle d'un trafic ou d'un recel - art. 321-6-1 nouveau du code pénal*) (p. 4121) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} T (*appellation des juridictions spécialisées*) (p. 4121) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4122).

Art. 1^{er} U (*possibilité de prononcer une peine non privative de liberté à l'encontre d'un mineur de dix à treize ans - art. 2, 18, 20-3, 20-5, 20-7, 21 et 22 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4122) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 4123).

Art. 1^{er} V (*coordination - art. 122-8 du code pénal*) (p. 4123) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} W (*retenue à disposition d'un officier de police judiciaire d'un mineur de treize ans - art. 4 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4124) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} X (*rappel à la loi - art. 8 et 21 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4124) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} Y (*création d'une procédure de rendez-vous judiciaire - art. 8-4 nouveau de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4124) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4125).

Art. 1^{er} Z (*contrôle judiciaire des mineurs - art. 11-2 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4125) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} ZA (*présence de la victime à l'audience - art. 14 de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 4125) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4126).

Art. 1^{er} (*autorisation des établissements de vente au détail d'armes - art. 2 du décret du 18 avril 1939*) (p. 4126) - Adopté après modification.

Art. 2 (*interdiction de la vente au détail d'armes et de munitions hors des locaux autorisés - art. 2-1 du décret du 18 avril 1939*) (p. 4126) - Adopté après modification (p. 4128).

Art. 2 bis (*accès à la profession d'armurier - art. 2 du décret du 18 avril 1939*) (p. 4128) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 4129).

Art. 6 (*extension de la liste des personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'agent de police judiciaire ou d'agent de police judiciaire adjoint - art. 20, 21, 78-6 du code de procédure pénale, art. L. 234-4 du code de la route*) (p. 4129) - Adopté après modification (p. 4130).

Art. 6 bis A (*pouvoirs des surveillants du jardin du Luxembourg*) (p. 4130) - Adopté après modification (p. 4131).

Art. 6 bis E (*procédure de mise en fourrière - art. L. 325-1-1 nouveau du code de la route*) (p. 4131) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 6 bis (*immatriculation de tous les véhicules à moteur à deux roues*) (p. 4131) - Adopté.

Art. 6 ter A (*retrait immédiat du permis de conduire en cas d'excès de vitesse de plus de 40 km/heure - art. L. 224-1, L. 224-2 et L. 224-3 du code de la route*) (p. 4131) - Supprimé (p. 4133).

Art. 6 ter (*dépistage des stupéfiants sur tout conducteur impliqué dans un accident - art. L. 235-1 du code de la route*) (p. 4133) - Adopté après modification (p. 4135).

Après l'**art. 6 ter** (p. 4135).

Division additionnelle (*Dispositions renforçant la lutte contre le terrorisme - Adoptée ; p. 4153 (précédemment réservée p. 4135).*)

Art. additionnel (*limite au 31 décembre 2003 de l'application des dispositions de lutte contre le terrorisme et présentation d'un rapport d'évaluation au Parlement*) (p. 4135) - Adopté (p. 4139).

Art. additionnel (*possibilité de procéder à des visites de véhicules sur réquisition écrite du procureur de la République pour des temps et des lieux déterminés*) (p. 4139) - Adopté (p. 4140).

Art. additionnel (*extension à certaines infractions des opérations de perquisition en cours d'enquête préliminaire avec autorisation et sous contrôle de l'autorité judiciaire*) (p. 4140) - Adopté (p. 4141).

Art. additionnel (*possibilité pour les adjoints de sécurité de la police nationale et pour les agents privés de sécurité agréés par le représentant de l'Etat et le procureur de la République de participer aux opérations de contrôle des passagers et des bagages lors des opérations d'embarquement dans les aéroports et dans les ports*) (p. 4141) - Adopté (p. 4142).

Art. additionnel (*autorisation dans les lieux recevant du public ou les sites sensibles, de contrôle des bagages par les agents privés de sécurité ; mise en place et encadrement d'un dispositif de palpation de sécurité en cas de circonstances particulières*) (p. 4143) - Adopté (p. 4144).

Art. additionnel (*organisation d'enquêtes administratives et éventuellement autorisation de consulter les traitements automatisés de données personnelles pour le recrutement de personnes touchant à la sécurité*) (p. 4144) - Adopté (p. 4145).

Art. additionnel (*obligation pour tous les opérateurs de télécommunications de conserver au maximum un an les données de connexion susceptibles d'être exploitées par les autorités judiciaires pour les besoins de la recherche et de la poursuite des infractions pénales*) (p. 4145) - Adopté (p. 4148).

Art. additionnel (*organisation du déchiffrement des messages cryptés de manière à assurer leur fiabilité juridique dans le cadre d'une procédure pénale*) (p. 4149) - Adopté.

Art. additionnel (*obligation pour le fournisseur de prestations de cryptologie de fournir les conventions de déchiffrement aux autorités administratives*) (p. 4149) - Adopté (p. 4150).

Art. additionnel (*définition d'un cadre juridique permettant l'utilisation d'un moyen de communication audiovisuelle au cours d'une procédure*) (p. 4150) - Adopté (p. 4151).

Art. additionnel (*traduction dans le droit pénal et la procédure pénale des principes de la convention des Nations unies du 10 janvier 2000 relative à la répression du financement du terrorisme*) (p. 4151) - Adopté (p. 4153).

Art. 7 ter (*responsabilité en cas de perte ou de vol d'une carte bancaire - art. L. 132-3 du code monétaire et financier*) (p. 4154) - Adopté après modification (p. 4155).

Art. 7 quater (*responsabilité en cas de fraude sans dépossession d'une carte - art. L. 132-4 du code monétaire et financier*) (p. 4155) - Adopté.

Art. 7 quinquies (*remboursement des frais supportés par la victime d'une fraude - art. L. 132-5 du code monétaire et financier*) (p. 4155) - Adopté.

Art. 7 sexies (*délai de réclamation - art. L. 132-6 du code monétaire et financier*) (p. 4155) - Adopté.

Art. 13 bis AA (*pouvoirs de la police municipale - art. L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4155) - Adopté.

Art. 13 bis A (*pouvoirs des garde champêtre et des agents de police municipale de constater certaines contraventions au code rural - art. L. 215-3-1 nouveau du code rural*) (p. 4155) - Adopté.

Avant l'**art. 14 bis A** (p. 4156).

Art. additionnel (*création d'un délit de déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité aux agents de contrôle du chemin de fer*) (p. 4156) - Adopté (p. 4157).

Art. 14 bis A (*prérogatives des agents des compagnies de transport - injonction de descendre d'un autobus - art. 23-3*)

du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) (p. 4157) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4158).

Art. 14 bis ter (contrevenants d'habitude dans les chemins de fer - art. 24-1 du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) (p. 4158) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 20 bis (possibilité de dissiper les attroupements dans les parties communes d'immeubles - art. L. 127-1 et L. 126-2 nouveau du code de la construction et de l'habitation) (p. 4158) - Adopté après modification (p. 4161).

Art. 21 (réglementation des rassemblements festifs à caractère musical - art. 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995) (p. 4162) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4166).

Art. 22 (composition pénale - art. 41-2 du code de procédure pénale) (p. 4166) - Adopté après modification.

Avant l'art. 23 (p. 4166).

Art. additionnel (ordonnancement du code de procédure pénale) (p. 4166) - Adopté.

Art. 23 (fichier national automatisé des empreintes génétiques - art. 706-54 à 706-56 du code de procédure pénale) (p. 4166) - Adopté après modification (p. 4168).

Art. 23 bis (possibilité pour un témoin de garder de l'anonymat - art. 706-57 à 706-63 nouveaux du code de procédure pénale) (p. 4168) - Adopté après modification (p. 4176).

Après l'art. 32 (p. 4176).

Art. additionnel (autorisation à titre exceptionnel et provisoire pour les entreprises de transport ne relevant pas de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, d'alimenter les débits de tabac en "sachets de premiers euros") (p. 4176) - Adopté.

Art. 33 (entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 4176) - Adopté.

Art. 34 (perspective de mise en place d'une police régionale des transports dans la région Ile-de-France - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 4176) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4177).

Art. 35 (application à l'outre-mer - art. L. 712-15 du code monétaire et financier) (p. 4177) - Adopté après modification (p. 4178).

Seconde délibération ordonnée à la demande du Gouvernement en application de l'article 43, alinéa 4 du Règlement du Sénat (p. 4178).

Art. 6 undecies (obligation de conservation des données de connexion) (p. 4179) - Adopté après modification (p. 4180).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4180, 4182) : *MM. Robert Bret, Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, René Garrec, président de la commission des lois; Jean-Claude Peyronnet, Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur.*

Adoption (17 octobre 2001) (p. 4182).

Outre-mer

1. - Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel VAILLANT, ministre de l'intérieur (11 avril 2001) [n° 269 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (2 mai 2001) [n° 295 (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 mai 2001) [n° 3041 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (23 mai 2001) [n° 3085 (2000-2001)] - Discussion (30 mai 2001) - Adoption (30 mai 2001) [n° 678].

PROMULGATION : loi n° 2001-503 du 12 juin 2001 (J.O. Lois et décrets du 13 juin 2001).

Discussion (première lecture)

(3 mai 2001) (p. 1702, 1711).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1702, 1705) : *MM. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1705, 1710) : *MM. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Edmond Lauret, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Henri de Richemont.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 1705).

Art. additionnel (maintien d'un statut de droit commun à La Réunion) (p. 1705) - Adopté après modification (p. 1708).

Art. 1^{er} (champ de l'habilitation) (p. 1708) - Adopté après modification (p. 1709).

Art. 2 (consultation des assemblées locales) (p. 1709) - Adopté après modification (p. 1710).

Art. 3 (délais d'adoption des ordonnances et de dépôt des projets de loi de ratification) (p. 1710) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1710, 1711) : *MM. Robert Bret, Serge Lagache, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

Adoption (3 mai 2001) (p. 1711).

2. - Projet de loi relatif à Mayotte, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel VAILLANT, ministre de l'intérieur (28 février 2001) [n° 2932 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (29 mars 2001) [n° 2967 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (4 avril 2001) - Adoption (4 avril 2001) [n° 648].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 avril 2001) [n° 262 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (6 juin 2001) [n° 361 (2000-2001)] - Discussion (13 juin 2001) - Adoption (13 juin 2001) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 2001) [n° 3147 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Jacques FLOCH (26 juin 2001) [n° 3176 (2000-2001)] - Discussion (26 juin 2001) - Adoption (26 juin 2001) [n° 693].

PROMULGATION : loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(13 juin 2001) (p. 3045, 3091).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3045, 3061) : *MM. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Laurent Béteille, Marcel Henry, Jean-Jacques Hyst, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3061, 3090) : *MM. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

Art. 1^{er} (Mayotte, collectivité départementale) (p. 3061) - Adopté (p. 3062).

Art. 2 (calendrier de la mise en place du statut) (p. 3062) - Adopté.

Art. 3 (*spécialité et assimilation législatives*) (p. 3062) - Adopté.

Art. 4 (*préfet*) (p. 3062) - Adopté.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS COMMUNES A LA COLLECTIVITE DEPARTEMENTALE ET AUX COMMUNES

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le code général des collectivités territoriales

Art. 5 (*dispositions communes à la collectivité départementale et aux communes de Mayotte - Livre VII de la première partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 3062) - Adopté après modification (p. 3067).

Chapitre 2

Dispositions applicables jusqu'au transfert de l'exécutif de la collectivité départementale au président du conseil général

Avant l'art. 6 (p. 3067).

Art. additionnel (*coopération décentralisée*) (p. 3067) - Adopté.

Art. 6 (*pouvoirs du préfet jusqu'en 2004 en cas d'adoption tardive du budget*) (p. 3067) - Adopté.

Art. 7 (*régime des dépenses obligatoires de la collectivité départementale jusqu'en 2004*) (p. 3067) - Adopté.

Art. 8 (*compte administratif de la collectivité départementale jusqu'en 2004*) (p. 3067) - Adopté (p. 3068).

Art. 9 (*compétences du comptable de l'Etat jusqu'en 2004*) (p. 3068) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions applicables jusqu'au renouvellement du conseil général en 2007

Art. 10 (*procédure d'adoption du budget de la collectivité départementale jusqu'en 2007*) (p. 3068) - Adopté.

Art. 11 (*information du conseil général par le préfet jusqu'en 2007*) (p. 3068) - Adopté.

Chapitre 4

Dispositions applicables à compter du transfert de l'exécutif de la collectivité départementale au président du conseil général jusqu'au renouvellement du conseil général en 2007

Art. 12 (*limitation des compétences du conseil général et des communes en vertu des règles relatives à la défense nationale*) (p. 3068) - Adopté.

Art. 12 bis (*entrée en vigueur de l'obligation de transmission du budget primitif de la collectivité départementale au représentant de l'Etat*) (p. 3068) - Adopté.

Avant l'art. 13 (p. 3068).

Art. additionnel (*compte administratif*) (p. 3069) - Adopté.

Art. 13 (*transmission du compte administratif de la collectivité départementale au préfet*) (p. 3069) - Adopté.

Art. 14 (*arrêté des comptes en cas de déficit budgétaire*) (p. 3069) - Adopté.

Art. 15 (*inscription des dépenses obligatoires et pouvoirs du préfet*) (p. 3069) - Adopté.

Art. 16 (*mandatement des intérêts moratoires*) (p. 3069) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 3069).

Art. additionnel (*coopération décentralisée*) (p. 3069) - Adopté.

Chapitre 5

Dispositions relatives aux juridictions financières

Art. 17 (*observations provisoires de la chambre régionale des comptes*) (p. 3070) - Adopté.

Art. 18 (*contrôle de la chambre régionale des comptes*) (p. 3070) - Adopté.

TITRE II

DES INSTITUTIONS ET DES COMPETENCES DE LA COLLECTIVITE DEPARTEMENTALE

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le code général des collectivités territoriales

Art. 19 (*modalités d'application du code général des collectivités territoriales à la collectivité départementale de Mayotte - Livre V de la troisième partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 3070) - Adopté après modification (p. 3079).

Chapitre 2

Dispositions applicables jusqu'au transfert de l'exécutif de la collectivité départementale au président du conseil général

Art. 20 (*règlement intérieur du conseil général jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 21 (*organisation et fonctionnement des groupes d'élus au conseil général jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 22 (*dispositions relatives à l'audition du préfet par le conseil général jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 23 (*publication des actes administratifs à Mayotte jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté après modification.

Art. 24 (*maintien en vigueur partiel jusqu'en 2004 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 25 (*le préfet, exécutif de la collectivité départementale jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 26 (*le préfet, exécutif de la collectivité départementale jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Art. 27 (*présentation des comptes administratifs par le préfet jusqu'en 2004*) (p. 3079) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions applicables entre le transfert de l'exécutif de la collectivité départementale au président du conseil général et le renouvellement du conseil général en 2007

Art. 28 (*régime des actes de la collectivité départementale pour la période 2004-2007*) (p. 3079) - Adopté (p. 3080).

TITRE III

DE LA COOPERATION LOCALE

Art. 29 (*coopération locale à Mayotte*) (p. 3080) - Adopté.

TITRE IV

DES COMMUNES

Chapitre 1^{er}

Des compétences

Art. 30 (*compétences des communes dans le domaine des ports de plaisance*) (p. 3080) - Adopté.

Art. 31 (*compétences des communes en matière scolaire*) (p. 3080) - Adopté (p. 3081).

Art. 32 (compétences des communes en matière de transports) (p. 3081) - Adopté.

Art. 33 (compétences en matière de déchets ménagers) (p. 3081) - Adopté.

Chapitre 2

Des ressources financières

Art. 34 (dotation de rattrapage et de premier équipement) (p. 3081) - Adopté.

Art. 35 (fonds intercommunal de péréquation) (p. 3081) - Adopté.

Art. 36 (prélèvement de centimes additionnels à l'impôt sur le revenu au profit des communes) (p. 3081) - Adopté.

Art. 36 bis (fonds national de péréquation) (p. 3081) - Adopté.

Art. 37 (entrée en vigueur) (p. 3081) - Adopté.

TITRE V

DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA MAITRISE DE L'AMENAGEMENT FONCIER ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Chapitre 1^{er}

Du développement économique

Art. 38 (création d'un fonds mahorais de développement) (p. 3081) - Adopté.

Art. 39 (création d'une agence de développement sous la forme d'un groupement d'intérêt public) (p. 3081) - Adopté (p. 3082).

Art. 40 (création d'une chambre d'agriculture, d'une chambre de commerce et d'industrie et d'une chambre de métiers) (p. 3082) - Adopté.

Art. 41 (application à Mayotte du code des postes et télécommunications) (p. 3082) - Adopté.

Art. 41 bis (extension de la compétence de la commission des comptes économiques et sociaux à Mayotte) (p. 3082) - Adopté.

Chapitre 2

De la maîtrise de l'aménagement foncier

Art. 42 (modalités d'application du code de l'urbanisme - attribution d'une nouvelle compétence à la collectivité départementale : la protection des espaces naturels) (p. 3082) - Adopté (p. 3083).

Art. 43 (délégation au CNASEA de la mise en oeuvre de la politique foncière) (p. 3083) - Adopté.

Art. 44 (modifications apportées au code du domaine de l'Etat et des collectivités publiques applicable à Mayotte) (p. 3083) - Adopté.

Chapitre 3

De la protection de l'environnement

Art. 45 (application du code de l'environnement à Mayotte) (p. 3083) - Adopté (p. 3085).

TITRE VI

DU STATUT CIVIL DE DROIT LOCAL APPLICABLE A MAYOTTE

Art. 46 A (politique en faveur de l'égalité des femmes et des hommes) (p. 3085) - Adopté.

Art. 46 (libre disposition de leurs biens par les femmes relevant du droit local) (p. 3085) - Adopté.

Art. 46 bis (commission de révision de l'état civil) (p. 3085) - Adopté (p. 3086).

Après l'art. 46 bis (p. 3086).

Art. additionnel (possibilité de donner un état civil aux enfants décédés avant leur déclaration de naissance) (p. 3086) - Adopté.

Art. additionnel (mise à disposition de chaque commune d'un agent assurant la direction du service de l'état civil et la formation des agents communaux faisant fonction d'officier d'état civil) (p. 3086) - Adopté.

Art. 47 (renonciation au statut civil de droit local) (p. 3086) - Adopté (p. 3087).

Art. 48 (mention au registre d'état civil en cas de renonciation au statut civil de droit local) (p. 3087) - Adopté.

Art. 49 (rapports entre personnes de statut civil différent et champ d'application du droit local) (p. 3087) - Adopté.

Art. 50 (effets des jugements rendus en matière d'état des personnes) (p. 3087) - Adopté.

Art. 51 (compétences de la juridiction de droit commun) (p. 3087) - Adopté.

Art. 52 (fonctions de médiation et de conciliation des cadis) (p. 3087) - Adopté.

Art. 52 bis (comité de réflexion sur la modernisation du statut civil de droit local) (p. 3087) - Adopté.

Art. 53 (entrée en vigueur des articles 51 et 52) (p. 3087) - Adopté.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 54 (prise en charge par l'Etat des dépenses relevant de sa compétence) (p. 3087) - Adopté.

Art. 54 bis (gestion et formation des fonctionnaires territoriaux) (p. 3087) - Adopté (p. 3088).

Art. 55 (habilitation du Gouvernement en application de l'article 38 de la Constitution) (p. 3088) - Adopté (p. 3089).

Art. 56 (application du code général des impôts et du code des douanes à partir de 2007) (p. 3089) - Adopté.

Art. 57 (incompatibilité entre le mandat de conseiller général et les fonctions de membre d'un comité consultatif) (p. 3089) - Adopté.

Art. 58 (coordination avec la loi n° 92-108 du 3 février 1992) (p. 3089) - Adopté.

Art. 59 (saisine pour avis du tribunal administratif par le président du conseil général) (p. 3089) - Adopté.

Art. 59 bis (concertation des politiques de coopération régionale dans l'océan Indien) (p. 3089) - Adopté.

Art. 59 ter (loi du 3 janvier 1979 sur les archives) (p. 3089) - Adopté.

Art. 60 (substitution de la collectivité départementale à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 3089) - Adopté.

Art. 61 (coordinations rédactionnelles) (p. 3089) - Adopté.

Art. 62 (adaptation de références contenues dans des textes antérieurs à 1976) (p. 3089) - Adopté (p. 3090).

Art. 63 (abrogation des textes en vigueur) (p. 3090) - Adopté.

Art. 64 (renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour l'application de ce texte) (p. 3090) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3090, 3091) : MM. Robert Bret, Marcel Henry, Lucien Lanier, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.

Adoption (13 juin 2001) (p. 3091).

P

Parlement

Voir *Elections et référendums, 1*
Rappels au règlement

1. - Proposition de loi constitutionnelle tendant à permettre à la France de respecter les délais de transposition des directives communautaires, par l'inscription de ces textes à l'ordre du jour du Parlement en cas de carence gouvernementale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Aymeri de MONTESQUIOU, par M. Hubert HAENEL, et plusieurs de leurs collègues (14 novembre 2000) [n° 74 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (6 juin 2001) [n° 360 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 103].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi constitutionnelle tendant à prévoir dans chaque assemblée parlementaire une séance mensuelle réservée à la transposition des directives et à l'autorisation de ratification des conventions internationales

Discussion (première lecture)

(14 juin 2001) (p. 3172, 3190).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3172, 3186) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 183 (2000-2001) : *MM. James Bordas, Robert Bret, Hubert Haenel, Président de la délégation pour l'Union européenne; Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Aymeri de Montesquiou, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3186, 3190) : *MM. Robert Bret, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi constitutionnelle tendant à prévoir dans chaque assemblée parlementaire une séance mensuelle réservée à la transposition des directives et à l'autorisation de ratification des conventions internationales) (p. 3190) - Adopté.

Scrutin public n° 59 (p. 3190).

Adoption (14 juin 2001) (p. 3190).

2. - Proposition de loi complétant l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 en vue de permettre un contrôle du Parlement sur la transposition des directives communautaires, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert HAENEL (16 janvier 2001) [n° 183 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (6 juin 2001) [n° 359 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 104].

Discussion (première lecture)

(14 juin 2001) (p. 3172, 3190).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3172, 3186) (discussion commune avec la proposition de loi constitutionnelle [n° 74 (2000-2001)] : *MM. James Bordas, Robert Bret, Hubert Haenel, Président de la délégation pour l'Union européenne; Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Aymeri de Montesquiou, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement; Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3190).

Scrutin public n° 60 (p. 3190).

Adoption (14 juin 2001) (p. 3190).

Patrimoine

1. - Proposition de loi relative à la création d'une commission départementale du patrimoine, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre FAUCHON (2 mai 2001) [n° 294 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe RICHERT (6 juin 2001) [n° 356 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 105].

Discussion (première lecture)

(14 juin 2001) (p. 3191, 3200).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3191, 3198) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Pierre Fauchon, Serge Lagauche, Pierre Lefebvre, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3198, 3200) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Pierre Fauchon, Joseph Ostermann, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1^{er} (création dans chaque département d'une commission départementale du patrimoine) (p. 3198) - Adopté.

Art. 2 (ouverture aux pétitionnaires de l'appel des avis conformes des architectes des Bâtiments de France) (p. 3199) - Adopté.

Art. 3 (ouverture aux pétitionnaires de l'appel des avis conformes des architectes des Bâtiments de France dans la procédure d'instruction des autorisations de travaux effectués dans les secteurs sauvegardés) (p. 3199) - Adopté.

Art. 4 (extension à la procédure d'instruction des autorisations de travaux effectués dans les ZPPAUP) (p. 3199) - Adopté (p. 3200).

Art. 5 (fixation des conditions d'application de la loi par décret en Conseil d'Etat) (p. 3200) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3200) : *MM. Pierre Fauchon, Serge Lagauche, Pierre Lefebvre, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Adoption (14 juin 2001) (p. 3200).

Personnes âgées

1. - Projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elizabeth GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité (7 mars 2001) [n° 2936 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Pascal TERRASSE (4 AVRIL 2001° [N° 2971 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (18, 19 avril 2001)] - Adoption (19 avril 2001 [n° 656].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 avril 2001) [n° 279 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales et à la commission des finances - Rapport de M. Alain VASSELLE (10 mai 2001) [n° 315 (2000-2001)] - Rapport de M. Michel MERCIER (10 mai 2001) [n° 316 (2000-2001)] - Discussion (15, 16 et 22 mai 2001) - Adoption (22 mai 2001) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 2001) [n° 3082 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain VASSELLE (29 mai 2001) [n° 341 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Pascal TERRASSE (29 mai 2001) [n° 3090 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) - (22 mai 2001) [n° 3082 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Pascal TERRASSE (30 mai 2001) [n° 3093 (2000-2001)] - Discussion (7 juin 2001) - Adoption (7 juin 2001) [n° 683].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) - (12 juin 2001) [n° 367 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain Vasselie [n° 375 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Rejet (19 juin 2001) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3152 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Pascal TERRASSE [n° 3178 (2000-2001)] - Discussion (26 juin 2001) - Adoption (26 juin 2001) [n° 692].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-447 du 18 juillet 2001 (JO Lois et décrets du 21 juillet 2001) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 (JO Lois et décrets du 21 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(15 mai 2001) (p. 2043, 2093) ; (16 mai 2001) (p. 2101, 2166) ; (22 mai 2001) (p. 2214, 2261).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2043, 2093) : M. Philippe Adnot, Mme Annick Bocandé, M. Louis de Broissia, Mme Claire-Lise Campion, MM. Bernard Cazeau, Gérard Dériot, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Mmes Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Roland Hugué, Jean-Louis Lorrain, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Murat, Philippe Nogrix, Henri de Raincourt, Philippe Richert, Michel Teston, Alain Vasselie, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2101, 2166 ; 2214, 2261) : MM. Philippe Adnot, Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Jean-Guy Branger, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Delaneau, en remplacement de M. Alain Vasselie, rapporteur de la commission des affaires sociales; Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Léonce Dupont, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Patrice Gélard, Paul Girod, Alain Gournac, Pierre Guichard, Mmes Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; Anne Heinis, MM. Roland Hugué, Patrick Lassourd, Philippe Marini, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Georges Mouly, Roland Muzeau, Henri de Raincourt, Bernard Seillier, Alain Vasselie, rapporteur de la commission des affaires sociales.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES ET RELATIVES A L'ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE

Art. 1^{er} (allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2103).

Art. L. 232-1 du code de l'action sociale et des familles (fondement du droit au bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) (p. 2108) - Adopté après modification (p. 2111).

Art. L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles (conditions d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) (p. 2111) - Adopté après modification (p. 2112).

Après l'art. L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles (p. 2112).

Art. additionnel (modalités d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2112) - Adopté (p. 2115).

Sous-Section 1 *Prise en charge et allocation personnalisée d'autonomie à domicile.*

Art. L. 232-3 du code de l'action sociale et des familles (procédure de détermination du montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie à domicile) (p. 2115) - Adopté après modification (p. 2118).

Art. L. 232-4 du code de l'action sociale et des familles (assiette et calcul du montant de la part de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA, acquittée par le bénéficiaire) (p. 2118) - Adopté après modification (p. 2119).

Art. L. 232-5 du code de l'action sociale et des familles (assimilation au domicile de l'hébergement familial à titre onéreux, chez un particulier et dans des hébergements collectifs de petite taille) (p. 2119) - Adopté après modification (p. 2120).

Art. L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles (modalités propres à garantir la qualité de l'aide servie à domicile) (p. 2120) - Adopté après modification (p. 2124).

Art. L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles (contrôle et sanctions) (p. 2124) - Adopté après modification (p. 2125).

Après l'art. L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles (p. 2125).

Art. additionnel (évaluation de l'effectivité de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2125) - Adopté.

Art. additionnel (suspension du versement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2126) - Adopté.

Sous-Section 2 *Allocation personnalisée d'autonomie en établissement.*

Art. L. 232-8 du code de l'action sociale et des familles (montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie en établissement et de la participation du bénéficiaire) (p. 2126) - Adopté après modification (p. 2128).

Art. L. 232-9 du code de l'action sociale et des familles (somme minimum laissée à la disposition de la personne hébergée en établissement) (p. 2128) - Adopté.

Art. L. 232-10 du code de l'action sociale et des familles (somme minimum laissée à la disposition du membre du couple demeurant au domicile) (p. 2128) - Adopté.

Art. L. 232-11 du code de l'action sociale et des familles (position de l'aide sociale au regard de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2128) - Adopté.

Section 2

Gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie

Art. L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles (autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2128) - Supprimé (p. 2129).

Art. L. 232-13 du code de l'action sociale et des familles (conventions entre le département et ses partenaires) (p. 2129) - Adopté après modification (p. 2131).

Art. L. 232-14 du code de l'action sociale et des familles (procédure d'instruction des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie, date d'ouverture des droits et conditions de liquidation et de révision) (p. 2131) - Supprimé (p. 2132).

Art. L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles (*personnes morales et physiques auxquelles peut être versée l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2132) - Adopté après modification (p. 2133).

Art. L. 232-16 du code de l'action sociale et des familles (*dispositif de contrôle de la véracité des déclarations faites par les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2133) - Adopté.

Art. L. 232-17 du code de l'action sociale et des familles (*évaluation annuelle du dispositif*) (p. 2133) - Adopté après modification.

Art. L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles (*procédure de règlement à l'amiable des litiges*) (p. 2133) - Adopté après modification (p. 2135).

Art. L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles (*recours en récupération*) (p. 2135) - Adopté après modification (p. 2145).

Art. L. 232-19-1 du code de l'action sociale et des familles (*absence de subordination de l'allocation personnalisée d'autonomie à la mise en oeuvre de l'obligation alimentaire*) (p. 2217) - Supprimé (p. 2218).

Art. L. 232-20 du code de l'action sociale et des familles (*procédure de recours contentieux en matière d'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2218) - Adopté.

Art. L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles (*fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2218) - Adopté après modification (p. 2221).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 2222).

Après l'art. 1^{er} (p. 2222).

Art. additionnel (*modalités de la participation de l'Etat au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2222) - Adopté (p. 2225).

Art. additionnel (*répartition entre le département et l'Etat du financement de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 2225) - Adopté (p. 2231).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Avant l'art. 2 (p. 2231).

Art. additionnel (*formation des salariés d'aide à domicile*) (p. 2231) - Adopté (p. 2233).

Art. 2 (*coordinations avec le code de l'action sociale et des familles*) (p. 2233) - Adopté après modification (p. 2235).

Art. 3 (*droit d'option entre l'allocation personnalisée d'autonomie et l'allocation compensatrice pour tierce personne - art. L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 2235) - Adopté (p. 2236).

Art. 4 (*conventionnement de certains établissements - art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 2236) - Adopté après modification (p. 2238).

Art. 4 bis (*dispositif transitoire de versement de l'APA en établissement avant la signature de la convention tripartite*) (p. 2238) - Adopté.

Art. 5 (*autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes - art. L. 315-1 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 2238) - Adopté après modification (p. 2239).

Art. 6 (*évaluation de la dépendance des personnes âgées accueillies en établissement - art. L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 2239) - Adopté après modification (p. 2240).

Art. 7 (*gestion du fonds de financement de l'APA par le FSV - art. L. 135-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 2240) - Supprimé.

Art. 8 (*modification des règles d'affectation de la CSG - art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale*) (p. 2240) - Supprimé (p. 2242).

Art. 9 (*tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux - art. L. 162-24-1 et L. 174-8 du code de la sécurité sociale*) (p. 2242) - Adopté après modification (p. 2243).

Après l'art. 9 (p. 2243).

Art. additionnel (*pourcentage de la déduction fiscale pour la personne âgée en établissement aligné sur celui de la personne âgée restant à domicile*) (p. 2243) - Adopté (p. 2244).

Art. 10 (*coordination avec le code général des impôts - art. L. 199 sexdecies du code général des impôts*) (p. 2244) - Adopté.

Art. 11 (*coordination avec le code de la sécurité sociale - art. L. 141-10 du code de la sécurité sociale*) (p. 2244) - Adopté.

Art. 12 (*caractère obligatoire pour les départements des dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie - art. L. 3321-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 2244) - Adopté (p. 2245).

Art. 13 (*évaluation quantitative et qualitative de la loi*) (p. 2245) - Adopté après modification (p. 2246).

Art. 14 (*option entre l'APA et les dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes - art. L. 213-8 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 2252) - Adopté.

Art. 14 bis (*comité scientifique d'adaptation des outils d'évaluation de l'autonomie*) (p. 2252) - Supprimé (p. 2253).

Après l'art. 14 bis (p. 2253).

Art. additionnel (*extension de l'exonération des charges patronales aux titulaires de contrats à durée déterminée*) (p. 2253) - Adopté (p. 2254).

Art. 15 (*transition entre l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation spécifique dépendance*) (p. 2254) - Adopté après modification.

Après l'art. 15 (p. 2254).

Art. additionnel (*suppression de la récupération sur succession ou donation pour la prestation spécifique dépendance, PSD*) (p. 2254) - Adopté (p. 2255).

Art. additionnel (*égalité de traitement entre les bénéficiaires de l'APA à domicile et ceux en établissement*) (p. 2255) - Adopté (p. 2256).

Art. 16 (*modalités d'application*) (p. 2256) - Adopté.

Art. 17 (*date d'entrée en vigueur*) (p. 2256) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2256, 2261) : MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Michel Esneu, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Roland Hugué, Bernard Joly, Michel Mercier, Philippe Nogrix, Henri de Raincourt, Mme Odette Terrade.

Adoption (22 mai 2001) (p. 2261).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 juin 2001) (p. 3239, 3252).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3239, 3248) : Mme Claire-Lise Campion, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Roland Hugué, Alain Joyandet, Jean-Louis Lorrain, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 3248).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (19 juin 2001) (p. 3252).

Police

Voir *Rappels au règlement*

Politique économique

1. - Projet de loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (18 avril 2001) [n° 2990 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de Mme Nicole BRICQ (25 avril 2001) [n° 3028 (2000-2001)] - Discussion (2 mai 2001) - Adoption (2 mai 2001) [n° 665].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 2001) [n° 301 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Philippe MARINI (23 mai 2001) [n° 336 (2000-2001)] - Avis de M. Gérard LARCHER (23 mai 2001) [n° 337 (2000-2001)] - Avis de M. Pierre JARLIER (23 mai 2001) [n° 338 (2000-2001)] - Urgent - Discussion (5, 6, 7 juin 2001) - Adoption (7 juin 2001) [n° 99].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 juin 2001) [n° 3119 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (20 juin 2001) [n° 398 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de Mme Nicole BRICQ (20 juin 2001) [n° 3165 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 juin 2001) [n° 3119 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de Mme Nicole BRICQ (20 juin 2001) [n° 3165 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 702].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

Discussion (première lecture)

(5 juin 2001) (p. 2627, 2683) ; (6 juin 2001) (p. 2697, 2765) ; (7 juin 2001) (p. 2774, 2798).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2627, 2647) : *MM. Denis Badré, Joël Bourdin, Thierry Foucaud, Pierre Jarlier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Alain Joyandet, Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, Georges Othily, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2648, 2683 ; 2697, 2765 ; 2774, 2796) : *MM. Louis Althapé, Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bellanger, Paul Blanc, Joël Bourdin, Michel Charasse, Philippe Darniche, Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Gaston Flosse, Thierry Foucaud, Yves Fréville, Pierre Hérisson, Jean Huchon, Pierre Jarlier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Alain Joyandet, Alain Lambert, président de la commission des finances; Gérard Larcher, Pierre Lefebvre, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Mme Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'Etat*

au logement; MM. Claude Lise, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, Michel Mercier, Michel Moreigne, Bernard Murat, Georges Othily, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; MM. François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Jean-Pierre Raffarin, Jean-Pierre Schosteck.

TITRE I^{er}

MARCHES PUBLICS, INGENIERIE PUBLIQUE ET COMMANDE PUBLIQUE

Art. 1^{er} (*régime juridique de l'ingénierie publique*) (p. 2648) - Adopté après modification (p. 2658).

Art. 2 (*unification des contentieux relatifs aux marchés publics*) (p. 2658) - Adopté après modification (p. 2661).

Art. 3 (*définition de la délégation de service public*) (p. 2661) - Adopté après modification (p. 2663).

Après l'art. 3 (p. 2663).

Art. additionnel (*distribution de gaz combustibles hors réseau de transport*) (p. 2663) - Adopté (p. 2666).

Art. 3 bis (*certification de la date de dépôt des offres*) (p. 2666) - Adopté.

Art. 4 (*aménagement du régime de la sous-traitance*) (p. 2666) - Adopté après modification (p. 2667).

Avant l'art. 4 bis (p. 2667).

Art. additionnel (*fourniture par chaque entreprise employée des cautions qu'elle a accordées à ses propres sous-traitants*) (p. 2667) - Adopté (p. 2668).

Art. 4 bis (*déclaration des sous-traitants auxquels le soumissionnaire à un marché envisage de recourir*) (p. 2668) - Adopté après modification.

Art. 5 (*extension du régime de publicité et de mise en concurrence de certains contrats*) (p. 2668) - Adopté après modification (p. 2670).

Art. 5 bis (*délégation du conseil municipal au maire concernant les marchés sans formalités préalables*) (p. 2675) - Adopté.

Après l'art. 5 bis (p. 2675).

Art. additionnel (*compétence accordée au président du conseil général et au président du conseil régional de conclure des marchés passés sans formalités préalables*) (p. 2675) - Adopté (p. 2677).

Art. additionnel (*suppression du contrôle de légalité des marchés publics d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes*) (p. 2675) - Adopté (p. 2677).

Art. 5 ter (*quart réservataire au bénéfice des sociétés coopératives et des associations*) (p. 2677) - Supprimé (p. 2678).

Après l'art. 5 ter (p. 2678).

Art. additionnel (*élection de deux suppléants par membre titulaire des commissions d'appel d'offres au lieu d'un actuellement*) (p. 2678) - Adopté (p. 2679).

TITRE II

AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE LES BANQUES ET LEUR CLIENTELE

Art. 6 (*définition du cadre juridique des relations des banques avec leurs clients*) (p. 2780).

Art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier (*transparence et contractualisation systématique des services bancaires et de leur tarification*) (p. 2780) - Adopté après modification (p. 2782).

Art. L. 312-1-2 du code monétaire et financier (*protection contre les effets perniciose des ventes forcées et des ventes à primes*) (p. 2782) - Adopté (p. 2785).

Art. L. 312-1-3 du code monétaire et financier (*accès direct au juge et recours possible à un dispositif décentralisé de médiation rapide et gratuite*) (p. 2785) - Adopté après modification (p. 2787).

Art. L. 312-1-4 du code monétaire et financier (*caractère d'ordre public des dispositions précitées*) (p. 2787) - Adopté.

Adoption de l'article 6 (p. 2789 ; précédemment réservé le 5 juin p. 2647).

Après l'art. 6 (p. 2789).

Art. additionnel (*identification des cartes de paiement proposées par les réseaux de distribution comme des cartes de crédit*) (p. 2789) - Adopté (p. 2790 ; précédemment réservé le 5 juin 2001 p. 2647).

Art. 7 (*aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision*) (p. 2791) - Adopté après modification (p. 2793 ; précédemment réservé le 5 juin 2001 p. 2647).

Art. 8 (*renforcement des règles relatives à la loyauté des annonces publicitaires effectuées par les intermédiaires en opérations de banque*) (p. 2793) - Adopté après modification (p. 2794 ; précédemment réservé le 5 juin 2001 p. 2647).

Après l'art. 8 (p. 2794).

Division additionnelle Titre II bis - Dispositions relatives aux autorités financières (p. 2794) - Adoptée (p. 2796 ; précédemment réservée le 5 juin 2001 p. 2647).

Art. additionnel (*réforme des autorités financières*) (p. 2794) - Adopté (p. 2796 ; précédemment réservé le 5 juin 2001 p. 2647).

Art. additionnel (*mise en place de l'autorité de régulation des marchés financiers*) (p. 2795) - Adopté (p. 2796 ; précédemment réservé le 5 juin 2001 p. 2647).

TITRE III

DISPOSITIONS FACILITANT LE PASSAGE A L'EURO FIDUCIAIRE

Art. 9 (*modifications du code pénal en vue de la mise en circulation des pièces et des billets en euros*) (p. 2698) - Adopté après modification (p. 2709).

Art. 10 (*collecte d'informations relatives à la contrefaçon des pièces et billets en euros*) (p. 2709) - Adopté (p. 2710).

Après l'art. 10 (p. 2710).

Art. additionnel (*mise en place, pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs, d'une procédure d'amortissement sur douze mois pour les investissements matériels destinés à l'encaissement des paiements en euros*) (p. 2710) - Adopté (p. 2711).

Art. additionnel (*mesures d'ajustement du capital liées à la conversion en euros*) (p. 2711) - Adopté (p. 2712).

Art. additionnel (*mesures de simplification du passage du capital social en euros*) (p. 2712) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION PUBLIQUE

Art. 11 (*refonte du statut de la compagnie nationale du Rhône*) (p. 2714) - Adopté après modification (p. 2726).

Art. 12 (*déclassement des biens immobiliers de La Poste*) (p. 2726) - Adopté (p. 2731).

Après l'art. 12 (p. 2731).

Art. additionnel (*comptabilité de La Poste*) (p. 2731) - Adopté (p. 2732).

Art. additionnel (*suppression de l'obligation du visa du service des domaines en cas d'acquisition ou de location d'immeubles par les collectivités locales*) (p. 2732) - Adopté (p. 2733).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 13 (*incitation à la construction de logements sociaux*) (p. 2733) - Adopté après modification (p. 2743).

Après l'art. 13 (p. 2743).

Art. additionnel (*prise en compte du taux de taxe foncière antérieurement pratiqué pour le calcul des compensations versées aux communes appartenant à un EPCI à taxe professionnelle unique, au titre de l'abattement accordé aux organismes d'HLM*) (p. 2743) - Adopté.

Art. additionnel (*prise en compte du taux de taxe foncière antérieurement pratiqué pour le calcul des compensations versées aux communes appartenant à un EPCI à taxe professionnelle unique au titre de l'exonération accordée aux immeubles situés en zone franche urbaine*) (p. 2743) - Adopté (p. 2744).

Art. additionnel (*compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties accordée aux communes situées en zone franche urbaine et appartenant à un EPCI à taxe professionnelle unique*) (p. 2744) - Adopté.

Art. additionnel (*correctif au taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation pour les communes membres d'un EPCI à taxe professionnelle unique*) (p. 2745) - Adopté (p. 2746).

Art. additionnel (*déplafonnement du loyer en cas de renouvellement du bail et suppression de la révision triennale pour les locaux commerciaux ayant des surfaces importantes*) (p. 2746) - Adopté (p. 2747).

Art. 14 (*mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié*) (p. 2747) - Adopté après modification (p. 2757).

Après l'art. 14 (p. 2757).

Art. additionnel (*extension aux départements d'outre-mer des seuils d'installation des grandes et moyennes surfaces alimentaires*) (p. 2757) - Adopté (p. 2758).

Art. additionnel (*clarification des dispositions relatives à la définition et à la prise en compte du concert dans la détermination du contrôle de fait*) (p. 2758) - Adopté (p. 2759).

Art. 15 (*exception à la règle de mise en réserve pour les sociétés locales d'épargne*) (p. 2759) - Adopté après modification (p. 2760).

Après l'art. 15 (p. 2760).

Art. additionnel (*application des dispositions de la loi portant réforme des caisses d'épargne à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 2760) - Adopté.

Art. additionnel (*renforcement de la liquidité du système d'obligation foncière française par l'intégration des titres obligataires dans les actifs éligibles et extension de la zone géographique*) (p. 2761) - Adopté (p. 2762).

Art. additionnel (*extension à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie des dispositions du code monétaire et financier relatives aux services financiers de La Poste*) (p. 2762) - Adopté.

Art. additionnel (*développement de sociétés de type holding dans la profession d'avocat*) (p. 2762) - Adopté (p. 2763).

Art. additionnel (*exigence d'une étude d'impact pour l'installation d'éoliennes, de plus de douze mètres*) (p. 2763) - Adopté (p. 2764).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 2764) - Adopté.

Art. additionnel (*rectification*) (p. 2765) - Adopté.

Intitulé du projet de loi *Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier* (p. 2796) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2797, 2798) : *MM. Bernard Angels, Joël Bourdin, Thierry Foucaud, Serge Vinçon.*

Adoption (7 juin 2001) (p. 2798).

Discussion (nouvelle lecture)

(10 octobre 2001) (p. 3942, 3983).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3942, 3948) : *MM. Thierry Foucaud, Alain Joyandet, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3948, 3982) : *MM. Denis Badré, Joël Bourdin, Gérard Cornu, Guy Fischer, Gaston Flosse, Thierry Foucaud, Pierre Hérisson, Alain Joyandet, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Patrick Lassourd, Jean-François Le Grand, Mme Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'Etat au logement; MM. Marc Massion, Michel Mercier, Bernard Murat, Joseph Ostermann, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Jean-Pierre Schosteck, René Trégouët, Jacques Valade, Jean-Paul Virapoullé.*

TITRE I^{er}

MARCHES PUBLICS, INGENIERIE PUBLIQUE ET COMMANDE PUBLIQUE

Art. 1^{er} (*régime juridique de l'ingénierie publique*) (p. 3948) - Adopté après modification (p. 3950).

Art. 2 (*unification des contentieux relatifs aux marchés publics*) (p. 3950) - Adopté après modification.

Art. 3 (*définition de la délégation de service public*) (p. 3951) - Adopté après modification.

Art. 4 (*aménagement du régime de la sous-traitance*) (p. 3951) - Adopté après modification.

Art. 4 bis A (*obligation d'information des sous-traitants*) (p. 3951) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3952).

Art. 4 bis (*déclaration des sous-traitants auxquels le soumissionnaire à un marché envisage de recourir*) (p. 3952) - Adopté après modification.

Art. 5 bis (pour coordination) (*délégation du conseil municipal au maire concernant les marchés sans formalités préalables*) (p. 3952) - Adopté.

Art. 5 ter (*quart réservataire au bénéfice des sociétés coopératives et des associations*) (p. 3952) - Supprimé.

Art. 5 quater (*composition des commissions d'appel d'offres*) (p. 3952) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3953).

TITRE II

AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE LES BANQUES ET LEUR CLIENTELE

Art. 6 (*définition du cadre juridique des relations des banques avec leurs clients*) (p. 3953).

Art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier (*transparence et contractualisation systématique des services bancaires et de leur tarification*) (p. 3954) - Adopté après modification (p. 3955).

Art. L. 312-1-2 du code monétaire et financier (*protection contre les effets pernecieux des ventes forcées et des ventes à primes*) (p. 3955) - Adopté après modification.

Art. L. 312-1-3 du code monétaire et financier (*accès direct au juge et recours possible à un dispositif décentralisé de médiation rapide et gratuite*) (p. 3955) - Adopté après modification (p. 3957).

Adoption de l'article 6 ainsi modifié (p. 3957).

Art. 6 bis (*mention obligatoire à porter sur les cartes permettant l'accès à un crédit à la consommation*) (p. 3957) - Adopté après modification (p. 3958).

Art. 7 (*aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision*) (p. 3958) - Adopté après modification.

Art. 8 (*renforcement des règles relatives à la loyauté des annonces publicitaires effectuées par les intermédiaires en opérations de banque*) (p. 3959) - Adopté après modification.

TITRE II bis

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTORITÉS FINANCIÈRES

Rétablissement du titre II bis (p. 3953) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3960).

Art. 8 bis (*réforme des autorités financières*) (p. 3960) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 8 ter (*réforme des autorités financières*) (p. 3960) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3961).

TITRE III

DISPOSITIONS FACILITANT LE PASSAGE A L'EURO FIDUCIAIRE

Art. 9 (*modifications du code pénal en vue de la mise en circulation des pièces et des billets en euros*) (p. 3961) - Adopté après modification.

Art. 10 bis (*amortissement exceptionnel des matériels destinés exclusivement à l'encaissement des paiements en euros*) (p. 3961) - Adopté après modification (p. 3963).

Art. 10 ter (*conversion du capital social en euros*) (p. 3964) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Après l'art. 10 quater (p. 3964).

Art. additionnel (*application rétroactive des dispositions de l'article 10 quater*) (p. 3964) - Adopté (p. 3965).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION PUBLIQUE

Art. 11 (*refonte du statut de la Compagnie nationale du Rhône*) (p. 3965) - Adopté après modification (p. 3967).

Art. 12 bis (*comptabilité analytique de La Poste*) (p. 3967) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Après l'art. 12 ter (p. 3967).

Art. additionnel (*cumul des mandats de directeurs*) (p. 3967) - Adopté (p. 3968).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 13 (*incitation à la construction de logements sociaux*) (p. 3968) - Adopté après modification (p. 3973).

Après l'art. 13 (p. 3973).

Art. additionnel (*report du délai imposé pour la mise en place d'un schéma de cohérence territoriale*) (p. 3973) - Adopté (p. 3974).

Art. additionnel (*report de calendrier pour la mise en oeuvre de la société de garantie des organismes d'HLM*) (p. 3974) - Adopté.

Art. 13 bis A (*régime des baux commerciaux*) (p. 3974) - Adopté (p. 3975).

Art. 13 bis (*compensation de l'abattement de 30 % sur la valeur locative des logements HLM en zones urbaines sensibles*) (p. 3975) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3976).

Art. 13 ter (*compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les zones franches urbaines*) (p. 3976) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 13 quater (*modalités de calcul de l'attribution de compensation des communes membres d'un groupement à taxe professionnelle unique*) (p. 3976) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 13 quinquies (*plafonnement des taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation votés par une commune membre d'un groupement à taxe professionnelle unique*) (p. 3976) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 13 sexies (*régime des baux commerciaux*) (p. 3976) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 (*mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié*) (p. 3976) - Adopté après modification (p. 3978).

Après l'art. 14 (p. 3978).

Art. additionnel (*limitation de l'installation de grandes surfaces sur les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe*) (p. 3978) - Adopté après modification (p. 3979).

Art. 14 bis (*condition d'ouverture dans les départements d'outre-mer d'équipements commerciaux à dominante alimentaire*) (p. 3979) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 ter (*notion de concert et décisions de fait*) (p. 3979) - Adopté après modification.

Art. 15 (*exception à la règle de la mise en réserve pour les sociétés locales d'épargne*) (p. 3979) - Adopté.

Art. 17 (*actif des sociétés de crédit foncier*) (p. 3979) - Adopté.

Art. 18 (*services financiers des offices des postes et télécommunications de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 3979) - Adopté après modification (p. 3980).

Art. 19 (*sociétés de participations d'avocats*) (p. 3980) - Adopté.

Art. 20 (*obligation de réaliser une étude d'impact préalablement à l'installation d'éoliennes de plus de douze mètres*) (p. 3980) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3981).

Art. 21 (*obligation de réaliser une enquête publique préalablement à l'installation d'éoliennes de plus de douze mètres*) (p. 3981) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 22 (*sociétés civiles à capital variable*) (p. 3981) - Adopté.

Après l'art. 22 (p. 3981).

Art. additionnel (*aménagement de la loi sur l'épargne salariale relative aux augmentations de capital*) (p. 3981) - Adopté (p. 3982).

Intitulé du projet de loi (*projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier*) (p. 3982) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3982, 3983) : *MM. Thierry Foucaud, Pierre Hérisson, Marc Massion, René Trégouët, François Trucy.*

Adoption (10 octobre 2001) (p. 3983).

Politique économique et sociale

Voir *Politique sociale, 2*
Rapports au Parlement

1. - Projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Christian SAUTTER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (15 mars 2000) [n° 2250 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Pour avis à la commission de la production - Rapport de M. Eric BESSON (6 avril 2000) [n° 2327 (1999-2000)] - Avis de M. André VALLINI (30 mars 2000) [n° 2309 (1999-2000)] - Avis de M. Jean-Yves LE DEAUT (4 avril 2000) [n° 2319 (1999-2000)] - Urgence - Discussion (25, 26, 27 avril et 2 mai 2000) - Adoption (2 mai 2000) [n° 501].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 mai 2000) [n° 321 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Philippe MARINI (4 octobre 2000) [n° 5 (2000-2001)] - Avis de M. Jean CHERIOUX (17 mai 2000) [n° 343 (1999-2000)] - Avis de M. Jean-Jacques HYEST (5 octobre 2000) [n° 10 (2000-2001)] - Avis de M. Pierre HERISSON (4 octobre 2000) [n° 4 (2000-2001)] - Urgence - Voir table thématique 2000 - Politique économique et sociale - Discussion (10, 11, 12, 17 octobre 2000) - Adoption (17 octobre 2000) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 octobre 2000) [n° 2666 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (13 décembre 2000) [n° 138 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Eric BESSON (13 décembre 2000) [n° 2799 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (19 octobre 2000) [n° 2666 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Eric BESSON (12 janvier 2001) [n° 2864 (2000-2001)] - Discussion (23, 24 janvier 2001) - Adoption (24 janvier 2001) [n° 629].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (30 janvier 2001) [n° 201 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (4 avril 2001) [n° 257 (2000-2001)] - Discussion (18 avril 2001) - Adoption (18 avril 2001) [n° 76].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIER LECTURE) (19 avril 2001) [n° 2997 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Eric BESSON (25 avril 2001) [n° 3027 (2000-2001)] - Discussion (2 mai 2001) - Adoption (2 mai 2001) [n° 664].

PROMULGATION : loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 16 mai 2001).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 avril 2001) (p. 1260, 1357).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1260, 1271) : *MM. Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Pierre Hérisson, Jean-Jacques Hyst, Marc Massion, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Mme Odette Terrade, M. François Trucy.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1271, 1356) : *M. Robert Badinter, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Bret, Jean-Claude Carle, Michel Charasse, Jean Chérioux, Marcel Deneux, Serge Franchis, Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances, Pierre Hérisson, Jean Huchon, Jean-Jacques Hyst, Gérard Larcher, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Paul Loridant, François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation; Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, M. Henri de Richemont, Mme Odette Terrade, MM. François Trucy, Xavier de Villepin, Henri Weber.*

PREMIERE PARTIE

REGULATION FINANCIERE.

TITRE I^{er}

DEROULEMENT DES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT OU D'ECHANGE

Art. 1^{er} (*transmission des pactes d'actionnaire au Conseil des marchés financiers*) (p. 1264) - Adopté après modification (p. 1275).

Art. 2 (*obligation d'effectuer sur un marché réglementé les transactions portant sur les titres visés par une offre publique*) (p. 1275) - Adopté après modification.

Art. 3 (*rectification des informations financières*) (p. 1275) - Adopté.

Art. 4 (*information du comité d'entreprise en cas d'offre publique*) (p. 1275) - Adopté après modification (p. 1277).

Art. 5 (*limitation dans le temps des procédures d'offre publique*) (p. 1277) - Adopté (p. 1278).

TITRE II

POUVOIRS DES AUTORITES DE REGULATION

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement

Art. 6 A (*présidence du collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier par le ministre chargé de l'économie*) (p. 1278) - Supprimé.

Art. 6 (*agrément et autorisations du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et de la commission des opérations de bourse*) (p. 1278) - Adopté après modification (p. 1280).

Art. 6 bis (*obtention de la qualité d'entreprise d'investissement*) (p. 1280) - Adopté.

Art. 7 (*information du gouverneur de la Banque de France des projets d'offre publique visant un établissement de crédit*) (p. 1281) - Adopté après modification.

Art. 8 (*conditions requises pour diriger un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement*) (p. 1281) - Adopté.

Chapitre 1^{er} bis

Dispositions relatives au service bancaire de base

Rétablissement du chapitre 1^{er} bis (p. 1281) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (précédemment réservé p. 1281) (p. 1285).

Section 1

Définition

Rétablissement de la section 1 (p. 1282) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat (précédemment réservé p. 1284) (p. 1284).

Art. 8 bis (*service bancaire de base*) (p. 1282) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1284).

Section 2

Mise en oeuvre

Rétablissement de la section 2 (p. 1284) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat.

Art. 8 ter (*service bancaire de base*) (p. 1284) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Section 3

Financement et bilan d'application

Rétablissement de la section 3 (p. 1285) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat (précédemment réservé p. 1284) (p. 1286).

Art. 8 quater (*service bancaire de base*) (p. 1284) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1285).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux entreprises d'assurance

Art. 11 (*information du ministre chargé de l'économie des projets d'offre publique visant une entreprise d'assurance*) (p. 1285) - Adopté.

Art. 12 (*saisine du tribunal de grande instance de Paris*) (p. 1285) - Adopté.

Art. 13 bis A (*contrôles sur pièces et sur place*) (p. 1285) - Adopté.

Art. 13 bis (*inopposabilité du secret professionnel aux rapporteurs des commissions d'enquête parlementaire*) (p. 1286) - Adopté.

Art. 13 ter (*inopposabilité du secret de la commission bancaire aux rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires*) (p. 1286) - Adopté.

Art. 13 quater (*pour coordination*) (p. 1286) - Adopté après modification.

TITRE III

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES AUTORITES DE REGULATION

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux comités des établissements de crédit et des entreprises d'investissement

Art. 14 (*composition du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 1286) - Adopté après modification (p. 1287).

Art. 15 (*transmission des documents par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 1287) - Adopté.

Art. 16 (*règlement intérieur du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 1287) - Adopté.

Art. 16 bis (*réduction à cinq ans de la durée de l'interdit bancaire*) (p. 1287) - Adopté.

Art. 16 ter (*composition de la commission bancaire*) (p. 1287) - Supprimé.

Art. 17 (*collège de la commission des opérations de bourse*) (p. 1287) - Adopté après modification (p. 1288).

Art. 17 bis (*création d'une autorité de régulation des marchés financiers*) (p. 1288) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 17 ter et 17 quater (création d'une autorité de régulation des marchés financiers) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 quinquies (inclusion des collectivités locales et de leurs groupements dans le champ des organismes habilités à émettre des titres de créance négociables) (p. 1288) - Adopté après modification.

Art. 18 (délégation de signature au sein de la commission des opérations de bourse) (p. 1288) - Adopté (p. 1289).

TITRE III BIS

DIVERSES DISPOSITIONS A CARACTERE TECHNIQUE

Art. 18 bis (réforme des structures nationales du groupe des banques populaires) (p. 1289) - Adopté après modification (p. 1290).

Art. 18 ter (assouplissement du plafond d'émission de certificats coopératifs d'investissement et de certificats coopératifs d'associés dans les établissements de crédit coopératif) (p. 1290) - Adopté.

Art. 18 quater (mécanisme de résiliation et de compensation généralisées des créances) (p. 1290) - Adopté après modification (p. 1292).

Art. 18 quinquies (finalité des règlements) (p. 1292) - Adopté après modification (p. 1293).

Art. 18 septies (éligibilité des salariés des groupes bancaires coopératifs et mutualités aux options d'achat et de souscription d'actions) (p. 1293) - Adopté.

Art. 18 octies (éligibilité des salariés des groupes bancaires coopératifs et mutualistes aux options d'achat et de souscription d'actions) (p. 1293) - Supprimé.

TITRE IV

AMELIORATION DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT PROVENANT D'ACTIVITES CRIMINELLES ORGANISEES

Art. 19 (extension de la liste des professions soumises aux dispositions de la loi "antiblanchiment") (p. 1321) - Adopté après modification (précédemment réservé p. 1271) (p. 3122).

Art. 20 (extension du champ de la déclaration de soupçon) (p. 1322) - Adopté après modification (précédemment réservé p. 1271) (p. 1324).

Art. 20 bis (création d'un comité de liaison) (p. 1324) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 21 (sanctions à l'encontre des centres financiers extraterritoriaux) (p. 1324) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 21 bis (rapport sur les mesures de déclaration automatiques ou de restriction des opérations) (p. 1324) - Adopté après modification (précédemment réservé p. 1271) (p. 1325).

Art. 21 ter (communication des pièces liées à une opération ayant fait l'objet d'une information transmise par les services de l'Etat ou par les collectivités publiques) (p. 1325) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 22 (moyens d'information de TRACFIN) (p. 1325) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 22 bis (informations sur les suites données aux déclarations de soupçon) (p. 1325) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 23 (adaptation du code des assurances aux dispositions de lutte contre le blanchiment) (p. 1325) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 23 bis (extension du champ des sanctions administratives) (p. 1325) - Supprimé (précédemment réservé p. 1271).

Art. 24 (obligation d'immatriculation au registre du commerce pour les sociétés créées avant 1978) (p. 1325) - Adopté (précédemment réservé p. 1271).

Art. 25 bis (création d'une nouvelle infraction) (p. 1325) - Adopté après modification (précédemment réservé p. 1271) (p. 1326).

DEUXIEME PARTIE

REGULATION DE LA CONCURRENCE.

TITRE I^{er}

MORALISATION DES PRATIQUES COMMERCIALES

Art. 27 B (dérogation aux autorisations nécessaires aux ventes réalisées par des associations caritatives ou des fondations) (p. 1293) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 C (double affichage à la pompe du prix de vente au détail des carburants) (p. 1293) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 bis A (fixation de prix minimum d'achat aux producteurs de fruits et légumes) (p. 1294) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 bis (fixation de prix minimum d'achat aux producteurs de fruits et légumes frais) (p. 1294) - Adopté.

Art. 27 quater (description des services spécifiques dans les contrats) (p. 1294) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 quinquies (modification de l'intitulé du titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 1294) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 sexies (modification de l'intitulé du chapitre II du titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 1294) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 28 (commission des pratiques commerciales et des relations contractuelles) (p. 1294) - Adopté après modification (p. 1296).

Art. 28 bis A (interdiction des ristournes) (p. 1296) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 28 ter (obligation d'une lettre de change en cas de paiement à plus de quarante-cinq jours) (p. 1296) - Adopté après modification (p. 1297).

Art. 28 quater (description des services spécifiques dans les conditions générales de vente) (p. 1297) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 28 quinquies (p. 1297).

Art. additionnel (complément à la transposition de la directive sur les retards de paiement pour les paiements publics) (p. 1297) - Adopté.

Art. 29 (pratiques commerciales abusives : définition et sanctions par le juge) (p. 1298) - Adopté après modification (p. 1301).

Art. 29 bis (encadrement des rabais et ristournes) (p. 1301) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 31 (conditions d'utilisation simultanée d'une marque commerciale et d'un signe d'identification de la qualité ou de l'origine) (p. 1301) - Adopté (p. 1302).

Art. 31 bis A (étiquetage des produits laitiers) (p. 1302) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification.

Art. 31 ter (protection de certaines dénominations de chocolat) (p. 1303) - Adopté après modification (p. 1304).

Art. 31 quinquies (modification des règles applicables aux sociétés coopératives de commerçants) (p. 1304) - Adopté après modification.

Art. 31 septies (*démarchages effectués sur le lieu de travail d'un professionnel*) (p. 1304) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE II

LUTTE CONTRE LES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Chapitre 1^{er}

Procédures devant le conseil de la concurrence

Nouvel intitulé (*Procédures devant le conseil de la concurrence et mode de désignation de ses membres*) (p. 1304) - Adopté (p. 1305).

Art. 32 A (*nomination des rapporteurs du conseil de la concurrence*) (p. 1305) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification.

Art. 32 B (*désignation des membres du conseil de la concurrence*) (p. 1305) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 1306).

Art. 32 bis A (*autosaisine du conseil de la concurrence sur des questions de principe du droit de la concurrence*) (p. 1306) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 32 bis (*sanction des abus de position dominante et de dépendance par le conseil de la concurrence*) (p. 1306) - Supprimé (p. 1307).

Art. 34 (*procédure simplifiée*) (p. 1307) - Adopté.

Chapitre 2

Avis et décisions du conseil de la concurrence

Art. 37 A (*saisine du conseil de la concurrence par le conseil supérieur des messageries de presse*) (p. 1307) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1308).

Art. 38 (*durcissement et atténuation des sanctions de pratiques anticoncurrentielles*) (p. 1308) - Adopté après modification (p. 1309).

Art. 40 (*non-lieu et classement sans suite*) (p. 1309) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Pouvoirs et moyens d'enquête

Art. 42 (*renforcement des pouvoirs d'enquête en matière de visite et de saisie*) (p. 1309) - Adopté après modification (p. 1310).

Art. 42 ter A (*exclusion du rapporteur général et du rapporteur du délibéré de décisions du conseil de la concurrence*) (p. 1310) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 42 ter (*destruction des pièces et documents non réclamés*) (p. 1310) - Adopté.

Art. 43 (*mise à disposition du conseil de la concurrence d'enquêteurs de l'administration*) (p. 1310) - Adopté après modification (p. 1311).

TITRE III

CONTROLE DES CONCENTRATIONS

Art. 50 (*notification obligatoire des opérations de concentration et autorisation du conseil de la concurrence*) (p. 1311) - Adopté après modification.

Art. 51 (*autorisation par le ministre d'une opération notifiée*) (p. 1311) - Adopté après modification (p. 1312).

Art. 53 (*avis du conseil et sanction du non-respect des règles d'autorisation des concentrations*) (p. 1312) - Adopté après modification (p. 1313).

Art. 54 (*conciliation du secret des affaires avec l'audition de tiers et la publicité des décisions*) (p. 1313) - Adopté.

Art. 54 bis (*non-rétroactivité des règles de procédure de la présente loi*) (p. 1313) - Adopté.

Art. 54 ter (*obligation d'information du comité d'entreprise en cas de concentration*) (p. 1313) - Supprimé (p. 1314).

TITRE IV

CINEMA ET COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Art. 54 quinquies (*encadrement des cartes d'abonnement illimité au cinéma*) (p. 1314) - Adopté après modification (p. 1317).

TROISIEME PARTIE

REGULATION DE L'ENTREPRISE.

TITRE I^{er}

DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES

Art. 55 A (*droits des comités d'entreprise*) (p. 1327) - Adopté.

Art. 55 quater (*allègement des modalités d'émission d'obligations par une société auprès d'investisseurs privés*) (p. 1330) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Chapitre 1^{er}

Equilibre des pouvoirs et fonctionnement des organes dirigeants

Art. 56 A (*réduction du nombre maximal des membres des conseils d'administration et des conseils de surveillance*) (p. 1331) - Supprimé.

Art. 56 (*rôles du conseil d'administration et de son président*) (p. 1331) - Adopté après modification (p. 1332).

Art. 57 (*rôles et statuts du directeur général et des directeurs généraux délégués*) (p. 1332) - Adopté après modification (p. 1333).

Art. 58 (*conditions de révocation des membres du directoire ou du directeur général*) (p. 1333) - Supprimé.

Art. 59 (*possibilité pour le conseil d'administration et le conseil de surveillance de prendre certaines décisions par "visio-conférence"*) (p. 1333) - Adopté (p. 1334).

Chapitre 2

Limitation du cumul des mandats

Art. 60 (*limitation du cumul des mandats sociaux*) (p. 1334) - Adopté après modification (p. 1339).

Chapitre 3

Prévention des conflits d'intérêt

Art. 61 (*extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants*) (p. 1339) - Adopté après modification (p. 1341).

Chapitre 4

Droits des actionnaires

Art. 62 (*extension des droits des actionnaires minoritaires*) (p. 1341) - Adopté après modification (p. 1342).

Art. 64 (*information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux*) (p. 1342) - Adopté après modification (p. 1343).

Chapitre 5

Identification des actionnaires

Art. 65 (*représentation et identification des actionnaires non résidents*) (p. 1343) - Adopté après modification (p. 1343).

Chapitre 6

Dispositions relatives au contrôle

Art. 66 (*notion de contrôle conjoint exercé dans le cadre d'une action de concert*) (p. 1344) - Adopté après modification (p. 1345).

Art. 66 bis (*définition de l'action de concert*) (p. 1345) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Chapitre 7 bis

Dispositions relatives à la libération du capital des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés à capital variable

Art. 68 bis (*aménagement des règles d'apport lors de la constitution d'une société*) (p. 1345) - Adopté.

Chapitre 8

Dispositions diverses et transitoires

Art. 69 B (*clause compromissaire*) (p. 1346) - Adopté après modification (p. 1347).

Art. 69 C (*compétence des tribunaux de commerce*) (p. 1347) - Adopté après modification.

Art. 69 bis (*délai accordé aux conseils d'administration et aux conseils de surveillance pour diminuer le nombre de leurs membres*) (p. 1347) - Supprimé (p. 1348).

Art. 70 (*délai d'application des dispositions relatives au cumul de mandats et aux mandats de directeur général délégué*) (p. 1348) - Adopté.

Art. 70 bis (*renforcement des règles de transparence visant les plans de souscription et d'achat d'actions par les salariés*) (p. 1348) - Adopté après modification (p. 1351).

Art. 70 ter (*modification du régime fiscal des stock-options*) (p. 1351) - Adopté après modification (p. 1353).

Art. 70 quinquies (*extension du droit de créer une fondation d'entreprise aux institutions de prévoyance*) (p. 1354) - Adopté.

Art. 70 sexies (*extension des modifications de la présente loi à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1354) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 70 septies (*relèvement des plafonds de déductibilité fiscale des jetons de présence*) (p. 1354) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 70 octies (*renforcement du contrôle de l'Etat sur les entreprises de réassurance*) (p. 1354) - Adopté (p. 1355).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR PUBLIC

Art. 71 AA (*offres publiques d'échange menées par les entreprises dont le capital est détenu à plus de 20 % par l'Etat*) (p. 1355) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 72 (*instauration des contrats d'entreprise entre l'Etat et les entreprises du secteur public*) (p. 1355) - Supprimé.

Art. 73 (*modifications apportées à la loi relative à la démocratisation du secteur public*) (p. 1355) - Supprimé (p. 1356).

Art. 75 (*mise à disposition de fonctionnaires de la caisse des dépôts et consignations à la société CDC finances*) (p. 1356) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1356, 1357) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yann Gaillard, Jean-Jacques Hyest, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Marc Massion.*

Adoption (18 avril 2001) (p. 1357).

Politique sociale

Voir *Allocutions et communications*

1. - Projet de loi de modernisation sociale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (24 mai 2000) [n° 2415 rect. (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe NAUCHE (13 décembre 2000) [n° 2809 (2000-2001)] - Discussion (9, 10, 11 janvier 2001) - Adoption (11 janvier 2001) [n° 608].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 janvier 2001) [n° 185 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Claude HURIET (18 avril 2001 [n° 275 (2000-2001)] - Avis de M. Jacques LEGENDRE (18 avril 2001) [n° 276 (2000-2001)] - Discussion (24, 25, avril et 2, 9, 10 mai 2001) - Adoption (10 mai 2001) [n° 89].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 mai 2001) [n° 3052 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe NAUCHE (16 mai 2001) [n° 3073 (2000-2001)] - Discussion (22, 23 mai et 12, 13 juin 2001) - Adoption (13 juin 2001) [n° 686].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 2001) [n° 384 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (21 juin 2001) [n° 404 (2000-2001)] - Rapport supplémentaire de M. Alain GOURNAC (29 juin 2001) [n° 424 (2000-2001)] - Discussion (26, 27 juin et 9 octobre 2001) - Adoption (9 octobre 2001) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (10 octobre 2001) [n° 3316 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Gérard DERIOT (30 octobre 2001) [n° 48 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe NAUCHE (30 octobre 2001) [n° 3358 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (10 octobre 2001) [n° 3316 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe NAUCHE (14 novembre 2001) [n° 3385 (2001-2002)] - Discussion (6, 11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 738].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 2001) [n° 128 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Gérard DERIOT (11 décembre 2001) [n° 129 (2001-2002)] - Discussion (14 décembre 2001) - Adoption (14 décembre 2001) [n° 30].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (14 décembre 2001) [n° 3468 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Philippe NAUCHE (18 décembre 2001) [n° 3471 (2001-2002)] - Discussion (18, 19 décembre 2001) - Adoption (19 décembre 2001) [n° 753].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-455 DC du 12 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 2002) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(24 avril 2001) (p. 1422, 1463) ; (25 avril 2001) (p. 1471, 1495 ; 1499, 1542) ; (2 mai 2001) (p. 1598, 1670) ; 9 mai 2001 (p. 1795, 1859) ; (10 mai 2001) (p. 1931, 2015).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1422, 1463 ; 1471, 1478) : Mme Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la formation professionnelle; MM. Jean-Pierre Cantegrit, Jean-Claude Carle, Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Gérard Delfau, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif au travail et à l'emploi; Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet sanitaire; André Jourdain, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jacques Machet, Bernard Murat, Roland Muzeau, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; MM. Philippe Richert, au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la protection sociale.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1478, 1542 ; 1598, 1670 ; 1795, 1859 ; 1931, 2010) : MM. Jean Arthuis, François Autain, Jacques Baudot, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la formation professionnelle; Nicole Borvo, Yolande Boyer, MM. Michel Caldaguès, Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Cazeau, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Marcel-Pierre Cléach, Gérard Cornu, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Gérard Delfau, Robert Del Picchia, Gérard Dériot, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Michel Esneu, Claude Estier, Jean Faure, Guy Fischer, Hilaire Flandre, Serge Franchis, Alain Gérard, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif au travail et à l'emploi; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Mmes Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet sanitaire; Pierre Jarlier, André Jourdain, Alain Joyandet, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Gérard Larcher, Gérard Le Cam, Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Paul Lorient, Jean-Louis Lorrain, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, André Maman, Philippe Marini, Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel; Bernard Murat, Roland Muzeau, Lucien Neuwirth, Philippe Nogrix, Mmes Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; Gisèle Printz, MM. Jean-Pierre Raffarin, Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la protection sociale; Alain Vasselle.

TITRE I^{er}

SANTÉ, SOLIDARITÉ, SÉCURITÉ SOCIALE

Chapitre 1^{er}

Etablissements et institutions de santé

Art. 1^{er} (création d'un projet social d'établissement et d'un volet social dans les contrats d'objectifs et de moyens - art. L. 6114-2, L. 6143-1, L. 6143-2, L. 6143-2-1 nouveau, L. 6144-1 et L. 6144-3 du code de la santé publique) (p. 1825) - Adopté après modification (p. 1827 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 2 (formation professionnelle dans la fonction publique hospitalière - art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) (p. 1828) - Adopté (p. 1828 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 2 bis (prise en charge médicale des personnes en rétention administrative) (p. 1828) - Adopté (p. 1829 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 2 ter (agence technique de l'information sur l'hospitalisation) (p. 1829) - Adopté (p. 1829 ; précédemment réservé p. 1422).

Après l'art. 2 ter (p. 1829).

Art. additionnel (dispositions applicables aux syndicats interhospitaliers) (p. 1829) - Adopté (p. 1830 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 5 (participation des établissements militaires au service public hospitalier - art. L. 529, L. 530, L. 531, L. 533, L. 535, L. 536, L. 536-1 nouveau du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et d'actes de terrorisme, L. 1261-6 nouveau, L. 6112-2, L. 6147-7 à L. 6147-9 nouveaux du code de la santé publique, L. 174-15 et L. 174-15-1 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 1830) - Adopté après modification (p. 1834 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 6 (statut du Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies - art. L. 5124-14, L. 5124-16 et L. 5124-18 du code de la santé publique, art. 18 de la loi n° 94-630 du 25 juillet 1994) (p. 1834) - Adopté (p. 1835 ; précédemment réservé p. 1422).

Après l'art. 6 (p. 1835).

Art. additionnel (modification du statut des thermes d'Aix-les-Bains) (p. 1835) - Adopté (p. 1836 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 6 bis (prise en charge médicale des personnes gardées à vue - art. L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles) - Adopté (p. 1836 ; précédemment réservé p. 1422).

Après l'art. 6 bis (p. 1836).

Art. additionnel (dispositif exceptionnel de recrutement des personnels médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes assurant des fonctions de soins auprès des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires) - Adopté (p. 1836 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 6 ter (examen médical lors de l'appel de préparation à la défense - art. L. 114-3 du code du service national) (p. 1836) - Adopté après modification (p. 1839 ; précédemment réservé p. 1422).

Art. 6 quater (report de la date limite de vérification des compétences pour les aides-opérateurs - art. 38 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle) (p. 1839) - Supprimé (p. 1841 ; précédemment réservé p. 1422).

Chapitre 2

Protection sociale

Art. 8 (réforme de la Caisse des Français de l'étranger - art. L. 761-7, L. 761-8, L. 766-1, L. 766-1-1, L. 766-1-2, L. 766-2-1, L. 766-2-2, L. 766-2-3, L. 766-4-1 et L. 766-8-1 nouveaux du code de la sécurité sociale ; art. L. 762-5, L. 762-7, L. 763-2, L. 763-4, L. 764-2, L. 765-7, L. 765-4, L. 765-8, L. 766-1, L. 766-4, L. 766-9 et L. 766-13 du code de sécurité sociale ; art. L. 764-4 du code rural ; art. 49 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire) (p. 1932) - Adopté après modification (p. 1942).

Art. 8 bis (affiliation pour leurs droits à pension des fonctionnaires détachés à l'étranger - art. 46, 46 bis et 46 ter nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 65, 65-1 et 65-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 53, 53-1 et 53-2 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. 56, 56-1 et 56-2 nouveaux de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires ;

art. L. 15 et L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite) (p. 1942) - Adopté après modification (p. 1948).

Art. 9 (indemnisation de certains administrateurs des organismes de sécurité sociale - art. L. 231-12 du code de la sécurité sociale) (p. 1948) - Adopté.

Art. 10 (réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole - art. L. 723-15, L. 723-16, L. 723-17, L. 723-18-I nouveau, L. 723-19, L. 723-21, L. 723-23, L. 723-29, L. 723-30, L. 723-32, L. 723-35 du code rural) (p. 1948) - Adopté après modification (p. 1958).

Après l'art. 10 (p. 1959).

Art. additionnel (droit de vote par correspondance aux élections des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux) (p. 1959) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour la caisse centrale de MSA de mener une politique conventionnelle avec des organismes tiers pour l'ensemble des caisses) (p. 1959) - Adopté (p. 1960).

Art. additionnel (correction d'une erreur matérielle dans la loi sur la couverture maladie universelle) (p. 1960) - Adopté.

Art. 10 bis (établissement "domaine de Pompadour" - art. L. 722-20 du code rural) (p. 1960) - Adopté.

Art. 10 ter (recouvrement des cotisations dues par les salariés agricoles - art. L. 741-23 du code rural) (p. 1961) - Adopté.

Après l'art. 10 ter (p. 1961).

Art. additionnel (définition des activités d'accueil touristique agricoles) (p. 1961) - Adopté.

Art. additionnel (rectification d'une erreur de codification) (p. 1961) - Adopté.

Art. additionnel (suppression d'une mention dans le code rural) (p. 1961) - Adopté.

Art. additionnel (étalement sur une période de sept ans, pour le calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles, de l'indemnité liée à l'ESB) (p. 1961) - Adopté (p. 1962).

Art. additionnel (facilité de calcul des cotisations sociales 2001 accordée aux éleveurs ayant souffert de la crise de la fièvre aphteuse et de l'ESB) (p. 1962) - Adopté (p. 1963).

Art. additionnel (suppression de la condition relative au nombre d'enfants à charge ou élevés pour bénéficier de l'allocation veuvage) (p. 1963) - Adopté.

Art. additionnel (répartition des recettes accidents du travail) (p. 1963) - Adopté.

Art. 10 quater (composition de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail, CNITAAT - art. L. 143-3, L. 143-5 et L. 143-6 nouveaux du code de la sécurité sociale) (p. 1963) - Adopté après modification (p. 1969).

Art. 10 quinquies (conditions du bénéfice du régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle - art. L. 242-13, L. 325-1, L. 325-3 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 1969) - Adopté.

Art. 10 sexies (agents du fonds de financement de la protection complémentaire - art. L. 862-1 du code de la sécurité sociale) (p. 1970) - Adopté.

Après l'art. 10 sexies (p. 1970).

Art. additionnel (actualisation et précision des dispositions du code de la sécurité sociale relatives au centre de sécurité sociale des travailleurs migrants) (p. 1970) - Adopté après modification (p. 1971).

Art. 10 septies (élections à la sécurité sociale) (p. 1971) - Supprimé (p. 1972).

Art. 10 octies (pensions de retraite et d'invalidité des conjoints et orphelins des sapeurs-pompiers militaires) (p. 1972) - Adopté.

Après l'art. 10 octies (p. 1972).

Art. additionnel (augmentation du nombre de conseillers d'Etat qui suppléent le président de la section des assurances sociales) (p. 1972) - Adopté.

Art. additionnel (attribution d'une base légale à la fusion de la caisse nationale des allocations familiales de la pêche maritime et de la caisse nationale des allocations familiales des marins du commerce) (p. 1973) - Adopté.

Art. additionnel (mesures destinées à faciliter les regroupements entre institutions de prévoyance) (p. 1973) - Adopté (p. 1974).

Art. additionnel (obligation pour toute institution de prévoyance mettant en oeuvre un régime professionnel de prévoyance de le faire au sein d'une section comptable distincte des autres opérations qu'elle peut pratiquer) (p. 1974) - Adopté (p. 1975).

Art. additionnel (nouveau délai pour le dépôt d'un dossier par les rapatriés réinstallés dans une profession non salariée afin de bénéficier du dispositif de désendettement) (p. 2001) - Adopté (p. 2001 ; précédemment réservé p. 1975).

Chapitre 3

Retraités, personnes âgées et personnes handicapées

Art. 11 (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite - loi n° 97-277 du 25 mars 1997, art. 83, 158, 206, 209 bis, 219 quater et 235 ter du code général des impôts et L. 242-1 du code de la sécurité sociale) (p. 1975) - Supprimé (p. 1978).

Art. 11 bis (prise en charge par le fonds de solidarité vieillesse des cotisations versées à l'ARRCO-AGIRC au titre des périodes de chômage et de préretraités indemnisés par l'Etat - art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale) (p. 1978) - Supprimé (p. 1979).

Art. 14 (réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées - titre Ier, art. 1er, 1er-I nouveau et 5 ; titre II, art. 2 et 12 ; titre III, art. 13 et titre IV de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil, par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux de personnes âgées ou adultes handicapées) (p. 1979) - Adopté après modification (p. 1984).

Art. 14 bis (application aux militaires du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie - art. 53 de la loi n° 72-662 du 13 janvier 1972 portant statut général des militaires) (p. 1984) - Adopté.

Art. 14 ter (droits fondamentaux des personnes handicapées - art. 1er de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées) (p. 1984) - Adopté après modification (p. 1988).

Après l'art. 14 ter (p. 1988).

Art. additionnel (alignement des règles de récupération applicables à l'allocation compensatrice pour tierce personne sur les règles prévues en matière d'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes) (p. 1988) - Adopté (p. 1994).

Art. 14 quater (création d'un conseil départemental consultatif des personnes handicapées) (p. 1994) - Adopté après modification (p. 1997).

Art. 14 quinquies (agrément des loueurs ou revendeurs de matériel de maintien à domicile) (p. 1997) - Adopté après modification (p. 1998).

Art. 15 bis (contentieux de l'affiliation à l'assurance vieillesse des personnes assurant, au foyer familial, la charge d'un handicapé adulte - art. L. 381-1 du code de la sécurité sociale) (p. 1998) - Adopté après modification.

Après l'art. 15 bis (p. 1998).

Art. additionnel (instauration d'un montant minimal pour la majoration de pension pour enfant) (p. 1998) - Adopté (p. 1999).

Chapitre 4

Pratiques et études médicales

Art. 16 (encadrement des actes, pratiques, procédés et méthodes médicales à haut risque - titre IV et art. L. 1141-1 nouveaux, art. L.1421-1 et L. 5413-1 du code de la santé publique) (p. 1841) - Adopté après modification (p. 1843 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. 17 (réforme du troisième cycle des études médicales - art. L. 632-2, L. 632-5 et L. 632-6, art. L. 632-10 et L. 632-12 du code de l'éducation, art. L. 4131-6 du code de la santé publique) (p. 1843) - Adopté après modification (p. 1849 ; priorité ordonnée p. 1783).

Après l'art. 17 (p. 1849).

Art. additionnel (formation médicale continue) (p. 1849) - Adopté (p. 1851 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. 17 bis (intégration de la pharmacie au sein des centres hospitaliers universitaires - art. L. 632-1 et L. 952-1 du code de l'éducation) - Adopté après modification (p. 1853 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. 17 ter (inscription comme spécialistes de médecins ayant obtenu leur diplôme avant la loi du 23 décembre 1982 - art. 9 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales) - Adopté (p. 1853 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. 17 quater (commission de recours pour les candidats à l'autorisation d'exercice - art. 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle) - Adopté après modification (p. 1853 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. 17 quinquies (accès des chirurgiens-dentistes au statut de praticiens adjoints contractuels - art. 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle) (p. 1853) - Adopté après modification (p. 1854 ; priorité ordonnée p. 1783).

Après l'art. 17 quinquies (p. 1854).

Division additionnelle (chapitre IV bis : Indemnisation de l'aléa médical et amélioration du règlement des litiges en responsabilité médicale) (p. 1854) - Adoptée (p. 1857 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation de l'accident médical grave et non fautif) (p. 1855) - Adopté (p. 1856 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (responsabilité sans faute en cas d'infections nosocomiales) - Adopté (p. 1856 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (prescription décennale pour les actes ou soins médicaux) - Adopté (p. 1856 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (réforme de l'expertise médicale) - Adopté (p. 1856 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (commission régionale de conciliation) (p. 1856) - Adopté (p. 1857 ; priorité ordonnée p. 1783).

Art. additionnel (assurance obligatoire en responsabilité des médecins, sages-femmes et établissements de santé) - Adopté (p. 1857 ; priorité ordonnée p. 1783).

Chapitre 5

Dispositions diverses

Art. 19 (déduction des contributions sociales obligatoires pour la détermination de la fraction saisissable du salaire - art. L. 145-2 du code du travail) (p. 1999) - Adopté.

Art. 19 bis (consolidation d'une assiette forfaitaire pour le calcul de la CSG et de la CRDS - art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale) (p. 1999) - Adopté.

Art. 20 et 21 (dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires souhaitant exercer des activités privées - art. 72 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 90 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) (p. 1999) - Adoptés.

Après l'art. 21 (p. 1999).

Art. additionnel (réouverture d'un délai de forclusion pour l'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord) (p. 1999) - Adopté (p. 2000).

Art. additionnel (exonération de l'impôt sur le revenu et de la CSG des sommes versées aux rapatriés indemnisés) (p. 2000) - Adopté.

Art. 22 (régularisation de la situation de certains agents contractuels de la Bibliothèque nationale de France) (p. 2003) - Adopté.

Art. 24 (régime légal de la domiciliation des gens du voyage pour le bénéfice des prestations sociales) (p. 2003) - Adopté.

Après l'art. 24 (p. 2003).

Art. additionnel (dérogation permettant à un artisan se trouvant dans l'impossibilité de continuer à conduire son taxi de céder son autorisation de stationnement dans les délais légaux de 5 ans ou de 15 ans) (p. 2003) - Adopté (p. 2004).

Art. 25 (avance par l'Etat des frais de construction de certains établissements d'enseignement - art. L. 211-3 du code de l'éducation) (p. 2004) - Adopté.

Art. 26 (validation de plusieurs concours) (p. 2004) - Adopté après modification (p. 2005).

Art. 26 bis (conditions particulières d'intégration dans le cadre d'emploi de secrétaire médico-social) (p. 2005) - Adopté.

Art. 28 (suppression de la commission spéciale de cassation des pensions - art. L. 79 et L. 95 à L. 104 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) (p. 2005) - Adopté après modification (p. 2007).

Art. 28 bis (dépistage de la dyslexie et de la dysorthographe - art. L. 541-1 du code de l'éducation) (p. 2007) - Adopté après modification.

Art. 28 ter (conditions d'usage des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées - art. L. 2213-2 du code général des collectivités territoriales et 173 bis et 174 nouveaux du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 2007) - Adopté après modification (p. 2009).

Art. 28 quater (dispositions du code de la santé relatives à la lutte contre le dopage - art. L. 3621-1, L. 3622-2, L. 3622-3, L. 3631-1, L. 3632-4, L. 3634-1, L. 3634-2 et L. 3817-1 du code de la santé publique, art. 19 A de la loi n° 84-160 du 16 juillet 1984, art. 10 de la loi n° 99-1124 du 28 décembre 1999 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives et art. 58 à 60 de la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000) (p. 2009) - Adopté après modification (p. 2010).

Art. 28 quinquies (appartement de coordination thérapeutique - art. L. 311-1, L. 312-1, L. 312-14, L. 315-2 du code de l'action sociale et des familles) (p. 2010) - Adopté.

Art. 28 sexies (poursuites disciplinaires contre un médecin ayant dénoncé des sévices contre des enfants - art. L. 4214-

6 du code de la santé publique) (p. 1857) - Adopté après modification (p. 1859 ; priorité ordonnée p. 1783).

Après l'art. 28 sexies (p. 2010).

Art. additionnel (adaptation de certains montants en euros) (p. 2010) - Adopté.

TITRE II

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Chapitre 1^{er}

Protection et développement de l'emploi

Section 1

Prévention des licenciements

Art. 29 (extension du champ de la négociation de branche sur la formation professionnelle à la gestion prévisionnelle des emplois - art. L. 933-2 du code du travail) (p. 1491) - Adopté après modification (p. 1495).

Art. 30 (appui à la conception d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois - art. L. 322-7 du code du travail) (p. 1499) - Adopté après modification (p. 1500).

Art. 31 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social - art. L. 321-4-1 et L. 321-9 du code du travail) (p. 1500) - Supprimé (p. 1502).

Section 2

Droit à l'information des représentants du personnel

Art. 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise concernant la stratégie de l'entreprise et l'emploi - art. L. 431-5-1 nouveau du code du travail) (p. 1509) - Adopté après modification (p. 1512).

Après l'art. 32 (p. 1506).

Art. additionnel (tenue de deux réunions et attribution aux comités d'entreprises d'un droit à expertise pour renforcer des attributions du comité d'entreprise en cas de projet de restructuration) (p. 1506) - Adopté (p. 1509).

Section 3

Plan social et droit au reclassement

Art. 33 (droit au reclassement avant tout licenciement pour motif économique - art. L. 321-1 du code du travail) (p. 1513) - Adopté après modification (p. 1515).

Art. 33 bis (suppression du critère de qualités professionnelles pour la détermination de l'ordre des licenciements pour motif économique - art. L. 321-1-1 du code du travail) (p. 1516) - Supprimé (p. 1517).

Art. 33 ter (caractère irrégulier des procédures de licenciement pour motif économique en cas de non-consultation d'institutions représentatives du personnel inexistantes dans l'entreprise - art. L. 321-2-1 nouveau du code du travail) (p. 1517) - Supprimé.

Art. 34 (contenu du plan social - art. L. 321-4-1 du code du travail) (p. 1518) - Adopté après modification (p. 1522).

Après l'art. 34 (p. 1522).

Art. additionnel (renforcement des obligations de l'employeur en matière de reclassement, préalablement à la rupture du contrat de travail du salarié) (p. 1522) - Adopté après modification (p. 1523).

Section 4

Lutte contre la précarité des emplois

Avant l'art. 35 A (p. 1524).

Art. additionnel (multisalarialat à temps partagé) (p. 1524) - Adopté (p. 1526).

Art. 35 A (impossibilité de recourir à des contrats de travail précaire pour une activité normale et permanente de l'entreprise - art. L. 122-1 et L. 124-2 du code du travail) (p. 1526) - Adopté (p. 1527).

Art. 35 B (harmonisation du taux des primes de précarité au bénéfice des salariés sous contrat à durée indéterminée et des intérimaires - art. L. 122-3-4 et L. 122-4-4 du code du travail) (p. 1528) - Supprimé (p. 1529).

Art. 35 (calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée - art. L. 122-3-11 et L. 124-7 du code du travail) (p. 1529) - Adopté après modification (p. 1530).

Art. 36 (infraction aux dispositions de l'article L. 122-3-11 relatif au contenu du contrat de travail à durée déterminée - art. L. 152-1-4 et L. 152-2 du code du travail) (p. 1530) - Adopté après modification (p. 1531).

Art. 37 (rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée - art. L. 122-3-8 et L. 124-5 du code du travail) (p. 1532) - Supprimé (p. 1534).

Art. 38 (obligation pour l'employeur d'informer le salarié sous contrat à durée indéterminée de la liste des postes à pourvoir dans l'entreprise - art. L. 122-3-17 nouveau du code du travail) (p. 1534) - Adopté (p. 1535).

Art. 38 bis (obligation d'information des postes à pourvoir dans l'entreprise au bénéfice des salariés intérimaires - art. L. 124-22 nouveau du code du travail) (p. 1535) - Adopté.

Après l'art. 38 bis (p. 1535).

Division additionnelle (Section 4 bis - Avenir des emplois-jeunes) (p. 1535) - Adoptée (p. 1538 ; précédemment réservée p. 1535).

Art. additionnel (mise en place du tutorat pour les emplois-jeunes) (p. 1535) - Adopté (p. 1536).

Art. additionnel (instauration d'une prime dégressive à l'embauche des emplois-jeunes par un nouvel employeur) (p. 1536) - Adopté (p. 1537).

Art. additionnel (encadrement des contrats d'emplois-jeunes) (p. 1537) - Adopté.

Art. additionnel (évaluation des emplois-jeunes) (p. 1537) - Adopté.

Section 5

Accès à l'emploi des travailleurs handicapés

Art. 39 (nouvelles modalités devant permettre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés - art. L. 323-4, L. 323-8, L. 323-8-1, L. 323-32, L. 323-33 et L. 362-2 du code du travail, art. 175 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 1538) - Adopté après modification (p. 1542).

Après l'art. 39 (p. 1598).

Art. additionnel (possibilité pour un salarié mis à la disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs de bénéficier des systèmes d'intéressement et de participation en vigueur au sein de l'entreprise) (p. 1598) - Adopté (p. 1599).

Division additionnelle (Chapitre... : prévention des conflits collectifs du travail et garantie du principe de continuité dans les services publics) (p. 1599) - Adoptée (p. 1604 ; précédemment réservée p. 1599).

Art. additionnel (mise en place de procédures destinées à améliorer le dialogue social) (p. 1599) - Adopté (p. 1601).

Art. additionnel (allongement du délai de préavis de grève dans le secteur public - modalités de dépôt du nouveau préavis - établissement d'un document en commun par la direction et les organisations syndicales à l'issue des négociations préalables) (p. 1601) - Adopté (p. 1602).

Art. additionnel (*remise d'un rapport au Parlement sur le bilan des conflits dans le secteur public*) (p. 1602) - Adopté.

Art. additionnel (*obligation de vote au scrutin secret dans le cadre du déclenchement ou de la poursuite de la grève*) (p. 1603) - Adopté.

Chapitre 2

Développement de la formation professionnelle

Section 1

Validation des acquis de l'expérience

Avant l'art. 40 (p. 1604).

Art. additionnel (*redéfinition des finalités de la formation professionnelle continue*) (p. 1604) - Adopté (p. 1605).

Art. 40 (*droit à la validation des acquis de l'expérience - art. L. 900-1 du code du travail*) (p. 1605) - Adopté après modification (p. 1610).

Après l'art. 40 (p. 1610).

Art. additionnel (*prise en compte, au moment du recrutement d'une personne dans l'une des trois fonctions publiques, de l'expérience professionnelle acquise dans les emplois antérieurs*) (p. 1610) - Adopté (p. 1611).

Art. 41 (*validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles - art. L. 335-5 et L. 335-6 du code de l'éducation*) (p. 1611) - Adopté après modification (p. 1622).

Après l'art. 41 (p. 1622).

Art. additionnel (*inscription de la législation sur la validation des acquis de l'expérience dans le code du travail*) (p. 1622) - Adopté.

Art. 42 (*validation des acquis pour l'obtention d'un diplôme ou d'un titre à finalité professionnelle de l'enseignement supérieur - art. L. 611-4, L. 613-1, L. 613-3, L. 613-4, L. 613-5, L. 613-6 du code de l'éducation*) (p. 1622) - Adopté après modification (p. 1625).

Art. 42 bis (*assimilation des bilans de compétences et des actions de validation des acquis de l'expérience à des "missions" pour les salariés intérimaires - art. L. 124-21 du code du travail*) (p. 1625) - Adopté.

Art. 42 ter (*extension de la définition des "missions" des salariés intérimaires à certaines actions prévues par la négociation collective - art. L. 124-21-1 nouveau du code du travail*) (p. 1625) - Adopté.

Art. 42 quater (*inscription de la validation des acquis de l'expérience dans le champ des actions de formation professionnelle continue - art. L. 900-2 du code du travail*) (p. 1626) - Adopté après modification.

Art. 42 quinquies (*règles de confidentialité applicables aux actions de validation des acquis de l'expérience - art. L. 900-4-2 nouveau du code du travail*) (p. 1626) - Adopté après modification (p. 1627).

Art. 42 sexies (*extension des domaines visés par l'obligation quinquennale de négociation sur la formation professionnelle dans les branches à la validation des acquis de l'expérience - art. L. 933-2 du code du travail*) (p. 1627) - Adopté.

Art. 42 septies (*prise en compte des dépenses concourant à la validation des acquis de l'expérience dans l'obligation légale de financement de la formation - art. L. 951-1 du code du travail*) (p. 1627) - Adopté.

Art. 42 octies (*contrôle administratif et financier de l'Etat sur les organismes assistant les candidats à une validation des acquis de l'expérience - art. L. 991-1 du code du travail*) (p. 1627) - Adopté après modification (p. 1628).

Art. 42 nonies (*autorisation d'absence pour les salariés appelés à participer à des jurys de validation des acquis de*

l'expérience - art. L. 992-8 du code du travail) (p. 1628) - Adopté.

Après l'art. 42 nonies (p. 1628).

Art. additionnel (*bilan d'application du nouveau dispositif adressé par le Gouvernement au Conseil économique et social et au Parlement à la suite d'une expérimentation de cinq ans*) (p. 1629) - Adopté (p. 1630).

Section 2

Financement de l'apprentissage

Art. 43 (*finalités de l'apprentissage - art. L. 115-1 du code du travail*) (p. 1630) - Adopté.

Art. 44 (*financement des centres de formation d'apprentis, CFA - art. L. 118-2-2 du code du travail*) (p. 1630) - Adopté après modification (p. 1635).

Art. 45 (*circuits de collecte de la taxe d'apprentissage - art. L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail*) (p. 1635) - Adopté après modification (p. 1639).

Section 3

L'offre de formation professionnelle continue

Art. 45 bis (*comités de coordination régionaux et comités départementaux de l'emploi et de la formation professionnelle - art. L. 910-1 du code du travail*) (p. 1639) - Adopté après modification (p. 1643).

Après l'art. 45 bis (p. 1643).

Art. additionnel (*exercice, par le comité de coordination de l'emploi et de la formation professionnelle de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, des attributions dévolues en métropole aux comités départementaux et régionaux*) (p. 1643) - Adopté.

Art. 45 ter (*reconnaissance des formations à distance dans les conventions et contrats de formation - art. L. 920-1 et L. 920-13 du code du travail*) (p. 1643) - Adopté.

Art. 45 quater (*mise en place d'un nouveau régime de déclaration d'activité pour les organismes de formation - art. L. 920-4 du code du travail*) (p. 1644) - Adopté après modification (p. 1646).

Art. 45 quinquies (*coordination - art. L. 920-4 du code du travail*) (p. 1646) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Lutte contre les discriminations dans la location des logements

Art. 50 (*mesures de lutte contre les discriminations dans la location de logements - art. 1er de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986*) (p. 1647) - Adopté après modification (p. 1650).

Avant l'art. 50 bis (p. 1650).

Art. additionnel (*obligation d'enquête sociale pour tous les bailleurs aidés*) (p. 1650) - Adopté.

Art. 50 bis (*rectification d'une erreur matérielle - art. L. 411-3 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 1650) - Adopté après modification.

Après l'art. 50 bis (p. 1650).

Art. additionnel (*suppression de la faculté de se rétracter offerte par l'article 72 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, aux acquéreurs non professionnels dans les ventes aux enchères immobilières*) (p. 1650) - Adopté (p. 1651).

Chapitre 3 bis

Lutte contre le harcèlement moral au travail

Art. 50 ter (*obligation d'exécution de bonne foi du contrat de travail - art. L. 120-4 du code du travail*) (p. 1653) - Supprimé (p. 1654).

Art. 50 quater (*définition, sanction et prévention du harcèlement moral au travail - art. L. 122-49 à L. 122-51 nouveaux du code du travail*) (p. 1656) - Adopté après modification (p. 1661).

Après l'art. 50 quater (p. 1661).

Art. additionnel (*introduction dans le règlement intérieur de l'entreprise des dispositions du code du travail relatives au harcèlement moral*) (p. 1661) - Adopté (p. 1662).

Art. additionnel (*prise en compte du harcèlement moral dans la mise en oeuvre des principes généraux de prévention*) (p. 1662) - Adopté (p. 1663).

Art. additionnel (*élargissement des missions du CHSCT à la prévention du harcèlement moral*) (p. 1663) - Adopté (p. 1664).

Art. additionnel (*implication du médecin du travail dans les cas de harcèlement moral*) (p. 1664) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité pour les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise de se substituer à un salarié victime de harcèlement pour ester en justice*) (p. 1665) - Adopté (p. 1666).

Art. additionnel (*référence à la santé physique et mentale*) (p. 1666) - Adopté.

Art. additionnel (*application aux marins, concierges et gardiens d'immeubles, employés de maison et assistantes maternelles les dispositions relatives au harcèlement moral*) (p. 1666) - Adopté.

Art. additionnel (*extension de la nouvelle législation sur le harcèlement moral aux trois fonctions publiques*) (p. 1666) - Adopté (p. 1668).

Chapitre 4

Elections des conseillers prud'hommes

Art. 51 (*élections prud'homales et indépendance des conseillers prud'homaux - art. L. 513-3, L. 513-4, L. 513-10, L. 514-2 et L. 514-5 du code du travail*) (p. 1795) - Adopté après modification (p. 1797).

Art. 52 (*élections complémentaires et vacances de postes - art. L. 511-4, L. 512-13, L. 513-7 et L. 513-8 du code du travail*) (p. 1797) - Adopté après modification (p. 1798).

Après l'art. 52 (p. 1798).

Art. additionnel (*utilisation du crédit d'heures par les délégués syndicaux pour exercer les fonctions d'assesseurs ou de délégués de listes*) (p. 1798) - Adopté.

Art. 52 bis (*sections agricoles des conseils de prud'hommes - art. L. 512-2 du code du travail*) (p. 1798) - Adopté.

Art. 52 ter (*réduction du nombre minimal de conseillers prud'hommes par section et par collège - art. L. 512-2 du code du travail*) (p. 1798) - Adopté.

Chapitre 6

Dispositions diverses

Art. 62 (*composition du conseil national des missions locales - art. 8 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989*) (p. 1798) - Adopté après modification (p. 1800).

Art. 63 (*reçu pour solde de tout compte - art. L. 122-17 du code du travail*) (p. 1800) - Adopté.

Art. 64 (*pouvoirs de l'inspecteur du travail en cas de situation dangereuse liée à des substances chimiques - art. L. 231-12 du code du travail*) (p. 1800) - Adopté après modification (p. 1804).

Après l'art. 64 (p. 1805).

Art. additionnel (*élargissement des missions de l'ANACT*) (p. 1805) - Adopté (p. 1806).

Art. additionnel (*transposition dans le code du travail de la possibilité pour les contrôleurs du travail de suspendre*

les travaux sur les chantiers) (p. 1808) - Adopté après modification.

Art. additionnel (*extension des missions des médecins inspecteurs*) (p. 1808) - Adopté.

Avant l'art. 65 (p. 1808).

Art. additionnel (*alignement du régime des apprentis mineurs sur celui des mineurs titulaires d'un contrat d'insertion en alternance pour ce qui concerne la durée journalière de travail*) (p. 1809) - Adopté.

Art. 65 (*risques d'atteinte à la santé des salariés apprentis - art. L. 117-5-1 et L. 117-18 du code du travail*) (p. 1809) - Adopté après modification (p. 1813).

Art. 66 (*formation professionnelle et qualification des concierges, des employés d'immeubles et des coiffeurs - art. L.952-1 du code du travail, art. 3 et 3-2 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur*) (p. 1813) - Adopté.

Après l'art. 66 (p. 1813).

Art. additionnel (*répartition des fonds collectés au titre de la formation professionnelle par l'organisme paritaire collecteur agréé de Mayotte lors d'une délibération du conseil d'administration de cet organisme*) (p. 1813) - Adopté.

Art. 66 bis (*allocation spécifique d'attente - art. L. 351-10-1 du code du travail*) (p. 1813) - Adopté.

Art. 67 (*réduction du temps de travail dans l'agriculture - art. 992 et 997-3 nouveau du code rural, art. 33 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail*) (p. 1813) - Adopté.

Art. 68 (*mesure de coordination*) (p. 1814) - Adopté.

Art. 69 (*droit du travail applicable aux marins des entreprises d'armement maritime - art. 24-1, 24-2, 26, 114 et 115 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime*) (p. 1814) - Adopté après modification (p. 1815).

Après l'art. 69 (p. 1815).

Art. additionnel (*inscription dans la loi des résultats de l'accord national sur la pêche artisanale*) (p. 1815) - Adopté (p. 1816).

Art. additionnel (*détermination du salaire minimum de croissance des marins du secteur de la pêche maritime*) (p. 1816) - Adopté (p. 1817).

Art. additionnel (*suppression des dispositions obsolètes concernant les navires des entreprises d'armement maritime français*) (p. 1817) - Adopté (p. 1818).

Art. additionnel (*possibilité pour les partenaires sociaux, dans le cadre d'une convention ou d'un accord de branche étendu, de décider d'imputer la charge des congés payés sur les frais communs des armements pratiquant la rémunération à la part*) (p. 1818) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux marins des contrats d'adaptation à l'emploi et des contrats d'orientation*) (p. 1818) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité pour les conjoints de patrons pêcheurs et chefs d'exploitation conchylicole de participer aux élections de leurs représentants professionnels et de pouvoir siéger au sein de leurs organisations professionnelles respectives*) (p. 1818) - Adopté (p. 1819).

Art. additionnel (*possibilité pour les personnels de l'association pour la gérance des écoles de formation maritime et aquacole en contrat à durée indéterminée de passer sous statut public sur des postes indispensables au bon fonctionnement des établissements*) (p. 1819) - Adopté (p. 1820).

Art. 70 (*application du code du travail maritime aux personnels scientifiques et techniques non marins embarqués sur des navires de recherche océanographique*

ou halieutique - art. 26-1 nouveau de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France) (p. 1820) - Adopté.

Art. 71 (*indemnisation du licenciement imputable à un sinistre constitutif d'un cas de force majeure - art. L. 122-9-1, L. 122-3-4-1, L. 143-11-1, L. 143-11-7-1 et L. 143-11-8 du code du travail*) (p. 1820) - Adopté.

Art. 72 (*suppression de l'obligation faite aux associations intermédiaires de pratiquer à titre exclusif des activités de service à domicile - art. L. 129-1 du code du travail*) (p. 1820) - Adopté après modification (p. 1821).

Art. 73 (*autorisation des communes et départements à accorder des subventions aux structures locales des organisations syndicales représentatives - art. L. 2251-3-1 et L. 3231-3-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales*) (p. 1821) - Supprimé.

Art. 74 (*représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés - art. L. 225-23 et L. 225-71 du code du commerce*) (p. 1821) - Adopté après modification (p. 1823).

Après l'art. 74 (p. 1823).

Art. additionnel (*développement des augmentations de capital réservées aux salariés*) (p. 1823) - Adopté.

Art. 75 (*application du code du travail maritime aux personnels non marins embarqués sur des navires câbliers - art. 24 nouveau de la loi n° 96-659 du 29 juillet 1996 relative à la réglementation des télécommunications*) (p. 1823) - Adopté.

Après l'art. 75 (p. 1823).

Art. additionnel (*modernisation de deux lois locales de 1908 et de 1909 régissant l'aide sociale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*) (p. 1824) - Adopté.

Art. additionnel (*délai accordé aux employeurs recourant au travail de nuit pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions relatives aux contreparties du travail de nuit*) (p. 1824) - Adopté.

Art. additionnel (*contreparties au travail de nuit*) (p. 1825) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2012, 2015) : MM. Gilbert Chabroux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Guy Fischer, Serge Franchis, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

Adoption (10 mai 2001) (p. 2015).

Discussion (deuxième lecture)

(26 juin 2001) (p. 3558, 3578 ; 3580, 3629) (27 juin 2001) (p. 3638, 3702) ; (9 octobre 2001) (p. 3863, 3910).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3558, 3578 ; 3580, 3584 ; 3863, 3874) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Jean Arthuis, Mme Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la formation professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif au travail et à l'emploi; Mmes Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet sanitaire; André Maman, Roland Muzeau.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3584, 3629 ; 3638, 3702 ; 3875, 3907) : M. Nicolas About, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la formation professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Mme Annie David, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Robert

Del Picchia, Charles Descours, Mmes Evelyne Didier, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Daniel Eckenspieller, Jean Faure, Guy Fischer, Gaston Flosse, Serge Franchis, Paul Girod, Daniel Goulet, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif au travail et à l'emploi; Mmes Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Daniel Hoeffel, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet sanitaire; Jean-Jacques Hyest, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Serge Lagauche, Jean-François Le Grand, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, André Maman, Serge Mathieu, Mme Josiane Mathon, MM. Louis Moinard, Roland Muzeau, Lucien Neuwirth, Philippe Nogrix, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; MM. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la protection sociale; Serge Vinçon.

Après l'art. 2 (p. 3584).

Art. additionnel (*calcul des émoluments hospitaliers des praticiens exerçant leurs fonctions à temps partiel*) (p. 3586) - Adopté.

Art. 2 quater A (*responsabilité du pharmacien assurant la gestion d'une pharmacie à usage intérieur - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3586) - Supprimé (p. 3587).

Art. 2 quater B (*personnes autorisées à aider un pharmacien gérant une pharmacie à usage intérieur - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3587) - Supprimé.

Art. 2 quater C (*mission générale de la pharmacie à usage intérieur - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3587) - Supprimé.

Art. 2 quater D (*rôle de la pharmacie à usage intérieur en matière de qualité - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3587) - Adopté.

Art. 2 quater E (*référence au contrat d'objectifs et de moyens de l'établissement - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3587) - Supprimé (p. 3588).

Art. 2 quater F (*commission des médicaments et des dispositifs médicaux stériles - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3588) - Supprimé.

Art. 2 quater G (*participation de la pharmacie à usage intérieur à la sécurisation du circuit des médicaments et des dispositifs médicaux stériles - art. L. 5126-5 du code de la santé publique*) (p. 3588) - Adopté après modification.

Art. 2 quater (*dispositions applicables aux syndicats inter-hospitaliers - art. L. 6132-3, L. 6132-9 nouveau, L. 6154-1 du code de la santé publique*) (p. 3588) - Adopté après modification (p. 3590).

Art. 5 (*participation des établissements militaires au service public hospitalier - art. L. 529, L. 530, L. 531, L. 533, L. 535, L. 536, L. 536-1 nouveau du code des pensions militaires d'invalidité des victimes de la guerre et d'actes de terrorisme, L. 711-4, L. 711-17, L. 711-18 nouveau, L. 711-19 nouveau, L. 675-19 nouveau, L. 676-1-1 nouveau du code de la santé publique, L. 174-15, L. 174-1-1 et L. 174-16 nouveau du code de la sécurité sociale*) (p. 3590) - Adopté.

Art. 6 bis A (*modification du statut des thermes d'Aix-les-Bains - ordonnance n° 58-903 du 25 septembre 1958, art. L. 4321-6 du code de la santé publique*) (p. 3590) - Adopté.

Art. 6 ter (*examen médical à l'occasion de l'appel de préparation à la défense - art. 614-3 du code du service national*) (p. 3590) - Adopté.

Art. 6 quater A (*installation d'officines de pharmacie dans les communes de moins de 2500 habitants desservies par une officine située dans une commune de plus de*

2500 habitants - art. L. 5125-12 du code de la santé publique) (p. 3590) - Adopté.

Art. 6 quater B (transferts d'officines de pharmacie - art. L. 5125-14 du code de la santé publique) (p. 3590) - Adopté.

Après l'art. 6 quater (p. 3590).

Art. additionnel (intitulé du chapitre 3 du titre II du livre Ier du code de la santé publique : Etablissement national et comités consultatifs de protection des personnes) (p. 3590) - Adopté (p. 3595 ; précédemment réservé p. 3592).

Art. additionnel (agrément des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale dans chaque région) (p. 3593) - Adopté.

Art. additionnel (indépendance des comités) (p. 3593) - Adopté.

Art. additionnel (création et mission de l'établissement public dénommé établissement national de protection des personnes dans la recherche biomédicale) (p. 3594) - Adopté.

Art. additionnel (administration et direction de l'établissement national de protection des personnes dans la recherche biomédicale) (p. 3594) - Adopté.

Art. additionnel (ressources de l'établissement national) (p. 3594) - Adopté.

Art. additionnel (statut des agents employés par l'établissement national) (p. 3594) - Adopté (p. 3595).

Art. additionnel (avis de l'établissement sur les agréments et retraits d'agrément de comité par le ministre) (p. 3595) - Adopté.

Art. 8 (réforme de la Caisse des Français de l'étranger) (p. 3595) - Adopté.

Art. 8 bis (affiliation pour leurs droits à pension des fonctionnaires détachés à l'étranger - art. 46, 46 bis et 46 ter nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 65, 65-1 et 65-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, 53, 53-1 et 53-2 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 juillet 1986, 56, 56-1 et 56-2 nouveaux de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, L. 15 et L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite) (p. 3595) - Adopté après modification (p. 3599).

Art. 10 (réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole - art. L. 723-15 à L. 723-18, L. 723-18-1 nouveau, L. 723-19, L. 723-21, L. 723-23, L. 723-18 à L. 723-30, L. 723-32, L. 723-35, L. 723-36-1 et L. 723-44 du code rural) (p. 3599) - Adopté après modification (p. 3602).

Art. 10 bis A (mode de votation pour les élections paritaires des baux ruraux - art. L. 442-3 du code de l'organisation judiciaire) (p. 3602) - Adopté.

Art. 10 bis B (conventions de gestion de la protection sociale agricole - art. L. 723-11 du code rural) (p. 3602) - Adopté.

Art. 10 bis C (privilège hypothécaire légal des organismes de sécurité sociale - art. L. 243-4 du code de la sécurité sociale) (p. 3602) - Adopté.

Art. 10 quater B (rectification d'une erreur de codification - art. L. 722-5 et L. 761-21 du code rural) (p. 3603) - Adopté.

Art. 10 quater E (assiette forfaitaire de calcul des cotisations sociales agricoles) (p. 3603) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 quater G (répartition des cotisations accidents du travail des salariés agricoles - art. L. 751-24 du code rural) (p. 3603) - Adopté.

Après l'art. 10 quater G (p. 3603).

Art. additionnel (cadre de l'action sanitaire et sociale dont l'exercice incombe à l'instance de gestion du régime local d'assurance maladie) (p. 3603) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de la subordination à un décret de l'équivalence des prestations accidents du travail des salariés agricoles et des prestations accidents du travail des salariés de professions non agricoles) (p. 3603) - Adopté.

Art. 10 quater (réforme du contentieux technique de la sécurité sociale - art. L. 143-2, L. 143-2-1 nouveau, L. 143-3, L. 143-5 à L. 145-10 nouveaux et L. 144-1 du code de la sécurité sociale) (p. 3604) - Adopté après modification (p. 3608).

Art. 10 sexies A (régime local agricole d'assurance maladie d'Alsace-Moselle - art. L. 761-3, L. 761-5 et L. 761-10-1 nouveau du code rural) (p. 3608) - Adopté après modification.

Art. 10 septies A (centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale - section I du chapitre 7 du titre VI du livre VII et art. L. 767-1 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 3608) - Adopté.

Art. 10 septies (élections à la sécurité sociale) (p. 3608) - Supprimé (p. 3609).

Art. 10 undecies (regroupement des institutions de prévoyance - art. L. 931-2-1 du code de la sécurité sociale) (p. 3609) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3610).

Art. 10 terdecies (modification des règles d'assujettissement à la CSG et à la CRDS sur les revenus d'activité et de remplacement - art. L. 136-1 du code de la sécurité sociale) (p. 3610) - Adopté.

Art. 10 quaterdecies (conjoint-collaborateur d'un professionnel libéral) (p. 3610) - Adopté après modification (p. 3611).

Art. 10 quindecies (exonération de cotisations pour les femmes professionnelles libérales ayant accouché - art. L. 642-3 et L. 723-5 du code de la sécurité sociale) (p. 3611) - Adopté après modification.

Art. 11 (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite, dite "loi Thomas" - art. 83, 158, 206, 209 bis, 219 quater et 235 ter du code général des impôts et L. 242-I du code de la sécurité sociale) (p. 3611) - Supprimé (p. 3612).

Art. 11 bis (prise en charge par le fonds de solidarité vieillesse des cotisations versées à l'ARRCO/AGIRC au titre des périodes de chômage et de préretraite indemnisées par l'Etat - art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale) (p. 3612) - Supprimé (p. 3613).

Après l'art. 11 bis (p. 3613).

Art. additionnel (prise en charge par le fonds de solidarité vieillesse de la période de perception de l'allocation de congé-solidarité dans les départements d'outre-mer) (p. 3613) - Adopté.

Art. 14 (réforme de l'accueil familial à titre onéreux des personnes âgées ou handicapées) (p. 3613) - Adopté.

Art. 14 quater A (conditions d'exercice du recours en récupération au titre de l'aide sociale - art. L. 132-8, L. 245-6 et L. 344-5 du code l'action sociale et des familles) (p. 3614) - Adopté après modification (p. 3616).

Art. 14 quater (création d'un conseil départemental consultatif des personnes handicapées - chapitre 6 du titre IV du livre Ier, art. L. 146-1 et L. 146-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles) (p. 3617) - Adopté.

Art. 14 quinquies (agrément des loueurs ou revendeurs de matériel de maintien à domicile - art. L. 5232-3 du code de la santé publique) (p. 3617) - Adopté après modification (p. 3618).

Après l'art. 15 bis (p. 3618).

Art. additionnel (couverture de retraite complémentaire et invalidité-décès d'un ressortissant communautaire ayant exercé une activité professionnelle identique à celle à laquelle peut prétendre un ressortissant français) (p. 3618) - Adopté (p. 3620).

Art. 15 ter (majoration de pension pour avoir élevé des enfants - art. L. 351-12 du code de la sécurité sociale) (p. 3620) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 16 (encadrement des actes, pratiques, procédés et méthodes médicales à haut risque - titre IV et art. L. 1141-1 nouveaux, art. L. 1421-1 et L. 5413-1 du code de la santé publique) (p. 3620) - Adopté après modification (p. 3621).

Après l'art. 17 (p. 3621).

Art. additionnel (modalités d'application de l'article 17 en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 3621) - Adopté (p. 3622).

Art. additionnel (modalités d'exercice d'une partie du cursus des internes dans des établissements hospitaliers des départements d'outre-mer, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) (p. 3622) - Adopté.

Art. 17 bis AA (statut unique pour les praticiens hospitaliers - art. L. 6152-1 du code de la santé publique) (p. 3622) - Adopté.

Art. 17 bis AB (suppression de la réévaluation quinquennale pour certains praticiens hospitaliers exerçant à temps partiel - art. L. 6152-3 du code de la santé publique) (p. 3623) - Supprimé.

Art. 17 bis A (formation médicale continue - art. L. 4133-1 à L. 4133-9 du code de la santé publique) (p. 3623) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3625).

Art. 17 ter A (intégration de la pharmacie dans les centres hospitaliers universitaires - art. L. 6142-1, L. 6142-3, L. 6142-11, L. 6142-12, L. 6142-14 et L. 6142-17 du code de la santé publique, art. L. 633-1 et L. 633-5 du code de l'éducation) (p. 3625) - Supprimé (p. 3626).

Art. 17 quinquies (accès des chirurgiens-dentistes au statut de praticien-adjoint contractuel) (p. 3626) - Adopté après modification (p. 3627).

Art. 17 sexies A (composition du conseil d'administration et du conseil scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 3627) - Supprimé.

Après l'art. 17 sexies A (p. 3627).

Art. additionnel (recrutement des étudiants sages-femmes) (p. 3627) - Adopté (p. 3629).

Avant l'art. 17 sexies (p. 3639).

Division additionnelle (chapitre 4 bis - indemnisation de l'aléa médical et amélioration du règlement des litiges en responsabilité médicale) (p. 3639) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat.

Art. 17 sexies (prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation de l'accident médical non fautif - art. L. 321-4 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 3640) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 17 septies (responsabilité sans faute en cas d'infections nosocomiales) (p. 3640) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 17 octies (prescription décennale pour les actes ou soins médicaux) (p. 3640) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 17 nonies (réforme de l'expertise médicale) (p. 3640) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 17 decies (commission régionale de conciliation) (p. 3641) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 17 undecies (assurance obligatoire en responsabilité des médecins, sages-femmes et établissements de santé) (p. 3641) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3642).

Art. 21 bis A (comités techniques paritaires des services départementaux d'incendie et de secours - art. 115-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (p. 3642) - Supprimé (p. 3644).

Art. 21 bis (réouverture de la possibilité de reclassement pour les anciens fonctionnaires d'Afrique du Nord) (p. 3644) - Adopté.

Art. 21 ter A (composition des commissions administratives de reclassement) (p. 3644) - Adopté après modification (p. 3646).

Art. 21 ter (exonération fiscale pour les sommes perçues en réparation des préjudices subis par les anciens fonctionnaires d'Afrique du Nord) (p. 3646) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 26 (validation de plusieurs concours) (p. 3646) - Adopté.

Art. 28 bis (dépistage de la dyslexie et de la dysorthographe) (p. 3647) - Adopté.

Art. 28 ter (conditions d'usage des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées - art. L. 2213-2 du code général des collectivités territoriales et L. 241-3-1 et L. 241-3-2 nouveaux du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 3647) - Adopté après modification (p. 3648).

Art. 28 sexies (poursuites disciplinaires contre des médecins ayant dénoncé des sévices contre des enfants - art. L. 4214-6 du code de la santé publique) (p. 3648) - Adopté (p. 3650).

Après l'art. 28 sexies (p. 3650).

Art. additionnel (extension à la Polynésie française de la mesure prévue à l'article L. 4214-6 du code de la santé publique tendant à protéger le médecin de sanctions disciplinaires à la suite du signalement des sévices constatés sur un enfant) (p. 3650) - Adopté.

Art. 28 septies (adaptation de certains montants en euros) (p. 3650) - Adopté.

Art. 28 octies (intégration de certains contractuels dans la fonction publique territoriale) (p. 3650) - Adopté.

Art. 29 A (substitution du terme "plan de sauvegarde de l'emploi" au terme "plan social") (p. 3875) - Supprimé (p. 3876 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 29 (extension du champ de la négociation de branche sur la formation professionnelle à la gestion prévisionnelle des emplois - art. L. 933-2 du code du travail) - Adopté (p. 3876 ; précédemment réservé le 27 juin 2001, p. 3638).

Art. 30 (appui à la conception d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois - art. L. 322-7 du code du travail) - Adopté (p. 3876 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 31 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social - art. L. 321-4-1 et L. 321-9 du code du travail) (p. 3876) - Supprimé (p. 3878 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 31 bis (études d'impact social et territorial des cessations d'activité - art. L. 238-1 nouveau du code de commerce) (p. 3878) - Adopté après modification (p. 3879 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 31 ter (études d'impact social et territorial des projets de développement stratégique) - Supprimé (p. 3880 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 32 A (*articulation entre la phase de consultation prévue au livre IV du code du travail et celle spécifiquement prévue au livre III dudit code*) (p. 3880) - Supprimé (p. 3881 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 32 (*information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce du chef d'entreprise au public ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi - art. L. 431-5-1 nouveau du code du travail*) (p. 3881) - Adopté après modification (p. 3884 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 32 bis (*renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur le projet de restructuration et de compression des effectifs - art. L. 432-1 du code du travail*) (p. 3884) - Adopté après modification (p. 3887 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Après l'**art. 32 bis** (p. 3887).

Art. additionnels (*coordination - deux articles additionnels*) - Adoptés (p. 3887 ; précédemment réservés le 27 juin, p. 3638).

Art. 32 ter (*information des entreprises sous-traitantes des projets d'une entreprise de nature à affecter leur volume d'activité ou d'emploi - art. L. 432-1-2 nouveau du code du travail*) (p. 3887) - Adopté après modification (p. 3888 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 32 quater (*saisine d'un médiateur sur un projet de cessation totale ou partielle d'activité d'un établissement concernant au moins 100 salariés - art. L.432-1-3 nouveau du code du travail*) (p. 3888) - Supprimé (p. 3889 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 33 A (*définition du licenciement pour motif économique - art. L. 321-1 du code du travail*) (p. 3889) - Adopté après modification (p. 3893 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 33 (*droit au reclassement avant tout licenciement pour motif économique - art. L. 321-1 du code du travail*) - Adopté (p. 3893 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 33 bis (*suppression du critère de qualités professionnelles pour la détermination de l'ordre de licenciement pour motif économique*) (p. 3893) - Supprimé (p. 3894 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Avant l'**art. 33 ter** (p. 3894).

Art. additionnel (*coordination*) - Adopté (p. 3894 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 33 ter (*caractère irrégulier des procédures de licenciement pour motif économique en cas de non-consultation d'institutions représentatives du personnel inexistantes dans l'entreprise - art. L. 321-2-1 nouveau du code du travail*) (p. 3894) - Supprimé (p. 3895 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 A (*nullité des licenciements et réintégration des salariés résultant de la nullité du plan social - art. L. 122-14-4 du code du travail*) - Adopté après modification (p. 3895 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 (*validité du plan social et droit au reclassement - art. L. 321-4-1 du code du travail*) - Adopté après modification (p. 3896 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis A (*distinction selon les motifs du licenciement pour fixer le montant de l'indemnité légale de licenciement*) (p. 3896) - Supprimé (p. 3897 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis B (*lutte contre les contournements des dispositions relatives à la présentation de plans sociaux - art. L. 321-2 du code du travail*) - Adopté après modification (p. 3897 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis C (*suivi de la mise en oeuvre électorale des mesures du plan social - art. L. 321-4 du code du travail*) - Adopté après modification (p. 3897 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis D (*propositions de l'inspecteur du travail pour compléter ou modifier le plan social - art. L. 321-7 du code du travail*) (p. 3897) - Adopté après modification (p. 3899 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis E (*augmentation de la durée laissée au salarié licencié pour manifester son souhait de bénéficier de la priorité de réembauchage - art. L. 321-14 du code du travail*) - Adopté (p. 3899 ; précédemment réservé le 27 juin p. 3638).

Art. 34 bis F (*contributions des entreprises de 50 à 1000 salariés ou d'au moins 1000 salariés en matière de création d'activités et de développement d'emplois suite à des licenciements économiques de grande ampleur ou des fermetures de sites*) (p. 3899) - Supprimé (p. 3901 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Art. 34 bis (*bilan d'évaluation des compétences et d'orientation pendant le préavis du licenciement et congés de reclassement dans les entreprises de 1000 salariés et plus - art. L. 321-4-2 nouveau du code du travail*) (p. 3901) - Adopté après modification (p. 3902 ; précédemment réservé le 27 juin, p. 3638).

Après l'**art. 34 bis** (p. 3902).

Art. additionnel (*extension des prestations du plan d'aide au retour à l'emploi*) (p. 3902) - Adopté après modification (p. 3904).

Art. additionnel (*mesures en faveur de l'UNEDIC pour lui permettre de soutenir l'extension des prestations du PARE*) (p. 3904) - Adopté.

Art. additionnel (*obligation d'information des maires et des présidents de communautés de communes en cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire d'une entreprise située sur le territoire de leur commune*) (p. 3905) - Adopté après modification (p. 3906).

Art. additionnel (*mise en application du projet de loi de modernisation sociale*) (p. 3906) - Adopté après modification (p. 3907).

Art. 35 AA (*travail à temps partagé - art. L. 212-4-16 et L. 212-4-16-1 nouveaux du code du travail*) (p. 3650) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3652).

Art. 35 B (*harmonisation du taux de prime de précarité au bénéfice des salariés sous contrat à durée déterminée et des intérimaires - art. L. 122-3-4 et L. 124-4-4 du code du travail*) (p. 3652) - Adopté après modification (p. 3653).

Art. 35 (*calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée - art. L. 122-3-11 et L. 124-7 du code du travail*) (p. 3653) - Adopté après modification.

Art. 36 (*infraction aux dispositions de l'article L. 122-3-11 du code du travail relatives au contenu du contrat de travail à durée déterminée - art. L. 152-1-4 et L. 152-2 du code du travail*) (p. 3653) - Adopté après modification (p. 3654).

Art. 36 bis (*saisine de l'inspecteur du travail par le comité d'entreprise de faits susceptibles de caractériser un recours abusif aux contrats de travail précaire*) (p. 3654) - Supprimé.

Art. 37 (*rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée - art. L. 122-3-8 et L. 124-5 du code du travail*) (p. 3654) - Supprimé (p. 3655).

Avant l'**art. 38 ter** (p. 3655).

Division additionnelle (*Section 4 bis - Avenir des emplois-jeunes*) (p. 3655) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat (p. 3656).

Art. 38 ter (*obligation de tutorat pour les emplois-jeunes - art. L. 322-4-18 du code du travail*) (p. 3656) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3657).

Art. 38 quater (*institution d'une prime dégressive à l'embauche des emplois-jeunes par un nouvel employeur - art. L. 322-4-19 du code du travail*) (p. 3657) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3658).

Art. 38 quinquies (*encadrement des contrats d'emplois-jeunes - art. L. 322-4-19 du code du travail*) (p. 3658) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 38 sexies (*évaluation des emplois-jeunes - art. L. 322-4-21 du code du travail*) (p. 3658) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 (*nouvelles modalités devant permettre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés - art. L. 323-4, L. 323-8, L. 323-8-1 et L. 323-32 du code du travail*) (p. 3658) - Adopté (p. 3660).

Art. 39 bis (*versement d'un intéressement et des fruits de la participation aux salariés mis à la disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs - art. L. 441-2 du code du travail*) (p. 3660) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Après l'art. 39 bis (p. 3660).

Division additionnelle (*Chapitre 1er bis - Prévention des conflits collectifs du travail et garantie du principe de continuité dans les services publics*) (p. 3660) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat après modification (p. 3662).

Art. 39 ter (*obligation de négociation sur la prévention des grèves au sein des établissements et entreprises chargés de la gestion d'un service public*) (p. 3662) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3663).

Art. 39 quater (*préavis de grève dans les entreprises chargées de la gestion d'un service public - art. L. 521-3 du code du travail*) (p. 3663) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 quinquies (*rapport au Parlement sur les grèves dans les services publics*) (p. 3663) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 sexies (*consultation par scrutin personnel sur le déclenchement d'une grève dans un service public*) (p. 3664) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 40 A (*finalités de la formation professionnelle continue - art. L. 900-1 du code du travail*) (p. 3665) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 40 (*droit à la validation des acquis de l'expérience - art. L. 900-1 du code du travail*) (p. 3665) - Adopté après modification (p. 3666).

Art. 40 bis (*validation des acquis dans la fonction publique*) (p. 3666) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 41 (*validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles - art. L. 335-5 et L. 335-6 du code de l'éducation*) (p. 3667) - Adopté après modification (p. 3668).

Art. 42 (*validation des acquis en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre de l'enseignement supérieur - art. L. 611-4, L. 613-1 et L. 613-3 à L. 613-6 du code de l'éducation*) (p. 3668) - Adopté après modification (p. 3669).

Art. 42 quater (*inscription de la validation des acquis dans le champ de la formation professionnelle continue -*

art. L. 900-2 du code du travail) (p. 3671) - Adopté après modification.

Art. 42 octies (*contrôle administratif et financier et accréditation des organismes assistant les candidats à la validation des acquis - art. L. 991-1 du code du travail*) (p. 3671) - Adopté après modification.

Art. 42 decies (*rapport au Parlement et au Conseil économique et social sur le dispositif de validation des acquis de l'expérience*) (p. 3671) - Adopté.

Art. 43 bis (*financement par l'entreprise de la formation de l'apprenti - art. L. 118-2 du code du travail*) (p. 3672) - Adopté.

Art. 44 (*financement des centres de formation des apprentis - art. L. 118-2-2 du code du travail*) (p. 3672) - Adopté.

Art. 45 (*circuits de collecte de la taxe d'apprentissage - art. L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1 du code du travail*) (p. 3672) - Adopté après modification (p. 3673).

Après l'art. 45 (p. 3673).

Art. additionnel (*élargissement de la délégation de signature du Centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 3673) - Adopté (p. 3674).

Art. 45 bis (*coordination des instances compétentes en matière de formation professionnelle - art. L. 910-1 et L. 910-2 du code du travail*) (p. 3674) - Adopté après modification (p. 3676).

Art. 45 quater (*mise en place d'un nouveau régime de déclaration d'activité pour les organismes de formation*) (p. 3676) - Adopté.

Art. 50 (*lutte contre les discriminations dans les locations de logements - art. 1er de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986*) (p. 3676) - Adopté après modification (p. 3677).

Art. 50 bis AA (*encadrement du prix des locations d'habitations meublées en cas de location ou sous-location meublée*) (p. 3677) - Supprimé (p. 3678).

Art. 50 bis AB (*substitution du préfet aux propriétaires pour l'expulsion des occupants d'un immeuble en cas d'insalubrité - art. L. 1331-29 du code de la santé publique*) (p. 3678) - Adopté.

Art. 50 bis AC (*interdiction de refuser une caution au motif qu'elle ne possède pas la nationalité française*) (p. 3678) - Supprimé (p. 3679).

Art. 50 bis AD (*liste des documents qu'il est interdit au bailleur de demander - art. 22 nouveau de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989*) (p. 3679) - Supprimé.

Art. 50 bis AE (*possibilité pour une association de représenter un locataire dans le cadre d'un litige individuel l'opposant à son bailleur - art. 24-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989*) (p. 3679) - Supprimé (p. 3680).

Art. 50 bis A (*enquête sur l'occupation sociale du patrimoine des bailleurs aidés - art. L. 442-5 du code de la construction*) (p. 3680) - Adopté.

Art. 50 bis (*rectification d'une erreur matérielle - art. L. 411-3 du code de la construction*) (p. 3680) - Adopté.

Art. 50 ter (*obligation d'exécution de bonne foi du contrat de travail - art. L. 120-4 du code du travail*) (p. 3680) - Adopté.

Art. 50 quater (*définition, sanction et prévention du harcèlement moral - art. L. 122-49 à L. 122-52 nouveaux bis et L. 123-1 du code du travail*) (p. 3680) - Adopté après modification (p. 3682).

Art. 50 quinquies A (*sanctions pénales applicables au harcèlement moral - art. 222-33-1 nouveau du code pénal*) (p. 3682) - Supprimé (p. 3683).

Art. 50 quinquies B (*médiation en matière de harcèlement moral*) (p. 3683) - Supprimé.

Art. 50 quinquies (*inscription des dispositions législatives relatives au harcèlement moral dans le règlement intérieur de l'entreprise - art. L. 122-34 du code du travail*) (p. 3683) - Adopté.

Art. 50 septies (*mission de prévention du CHSCT en matière de harcèlement moral - art. L. 236-2 du code du travail*) (p. 3683) - Adopté.

Art. 50 octies (*rôle du médecin du travail en cas de harcèlement moral - art. L. 241-10-1 du code du travail*) (p. 3683) - Adopté.

Art. 50 nonies (*action en justice des organisations syndicales en matière de harcèlement moral - art. L. 411-1-1 nouveau du code du travail*) (p. 3683) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 50 undecies (*extension des dispositions relatives au harcèlement moral à certaines professions - art. L. 742-8, L. 771-2, L. 772-2 et L. 773-2 du code du travail*) (p. 3683) - Adopté.

Art. 50 duodecies A (*sanctions pénales du harcèlement moral - art. 225-14-1 nouveau du code pénal*) (p. 3683) - Supprimé (p. 3684).

Art. 50 duodecies (*harcèlement moral dans la fonction publique - art. 6 quinquies nouveau de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires*) (p. 3684) - Adopté après modification (p. 3685).

Art. 50 terdecies (*élargissement de la définition du harcèlement sexuel - art. L. 122-46 du code du travail*) (p. 3684) - Adopté après modification (p. 3685).

Art. 51 (*élections prud'homales et indépendance des conseillers prud'homaux - art. L. 513-3, L. 513-4, L. 514-2 et L. 514-5 du code du travail*) (p. 3685) - Adopté.

Art. 52 (*élections complémentaires et vacances de postes - art. L. 511-4, L. 512-3, L. 513-7 et L. 513-8 du code du travail*) (p. 3685) - Adopté.

Art. 64 bis A (*autorisation pour certains médecins de poursuivre leur exercice en tant que médecin du travail ou médecin de prévention*) (p. 3685) - Supprimé (p. 3687).

Art. 64 bis (*élargissement des missions de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail - art. L. 200-6 du code du travail*) (p. 3687) - Adopté.

Art. 64 quater (*rôle des médecins inspecteurs du travail - art. L. 612-1 du code du travail*) (p. 3689) - Adopté.

Art. 64 quinquies (*limitation des horaires journaliers de travail des apprentis et modalités de rupture du contrat d'apprentissage - art. L. 115-2 et L. 117 bis-3 du code du travail*) (p. 3689) - Adopté.

Art. 64 sexies (*changement de dénomination des services médicaux du travail et mise en place d'une obligation de pluridisciplinarité - art. L. 241-2 du code du travail*) (p. 3689) - Adopté après modification (p. 3691).

Art. 64 septies (*création d'une nouvelle filière de formation à la médecine du travail et à la médecine de prévention - art. L. 241-6-1 nouveau du code du travail*) (p. 3691) - Supprimé (p. 3692).

Art. 64 octies (*procédure de licenciement d'un médecin du travail - art. L. 124-2-3 et L. 141-6-2 du code du travail*) (p. 3692) - Adopté après modification (p. 3693).

Art. 65 (*risques d'atteinte à la santé des salariés apprentis - art. L. 117-5-1 et L. 117-18 du code du travail*) (p. 3693) - Adopté après modification (p. 3694).

Art. 66 bis AA (*plafonnement des frais de gestion et d'information des organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation - art. L. 951-3 du code du travail*) (p. 3694) - Adopté.

Art. 69 A (*validation des accords portant aménagement et réduction du temps de travail à La Poste et à France Télécom*) (p. 3694) - Adopté (p. 3695).

Art. 69 (*droit du travail applicable aux marins des entreprises d'armement maritime - art. 24-1, 24-2, 26, 114 et 115 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime*) (p. 3695) - Adopté après modification (p. 3697).

Art. 69 quater A (*coordination au sein du code du travail maritime - art. 53 du code du travail maritime*) (p. 3697) - Adopté après modification.

Art. 69 quater B (*coordination au sein du code du travail maritime - art. 58 du code du travail maritime*) (p. 3697) - Adopté après modification.

Art. 69 septies (*conjointes des patrons-pêcheurs et chefs d'exploitations conchylicoles - art. 3, 9 et 10 de la loi n° 91-471 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et l'organisation de la conchyliculture*) (p. 3697) - Adopté après modification (p. 3698).

Art. 69 octies (*titularisation de personnels de l'enseignement maritime et aquacole*) (p. 3698) - Adopté.

Art. 73 (*possibilité laissée aux communes et départements d'accorder des subventions aux structures locales des organisations syndicales - art. L. 2251-3-1 et L. 3231-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales*) (p. 3698) - Supprimé.

Art. 74 (*représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés - art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce*) (p. 3698) - Adopté après modification (p. 3699).

Art. 76 (*aide sociale communale en Alsace-Moselle - art. L. 511-1 à L. 511-10 et L. 512-1 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 3699) - Adopté.

Art. 77 (*délai de mise en conformité des conventions ou accords collectifs en vigueur avec la législation relative au travail de nuit*) (p. 3700) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 78 (*contreparties au travail de nuit et durée du travail - art. L. 213-4 du code du travail*) (p. 3700) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 79 (*ratification de l'ordonnance n° 2001-173 du 22 février 2001*) (p. 3700) - Adopté.

Art. 80 (*coordination des dispositifs d'indemnisation des femmes enceintes ayant accouché ou allaitant exposées à des risques et des travailleuses de nuit - art. L. 333-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 3700) - Adopté.

Art. 81 (*préavis applicable au congé de bail-locatif en cas d'obtention d'un premier emploi - art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs*) (p. 3700) - Supprimé (p. 3701).

Après l'art. 81 (p. 3701).

Art. additionnel (*travail de nuit des personnels naviguant de l'aéronautique civile*) (p. 3701) - Adopté (p. 3702).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3907, 3910) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Gilbert Chabroux, Guy Fischer, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Scrutin public n° 3 (p. 3910).

Adoption (9 octobre 2001) (p. 3910).

Discussion (nouvelle lecture)

(14 décembre 2001 (p. 6882, 6944).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6882, 6891) : *M. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Mme Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la formation professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Gérard Dériot, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet sanitaire; Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif au travail et à l'emploi; Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Roland Muzeau, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le volet relatif à la protection sociale.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6891, 6942) : *Mmes Marie-Claude Beaudeau, Annick Bocandé, rapporteur de la commission des affaires sociales; MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Gérard Dériot, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean Faure, Guy Fischer, Serge Franchis, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Jean-Louis Lorrain, Roland Muzeau, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; MM. Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 2 bis A (rémunération des praticiens hospitaliers à temps partiel) (p. 6891) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6892).

Art. 2 quater B (personnes autorisées à aider un pharmacien gérant une pharmacie à usage intérieur - art. L. 5126-5 du code de la santé publique) (p. 6892) - Adopté.

Art. 2 quater C (mission générale de la pharmacie à usage intérieur - art. L. 5126-5 du code de la santé publique) (p. 6892) - Adopté.

Art. 2 quater F (commission des médicaments et des dispositifs médicaux stériles - art. L. 5126-5 du code de la santé publique) (p. 6892) - Adopté.

Art. 2 quater (dispositions applicables aux syndicats interhospitaliers - art. L. 6132-3, L. 6132-9 nouveau, L. 6154-1 du code de la santé publique) (p. 6892) - Adopté.

Art. 6 quinquies (modification de l'intitulé du chapitre III du titre II du livre 1er du code de la santé publique) (p. 6892) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 sexies (agrément des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale - art. L. 1123-2-1 du code de la santé publique) (p. 6893) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 septies (composition des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale - art. L. 1123-2 du code de la santé publique) (p. 6893) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 octies (création de l'établissement national de protection des personnes dans la recherche biomédicale - art. L. 1123-2-1 nouveau du code de la santé publique) (p. 6893) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 nonies (composition du conseil d'administration et rôle du directeur général de l'établissement national - art. L. 1123-2-2 nouveau du code de la santé publique) (p. 6894) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 decies (ressources de l'établissement national - art. L. 1123-2-3 nouveau du code de la santé publique) (p. 6894) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 undecies (statut des agents employés par l'établissement national de protection des personnes dans la recherche biomédicale - art. L. 1123-2-4 nouveau du code

de la santé publique) (p. 6894) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 duodecies (avis de l'établissement national sur un retrait d'agrément d'un comité - art. L. 1123-5 nouveau du code de la santé publique) (p. 6894) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 8 bis (affiliation pour leurs droits à pension des fonctionnaires détachés à l'étranger - art. 46, 46 bis et 46 ter nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ; art. 65, 65-1 et 65-2 nouveaux de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; art. 53, 53-1 et 53-2 nouveaux de loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ; art. 56, 56-1 et 56-2 nouveaux de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 ; art. L. 15 et L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite) (p. 6895) - Adopté.

Art. 10 (réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole - art. L. 723-15 à L. 723-18, L. 723-18-1 nouveau, L. 723-19, L. 723-21, L. 723-23, L. 723-28 à L. 723-30, L. 723-32, L. 723-35, L. 723-36-1 et L. 723-44) (p. 6895) - Adopté après modification (p. 6896).

Art. 10 quater H (action sociale du régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle - art. L. 355-4 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 6896) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6897).

Art. 10 quater I (prestations accidents du travail des salariés agricoles d'Alsace-Moselle - art. L. 761-15 du code rural) (p. 6897) - Adopté.

Art. 10 quater (réforme du contentieux technique de la sécurité sociale - art. L. 143-2, L. 143-2-1 nouveau, L. 143-3, L. 143-5 à L. 143-10 nouveaux et L. 144-1 du code de la sécurité sociale) (p. 6897) - Adopté après modification (p. 6899).

Art. 10 septies (élections à la sécurité sociale) (p. 6899) - Supprimé.

Art. 10 undecies (regroupement des institutions de prévoyance - art. L. 931-2-1 du code de la sécurité sociale) (p. 6899) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 quindecies (exonération de cotisations pour les femmes professionnelles libérales ayant accouché - art. L. 642-3 et L. 723-5 du code de la sécurité sociale) (p. 6899) - Adopté après modification (p. 6900).

Art. 11 (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite, dite "loi Thomas" - art. 83, 158, 206, 209 bis, 219 quater et 235 ter du code général des impôts et art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale) (p. 6900) - Supprimé.

Art. 11 bis (prise en charge par le FSV des cotisations versées à l'ARRCO et à l'ARGIC au titre des périodes de chômage et de préretraite indemnisées par l'Etat - art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale) (p. 6900) - Supprimé.

Art. 14 (réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées - titre 1er, art. 1er, 1er-1 nouveau et 5 ; titre 2, art. 2 et 12 ; titre 3, art. 13 et titre 4 de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989) (p. 6900) - Adopté.

Art. 14 quater A (conditions d'exercice des recours en récupération au titre de l'aide sociale - art. L. 132-8, L. 245-6 et L. 344-5 du code de l'action sociale et des familles) (p. 6901) - Adopté après modification (p. 6902).

Art. 14 quinquies (agrément des loueurs ou revendeurs de matériel de maintien à domicile - art. L. 5232-3 du code de la sécurité sociale) (p. 6902) - Adopté.

Art. 15 ter (majoration de pension pour avoir élevé des enfants - art. L. 351-12 du code de la sécurité sociale) (p. 6902) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 6903).

Art. 16 (encadrement des actes, pratiques, procédés et méthodes médicales à haut risque - titre IV et art. L. 1141-1

nouveaux, art. L. 1421-1 et L. 5413-1 du code de la santé publique) (p. 6903) - Adopté après modification (p. 6904).

Art. 17 bis AAAA (suppression de la réévaluation quinquennale pour les praticiens hospitaliers exerçant à temps partiel - art. L. 6152 et L. 6152-6 du code de la santé publique) (p. 6904) - Supprimé.

Art. 17 bis AAB (formation des internes des départements et territoires d'outre-mer) (p. 6904) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 bis A (formation médicale continue - art. L. 4133-1 à L. 4133-9 du code de la santé publique) (p. 6904) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 ter A (intégration de la pharmacie dans les centres hospitaliers universitaires - art. L. 6142-1, L. 6142-3, L. 6142-11, L. 6142-12, L. 6142-14 et L. 6142-17 du code de la santé publique ; art. L. 633-1 et L. 633-5 du code de l'éducation) (p. 6904) - Adopté.

Art. 17 quater A (report au 1er janvier 2003 de la date limite pour le bénéfice des dispositions prévues à l'article 17 ter - art. 9 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales) (p. 6904) - Adopté.

Art. 17 quinquies (accès des chirurgiens-dentistes au statut de praticien adjoint contractuel) (p. 6904) - Adopté.

Chapitre 4 bis

Indemnisation de l'aléa médical et amélioration du règlement des litiges en responsabilité médicale

Division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 17 sexies (prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation de l'accident médical non fautif - art. L. 321-4 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 septies (responsabilité sans faute en cas d'infections nosocomiales) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 octies (prescription décennale pour les actes ou soins médicaux) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 nonies (réforme de l'expertise médicale) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 decies (commission régionale de conciliation) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 undecies (assurance obligatoire en responsabilité des médecins, sages-femmes et établissements de santé) (p. 6905) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 21 ter A (composition des commissions administratives de reclassement) (p. 6905) - Supprimé.

Art. 28 ter (conditions d'usage des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées - art. L. 2213-2 du code général des collectivités territoriales et art. L. 241-3-1 et L. 241-3-2 nouveaux du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 6906) - Adopté après modification.

Art. 28 quinquies (appartement de coordination thérapeutique - art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles) (p. 6906) - Adopté.

Art. 29 A (substitution du terme "plan de sauvegarde de l'emploi" au terme "plan social") (p. 6906) - Supprimé (p. 6907).

Art. 31 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social - art. L. 321-4-1 et L. 321-9 du code du travail) (p. 6907) - Supprimé (p. 6908).

Art. 31 bis (études d'impact social et territorial des cessations d'activité - art. L. 239-1 nouveau du code de commerce) (p. 6908) - Adopté après modification.

Art. 31 ter (études d'impact social et territorial des projets de développement stratégique - art. L. 239-1 nouveau du code de commerce) (p. 6908) - Supprimé (p. 6909).

Art. 32 A (articulation entre la phase de consultation prévue au livre IV du code du travail et celle spécifiquement prévue au livre III dudit code - art. L. 321-3 du code du travail) (p. 6909) - Supprimé.

Art. 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi - art. L. 431-5-1 nouveau du code du travail) (p. 6909) - Adopté après modification (p. 6911).

Art. 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur le projet de restructuration et de compression des effectifs - art. L. 432-1 du code du travail) (p. 6911) - Adopté après modification (p. 6912).

Art. 32 ter AA (coordination - art. L. 435-3 et L. 439-2 du code du travail) (p. 6912) - Adopté après modification.

Art. 32 ter (information des entreprises sous-traitantes des projets d'une entreprise de nature à affecter leur volume d'activité ou d'emploi - art. L. 432-1-2 nouveau du code du travail) (p. 6912) - Adopté après modification.

Art. 32 quater (saisine d'un médiateur sur un projet de cessation totale ou partielle d'activité d'un établissement concernant au moins 100 salariés - art. L. 432-1-3 nouveau du code du travail) (p. 6912) - Supprimé (p. 6913).

Art. 33 A (définition du licenciement pour motif économique - art. L. 321-1 du code du travail) (p. 6913) - Adopté après modification (p. 6914).

Art. 33 bis (suppression du critère de qualités professionnelles pour la détermination de l'ordre des licenciements - art. L. 321-1-1 du code du travail) (p. 6914) - Supprimé (p. 6915).

Art. 33 ter A (désignation d'un expert comptable par le seul comité central d'entreprise - art. L. 321-2 du code du travail) (p. 6915) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 ter (caractère irrégulier des procédures de licenciement pour motif économique en cas de non-consultation d'institutions représentatives du personnel inexistantes dans l'entreprise - art. L. 321-2-1 nouveau du code du travail) (p. 6915) - Supprimé.

Art. 34 A (validité du plan social et droit au reclassement - art. L. 321-4-1 du code du travail) (p. 6915) - Adopté après modification (p. 6916).

Art. 34 (nullité des licenciements et réintégration des salariés résultant de la nullité du plan social - art. L. 122-14-4 du code du travail) (p. 6916) - Adopté après modification.

Art. 34 bis A (distinction selon les motifs du licenciement pour fixer le montant de l'indemnité légale de licenciement - art. L. 122-9 du code du travail) (p. 6916) - Supprimé.

Art. 34 bis C (suivi de la mise en oeuvre effective des mesures du plan social - art. L. 321-4 du code du travail) (p. 6916) - Adopté après modification (p. 6917).

Art. 34 bis D (propositions de l'inspecteur du travail pour compléter ou modifier le plan social) (p. 6917) - Adopté après modification.

Art. 34 bis F (contributions des entreprises de 50 à 1000 salariés ou d'au moins 1000 salariés en matière de création d'activités et de développement d'emplois suite à des licenciements économiques de grande ampleur ou des fermetures de sites) (p. 6917) - Supprimé (p. 6918).

Art. 34 bis (bilan d'évaluation des compétences et d'orientation pendant le préavis du licenciement et congés de reclassement dans les entreprises de 1000 salariés et plus - art. L. 321-4-3 nouveau du code du travail) (p. 6918) - Adopté.

Art. 34 ter (mesures d'évaluation des compétences professionnelles et d'accompagnement en vue de reclassement - art. L. 321-4-2 nouveau du code du travail) (p. 6918) - Adopté.

Art. 34 quinquies (information du maire sur la procédure de redressement judiciaire concernant une entreprise ayant son siège sur le territoire de la commune - art. L. 621-8 du code de commerce) (p. 6918) - Adopté.

Art. 34 sexies (entrée en vigueur des articles du présent projet de loi) (p. 6919) - Adopté après modification.

Art. 35 AA (travail à temps partagé - art. L. 212-4-16 et L. 212-4-16-1 nouveaux du code du travail) (p. 6919) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 35 B (harmonisation du taux des primes de précarité au bénéfice des salariés sous contrat à durée déterminée et des intérimaires - art. L. 122-3-4 et L. 124-4-4 du code du travail) (p. 6919) - Adopté après modification (p. 6920).

Art. 35 (calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée - art. L. 122-3-11 et L. 124-7 du code du travail) (p. 6920) - Adopté après modification.

Art. 36 (infraction aux dispositions de l'article L. 122-3-11 du code du travail relatif au contenu du contrat de travail à durée déterminée - art. L. 152-1-4 et L. 152-2 du code du travail) (p. 6920) - Adopté après modification (p. 6921).

Art. 36 bis (saisine de l'inspecteur du travail par le comité d'entreprise de faits susceptibles de caractériser un recours abusif aux contrats de travail précaire - art. L. 432-4-1 du code du travail) (p. 6921) - Supprimé.

Art. 37 (rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée - art. L. 122-3-8 et L. 124-5 du code du travail) (p. 6921) - Supprimé (p. 6922).

Art. 38 (obligation pour l'employeur d'informer le salarié sous contrat à durée indéterminée de la liste des postes à pourvoir dans l'entreprise - art. L. 122-3-17 nouveau du code du travail) (p. 6922) - Adopté après modification.

Art. 38 bis (obligation d'information des postes à pourvoir dans l'entreprise au bénéfice des salariés intérimaires - art. L. 124-22 nouveau du code du travail) (p. 6922) - Adopté après modification.

Section 4 bis

Avenir des emplois-jeunes

Division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 38 ter (obligation de tutorat pour les emplois-jeunes - art. L. 322-4-18 du code du travail) (p. 6922) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 38 quater (institution d'une prime dégressive à l'embauche des emplois-jeunes par un nouvel employeur - art. L. 322-4-19 du code du travail) (p. 6922) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 38 quinquies (encadrement des contrats d'emplois-jeunes - art. L. 322-4-19 du code du travail) (p. 6922) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 38 sexies (évaluation des emplois-jeunes - art. L. 322-4-21 nouveau du code du travail) (p. 6922) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 39 bis (versement d'un intéressement et des fruits de la participation aux salariés mis à la disposition d'une entreprise par un groupement d'employeurs - art. L. 441-2 du code du travail) (p. 6922) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Chapitre 1^{er} bis

Prévention des conflits collectifs du travail et garantie du principe de continuité dans les services publics

Division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale ; puis rétablis par le Sénat.

Art. 39 ter (obligation de négociation sur la prévention des grèves au sein des établissements et entreprises chargés de la gestion d'un service public) (p. 6923) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 quater (préavis de grève dans les entreprises chargées de la gestion d'un service public - art. L. 521-3 du code du travail) (p. 6923) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 quinquies (rapport au Parlement sur les grèves dans les services publics) (p. 6923) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 39 sexies (consultation par scrutin du personnel sur le déclenchement d'une grève dans un service public - art. L. 521-3-1 nouveau du code du travail) (p. 6924) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 40 A (finalités de la formation professionnelle continue - art. L. 900-1 du code du travail) (p. 6924) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 40 (droit à la validation des acquis de l'expérience - art. L. 900-1 du code du travail) (p. 6924) - Adopté après modification (p. 6925).

Art. 40 bis (validation des acquis dans la fonction publique) (p. 6925) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 41 (validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles) (p. 6925).

Art. L. 335-5 du code de l'éducation (mise en place d'une nouvelle procédure de validation) (p. 6925) - Adopté après modification (p. 6926).

Art. L. 335-6 du code de l'éducation (homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique) (p. 6926) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 41 modifié (p. 6926).

Art. 41 bis A (soutien aux associations d'aide aux familles) (p. 6927) - Supprimé.

Art. 42 (validation des acquis en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre de l'enseignement supérieur - art. L. 611-4, L. 613-1 et L. 613-3 à L. 613-6 du code de l'éducation) (p. 6927) - Adopté après modification.

Art. 42 quater (inscription de la validation des acquis dans le champ de la formation professionnelle continue - art. L. 900-2 du code du travail) (p. 6928) - Adopté après modification.

Art. 42 octies (contrôle administratif et financier et accréditation des organismes assistant les candidats à la validation des acquis - art. L. 991-1 du code du travail) (p. 6928) - Adopté après modification.

Art. 45 bis (coordination des instances compétentes en matière de formation professionnelle - art. L. 910-1 et L. 910-2 du code du travail) (p. 6928) - Adopté après modification (p. 6929).

Art. 50 (lutte contre les discriminations dans les locations de logements - art. 1^{er} de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986) (p. 6929) - Adopté après modification (p. 6930).

Art. 50 bis AA (encadrement du prix des locations des meubles en cas de location ou sous-location meublée - art. L. 353-20, L. 442-8, L. 442-8-3-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation) (p. 6930) - Supprimé.

Art. 50 bis AC (interdiction de refuser une caution au motif qu'elle ne possède pas la nationalité française - art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) (p. 6930) - Supprimé.

Art. 50 bis AD (liste des documents qu'il est interdit au bailleur de demander - art. 22-2 nouveau de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) (p. 6930) - Supprimé (p. 6931).

Art. 50 bis AE (possibilité pour une association de représenter un locataire dans le cadre d'un litige individuel l'opposant à son bailleur - art. 24-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) (p. 6931) - Supprimé.

Art. 50 bis AF (création d'une section "discriminations" dans le code du travail - section 7 nouvelle du chapitre II du titre II du livre Ier du code du travail) (p. 6931) - Adopté.

Art. 50 quater (définition, sanction et prévention du harcèlement moral - art. L. 122-49 à L. 122-53 nouveaux et L. 123-1 du code du travail) (p. 6931) - Adopté après modification (p. 6933).

Art. 50 quinquies A (sanctions pénales applicables au harcèlement moral - art. 222-33-1 nouveau du code pénal) (p. 6933) - Supprimé.

Art. 50 quinquies B (médiation en matière de harcèlement moral) (p. 6933) - Supprimé.

Art. 50 decies (référence à la santé physique et mentale - art. L. 422-1-1 du code du travail) (p. 6934) - Adopté après modification.

Art. 50 undecies (extension des dispositions relatives au harcèlement moral à certaines professions - art. L. 742-8, L. 771-2, L. 772-2 et L. 773-2 du code du travail) (p. 6934) - Adopté.

Art. 50 duodecies (harcèlement moral dans la fonction publique - art. 6 quinquies nouveau de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires) (p. 6934) - Adopté après modification.

Art. 50 quaterdecies (création d'une section "harcèlement" dans le code du travail - section 8 nouvelle du chapitre II du titre II du livre Ier du code du travail) (p. 6934) - Adopté après modification (p. 6935).

Art. 64 (pouvoirs de l'inspecteur du travail en cas de situation dangereuse liée à des substances chimiques - art. L. 231-12 du code du travail) (p. 6935) - Adopté.

Art. 64 bis A (autorisation pour certains médecins de poursuivre leur exercice en tant que médecin du travail ou médecin de prévention) (p. 6935) - Adopté.

Art. 64 ter (extension aux contrôleurs du travail de la possibilité de demander un arrêt de chantier en cas de danger - art. L. 231-12 du code du travail) (p. 6935) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 64 sexies (changement de dénomination des services médicaux du travail et mise en place d'une obligation de pluridisciplinarité - art. L. 241-2 du code du travail) (p. 6935) - Adopté.

Art. 64 septies (création d'une nouvelle filière de formation à la médecine du travail et à la médecine de prévention - art. L. 241-6-1 nouveau du code du travail) (p. 6936) - Adopté après modification (p. 6938).

Art. 64 octies (procédure de licenciement d'un médecin du travail - art. L. 124-2-3 et L. 241-6-2 du code du travail) (p. 6938) - Adopté après modification.

Art. 65 (risques d'atteinte à la santé des salariés apprentis - art. L. 117-5-1 et L. 117-8 du code du travail) (p. 6939) - Adopté après modification (p. 6940).

Art. 66 bis (allocation spécifique d'attente - art. L. 351-10-1 du code du travail) (p. 6940) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 69 (droit du travail applicable aux marins des entreprises d'armement maritime - art. 24-1, 24-2, 26, 114 et 115 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime) (p. 6940) - Adopté après modification.

Avant l'art. 73 (p. 6940).

Art. additionnel (calcul des congés payés dans les entreprises de pêche artisanale pratiquant la rémunération à la part) (p. 6940) - Adopté (p. 6941).

Art. 73 (possibilité laissée aux communes et départements d'accorder des subventions aux structures locales des organisations syndicales - art. L. 2251-3-1 et L. 3231-3-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales) (p. 6941) - Supprimé.

Art. 74 (représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés - art. L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce) (p. 6941) - Adopté après modification (p. 6942).

Art. 77 (délai de mise en conformité des conventions ou accords collectifs en vigueur avec la législation relative au travail de nuit) (p. 6942) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 78 (contreparties au travail de nuit et durée du travail - art. L. 213-4 du code du travail) (p. 6942) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 81 (préavis applicable au congé de bail locatif en cas d'obtention d'un premier emploi - art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs) (p. 6942) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6942, 6944) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Gilbert Chabroux, Serge Franchis, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roland Muzeau, Jean-Pierre Schosteck.

Adoption (14 décembre 2001) (p. 6944).

2. - Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité (25 avril 2001) [n° 3025 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (2 mai 2001) [n° 3032 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (9 mai 2001) - Adoption (10 mai 2001) [n° 668].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 2001) [n° 322 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Louis SOUVET (23 mai 2001) [n° 339 (2000-2001)] - Avis de M. James BORDAS (22 mai 2001) [n° 335 (2000-2001)] - Discussion (30, 31 mai 2001) - Adoption (31 mai 2001) [n° 97].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er juin 2001) [n° 3104 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (5 juin 2001) [n° 354 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alfred RECOURS (5 juin 2001) [n° 3108 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (1er juin 2001) [n° 3104 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (6 juin 2001) [n° 3114 (2000-2001)] - Discussion (12 juin 2001) - Adoption (12 juin 2001) [n° 685].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (13 juin 2001) [n° 376 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (20 juin 2001) [n° 390 (2000-2001)] - Discussion (25 juin 2001) - Adoption (25 juin 2001) [n° 123].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (25 juin 2001) [n° 3175 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (27 juin 2001) [n° 3200 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 699].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-450 DC du 11 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 18 juillet 2001) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 200-624 du 17 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 18 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(30 mai 2001) (p. 2470, 2508) ; (31 mai 2001) (p. 2516, 2547 ; 2557, 2615).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2470, 2508 ; 2516, 2522) : *MM. James Bordas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Louis de Broissia, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Claude Domeizel, Alain Gournac, Francis Grignon, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Jean-Paul Hugot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; André Jourdain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Serge Lagauche, Gérard Larcher, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roland Muzeau, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; René Trégouët, François Trucy, Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2522, 2615) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Jean-Yves Autexier, James Bordas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Louis de Broissia, Michel Caldaguès, Jean-Louis Carrère, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Robert Del Picchia, Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme; MM. Claude Domeizel, Guy Fischer, Philippe de Gaulle, Emmanuel Hamel, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Pierre Hérisson, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean-Paul Hugot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; André Jourdain, Roger Karoutchi, Pierre Laffitte, Serge Lagauche, Jacques Larché, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Philippe Marini, Roland Muzeau, Mmes Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication; Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales; Henri Weber.*

TITRE I^{er}

INDEMNISATION DU CHOMAGE ET MESURES D'AIDE AU RETOUR A L'EMPLOI

Art. 1^{er} (*mesures d'activation des dépenses du régime d'assurance chômage*) (p. 2522) - Adopté (p. 2524).

Art. 2 (*financement et pérennisation du dispositif des contrats de qualification adulte - art. 25 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions*) (p. 2524) - Adopté.

Art. 3 (*allocation de fin de formation - art. L. 351-10 et L. 351-10-2 nouveau du code du travail et art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 2524) - Adopté (p. 2525).

Art. 4 (*régime des prescriptions applicables à l'assurance chômage - art. L. 351-6, L. 351-6-1 et L. 351-6-2 nouveau du code du travail*) (p. 2525) - Adopté.

Art. 5 (*clarification des relations financières entre l'Etat et le régime d'assurance chômage*) (p. 2525) - Adopté après modification (p. 2526).

Après l'**art. 5** (p. 2527).

Art. additionnel (*prise en compte de l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer l'emploi*) (p. 2527) - Adopté (p. 2528).

TITRE II

FONDS DE RESERVE POUR LES RETRAITES

Art. 6 (*création du Fonds de réserve pour les retraités - art. L. 135-1, L. 137-5, L. 135-6, L. 135-7 à L. 135-14 nouveaux, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière*) (p. 2528).

Art. L. 135-6 du code de la sécurité sociale (*statut juridique et missions du Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 2531) - Adopté après modification (p. 2533).

Art. L. 135-7 du code de la sécurité sociale (*ressources du Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 2533) - Adopté après modification.

Art. L. 135-8 du code de la sécurité sociale (*conseil de surveillance et directoire*) (p. 2533) - Adopté après modification (p. 2536).

Après l'art. L. 135-8 du code de la sécurité sociale (p. 2536).

Art. additionnel (*missions du conseil de surveillance et du directoire du fonds de réserve pour les retraités*) (p. 2536) - Adopté.

Art. L. 135-9 du code de la sécurité sociale (*secrétaire général, personnel et frais de gestion du fonds de réserve pour les retraités*) (p. 2537) - Adopté.

Art. L. 135-10 du code de la sécurité sociale (*rôle de la Caisse des dépôts et consignations et instruments financiers*) (p. 2537) - Adopté après modification (p. 2539).

Après l'art. L. 135-10 du code de la sécurité sociale (p. 2539).

Art. additionnel (*règles prudentielles*) (p. 2539) - Adopté.

Art. additionnel (*ratios d'emprise*) (p. 2539) - Adopté (p. 2540).

Art. L. 135-11 du code de la sécurité sociale (*commissaires aux comptes*) (p. 2540) - Adopté après modification.

Art. L. 135-12 du code de la sécurité sociale (*règles de déontologie applicables aux membres du directoire*) (p. 2540) - Adopté après modification (p. 2541).

Art. L. 135-13 du code de la sécurité sociale (*contrôle exercé sur le Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 2541) - Adopté après modification.

Art. L. 135-14 du code de la sécurité sociale (*modalités d'application*) (p. 2541) - Adopté après modification (p. 2542).

Adoption de l'article 6 modifié (p. 2543).

Art. 6 bis (*remplacement temporaire d'un pharmacien titulaire d'officine ou d'un directeur de laboratoire d'analyses de biologie médicale dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée*) (p. 2543) - Supprimé.

Après l'**art. 6 bis** (p. 2543).

Art. additionnel (*mesure de réparation en faveur de tous les orphelins dont les parents ont été victimes, pendant la guerre de 39-45, de persécutions en raison de leur race ou de leurs opinions ou en raison d'actes de courage et qui ont trouvé la mort dans les camps de déportation*) (p. 2543) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 2547).

TITRE III

RATIFICATION DU CODE DE LA MUTUALITE

Art. 7 (*ratification de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001*) (p. 2557) - Supprimé (p. 2558).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JEUNESSE ET A L'EDUCATION POPULAIRE

Art. 8 (*conditions d'agrément des associations dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire*) (p. 2559) - Adopté après modification (p. 2560).

Après l'art. 8 (p. 2560).

Art. additionnel (politique associative et mesures en faveur du bénévolat) (p. 2560) - Adopté (p. 2561).

Art. additionnel (extension aux trois fonctions publiques du bénéfice du congé de représentation) (p. 2561) - Adopté (p. 2562).

Art. 9 (création d'un conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse) (p. 2562) - Adopté.

Art. 10 (création d'un conseil national de la jeunesse) (p. 2562) - Adopté.

Art. 11 (réglementation des centres de loisirs accueillant des mineurs - art. L. 227-1, L. 227-3 et L. 227-4 à L. 227-11 nouveaux du code de l'action sociale des familles) (p. 2562).

Art. L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles (principes guidant la protection des mineurs accueillis pendant les périodes de loisirs) (p. 2564) - Adopté (p. 2565).

Art. L. 227-5 du code de l'action sociale et des familles (obligation de déclaration préalable et d'assurance) (p. 2565) - Adopté après modification (p. 2566).

Art. L. 227-5-1 du code de l'action sociale et des familles (exemption des garderies périscolaires de l'obligation d'établir un projet éducatif) (p. 2566) - Adopté.

Art. L. 227-6 du code de l'action sociale et des familles (élargissement des incapacités professionnelles) (p. 2566) - Adopté après modification (p. 2567).

Art. L. 227-7 du code de l'action sociale et des familles (sanctions pénales) (p. 2567) - Adopté après modification.

Art. L. 227-8 du code de l'action sociale et des familles (surveillance des conditions d'accueil des mineurs) (p. 2567) - Adopté après modification.

Art. L. 227-9 du code de l'action sociale et des familles (interdiction d'exercer des fonctions auprès des mineurs ou d'organiser leur accueil) (p. 2567) - Adopté après modification (p. 2568).

Art. L. 227-10 du code de l'action sociale et des familles (pouvoirs de police administrative du représentant de l'Etat) (p. 2568) - Adopté.

Art. L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles (décrets d'application) (p. 2568) - Adopté.

Adoption de l'article 11 modifié (p. 2568).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EDUCATION ET A LA COMMUNICATION

Art. 12 (compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris - art. L. 621-3 nouveau du code de l'éducation) (p. 2570) - Adopté après modification (p. 2577).

Après l'art. 12 (p. 2577).

Art. additionnel (alignement des droits d'auteurs d'oeuvres audiovisuelles sur les droits d'auteurs d'oeuvres écrites) (p. 2577) - Adopté (p. 2578).

Art. additionnel (prolongation d'un an du délai de négociation aboutissant à un nouveau barème de rémunération dû aux artistes-interprètes par les disothèques les diffusant) (p. 2578) - Adopté (p. 2579).

Art. 13 (dispositif anti-concentration applicable à la télévision numérique hertzienne terrestre - art. 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) (p. 2580) - Adopté après modification (p. 2585).

Après l'art. 13 (p. 2585).

Art. additionnel (impossibilité pour l'INA d'utiliser les archives audiovisuelles qu'il détient pour exercer une activité commerciale de production) (p. 2585) - Adopté (p. 2587).

Art. additionnel (application du droit commun des sociétés aux sociétés d'auteurs) (p. 2589) - Adopté (p. 2590).

Art. additionnel (représentation des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2591) - Adopté.

Art. 14 (diffusion de la chaîne parlementaire en mode numérique par voie hertzienne terrestre - art. 45-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) (p. 2592) - Adopté après modification (p. 2593).

Art. 15 (régime juridique des réseaux de télécommunication à haut débit installés par des collectivités territoriales - art. L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales) (p. 2593) - Adopté après modification (p. 2595).

Art. 16 (délivrance des diplômes d'enseignement et d'animation d'une activité physique et sportive) (p. 2595) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 2595).

Art. additionnel (point de départ du délai d'adoption du statut de société commerciale par les clubs sportifs professionnels) (p. 2595) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour un conseil municipal de dissoudre la caisse des écoles en cas de non-fonctionnement de celle-ci) (p. 2595) - Adopté (p. 2596).

Art. additionnel (restauration d'un cadre légal pour l'exercice de l'activité professionnelle des agents de l'éducation physique et sportive des collèges et lycées privés sous contrat d'association avec l'Etat) (p. 2596) - Adopté (p. 2597).

Art. 17 (adaptation des règles régissant l'accès des partis et groupements aux antennes publiques de radio et de télévision) (p. 2597) - Adopté.

Art. 18 (encadrement des cartes d'abonnement au cinéma - art. 27 du code de l'industrie cinématographique) (p. 2597) - Adopté après modification (p. 2599).

Après l'art. 18 (p. 2599).

Art. additionnel (possibilité de rendre inopérants, dans les salles de spectacles, les téléphones mobiles) (p. 2599) - Adopté (p. 2601).

Avant l'art. 19 (p. 2601).

Division additionnelle (Titre VI - Dispositions diverses) (p. 2601) - Adoptée.

Art. 19 (prise en compte du covoiturage au titre des accidents de trajet) (p. 2601) - Adopté.

Après l'art. 19 (p. 2601).

Art. additionnel (remplacement temporaire d'un pharmacien titulaire d'officine ou d'un directeur de laboratoire d'analyses médicales dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée) (p. 2601) - Adopté.

Art. additionnel (application aux agents sous contrat de droit privé employés par les collectivités territoriales des modalités de contrôle applicables aux fonctionnaires territoriaux en cas de congé de maladie) (p. 2601) - Adopté (p. 2603).

Art. additionnel (fonctionnaires territoriaux des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels mis à la disposition de l'Etat et de l'institut national d'étude de la sécurité civile) (p. 2603) - Adopté.

Art. additionnel (création, au sein de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, d'un fonds national de prévention des accidents du travail et des

maladies professionnelles dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2603) - Adopté (p. 2605).

Art. additionnel (*rétablissement de la situation des veuves algériennes d'anciens fonctionnaires relevant de la CNRACL n'ayant pas souscrit la déclaration récognitive de nationalité française*) (p. 2605) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux retraités de la CNRACL et du fonds spécial des pensions des ouvriers de l'Etat domiciliés dans les DOM du versement des prestations familiales par les caisses d'allocations familiales*) (p. 2605) - Adopté (p. 2606).

Art. additionnel (*maintien de la garantie décès en cas de changement d'organisme assureur, de faillite de l'entreprise ou de période d'incapacité ou d'invalidité aux bénéficiaires du contrat de prévoyance complémentaire*) (p. 2606) - Adopté (p. 2607).

Art. additionnel (*bénéfice de la couverture maladie universelle complémentaire pour les bénéficiaires de minima sociaux*) (p. 2607) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 2608).

Art. additionnel (*fixation du seuil de pauvreté par le niveau de ressources ouvrant droit à la CMU complémentaire*) (p. 2607) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 2609).

Art. 20 (*subventions aux associations à caractère social ou humanitaire par les comités d'entreprises - art. L. 432-8 du code du travail*) (p. 2609) - Supprimé.

Art. 21 (*sociétés coopératives d'intérêt collectif - loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. L. 228-36 du code du commerce*) (p. 2609) - Supprimé (p. 2613).

Art. 22 (*validation législative d'actes administratifs relatifs au recrutement d'enseignants des écoles d'architecture et aux diplômes délivrés à des étudiants de l'école d'architecture de Paris*) (p. 2613) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2614, 2615) : *MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Emmanuel Hamel, Serge Lagache, Roland Muzeau, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication.*

Adoption (31 mai 2001) (p. 2615).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 juin 2001) (p. 3459, 3491).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3459, 3467) : *MM. Gilbert Chabroux, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; André Jourdain, en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3467, 3491) : *MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; André Jourdain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Danièle Pourtaud, MM. Victor Reux, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

TITRE I^{er}

INDEMNISATION DU CHOMAGE ET MESURES D'AIDE AU RETOUR A L'EMPLOI

Art. 5 (*clarification des relations financières entre l'Etat et le régime d'assurance chômage*) (p. 3467) - Adopté après modification (p. 3468).

TITRE II

FONDS DE RESERVE POUR LES RETRAITES

Art. 6 (*création du Fonds de réserve pour les retraités - art. L. 135-1, L. 137-5, L. 135-6, L. 135-7 à L. 135-14*

nouveaux, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière) (p. 3468).

Art. L. 135-6 du code de la sécurité sociale (*statut juridique et missions du Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 3469) - Adopté après modification (p. 3470).

Art. L. 135-7 du code de la sécurité sociale (*ressources du Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 3470) - Adopté après modification.

Art. L. 135-8 du code de la sécurité sociale (*conseil de surveillance et directoire*) (p. 3470) - Adopté après modification.

Art. L. 135-8-1 du code de la sécurité sociale (*missions du conseil de surveillance et du directoire du Fonds de réserve pour les retraités*) (p. 3470) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3471).

Art. L. 135-10 du code de la sécurité sociale (*rôle de la Caisse des dépôts et consignations et instruments financiers*) (p. 3471) - Adopté après modification.

Art. L. 135-10-2 du code de la sécurité sociale (*ratios d'emprise*) (p. 3471) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. L. 135-14 du code de la sécurité sociale (*modalités d'application*) (p. 3471) - Adopté après modification (p. 3472).

Adoption de l'article 6 modifié (p. 3472).

TITRE III

RATIFICATION DU CODE DE LA MUTUALITE

Art. 7 (*ratification de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001*) (p. 3472) - Adopté après modification (p. 3478).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JEUNESSE ET A L'EDUCATION POPULAIRE.

Art. 11 (*réglementation des centres de loisirs accueillant des mineurs - art. L. 227-1, L. 227-3 et L. 227-4 à L. 227-11 nouveaux du code de l'action sociale des familles*) (p. 3478).

Art. L. 227-5 du code de l'action sociale et des familles (*obligation de déclaration préalable et d'assurance*) (p. 3480) - Adopté après modification.

Art. L. 227-6 du code de l'action sociale et des familles (*élargissement des incapacités professionnelles*) (p. 3480) - Adopté après modification.

Art. L. 227-8 du code de l'action sociale et des familles (*surveillance des conditions d'accueil des mineurs*) (p. 3480) - Adopté après modification.

Art. L. 227-9 du code de l'action sociale et des familles (*interdiction d'exercer des fonctions auprès des mineurs ou d'organiser leur accueil*) (p. 3480) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 11 modifié (p. 3480).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EDUCATION ET A LA COMMUNICATION

Art. 12 (*compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris - art. L. 621-3 nouveau du code de l'éducation*) (p. 3480) - Adopté (p. 3481).

Art. 12 bis (*rémunération pour copie privée numérique - art. L. 311-1, L. 311-2, L. 311-4, L. 311-7 et L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 3481) - Adopté.

Art. 13 (*disposition anticoncentration applicable à la télévision numérique hertzienne terrestre - art. 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 3481) - Adopté après modification (p. 3483).

Art. 13 bis (*activités de production de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - art. 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 3483) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 13 ter (*information des membres des sociétés de perception de droits - art. L. 321-5 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 3483) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3484).

Art. 13 quater (*composition des instances consultatives compétentes en matière de propriété intellectuelle - art. L. 321-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle*) (p. 3484) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 14 (*diffusion de la chaîne parlementaire en mode numérique par voie hertzienne terrestre - art. 45-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) (p. 3484) - Adopté après modification.

Art. 15 (*régime juridique des réseaux de télécommunication à haut débit installés par des collectivités territoriales - art. L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales*) (p. 3485) - Adopté après modification.

Art. 15 bis (*impossibilité pour un propriétaire d'immeuble de s'opposer à l'installation d'antennes extérieures réceptrices de radiodiffusion ou réceptrices et émettrices de télécommunication fixes - art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion*) (p. 3487) - Adopté.

Art. 16 quater (*dispense de qualification pour l'enseignement, l'animation ou l'encadrement sportifs - art. L. 363-1 du code de l'éducation*) (p. 3487) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 18 (*encadrement des cartes d'abonnement au cinéma - art. 27 du code de l'industrie cinématographique*) (p. 3488) - Adopté après modification.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 19 bis (*prise en compte du télétravail dans les programmes locaux de l'habitat*) (p. 3488) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 19 octies (*versement des prestations familiales aux retraités de la fonction publique territoriale dans les DOM - art. L. 212-4 du code de la sécurité sociale*) (p. 3488) - Adopté.

Art. 20 (*subventions aux associations à caractère social ou humanitaire par les comités d'entreprises - art. L. 432-8 du code du travail*) (p. 3489) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 21 (*sociétés coopératives d'intérêt collectif - loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. L. 228-36 du code du commerce*) (p. 3490) - Supprimé (p. 3491).

Art. 23 (*art. L. 143-11-7 du code du travail*) (p. 3491) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3491) : M. Gilbert Chabroux.

Adoption (25 juin 2001) (p. 3491).

3. - Projet de loi rénovant l'action sociale et médico-sociale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (26 juillet 2000) [n° 2559 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Francis HAMMEL (24 janvier 2001) [n° 2881 (2000-2001)] - Discussion (31 janvier et 1er février 2001) - Adoption (1er février 2001) [n° 632].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 février 2001) [n° 214 rect. (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Paul BLANC (23 octobre 2001) [n° 37 (2001-2002)] - Discussion (30, 31 octobre 2001) - Adoption (31 octobre 2001) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 novembre 2001) [n° 3366 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Francis HAMMEL (4 décembre 2001) [n° 3433 (2001-2002)] - Discussion (18 décembre 2001) - Adoption (18 décembre 2001) [n° 752].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Paul BLANC (4 décembre 2001) [n° 110 (2001-2002)] - Discussion (19 décembre 2001) - Adoption (19 décembre 2001) [n° 34].

PROMULGATION : loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 2001) (p. 4497, 4520) ; (31 octobre 2001) (p. 4540, 4632).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4497, 4520) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Blanc, Paul Blanc, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Claire-Lise Campion, MM. Bernard Cazeau, Gérard Delfau, Mme Paulette Guinchar-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; MM. Jean-Louis Lorrain, Roland Muzeau, Alain Vasselle.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4540, 4629) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales ; Jean-Paul Amoudry, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Blanc, Paul Blanc, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Claire-Lise Campion, MM. Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Jean-Patrick Courtois, Philippe Darniche, Mme Michelle Demessine, MM. Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Serge Franchis, Mme Paulette Guinchar-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées ; MM. Jean-Louis Lorrain, Michel Mercier, Bernard Murat, Roland Muzeau, Alain Vasselle.

Chapitre 1^{er}

Principes fondamentaux

Section 1

Des fondements de l'action sociale et médico-sociale

Avant l'art. 1^{er} (p. 4540).

Art. additionnel (*insertion dans le code de l'action sociale et des familles d'un chapitre additionnel relatif aux principes généraux de l'action sociale et médico-sociale*) (p. 4540) - Adopté.

Art. 1^{er} (*fondements de l'action sociale et médico-sociale*) (p. 4540) - Adopté après modification (p. 4542).

Art. 2 (*principes guidant l'action sociale et médico-sociale*) (p. 4542) - Adopté (p. 4543).

Avant l'art. 3 (p. 4543).

Art. additionnel (*nouvelle rédaction du livre III du code de l'action sociale et des familles relatif à la mise en oeuvre de l'action sociale et médico-sociale*) (p. 4543) - Adopté.

Art. 3 (*définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale*) (p. 4543) - Adopté après modification (p. 4548).

Après l'art. 3 (p. 4548).

Art. additionnel (*charte relative aux principes déontologiques et éthiques des gestionnaires du secteur*)

social et médico-social) (p. 4548) - Adopté après modification (p. 4550).

Section 2

Des droits des usagers du secteur social et médico-social

Art. 4 (*fixation des droits des usagers du secteur social et médico-social*) (p. 4550) - Adopté après modification (p. 4551).

Art. 5 (*documents devant être remis aux personnes accueillies dans un établissement ou un service social et médico-social*) (p. 4551) - Adopté après modification (p. 4553).

Art. 6 (*possibilité de recours à un médiateur*) (p. 4553) - Adopté après modification (p. 4554).

Art. 6 bis (*conseil de la vie sociale et autres formes de participation des usagers*) (p. 4554) - Adopté après modification (p. 4555).

Art. 7 (*règlement de fonctionnement*) (p. 4555) - Adopté après modification.

Art. 8 (*élaboration d'un projet d'établissement ou de service*) (p. 4556) - Adopté après modification.

Chapitre 2

De l'organisation de l'action sociale et médico-sociale

Avant la section 1 (p. 4556).

Art. additionnel (*insertion d'un chapitre relatif à l'organisation de l'action sociale et médico-sociale dans le code de l'action sociale et des familles*) (p. 4556) - Adopté.

Section 1

Des établissements et des services sociaux et médico-sociaux

Art. 9 (*liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 4557) - Adopté après modification (p. 4562).

Art. 9 bis (*conseil supérieur des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 4562) - Adopté.

Section 2

De l'analyse des besoins et de la programmation des actions

Art. 10 (*élargissement des missions des comités de l'organisation sanitaire et sociale*) (p. 4563) - Adopté après modification (p. 4566).

Art. 11 (*conventions de coordination des actions sociales et médico-sociales*) (p. 4566) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Section 3

Des schémas d'organisation sociale et médico-sociale

Art. 12 (*contenu des schémas d'organisation sociale et médico-sociale*) (p. 4567) - Adopté après modification.

Art. 13 (*procédure d'élaboration des schémas*) (p. 4567) - Adopté après modification (p. 4572).

Section 4

De la coordination

Nouvel intitulé (*De la coordination et de la coopération*) (p. 4578) - Adopté.

Art. 14 A (*conventions de coordination des actions sociales et médico-sociales*) (p. 4578) - Adopté après modification (p. 4579).

Art. 14 (*coordination des intervenants*) (p. 4579) - Adopté après modification (p. 4581).

Art. 15 (*obligation d'évaluation des prestations fournies*) (p. 4581) - Adopté après modification (p. 4583).

Art. 16 (*création d'un système d'information unifié des données sociales et médico-sociales*) (p. 4583) - Adopté après modification (p. 4584).

Chapitre 3

Des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Avant la section 1 (p. 4584).

Art. additionnel (*insertion dans le code de l'action sociale et des familles d'un chapitre relatif aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux*) (p. 4584) - Adopté.

Section 1

Des autorisations

Art. 17 (*procédure de délivrance de l'autorisation*) (p. 4573) - Adopté après modification (p. 4578 ; priorité ordonnée p. 4572).

Art. 18 (*examen et périodicité des demandes d'autorisation*) (p. 4584) - Adopté après modification (p. 4586).

Art. 19 (*autorité compétente pour délivrer les autorisations*) (p. 4586) - Adopté après modification.

Art. 20 (*conditions de délivrance de l'autorisation*) (p. 4586) - Adopté après modification (p. 4588).

Art. 21 (*renouvellement de l'autorisation de création*) (p. 4588) - Adopté après modification (p. 4590).

Art. 22 (*conditions de délivrance et effets de l'autorisation*) (p. 4590) - Adopté après modification (p. 4591).

Art. 23 (*régime de l'autorisation des équipements expérimentaux*) (p. 4591) - Adopté après modification.

Après l'art. 23 (p. 4591).

Art. additionnel (*conditions de refus d'une habilitation à accueillir les bénéficiaires de l'aide sociale*) (p. 4591) - Adopté.

Art. additionnel (*conditions de refus d'une habilitation à délivrer des soins*) (p. 4592) - Adopté.

Section 2

De l'habilitation à recevoir les mineurs confiés par l'autorité judiciaire

Art. 24 (*autorité compétente pour délivrer l'habilitation à recevoir les mineurs confiés par l'autorité judiciaire*) (p. 4593) - Adopté après modification.

Section 3

Des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens

Art. 25 (*définition des stipulations et des parties contractantes des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 4593) - Adopté après modification (p. 4594).

Après l'art. 25 (p. 4594).

Art. additionnel (*conventions pluriannuelles en matière d'hébergement des personnes âgées dépendantes*) (p. 4594) - Adopté après modification (p. 4595).

Section 4

Du contrôle

Art. 26 (*pouvoir de contrôle des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales*) (p. 4595) - Adopté après modification (p. 4597).

Art. 27 (*pouvoir d'injonction et désignation d'un administrateur provisoire*) (p. 4597) - Adopté après modification (p. 4601).

Art. 28 (*fermeture des établissements ou services ouverts, transformés ou ayant accru leur capacité sans l'autorisation nécessaire*) (p. 4601) - Adopté après modification.

Art. 29 (*procédure de fermeture d'urgence par le représentant de l'Etat dans le département*) (p. 4601) - Adopté après modification (p. 4602).

Art. 30 (*placement des personnes accueillies dans un établissement faisant l'objet d'une procédure de fermeture*) (p. 4602) - Adopté après modification.

Art. 31 (*retrait de l'autorisation*) (p. 4602) - Adopté après modification.

Après l'**art. 31** (p. 4602).

Art. additionnel (*modalités de récupération des financements émanant de la collectivité nationale en cas de fermeture définitive d'un établissement et affectation des dotations*) (p. 4602) - Adopté (p. 4603).

Art. 32 (*prérogatives respectives du président du conseil général et de l'autorité judiciaire*) (p. 4603) - Adopté après modification.

Art. 33 (*sanctions pénales*) (p. 4603) - Adopté après modification (p. 4604).

Après l'**art. 33** (p. 4604).

Art. additionnel (*mesures réglementaires d'application*) (p. 4604) - Adopté.

Chapitre IV

Des dispositions financières

Avant la **section 1** (p. 4604).

Art. additionnel (*insertion au sein du code de l'action sociale et des familles d'un chapitre relatif aux dispositions financières*) (p. 4604) - Adopté.

Section 1

Des règles de compétences en matière tarifaire

Art. 34 (*autorités compétentes en matière de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 4604) - Adopté après modification (p. 4605).

Art. 35 (*autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes*) (p. 4605) - Adopté après modification (p. 4606).

Après l'**art. 35** (p. 4606).

Art. additionnel (*mise à jour et codification de divers articles du code de l'action sociale et des familles*) (p. 4606) - Adopté.

Art. additionnel (*procédure d'agrément des conventions collectives*) (p. 4607) - Adopté après modification (p. 4608).

Art. additionnel (*mise à jour de la codification de divers articles du code de l'action sociale et des familles*) (p. 4608) - Adopté.

Section 2

Des règles budgétaires et de financement

Art. 36 (*pouvoirs budgétaires de l'autorité compétente en matière de tarification*) (p. 4609) - Adopté après modification (p. 4611).

Art. 37 (*modalités de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 4612) - Adopté après modification.

Après l'**art. 37** (p. 4612).

Art. additionnel (*insertion de divers articles du code de l'action sociale et des familles*) (p. 4612) - Adopté (p. 4613).

Art. 37 bis (*juridictions de la tarification sanitaire et sociale*) (p. 4613) - Adopté après modification (p. 4614).

Chapitre 5

Des dispositions propres aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant des personnes morales de droit public

Avant la **section 1** (p. 4614).

Art. additionnel (*insertion d'un chapitre relatif aux dispositions propres aux établissements et services sociaux et médico-sociaux de droit public*) (p. 4614) - Adopté.

Section 1

Des dispositions générales

Art. 38 (*création des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics*) (p. 4615) - Adopté.

Art. 39 (*établissements et services sociaux et médico-sociaux publics dépourvus de la personnalité morale*) (p. 4615) - Adopté après modification.

Après l'**art. 39** (p. 4615).

Art. additionnel (*reprise de divers articles du code de l'action sociale et des familles relatifs aux établissements et services sociaux et médico-sociaux de droit public*) (p. 4615) - Adopté (p. 4616).

Section 2

Du statut des établissements publics sociaux et médico-sociaux dotés de la personnalité juridique

Art. 40 (*nature des établissements sociaux et médico-sociaux, structure d'administration et désignation du directeur*) (p. 4616) - Adopté.

Art. 41 (*composition des conseils d'administration des établissements publics sociaux et médico-sociaux*) (p. 4616) - Adopté après modification (p. 4617).

Art. 42 (*incompatibilités avec la qualité de membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'un service public social et médico-social*) (p. 4617) - Adopté après modification (p. 4618).

Art. 43 (*compétences du conseil d'administration*) (p. 4618) - Adopté après modification.

Art. 43 bis (*comité technique d'établissement*) (p. 4618) - Adopté après modification (p. 4619).

Art. 44 (*pouvoirs de la tutelle sur les établissements publics sociaux et médico-sociaux*) (p. 4620) - Adopté.

Art. 44 bis (*adoption du budget et des comptes financiers*) (p. 4620) - Adopté après modification.

Art. 45 (*statut des comptables des établissements publics sociaux et médico-sociaux*) (p. 4621) - Adopté.

Art. 46 (*rôle du directeur des établissements publics*) (p. 4621) - Adopté.

Art. 46 bis (*régime des établissements publics sociaux et médico-sociaux nationaux*) (p. 4620) - Adopté.

Chapitre 6

Dispositions diverses et transitoires

Art. 47 (*coordinations avec la loi n° 75-535 du 30 juin 1975*) (p. 4622) - Supprimé (p. 4623).

Art. 48 (*autorités compétentes en matière de tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux - art. L. 162-24-1 et L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 4623) - Adopté.

Art. 49 (*modalités de tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux - art. L. 174-7 et L. 174-8 du code de la sécurité sociale*) (p. 4623) - Adopté.

Art. 50 (*modalités de tarification de certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées - art. 1er et 3 de la loi du 6 juillet 1990*) (p. 4623) - Adopté après modification (p. 4624).

Art. 50 bis (*rôle du centre communal ou intercommunal d'action sociale - art. 136 et 140 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 4624) - Adopté après modification (p. 4625).

Art. 51 (*délai de mise en oeuvre des dispositions relatives aux droits des usagers*) (p. 4625) - Adopté après modification.

Art. 52 (*date d'entrée en vigueur de l'article 17*) (p. 4625) - Adopté après modification (p. 4626).

Art. 53 (*agrément des appartements de coordination thérapeutique*) (p. 4626) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 54 (*date d'entrée en vigueur de l'article 49 - art. L. 174-8 du code de la sécurité sociale*) (p. 4626) - Adopté.

Art. 55 (*incapacités applicables aux personnels des institutions sociales et médico-sociales - art. L. 133-6-1 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 4626) - Adopté.

Après l'art. 55 (p. 4626).

Art. additionnel (*actions de prévention spécialisée*) (p. 4626) - Adopté.

Art. 56 (*commission départementale de l'accueil des jeunes enfants*) (p. 4626) - Adopté (p. 4627).

Après l'art. 56 (p. 4627).

Art. additionnel (*simplification des règles d'admission à l'aide sociale pour les personnes accueillies dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale et attribution d'une base légale à l'organisation du dispositif d'accueil des demandeurs d'asile et réfugiés*) (p. 4627) - Adopté.

Art. additionnel (*corrections au dispositif législatif en vigueur*) (p. 4627) - Adopté (p. 4628).

Art. additionnel (*application du régime de l'agrément aux établissements publics assurant l'hébergement des personnes âgées*) (p. 4628) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4629, 4631) : M. Paul Blanc, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Claire-Lise Campion, MM. Daniel Eckenspieller, Serge Franchis, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; M. Roland Muzeau.

Scrutin public n° 15 (p. 4631).

Adoption (31 octobre 2001) (p. 4631).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 2001) (p. 7132, 7153).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7132, 7134) : MM. Paul Blanc, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Bernard Cazeau, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7135, 7153).

Chapitre 1^{er}

Principes fondamentaux

Section 1

Des fondements de l'action sociale et médico-sociale

Art. 1^{er} A, 1er, 2, 2 bis, 3 et 3 bis (p. 7135).

Section 2

Des droits des usagers du secteur social et médico-social

Art. 4 (p. 7135).

Art. 5, 6, 6 bis, 7, 8 et 8 bis (p. 7136).

Chapitre 2

De l'organisation de l'action sociale et médico-sociale

Art. 9 A (p. 7136).

Section 1

Des établissements et des services sociaux et médico-sociaux

Art. 9 et 9 bis (p. 7137).

Section 2

De l'évaluation des besoins, de leur analyse et de la programmation des actions

Art. 10 (p. 7138).

Section 3

Des schémas d'organisation sociale et médico-sociale

Art. 12 et 13 (p. 7138).

Section 4

De la coordination et de la coopération

Art. 14 A et 14 (p. 7139).

Section 5

De l'évaluation et des systèmes d'information

Art. 15 et 16 (p. 7139).

Chapitre 3

Des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Art. 17 A (p. 7140).

Section 1

Des autorisations

Art. 17, 18 et 19 (p. 7140).

Art. 20, 21, 22, 23 et 23 bis (p. 7141).

Art. 23 ter A et 23 ter (p. 7142).

Section 2

De l'habilitation à recevoir les mineurs confiés par l'autorité judiciaire

Art. 24 (p. 7142).

Section 3

Des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens

Art. 25 et 25 bis (p. 7142).

Section 4

Du contrôle

Art. 26, 27, 28 et 29 (p. 7143).

Art. 30, 31, 31 bis et 32 (p. 7144).

Section 5

Dispositions pénales

Art. 33 et 33 bis A (p. 7144).

Section 6

Dispositions communes

Art. 33 bis B (p. 7144).

Art. 33 bis (p. 7145).

Chapitre 4

Des dispositions financières

Art. 34 A (p. 7145).

Section 1

Des règles de compétences en matière tarifaire

Art. 34 et 35 (p. 7145).

Section 2

Des règles budgétaires et de financement

Art. 35 bis (p. 7145) - Supprimé par la CMP.

Art. 35 ter (p. 7145).

Art. 35 quater et 36 (p. 7146).

Art. 37 et 37 bis AA (p. 7147).

Section 3

Dispositions diverses

Art. 37 bis A (p. 7147).

Art. 37 bis (p. 7148).

Chapitre 5

Des dispositions propres aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de personnes morales de droit public

Art. 38 A (p. 7148).

Section 1

Des dispositions générales

Art. 38 AB, 38, 39 et 39 bis (p. 7148).

Section 2

Du statut des établissements publics sociaux et médico-sociaux dotés de la personnalité juridique

Art. 40, 41 et 42 (p. 7149).

Art. 43, 43 bis, 44 et 44 bis (p. 7150).

Art. 45, 46 et 46 bis (p. 7151).

Chapitre 6

Dispositions diverses et transitoires

Art. 47 (p. 7151).

Art. 48 (p. 7152).

Art. 49 (p. 7152) - Supprimé par la CMP.

Art. 50, 50 bis, 51 et 52 (p. 7152).

Art. 54 (p. 7152) - Supprimé par la CMP.

Art. 55 bis, 56 et 57 (p. 7142).

Art. 58, 59 et 60 (p. 7153).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7153) : *MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Bernard Cazeau.*

Adoption (19 décembre 2001) (p. 7153).

Polynésie française

Voir *Communications du Gouvernement*

Président de la République

Voir *Rappels au règlement*

Prisons

1. - Proposition de loi relative aux conditions de détention dans les établissements pénitentiaires et au contrôle général des prisons, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Jacques HYEST (29 novembre 2000) [n° 115 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (17 avril 2001) [n° 271 (2000-

2001)] - Discussion (26 avril 2001) - Adoption (26 avril 2001) [n° 78].

Discussion (première lecture)

(26 avril 2001) (p. 1549, 1576).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1549, 1570) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, Guy-Pierre Cabanel, Marcel-Pierre Cléach, Jean-Jacques Hyest, Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Georges Othily, rapporteur de la commission des lois; Bernard Seillier.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1570, 1575) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Georges Othily, rapporteur de la commission des lois.*

Section 1

Dispositions relatives aux maisons d'arrêt

Art. 1^{er} (possibilité de retenir des prévenus en établissement pour peines - art. 714 du code de procédure pénale) (p. 1570) - Adopté.

Art. 2 (interdiction de maintenir en maison d'arrêt des condamnés - art. 717 du code de procédure pénale) (p. 1570) - Adopté.

Section 2

Disposition relative aux détenus souffrant d'une maladie grave

Art. 3 (suspension de peine pour les détenus dont le pronostic vital est en jeu - art. 720-1 du code de procédure pénale) (p. 1572) - Adopté après modification (p. 1573).

Section 3

Dispositions relatives au contrôle général des prisons

Art. 4 à 10 (création d'un contrôle général des prisons) (p. 1573) - Adoptés.

Section 4

Disposition relative aux sanctions disciplinaires

Art. 11 (durée de l'enfermement en cellule disciplinaire - art. 726 du code de procédure pénale) (p. 1573) - Adopté après modification (p. 1574).

Après l'art. 11 (p. 1574).

Art. additionnel (droit à l'avocat au cours de la procédure disciplinaire) (p. 1574) - Adopté (p. 1575).

Art. additionnel (décision de mise à l'isolement ou de transfèrement de détenus traitée comme une décision disciplinaire) (p. 1575) - Adopté.

Art. 12 (application outre-mer) (p. 1575) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1575, 1576) : *MM. Robert Bret, Guy-Pierre Cabanel, Claude Estier, Jean-Jacques Hyest, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Adoption (26 avril 2001) (p. 1576).

Procédure parlementaire

Voir *Personnes âgées, 1*
Risques professionnels, 1

Produits chimiques et parachimiques

Voir *Allocutions et communications*

Propriété intellectuelle

1. - Proposition de loi tendant à prévoir un barème de rémunération équitable applicable aux discothèques et activités similaires, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Danièle POURTAUD (3 avril 2001) [n° 244 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Danièle POURTAUD (9 mai 2001) [n° 307 (2000-2001)] - Discussion (17 mai 2001) - Adoption (17 mai 2001) [n° 93].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à l'application du barème de la rémunération équitable due par les discothèques pour l'utilisation des phonogrammes du commerce.

Discussion (première lecture)

(17 mai 2001) (p. 2199, 2202).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2199, 2201) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Serge Lagache, Gérard Le Cam, Mme Danièle Pourtaud, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2201).

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative à l'application du barème de la rémunération équitable due par les discothèques pour l'utilisation de phonogrammes du commerce*) (p. 2201) - Adopté.

Adoption (17 mai 2001) (p. 2202).

2. - Proposition de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle et tendant à prévoir une rémunération pour la copie privée numérique, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Danièle POURTAUD (3 avril 2001) [n° 245 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Danièle POURTAUD (9 mai 2001) [n° 308 (2000-2001)] - Discussion (17 mai 2001) - Adoption (17 mai 2001) [n° 94].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la rémunération pour copie privée sur supports numériques.

Discussion (première lecture)

(17 mai 2001) (p. 2202, 2206).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2202, 2205) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Serge Lagache, Gérard Le Cam, Mme Danièle Pourtaud, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2205, 2206) : *M. Philippe de Gaulle.*

Art. 1^{er} (*définition des bénéficiaires de la rémunération pour copie privée étendue aux auteurs et éditeurs d'oeuvres fixées sur tout support faisant l'objet de copie privée sur support numérique - art. L. 311-1 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 2205) - Adopté.

Art. 2 (*conditions d'application de la loi aux phonogrammes et vidéogrammes fixés à l'étranger - art. L. 311-2 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 2205) - Adopté.

Art. 3 (*modalités de versement de la rémunération pour copie privée - art. L. 311-3 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 2206) - Adopté.

Art. 4 (*répartition de la rémunération pour copie privée entre les différentes catégories de titulaires de droits - art. L. 311-7 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 2206) - Adopté.

Art. 5 (*droit au remboursement de la rémunération pour copie privée - art. L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle*) (p. 2206) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi relative à la rémunération pour copie privée sur support numérique*) (p. 2206) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2206) : *M. Michel Esneu.*

Adoption (17 mai 2001) (p. 2206).

Q**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Elections et référendums, 1*
Emploi, 1
Entreprises, 1
Femmes, 1
Impôts et taxes, 1
Personnes âgées, 1
Risques professionnels, 1
Lois de finances
Sécurité sociale, 1
Vie, médecine et biologie, 1

R

Rappels au règlement

De Mme Odette Terrade : article 36 du règlement du Sénat : suppression d'emplois au sein du groupe Danone. Apporte le soutien des sénateurs du groupe CRC (16 janvier 2001) (p. 146, 147).

De M. Jean-Jacques Hyst : article 36 du règlement du Sénat : propos tenus par un responsable syndical de la police sur une chaîne de radio (23 janvier 2001) (p. 296, 297).

De M. Patrice Gélard : protestation contre la déclaration du ministre des relations avec le Parlement concernant le déroulement des débats du Sénat (25 janvier 2001) (p. 347).

De M. Patrice Gélard : déclaration du Président de l'Assemblée nationale fustigeant les « manoeuvres politiciennes » du Sénat à propos du débat sur la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (30 janvier 2001) (p. 457)

De M. Philippe Marini : communiqué diffusé par les services du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sur les conditions de clôture de l'exercice budgétaire 2000 (30 janvier 2001) (p. 435).

De M. Denis Badré : désordres survenus au Centre commercial de La Défense. Intervention des services de sécurité. Analyse du Gouvernement (30 janvier 2001) (p. 434).

De M. Yves Fréville : retrait du débat sur la décentralisation de l'ordre du jour prioritaire. Augmentation du prélèvement sur les collectivités locales (30 janvier 2001) (p. 434).

De M. Jean-Pierre Raffarin : déclaration de M. Jean-Jack Queyranne parlant de « manoeuvres d'obstruction » en accusant le Sénat de ne pas accomplir son travail législatif. Se déclare choqué par ces propos (31 janvier 2001) (p. 489, 490).

De M. Michel Charasse : demande à M. le Président du Sénat une réunion du bureau afin d'examiner la convocation en qualité de témoin du Président de la République. Substitution de l'autorité judiciaire aux pouvoirs élus. Atteinte à l'équilibre des pouvoirs (29 mars 2001) (p. 877, 878).

De Mme Nicole Borvo : article 36 du règlement du Sénat : licenciements dans les grandes entreprises. Le groupe CRC s'associe à la colère des salariés de Marks et Spencer à la suite de la fermeture de tous les magasins du groupe. Engagement du Premier ministre de porter plainte pour délit d'entrave (3 avril 2001) (p. 958).

De M. Alain Vasselle : déplore les conditions de travail du Parlement (9 mai 2001) (p. 1778) - *MM. Alain Vasselle, Christian Poncelet, président du Sénat*

De M. Claude Estier : s'inquiète de la publication par le Figaro du rapport de la commission d'enquête sur les farines animales la veille de sa présentation (17 mai 2001) (p. 2198, 2199).

De M. Paul Girod : se félicite de la décision du Gouvernement de reporter l'examen des articles du projet de loi de modernisation sociale relatifs aux licenciements (26 juin 2001) (p. 3579, 3580) - *MM. Paul Girod, Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales.*

De M. Roland Muzeau : déplore le report de l'examen des articles du projet de loi de modernisation sociale relatifs aux licenciements (26 juin 2001) (p. 3580) - *MM. Roland Muzeau, Jacques Valade, vice-président du Sénat, président*

de séance ; Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales.

De Mme Marie-Madeleine Dieulangard : avec le groupe socialiste, déplore le report de l'examen des articles du projet de loi de modernisation sociale relatifs aux licenciements (26 juin 2001) (p. 3580).

De M. Claude Estier : dépôt d'une requête tendant à l'annulation de l'ensemble des élections sénatoriales du 23 septembre 2001. Présence sur le site du Sénat de simulations des résultats électoraux (4 octobre 2001) (p. 3848) - *MM. Claude Estier, Christian Poncelet, président du Sénat*

De M. Jacques Pelletier : élection des bureaux des commissions. Exprime son mécontentement de l'évincement du groupe RDSE de la vice-présidence de la commission des affaires économiques (4 octobre 2001) (p. 3848)

De M. Emmanuel Hamel : article 36 du règlement du Sénat : retrait du salon des Messagers d'Etat des panneaux d'affichage des résultats du scrutin du 23 septembre (18 octobre 2001) (p. 4232).

De M. Auguste Cazalet : inquiétude des policiers après le tragique événement de Monein (29 novembre 2001) (p. 5800)

De M. Jack Ralite : critique de la procédure de discussion du budget de la culture (1^{er} décembre 2001) (p. 5989)

De M. Jean-Paul Amoudry : crise de la gendarmerie nationale. Hommage à ce corps de métier (5 décembre 2001) (p. 6290)

De M. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales : demande une explication au Gouvernement sur ses intentions à la suite de la censure par le Conseil constitutionnel de plusieurs articles de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (19 décembre 2001) (p. 7131, 7132).

Rapports au Parlement

Rapport sur les **retraites agricoles** établi en application de l'article 3 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999, d'orientation agricole (17 janvier 2001) (p. 209)

Dépôt du **rapport annuel de la Cour des comptes** (24 janvier 2001) (p. 339, 342)

Rapport annuel sur les **transferts transfrontaliers de déchets** pour 1998, établi en application de l'article 23-4 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (27 mars 2001) (p. 695)

Rapport sur l'application du livre V du **code des ports maritimes** en application de la loi n° 92-496 du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports maritimes (27 mars 2001) (p. 695)

Rapport trisannuel sur **l'occupation des logements d'habitation à loyer modéré** et son évolution, établi en application de l'article L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation (27 mars 2001) (p. 713)

Rapport annuel sur le **contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux**, établi en application des articles L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales (29 mars 2001) (p. 901)

Rapport sur **l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques**, accompagné du rapport pour le **débat d'orientation budgétaire**, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (5 juin 2001) (p. 2604)

Rapport annuel d'activité pour 2000-2001 de **l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments**, en

application de l'article L. 794-2 du code de la santé publique (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport sur le **bilan de la couverture du territoire par les réseaux de radiotéléphonie mobile** (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport pour 2000 établi par le **comité du contentieux fiscal, douanier et des changes**, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977, accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Septième et huitième rapports annuels relatifs au **dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par le virus de l'immunodéficience humaine**, établis en application de l'article 47 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport bisannuel sur **l'évolution des loyers des locaux à usage d'habitation**, en application de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Vingt-neuvième rapport sur la **situation démographique de la France**, établi en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport décrivant les **opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat au titre des exercices 1998-2000**, en application de l'article 83 de la loi de finances pour 1995 (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel sur les **activités du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale**, en application de l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998) (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel sur la **gestion en 2000 du Fonds national pour le développement du sport**, conformément à l'article 44 de la loi de finances pour 1998 (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport pour 2000 relatif aux conditions de **mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer**, établi en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992 (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel de **l'Office national des forêts** pour l'exercice 2000 établi en application de l'article L. 124-2 du code forestier (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel sur **l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)** pour l'exercice 2000, établi en application de l'article 1003-7 du code rural (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport sur **l'application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française** et des dispositions des conventions ou traités internationaux relatives au statut de la langue française dans les institutions internationales (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel de la **Cour des comptes sur la sécurité sociale**, établi en application de l'article LO 132-3 du code des juridictions financières (1^{er} octobre 2001) (p. 3808)

Rapport annuel de la **Conférence nationale de santé pour 2001**, établi en application de l'article L. 1411-1 du code de la santé publique (3 octobre 2001) (p. 3825)

Rapport sur **"l'Etat actionnaire"** pour 2001, établi en application de l'article 142 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (4 octobre 2001) (p. 3845)

Rapport annuel de la **Conférence nationale de santé pour 2001**, établi en application de l'article L. 1411-1 du code de la santé publique (3 octobre 2001) (p. 3825)

Rapport sur **l'indemnisation des dégâts de gibier**, établi en application de l'article 47-IV de la loi de finances rectificative pour 2000 (16 octobre 2001) (p. 4033)

Rapport public de la **commission supérieure du service public des postes et télécommunications** pour la période octobre 2000 - septembre 2001, établi en application de l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service de la poste et des télécommunications (17 octobre 2001) (p. 4096)

Rapport sur les **titres de séjour des étrangers en France en 2000**, établi en application de l'article 45 de la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France (6 décembre 2001) (p. 6409)

Rapports d'information

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union Européenne, sur la transposition des directives communautaires. Union européenne, établi par M. Hubert HAENEL, sénateur (11 janvier 2001) [n° 182 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, établi par Mme Odette TERRADE, sénateur (24 janvier 2001) (n° 200 (2000-2001))

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur le traité de Nice, établi par M. Hubert HAENEL, sénateur (30 janvier 2001) [n° 202 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances sur l'étude relative à l'évaluation des systèmes d'information statistique sur les administrations publiques, établi par M. Joël BOURDIN, sénateur (30 janvier 2001) [n° 203 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur l'Europe et la culture, établi par M. Maurice BLIN, sénateur (1er février 2001) [n° 213 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur la sécurité d'approvisionnement en énergie de l'Union européenne, présenté au nom du groupe d'études de l'énergie, établi par MM. Henri REVOL et Jacques VALADE, sénateurs (7 février 2001) [n° 218 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, sur la mission de contrôle effectuée à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), établi par M. Philippe ADNOT, sénateur (28 mars 2001) [n° 236 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, à la suite d'une mission effectuée en Malaisie et à Singapour afin d'étudier l'évolution des relations économiques et commerciales de ces pays avec la France, établi par M. Jean HUCHON et plusieurs de ses collègues (3 avril 2001) [n° 248 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi de modernisation sociale, établi par M. Philippe RICHERT, sénateur (4 avril 2001) [n° 258 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires, deuxième partie : la

reconversion des stocks de plutonium militaire, l'utilisation des aides accordées aux pays d'Europe centrale et orientale et aux Nouveaux Etats Indépendants, établi par MM. Henri REVOL, sénateur et Claude BIRRAUX, député (6 avril 2001) [n° 264 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 5 au 13 septembre 2000 par une délégation chargée d'étudier la réforme des systèmes de retraite en Suède et en Italie, établi M. Jean DELANEAU, sénateur (6 avril 2001) [n° 265 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires sociales sur le fonctionnement des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale, établi par M. Claude HURIET, sénateur (6 avril 2001) [n° 267 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, à la suite d'une mission de contrôle effectuée à l'Académie de France à Rome, établi par M. Yann GAILLARD, sénateur (18 avril 2001) [n° 274 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'accès au marché du travail de l'Union européenne des ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale après leur adhésion, établi par M. Paul MASSON, sénateur (25 avril 2001) [n° 291 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la politique commune des transports, établi par M. Jacques OUDIN, sénateur (3 mai 2001) [n° 300 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Kazakhstan et en Ouzbékistan du 7 au 14 avril 2001, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 mai 2001) [n° 320 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur l'information économique aux Etats-Unis, établi par M. Joël BOURDIN, sénateur (15 mai 2001) [n° 326 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan par le groupe de travail sur l'avenir des dessertes aériennes régionales, ainsi que sur le fonctionnement du fonds d'investissement des aéroports et du transport aérien (FIATA), établi par MM. Jean FRANÇOIS-PONCET et Jean-François LE GRAND, sénateurs (15 mai 2001) [n° 327 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la candidature de Chypre à l'Union européenne, établi par M. Louis LE PENSEC, sénateur (29 mai 2001) [n° 342 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les perspectives du retour au plein emploi, par M. Joël BOURDIN, sénateur (30 mai 2001) [n° 345 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, sur une étude comparative portant sur la réforme de l'Etat à l'étranger, établi par M. Gérard BRAUN, sénateur (31 mai 2001) [n° 348 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'idée d'une Constitution pour l'Union européenne, établi par M. Hubert HAENEL (7 juin 2001) [n° 363 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2002, établi par M. Philippe MARINI, sénateur (12 juin 2001) [n° 369 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi n° 224 (2000-2001), relative aux droits du conjoint survivant et la proposition de loi n° 211 (2000-2001) visant à améliorer les

droits et conditions d'existence des conjoints survivants et à instaurer dans le Code civil une égalité successorale entre les enfants légitimes et les enfants naturels ou adultérins, établi par M. Philippe NACHBAR, sénateur (12 juin 2001) [n° 370 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan sur l'utilisation des brevets par les entreprises françaises, établi par M. Francis GRIGNON, sénateur (13 juin 2001) [n° 377 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur une deuxième chambre européenne, établi par M. Daniel HOEFFEL, sénateur (13 juin 2001) [n° 381 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires sociales sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale : les fonds sociaux, établi par M. Charles DESCOURS, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 juin 2001) [n° 382 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, sur le fonds pour la réforme de l'Etat, établi par M. Gérard BRAUN, sénateur (14 juin 2001) [n° 383 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'étudier l'ensemble des questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises, sénateur par M. André FERRAND, sénateur (14 juin 2001) [n° 386 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan par la mission d'information sur la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse, établi par M. Jean-Paul EMORINE, sénateur (21 juin 2001) [n° 405 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances, sur le financement et l'application par l'Etat, ainsi que les effets sur l'emploi, de la réduction du temps de travail, établi par M. Joseph OSTERMANN, sénateur (26 juin 2001) [n° 414 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au nom patronymique, établi par M. Serge LAGAUCHE, sénateur (27 juin 2001) [n° 416 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires sociales sur la politique de lutte contre le cancer, établi par M. Lucien NEUWIRTH, sénateur (27 juin 2001) [n° 419 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Lois sur le déminage, établi par M. Jacques LARCHÉ, sénateur (5 juillet 2001) [n° 429 (2000-2001)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances sur la taxe sur les salaires, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (10 octobre 2001) [n° 8 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la Commission des Finances sur le groupement d'intérêt économique " Maison de la France ", établi par Mme Marie-Claude BEAUDEAU, sénateur (10 octobre 2001) [n° 9 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances sur les moyens de fonctionnement de l'ensemble des services de la justice du département du Haut-Rhin, établi par M. Hubert HAENEL, sénateur (16 octobre 2001) [n° 27 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances sur les crédits de la mission de lutte contre la drogue et la toxicomanie, établi par M. Roland du LUART, sénateur (16 octobre 2001) [n° 28 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Affaires étrangères sur la réforme de la coopération, établi par M. Guy PENNE, sénateur et plusieurs de ses collègues (30 octobre 2001) [n° 46 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom du comité d'évaluation des politiques publiques et de la commission des Finances, sur la politique de recrutement et la gestion des universitaires et des chercheurs, établi par M. Yves FRÉVILLE, sénateur (6 novembre 2001) [n° 54 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi n° 352 (2000-2001), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'État, établi par M. Robert DEL PICCHIA, sénateur (8 novembre 2001) [n° 65 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi n° 387 (2000-2001), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'autorité parentale, établi par Mme Janine ROZIER, sénateur (8 novembre 2001) [n° 65 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les perspectives macroéconomiques à moyen terme (2001-2006), établi par M. Joël BOURDIN, sénateur (20 novembre 2001) [n° 78 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des Finances sur le Fonds d'investissement des départements d'Outre-mer, établi par M. Roland du LUART, sénateur (22 novembre 2001) [n° 93 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les nuisances environnementales de l'automobile, établi par M. Serge LEPELTIER, sénateur (5 décembre 2001) [n° 113 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom du comité d'évaluation des politiques publiques et de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur l'évaluation de l'action des services départementaux d'incendie et de secours, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 décembre 2001) [n° 116 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'état d'avancement du partenariat euro-méditerranéen, établi par M. Louis LE PENSEC, sénateur (6 décembre 2001) [n° 121 (2001-2002)]

République dominicaine

Voir *Traités et conventions*, 8; 22

Responsabilité médicale

Voir *Santé publique*, 1

Retraites

Voir *Rapports au Parlement*
Sécurité sociale, 1

Risques professionnels

1. - Proposition de loi portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques REBILLARD (17 avril 2001) [n° 2983 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M.

Jacques REBILLARD (24 avril 2001) [n° 3006 (2000-2001)] - Discussion (26 avril et 3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° 666].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 2001) [n° 303 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard SEILLIER (12 juin 2001) [n° 372 (2000-2001)] - Discussion (20 juin 2001) - Adoption (20 juin 2001) [n° 118].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Bernard SEILLIER (10 octobre 2001) [n° 10 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jacques REBILLARD (10 octobre 2001) [n° 3308 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juin 2001) [n° 3168 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jacques REBILLARD (10 octobre 2001) [n° 3310 (2001-2002)] - Discussion (11 octobre 2001) - Adoption (11 octobre 2001) [n° 712].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 octobre 2001) [n° 19 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard SEILLIER (16 octobre 2001) [n° 23 (2001-2002)] - Discussion (18 octobre 2001) - Rejet (18 octobre 2001) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 octobre 2001) [n° 3349 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jacques REBILLARD (31 octobre 2001) [n° 3362 (2001-2002)] - Discussion (5 novembre 2001) - Adoption (5 novembre 2001) [n° 719].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-451 DC du 27 novembre 2001 (JO Lois et décrets du 1er décembre 2001) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-1128 du 30 novembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 1er décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(20 juin 2001) (p. 3324, 3383).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3324, 3336) : MM. Joël Bourdin, Bernard Cazeau, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Paul Girod, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales; Michel Souplet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3337, 3377) : MM. Guy Fischer, Paul Girod, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Louis Moinard, Jacques Pelletier, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales; Michel Souplet, Alain Vasselle.

Art. 1^{er} (nouveau régime d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des exploitants agricoles, AAEXA) (p. 3337) - Adopté après modification (p. 3369).

Art. L. 752-1 du code rural (*bénéficiaires du régime AAEXA*) (p. 3343) - Adopté après modification (p. 3345).

Art. L. 752-2 du code rural (*définition des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 3345) - Adopté après modification (p. 3346).

Art. L. 752-3 du code rural (*définition des prestations servies au titre de l'AAEXA*) (p. 3346) - Adopté après modification (p. 3348).

Art. L. 752-4 du code rural (*régime juridique des prestations en nature de l'AAEXA*) (p. 3348) - Adopté (p. 3349).

Art. L. 752-5 du code rural (*régime juridique des indemnités journalières AAEXA*) (p. 3349) - Adopté après modification (p. 3350).

Art. L. 752-6 du code rural (*régime juridique des rentes AAEXA*) (p. 3350) - Adopté après modification (p. 3356).

Art. L. 752-7 du code rural (*rentes des ayants-droit*) (p. 3356) - Adopté après modification.

Art. L. 752-8 du code rural (*prescription des prestations en espèces*) (p. 3356) - Adopté après modification (p. 3357).

Art. L. 752-9 du code rural (*régime juridique applicable en cas de rechute*) (p. 3357) - Adopté.

Art. L. 752-10 du code rural (*modalités de prise en charge des frais funéraires au titre de l'AAEXA*) (p. 3357) - Adopté.

Après l'art. L. 752-10 du code rural (p. 3357).

Division additionnelle (*Sous-section 6 - Dispositions diverses*) (p. 3357) - Adoptée (p. 3358).

Art. additionnel (*fixation par décret des modalités d'application de la section*) (p. 3358) - Adopté.

Art. L. 752-11 A du code rural (*missions des organismes de mutualité sociale agricole*) (p. 3358) - Adopté après modification (p. 3361).

Art. L. 752-12 du code rural (*habilitation par le ministre chargé de l'agriculture des organismes assureurs autres que les caisses de MSA*) (p. 3361) - Adopté après modification (p. 3362).

Art. L. 752-13 du code rural (*conséquences de l'absence d'habilitation et retrait d'autorisation à un organisme assureur*) (p. 3362) - Adopté après modification.

Art. L. 752-13-1 du code rural (*cotisations*) (p. 3362) - Adopté après modification (p. 3363).

Art. L. 752-13-2 du code rural (*ressources et charges du régime*) (p. 3363) - Supprimé (p. 3364).

Art. L. 752-13-3 du code rural (*fonds de réserve*) (p. 3364) - Supprimé.

Art. L. 752-13-4 du code rural (*contestation du classement de l'exploitation ou de l'entreprise agricole dans les différentes catégories de risques*) (p. 3364) - Adopté après modification.

Art. L. 752-13-5 du code rural (*effets du non-paiement des cotisations*) (p. 3364) - Adopté après modification (p. 3365).

Art. L. 752-13-6 du code rural (*renvoi des modalités d'application de la sous-section à un décret*) (p. 3365) - Adopté.

Art. L. 752-14 du code rural (*faute intentionnelle de l'assuré*) (p. 3365) - Adopté.

Art. L. 752-15 du code rural (*faute d'un tiers*) (p. 3365) - Adopté.

Art. L. 752-16 du code rural (*déclaration de l'accident*) (p. 3365) - Adopté (p. 3366).

Art. L. 752-17 du code rural (*coordination entre les régimes AAEXA et AMEXA*) (p. 3366) - Adopté.

Art. L. 752-17-1 du code rural (*conséquences du défaut d'acquittement des cotisations d'accident du travail*) (p. 3366) - Adopté après modification.

Art. L. 752-18 du code rural (*compétences contentieuses au titre de l'AAEXA*) (p. 3367) - Adopté.

Art. L. 752-19 du code rural (*sanctions en cas de fausse déclaration*) (p. 3367) - Adopté.

Art. L. 752-20 du code rural (*actions de prévention des organismes assureurs*) (p. 3367) - Adopté après modification (p. 3369).

Art. L. 752-21 du code rural (*coordination avec l'option en faveur de l'assurance*) (p. 3369) - Adopté.

Art. L. 752-22 du code rural (*coordination avec le régime local des accidents du travail agricoles en Alsace-Moselle*) (p. 3369) - Adopté.

Art. L. 752-23 du code rural (*modalités d'application*) (p. 3369) - Adopté.

Art. 2 (*coordination avec le régime local des accidents du travail agricole en Alsace-Moselle - art. L. 761-20 du code rural*) (p. 3369) - Adopté.

Art. 3 (*application dans les départements d'outre-mer - art. L. 762-34 et L. 762-18 du code rural*) (p. 3369) - Adopté après modification (p. 3370).

Art. 3 bis (*organisation du régime de protection sociale des exploitants agricoles - art. L. 722-8 et L. 724-7 du code rural*) (p. 3370) - Adopté après modification (p. 3371).

Art. 3 ter (*organisation financière en faveur des bénéficiaires des pensions d'invalidité versées au titre de l'AAEXA - art. L. 722-10, L. 731-38, L. 732-3 et L. 732-4 du code rural*) (p. 3371) - Adopté après modification (p. 3372).

Art. 3 quater (*dispositions de coordination - art. L. 722-19 du code rural*) (p. 3372) - Adopté.

Art. 3 quinquies (*organisation des caisses de mutualité sociale agricole - art. L. 723-3 et L. 723-11 du code rural*) (p. 3372) - Adopté après modification (p. 3373).

Art. 4 (*rôle des inspecteurs du travail en agriculture - art. L. 724-11 du code rural*) (p. 3373) - Adopté.

Art. 5 (*insaisissabilité des rentes AAEXA*) (p. 3373) - Adopté après modification.

Art. 6 (*coordination avec la suppression de l'assurance complémentaire facultative - art. L. 753-1, L. 753-20 et L. 753-8 du code rural*) (p. 3373) - Adopté.

Art. 7 (*coordination avec l'assurance au titre de l'entraide - art. L. 325-3 du code rural*) (p. 3373) - Adopté.

Art. 8 (*date d'entrée en vigueur*) (p. 3373) - Adopté après modification (p. 3374).

Art. 9 (*modalités d'extinction des contrats d'assurance*) (p. 3374) - Adopté après modification (p. 3376).

Après l'art. 9 (p. 3376).

Art. additionnel (*extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des dispositions relatives à la prévention*) (p. 3376) - Adopté (p. 3377).

Seconde délibération (p. 3377).

Art. 1^{er} (*nouveau régime d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des exploitants agricoles, AAEXA*) (p. 3377) - Adopté après modification (p. 3379).

Art. L. 752-6 du code rural (*régime juridique des rentes AAEXA*) (p. 3377) - Adopté après modification (p. 3379).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3379, 3383) : MM. Gilbert Chabroux, Jean Delaneau, Guy Fischer, Paul Girod, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Jacques Machet, Alain Vasselle.

Adoption (20 juin 2001) (p. 3382).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 octobre 2001) (p. 4204, 4214).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4204, 4208) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Bernard Seillier, rapporteur; Serge Franchis, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Michel

Moreigne, Jacques Pelletier, Mme Gisèle Printz, M. Alain Vasselle.

Motion n° 1, soutenu par M. Nicolas About, tendant à opposer la question préalable (p. 4208).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (p. 4214).

Scrutin public n° 8.

Roumanie

Voir *Allocutions et communications*

Royaume-Uni

Voir *Traités et conventions, 1*

Russie

Voir *Traités et conventions, 10*

S

Salvador

Voir *Allocutions et communications*

Santé

Voir *Politique sociale, 1*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement
Sécurité sociale, 1

1. - Proposition de loi relative à l'indemnisation de l'aléa médical et à la responsabilité médicale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude HURIET (8 février 2001) [n° 221 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (19 avril 2001) [n° 277 (2000-2001)] - Discussion (26 avril 2001) - Adoption (26 avril 2001) [n° 79].

Discussion (première lecture)

(26 avril 2001) (p. 1576, 1590).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1576, 1589) : *MM. Bernard Cazeau, Charles Descours, Guy Fischer, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1589, 1590) : *MM. Charles Descours, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé.*

TITRE I^{er}

DE L'INDEMNISATION DE L'ALEA MEDICAL

Art. 1^{er} (*prise en charge par l'assurance maladie de l'indemnisation de l'accident médical non fautif*) (p. 1589) - Adopté.

Art. 2 (*responsabilité sans faute en cas d'infections nosocomiales*) (p. 1589) - Adopté.

Art. 3 (*prescription décennale pour les actes ou soins médicaux*) (p. 1589) - Adopté.

Art. 4 (*réforme de l'expertise médicale*) (p. 1589) - Adopté.

TITRE II

DE L'AMELIORATION DU REGLEMENT DES LITIGES EN RESPONSABILITE MEDICALE

Art. 5 (*commission régionale de conciliation*) (p. 1589) - Adopté.

Art. 6 (*assurance obligatoire en responsabilité des médecins, sages-femmes et établissements de santé*) (p. 1589) - Adopté (p. 1590).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1590) : *MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Lucien Neuwirth.*

Adoption (26 avril 2001) (p. 1590).

Sécurité

Voir *Rappels au règlement*

Sécurité routière

Voir *Ordre public, 2*

Sécurité sociale

Voir *Politique sociale, 1*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement
Risques professionnels, 1

1. - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité (10 octobre 2001) [n° 3307 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Alfred RECOURS (18 octobre 2001) [n° 3345 (2001-2002)] - Avis de M. Jérôme CAHUZAC (11 octobre 2001) [n° 3319 (2001-2002)] - Discussion (23, 24, 25, 26, 30 octobre 2001) - Adoption (30 octobre 2001) [n° 717].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 novembre 2001) [n° 53 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Alain VASSELLE (7 novembre 2001) [n° 60 (2001-2002)] - Avis de M. Alain JOYANDET (7 novembre 2001) [n° 61 (2001-2002)] - Discussion (13, 14, 15 novembre 2001) - Adoption (15 novembre 2001) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 novembre 2001) [n° 3390 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain VASSELLE (20 novembre 2001) [n° 79 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alfred RECOURS (19 novembre 2001) [n° 3391 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 novembre 2001) [n° 3390 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (20 novembre 2001) [n° 3395 (2001-2002)] - Discussion (21, 22 novembre 2001) - Adoption (22 novembre 2001) [n° 727].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (23 novembre 2001) [n° 96 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain VASSELLE (27 novembre 2001) [n° 100 (2001-2002)] - Discussion (29 novembre 2001) - Rejet (29 novembre 2001) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIER LECTURE) (30 novembre 2001) [n° 3430 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alfred RECOURS (4 décembre 2001) [n° 3432 (2001-2002)] - Discussion (4 décembre 2001) - Adoption (4 décembre 2001) [n° 734].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2001-453 DC du 18 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 2001) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 2001) (p. 4951, 5010) ; (14 novembre 2001) (p. 5023, 5088) ; (15 novembre 2001) (p. 5095, 5185).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4951, 5010) : *M. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Mme Annick Bocandé, MM. Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Claude Domeizel, Guy Fischer, Jean-Pierre*

Fourcade, Serge Franchis, Alain Gournac, Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Alain Joyandet, rapporteur pour avis de la commission des finances; Dominique Leclerc, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Roland du Luart, Bernard Murat, Roland Muzeau, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux et l'assurance maladie.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5023, 5088 ; 5095, 5179) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Philippe Arnaud, Jean Arthuis, François Autain, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Jean-Claude Carle, Bernard Cazeau, Gérard César, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Jean Chérioux, Roland Courteau, Robert Deļ Picchia, Eric Doligé, Claude Domeizel, Jean-Paul Émorine, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Patrice Gélard, François Gerbaud, Alain Gournac, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; MM. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Alain Joyandet, rapporteur pour avis; Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; André Lardeux, Dominique Leclerc, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Jean-Louis Masson, Michel Mercier, Bernard Murat, Roland Muzeau, Jean-Pierre Raffarin, Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées; M. Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux et l'assurance maladie.

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} (approbation du rapport annexé) (p. 5168) - Adopté après modification (p. 5177 ; précédemment réservé p. 5009).

TITRE I^{er} bis

CONTROLE DE L'APPLICATION DES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} bis (questionnaires parlementaires sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 5023) - Adopté après modification (p. 5024).

Art. 1^{er} ter (contrôle parlementaire des organismes privés de sécurité sociale - art. 2 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997) (p. 5024) - Adopté (p. 5025).

Art. 1^{er} quater (codification - art. 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997) (p. 5025) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Art. 2 (exonération de cotisations et de contributions sociales des indemnités complémentaires de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5025) - Adopté.

Art. 2 bis (exonération de cotisations sociales pour les services prestataires d'aide à domicile) (p. 5025) - Adopté après modification (p. 5026).

Art. 3 (règles d'affiliation de certains dirigeants d'associations, des présidents et des dirigeants de sociétés par actions simplifiées - art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale et L. 722-20 du code rural) (p. 5026) - Adopté après modification (p. 5032).

Art. 3 bis (création d'un contrat vendanges) (p. 5032) - Adopté (p. 5034).

Après l'art. 3 bis (p. 5035).

Art. additionnel (extension du contrat vendanges à l'ensemble des activités agricoles à caractère saisonnier) - Adopté (p. 5039 ; précédemment réservé p. 5035).

Art. 3 ter (statut social des élus mutualistes - art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 114-26 et L. 114-27 du code de la mutualité) (p. 5035) - Adopté après modification (p. 5036).

Art. 4 (allègement de cotisations sociales patronales en faveur de l'embauche d'un premier salarié - art. 20-1 nouveau de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail) (p. 5037) - Adopté après modification (p. 5039).

Art. 4 bis (frais d'assiette et de recouvrement de la CSG et de la CRDS - art. L. 133-1, L. 135-3 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale, art. 1641 et 1647 du code général des impôts et art. 8 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996) (p. 5043) - Adopté.

Art. 5 (organisation et comptabilité du FOREC - art. L 131-9, L. 131-10 et L. 135-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5043) - Adopté après modification (p. 5049).

Art. 6 (produits du FOREC - art. L. 131-10, L. 135-3, L. 137-1, L. 137-6 à L. 137-9 nouveau, L. 241-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 213-1 et L. 213-2 du code des assurances, art. 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001) (p. 5049) - Adopté après modification (p. 5053).

Art. 6 bis (augmentation des minima de perception sur les tabacs - art. 572 et 575 A du code général des impôts) (p. 5053) - Adopté après modification (p. 5056).

Art. 7 (charges du FOREC - art. L. 241-6-2 et L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5056) - Adopté.

Art. 8 (fixation des prévisions de recettes pour 2002) - Adopté après modification (p. 5156 ; précédemment réservé p. 5009).

Art. 9 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2001) (p. 5156) - Adopté après modification (p. 5157 ; précédemment réservé p. 5009).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES ET A LA TRESORERIE

Section 1

Branche maladie

Art. 10 A (conventionnement des professions de santé - art. L. 162-14-1 et L. 162-15-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5057) - Adopté après modification (p. 5060).

Art. 10 (prescription en dénomination commune internationale - art. L. 5125-23 du code de la santé publique et L. 162-16 du code de la sécurité sociale) (p. 5060) - Adopté après modification (p. 5061).

Art. 11 (fixation du taux de la contribution applicable aux dépenses de promotion et d'information des laboratoires pharmaceutiques à l'intention des prescripteurs - art. L. 245-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5061) - Adopté après modification (p. 5065).

Art. 11 bis (taux de la taxe sur les ventes directes de spécialités pharmaceutiques - art. L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5065) - Supprimé.

Art. 11 ter (rapport d'activité du comité économique des produits de santé - art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5065) - Adopté.

Art. 12 (clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques) (p. 5066) - Supprimé.

Art. 12 bis (sanctions applicables aux fournisseurs de dispositifs médicaux - art. L. 165-3-1 et L. 165-3-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5066) - Adopté.

Art. 13 (dotation du fonds pour la modernisation des cliniques privées) (p. 5066) - Adopté après modification (p. 5070).

Art. 14 (dotation du fonds pour la modernisation des établissements de santé) (p. 5070) - Adopté après modification (p. 5073).

Art. 15 (dotation du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - art. 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5074) - Adopté après modification (p. 5075).

Art. 15 bis (informatisation des centres de santé et formation professionnelle conventionnelle des professionnels de santé y travaillant - art. L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5075) - Adopté.

Art. 15 ter (entente préalable - art. L. 315-12 du code de la sécurité sociale) (p. 5075) - Adopté après modification (p. 5076).

Art. 16 (mesures de tarification liées à la mise en oeuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA - art. L. 174-5 et L. 174-6 du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001) (p. 5076) - Adopté après modification (p. 5077).

Art. 17 (réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière - ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982) (p. 5083) - Adopté après modification (p. 5084).

Art. 18 (fonds pour l'emploi hospitalier - art. 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994) (p. 5084) - Adopté après modification.

Après l'art. 18 (p. 5085).

Art. additionnel (rapport du Gouvernement au Parlement exposant les modalités de placement des techniciens de laboratoires hospitaliers en catégorie B) (p. 5085) - Adopté (p. 5086).

Art. 18 bis (examen bucco-dentaire obligatoire pour les enfants - art. L. 2132-2 du code de la santé publique et L. 162-1-11 du code de la sécurité sociale) (p. 5095) - Adopté après modification (p. 5096).

Art. 18 ter (participation des professionnels de santé libéraux à la permanence des soins - art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5096) - Adopté.

Art. 18 quater (dotation nationale de développement des réseaux - art. L. 162-43 à L. 162-45 nouveaux du code de la sécurité sociale) (p. 5097) - Adopté.

Art. 18 quinquies (affiliation au régime général des enfants mineurs des personnes ne remplissant pas les conditions de résidence stable et régulière - art. L. 380-5 du code de la sécurité sociale) (p. 5097) - Adopté (p. 5098).

Art. 18 sexies (bénéfice du tiers payant pour les personnes sortant du dispositif CMU - art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5098) - Adopté après modification (p. 5099).

Art. 18 septies (prime à l'installation pour les professionnels de santé - art. 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 et art. 4 de l'ordonnance n° 96-345 du 24 avril 1996) (p. 5099) - Adopté (p. 5100).

Après l'art. 18 septies (p. 5100).

Art. additionnel (distinction entre la liste des spécialités remboursables dispensées en officines et la liste des médicaments rétrocedés) (p. 5100) - Adopté (p. 5101).

Section 2

Branche accidents du travail

Art. 19 (dotation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 5101) - Adopté (p. 5105).

Art. 19 bis (extension de la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante aux personnels portuaires assurant la manutention - art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5105) - Adopté.

Art. 19 ter (extension de la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante aux dockers ayant manipulé de l'amiante - art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5105) - Adopté.

Art. 19 quater (cumul de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante avec un avantage de vieillesse - art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5105) - Adopté après modification (p. 5106).

Art. 19 quinquies (contrôle du Parlement sur le fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 5108) - Adopté.

Après l'art. 19 quinquies (p. 5108).

Art. additionnel (possibilité pour les associations des accidentés du travail et des victimes de maladies professionnelles d'assister ou de représenter un assuré social victime de l'amiante contre les décisions du fonds d'indemnisation des victimes d'amiante) (p. 5109) - Adopté (p. 5110).

Art. 20 (levée de la prescription pour les maladies professionnelles liées à l'amiante et revalorisation des indemnités en capital - art. 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 et L. 361-3, L. 431-2 et L. 434-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5110) - Adopté après modification (p. 5113).

Art. 20 bis (accidents de trajet survenus dans le cadre d'un groupement d'employeurs - art. L. 411-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5114) - Adopté après modification.

Après l'art. 20 bis (p. 5114).

Art. additionnel (harmonisation entre le régime des accidents de travail des salariés du régime général et le régime des accidents de travail des salariés agricoles pour les dispositions concernant le covoiturage) (p. 5114) - Adopté.

Art. 20 ter (majoration de la rente pour tierce personne - art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5114) - Adopté.

Art. 20 quater (bénéficiaires des rentes viagères pour les ayants droit - art. L. 434-8 du code de la sécurité sociale) (p. 5115) - Supprimé (p. 5119).

Art. 21 (versement forfaitaire à l'assurance maladie au titre des sous-déclarations des accidents du travail - art. 30 de la loi de la sécurité sociale pour 1999 et L. 176-1 du code de la sécurité sociale) (p. 5119) - Adopté (p. 5120).

Section 3

Branche famille

Art. 22 (création d'un congé de paternité - art. L. 112-25-4, L. 122-26 et L. 226-1 du code du travail, L. 330-1, L. 331-8, L. 615-19-2 et L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5127) - Adopté après modification (p. 5133).

Art. 23 (financement du congé de paternité - art. L. 223-1, L. 241-2, L. 612-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-13 du code rural) (p. 5134) - Adopté.

Art. 23 bis (suppression d'un délai de carence pour le bénéfice de l'allocation de présence parentale - art. L. 544-6 du code de la sécurité sociale) (p. 5134) - Adopté après modification (p. 5135).

Après l'art. 23 bis (p. 5135).

Art. additionnel (extension des mesures aux militaires) (p. 5135) - Adopté.

Art. 24 (*abondement du fonds d'investissement pour la petite enfance*) (p. 5135) - Adopté après modification (p. 5137).

Après l'**art. 24** (p. 5138).

Art. additionnel (*pouvoir du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance familiale quant à l'utilisation des excédents de la branche famille*) (p. 5138) - Adopté (p. 5139).

Art. 25 (*poursuite de la prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant*) (p. 5174) - Supprimé (p. 5142).

Art. 25 bis (*instauration d'une allocation différentielle de rentrée scolaire - art. L. 543-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 5142) - Adopté.

Après l'**art. 25 bis** (p. 5142).

Art. additionnel (*modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire*) (p. 5142) - Adopté (p. 5143).

Section 4

Branche vieillesse

Art. 26 A (*instauration d'une garantie de ressources aux chômeurs de moins de 60 ans totalisant quarante années de cotisations vieillesse - art. L. 351-10 et L. 351-10-1 du code du travail*) (p. 5143) - Supprimé (p. 5146).

Art. 26 (*revalorisation des retraités du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix - art. L. 351-11 du code de la sécurité sociale*) (p. 5146) - Adopté (p. 5147).

Art. 26 bis (*prise en compte des périodes de service national pour l'ouverture et le calcul des droits en matière d'assurance vieillesse - art. L. 161-19 du code de la sécurité sociale*) (p. 5148) - Adopté après modification (p. 5149).

Art. 26 ter (*majoration de la durée d'assurance pour enfants - art. L. 351-4 du code de la sécurité sociale*) (p. 5149) - Adopté.

Art. 26 quater (*rapport sur l'accueil et l'hébergement des personnes handicapées de plus de 60 ans*) (p. 5149) - Adopté.

Art. 26 quinquies (*rapport sur la politique en matière de pension de réversion*) (p. 5149) - Supprimé.

Art. 27 (*achèvement de l'intégration financière du régime des cultes au régime général de sécurité sociale - art. L. 381-17, L. 381-18-1 nouveau, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 721-5 et L. 721-11-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 5149) - Adopté.

Après l'**art. 27** (p. 5150).

Art. additionnel (*suppression de la compensation spécifique entre les régimes spéciaux*) (p. 5150) - Adopté (p. 5154).

Art. 28 (*alimentation du fonds de réserve pour les retraités - art. L. 145-16 et L. 135-7 du code de la sécurité sociale*) (p. 5154) - Supprimé.

Art. 29 (*transfert d'une part des excédents de la CNAF vers le fonds de réserve pour les retraités*) (p. 5155) - Supprimé (p. 5156).

Section 5

Objectifs de dépenses par branche pour les années 2001 et 2002

Art. 30 (*fixation des objectifs de dépenses pour 2002*) (p. 5161) - Adopté après modification (p. 5162 ; précédemment réservé p. 5009).

Art. 31 (*fixation des objectifs de dépenses révisés pour 2001*) (p. 5162) - Adopté après modification (p. 5162 ; précédemment réservé p. 5009).

Section 6

Objectif national de dépenses d'assurance maladie

Art. 32 (*fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2002*) (p. 5158) - Supprimé (p. 5161).

Art. 32 bis (*majoration de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2001*) (p. 5161) - Adopté.

Section 7

Mesures relatives à la trésorerie, à la comptabilité et à l'organisation financière

Art. 33 (*modernisation et simplification du recouvrement des cotisations sociales - art. L. 133-5 et L. 133-6 nouveaux et L. 242-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 118-6 du code du travail*) (p. 5162) - Adopté après modification (p. 5164).

Après l'**art. 33** (p. 5164).

Art. additionnel (*alignement du régime de retraite des avocats sur celui des autres professions libérales*) (p. 5164) - Adopté.

Art. 33 bis (*date du versement d'un acompte sur la CSG à l'ACOSS - art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale*) (p. 5164) - Adopté après modification (p. 5165).

Art. 33 ter (*rôle de l'union des caisses nationales de sécurité sociale - art. L. 200-2, L. 200-2-1, L. 216-3, L. 224-5, L. 224-5-1 à L. 224-6 nouveaux du code de la sécurité sociale*) (p. 5165) - Adopté.

Art. 34 (*fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2002*) (p. 5166) - Adopté après modification (p. 5168).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 5177).

Art. 31 (p. 5177) - Adopté après modification (p. 5179).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5179, 5185) : MM. Gilbert Chabroux, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Alain Gournac, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire; Alain Joyandet, rapporteur pour avis, Alain Vasselle, rapporteur.

Scrutin public n° 17 (p. 5185).

Adoption (15 novembre 2001) (p. 5185).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 novembre 2001) (p. 5819, 5834).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5819, 5827) : MM. Nicolas About, président de la commission des affaires sociales; Guy Fischer, Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n°1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 5827).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (29 novembre 2001) (p. 5834 ; scrutin public n°22).

Sénat

Voir *Allocutions et communications*
Rappels au Règlement

Service public

Voir *Politique économique, 1*

Session parlementaire ordinaire

Voir *Allocutions et communications*

Sida

Voir *Rapports au Parlement*

Singapour

Voir *Traités et conventions*, 25

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

Voir *Ordre public*, 2

Somme

Voir *Allocutions et communications*

Sondages et enquêtes

Voir *Elections et référendums*, 3

Sports

Voir *Rapports au Parlement*

Successions et libéralités

1. - Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Alain VIDALIES (17 janvier 2001) [n° 2867 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain VIDALIES (1er février 2001) [n° 2910 (2000-2001)] - Discussion (6, 8 février 2001) - Adoption (8 février 2001) [n° 638].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 février 2001) [n° 224 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT commun avec celui de la proposition de loi n° 211 (2000-2001) du 31 janvier 2001 - Successions et libéralités - (13 juin 2001) [n° 378 (2000-2001)] - Discussion (21 juin 2001) - Adoption (21 juin 2001) [n° 119].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et réformant le droit des successions.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juin 2001) [n° 3170 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain VIDALIES (27 juin 2001) [n° 3201 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 698].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 juin 2001) [n° 422 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (24 octobre 2001) [n° 40 (2001-2002)] - Discussion (30 octobre 2001) - Adoption (30 octobre 2001) [n° 13].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et de ses enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (30 octobre 2001) [n° 3361 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alain VIDALIES (13 novembre 2001) [n° 3382 (2001-2002)] - Discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 726].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (13 novembre 2001) [n° 67 (2001-2002)] - Discussion (21 novembre 2001) - Adoption (21 novembre 2001) [n° 22].

PROMULGATION : loi n° 2001-1135 du 3 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 4 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(21 juin 2001) (p. 3392, 3448).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3392, 3409) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Laurent Béteille, Robert Bret, Jean-Jacques Hyest, Serge Lagache, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Machet, Philippe Nachbar, au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3409, 3447) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des lois; Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Michel Charasse, Jacques-Richard Delong, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyest, Serge Lagache, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Machet, Joseph Ostermann.

Avant l'art. 1^{er} (p. 3409).

Division additionnelle (Chapitre 1er - Dispositions relatives aux droits du conjoint survivant) (p. 3409) - Adoptée.

Art. 1^{er} (réorganisation du chapitre III du titre premier du livre troisième du code civil) (p. 3409) - Adopté après modification (p. 3411).

Art. 2 (droits successoraux du conjoint survivant) (p. 3411) - Adopté après modification (p. 3415).

Après l'art. 2 (p. 3415).

Art. additionnel (conditions de conversion en rente ou en capital de l'usufruit du conjoint) (p. 3415) - Adopté (p. 3416).

Art. 3 (droit au logement) (p. 3416) - Adopté après modification (p. 3420).

Art. 3 bis (couverture du risque décès en cas de suicide - art. L. 132-7 du code des assurances) (p. 3420) - Adopté après modification (p. 3421).

Après l'art. 3 bis ou après l'art. 9 bis (p. 3421).

Art. additionnel (levée de l'interdiction d'assurer une personne en cas de décès sans son consentement pour les opérations collectives à adhésion obligatoire souscrites auprès des entreprises d'assurance régies par le code des assurances) (p. 3421) - Adopté.

Art. 3 ter (évaluation du droit d'habitation et d'usage) (p. 3422) - Adopté.

Art. 4 (devoir de secours à l'égard du conjoint survivant - art. 207-1 du code civil) (p. 3422) - Adopté après modification (p. 3423).

Art. 5 (attribution préférentielle de la propriété du logement au conjoint survivant - art. 832 du code civil) (p. 3423) - Supprimé.

Art. 6 (réserve au profit du conjoint survivant - art. 914-1 du code civil) (p. 3423) - Supprimé.

Art. 7 (transmission du droit au bail au conjoint survivant - art. 1751 du code civil et art. 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) (p. 3423) - Adopté après modification (p. 3424).

Art. 8 (*coordinations - art. 301, 1481 et 1491 du code civil*) (p. 3424) - Adopté après modification.

Avant l'art. 9 (p. 3424).

Division additionnelle (*Chapitre 2 - Dispositions relatives aux droits des enfants naturels et adultérins*) (p. 3424) - Adoptée.

Art. 9 (*suppression des discriminations successorales applicables aux enfants adultérins*) (p. 3424) - Adopté après modification.

Après l'art. 9 (p. 3424).

Art. additionnel (*extension de l'action en retranchement aux enfants naturels*) (p. 3424) - Adopté (p. 3425).

Après l'art. 9 (p. 3425).

Division additionnelle (*Chapitre 3 - Autres dispositions réformant le droit des successions*) (p. 3425) - Adoptée.

Art. additionnel (*ouverture des successions, titre universel et saisine - art. 720 à 724-1 du code civil*) (p. 3425) - Adopté (p. 3426).

Après l'art. 9 ou après l'art. 3 bis (p. 3426).

Art. additionnel (*des qualités requises pour succéder - art. 725 à 729-1 du code civil*) (p. 3426) - Adopté (p. 3427).

Après l'art. 9 (p. 3427).

Art. additionnel (*preuve de la qualité d'héritier - art. 730 à 730-5 du code civil*) (p. 3427) - Adopté (p. 3428).

Art. additionnel (*droits de l'Etat - art. 768 à 770 du code civil*) (p. 3428) - Adopté.

Art. additionnel (*option de l'héritier - art. 771 à 781 du code civil*) (p. 3428) - Adopté (p. 3429).

Art. additionnel (*acceptation pure et simple de la succession - art. 782 à 787-3 du code civil*) (p. 3429) - Adopté (p. 3430).

Art. additionnel (*renonciation à la succession - art. 788 à 791 du code civil*) (p. 3430) - Adopté.

Art. additionnel (*acceptation sous bénéfice d'inventaire : prise de la qualité d'héritier bénéficiaire - art. 792 à 795-2 du code civil*) (p. 3430) - Adopté (p. 3431).

Art. additionnel (*bénéfice d'inventaire : règlement du passif par l'héritier bénéficiaire - art. 796 à 805-1 du code civil*) (p. 3431) - Adopté (p. 3433).

Art. additionnel (*bénéfice d'inventaire : règlement du passif par un administrateur - art. 806 à 807-2 du code civil*) (p. 3433) - Adopté.

Art. additionnel (*dispositions communes aux successions acceptées sous bénéfice d'inventaire et coordination dans le code de commerce - art. 808 à 809-1 du code civil et art. L. 621-14 et L. 621-43 du code de commerce*) (p. 3433) - Adopté (p. 3434).

Art. additionnel (*successions vacantes - art. 810 à 810-12 du code civil*) (p. 3434) - Adopté (p. 3435).

Art. additionnel (*premières mesures conservatoires et d'administration de la succession par un mandataire qualifié - art. 811 à 814-4 du code civil*) (p. 3435) - Adopté (p. 3436).

Art. additionnel (*indivision - art. 815 à 815-18 du code civil*) (p. 3436) - Adopté.

Art. additionnel (*partage - chapitre 8 du titre 1er du livre 3ème du code civil*) (p. 3436) - Adopté.

Art. additionnel (*partage amiable - art. 816 à 816-3 du code civil*) (p. 3436) - Adopté.

Art. additionnel (*demandes en justice - art. 817 à 826 du code civil*) (p. 3437) - Adopté (p. 3438).

Art. additionnel (*procédure de partage - art. 827 du code civil*) (p. 3438) - Adopté.

Art. additionnel (*parts et lots - art. 828 à 837 du code civil*) (p. 3438) - Adopté (p. 3439).

Art. additionnel (*attributions préférentielles - art. 838 à 842 du code civil*) (p. 3439) - Adopté (p. 3440).

Art. additionnel (*rapport, imputation et réduction des libéralités - section 6 du chapitre 8 du titre 1er du livre 3ème du code civil*) (p. 3440) - Adopté (p. 3441).

Art. additionnel (*règlement du passif - art. 870 à 875 du code civil*) (p. 3441) - Adopté.

Art. additionnel (*rapport des dettes - art. 876 à 882 du code civil*) (p. 3442) - Adopté.

Art. additionnel (*effets du partage - art. 883 à 886 du code civil*) (p. 3442) - Adopté.

Art. additionnel (*action en nullité du partage ou en supplément de parts - art. 887 à 892 du code civil*) (p. 3442) - Adopté (p. 3443).

Art. additionnel (*procédure en cas d'absence et de tutelle - art. 116, 389-5, 461, 462, 465 et 466 du code civil*) (p. 3443) - Adopté (p. 3444).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 3444) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination*) (p. 3444) - Adopté.

Art. additionnel (*décret d'application sur les successions vacantes*) (p. 3444) - Adopté.

Avant l'art. 9 bis (p. 3444).

Division additionnelle (*Chapitre 4 - Dispositions diverses*) (p. 3444) - Adoptée.

Art. 9 bis (*délivrance d'une information sur le droit de la famille*) (p. 3445) - Adopté après modification.

Après l'art. 9 bis (p. 3445).

Art. additionnel (*application du droit commun de la révision de la prestation compensatoire en l'absence de dispositions spéciales*) (p. 3445) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination*) (p. 3445) - Adopté.

Art. additionnel (*suppression du plafonnement des pensions de réversion perçues par les veufs de femmes fonctionnaires*) (p. 3446) - Adopté.

Art. 10 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 3446) - Adopté après modification (p. 3447).

Art. 10 bis (*application outre-mer*) (p. 3447) - Adopté après modification.

Art. 11 (*compensation des pertes éventuelles de recettes*) (p. 3447) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et réformant le droit des successions*) (p. 3447) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3447, 3448) : *Mme Nicole Borvo, M. Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Adoption (21 juin 2001) (p. 3448).

Discussion (deuxième lecture)

(30 octobre 2001) (p. 4464, 4496).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4464, 4471) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, M. Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4471, 4494) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Gournac, Jean-*

Jacques Hiest, Mmes Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; Lucette Michaux-Chevry, M. Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux droits du conjoint survivant

Art. 1^{er} (réorganisation du chapitre III du titre premier du livre troisième du code civil) (p. 4471) - Adopté après modification (p. 4473).

Art. 2 (droits successoraux du conjoint survivant) (p. 4473) - Adopté après modification (p. 4476).

Art. 2 bis (conditions de conversion de l'usufruit du conjoint - art. 759 à 762 du code civil - (p. 4476) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 3 (droit au logement) (p. 4477).

Art. 767-3 du code civil (droit au logement temporaire) (p. 4478) - Adopté après modification.

Art. 767-4 du code civil (conditions d'attribution au conjoint d'un droit viager au logement - modalités d'exercice de ce droit) (p. 4478) - Adopté après modification (p. 4479).

Art. 765 du code civil (possibilité de faire porter le droit au logement sur un autre local - (p. 4479) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 4480).

Art. 767-5 du code civil (imputation de la valeur des droits d'habitation et d'usage sur la valeur des droits en propriété recueillis par le conjoint) (p. 4480) - Adopté après modification.

Art. 767-6 du code civil (délai laissé au conjoint pour opter pour le droit au logement) (p. 4481) - Adopté après modification.

Art. 765-3 du code civil (transfert exclusif du droit au bail) (p. 4481) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 767-7 du code civil (droit d'usage sur le mobilier d'un logement pris à bail) (p. 4481) - Adopté après modification.

Art. 767-8 du code civil (conversion des droits d'habitation et d'usage en une rente viagère ou en capital) (p. 4481) - Adopté après modification.

Art. 766 du code civil (clause d'ingratitude) (p. 4481) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Adoption de l'art. 3 modifié (p. 4481).

Art. 3 bis (couverture du risque décès en cas de suicide - art. L. 132-7 du code des assurances) (p. 4481) - Adopté après modification (p. 4482).

Après l'art. 3 bis (p. 4482).

Art. additionnel (cohérence entre le code de la mutualité et le code des assurances) (p. 4482) - Adopté (p. 4483).

Art. 4 (devoir de secours à l'égard du conjoint survivant - art. 207-1 du code civil) (p. 4483) - Adopté après modification (p. 4484).

Art. 4 bis (attribution préférentielle de la propriété du mobilier du logement servant de résidence principale au conjoint survivant - art. 832 du code civil) (p. 4484) - Adopté.

Art. 5 (attribution préférentielle de la propriété du logement au conjoint survivant - art. 832 du code civil) (p. 4484) - Adopté après modification (p. 4485).

Art. 5 bis (coordination - art. 832-1 du code civil) (p. 4485) - Adopté après modification.

Art. 6 (réserve au profit du conjoint survivant - art. 914-1 du code civil) (p. 4485) - Supprimé.

Art. 7 (transmission du droit au bail au conjoint survivant - art. 1751 du code civil et art. 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) (p. 4485) - Adopté.

Art. 8 (coordinations - art. 301, 1481 et 1491 du code civil) (p. 4485) - Adopté après modification (p. 4486).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux droits des enfants naturels et adultérins

Art. 9 (suppression des discriminations successorales applicables aux enfants adultérins) (p. 4486) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Autres dispositions réformant le droit des successions

Art. 9 bis B (ouverture des successions, titre universel et saisine - art. 720 à 724-1 du code civil - (p. 4487) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 9 bis C (des qualités requises pour succéder - art. 725 à 729-1 du code civil - (p. 4487) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4488).

Art. 9 bis D (preuve de la qualité d'héritier - art. 730 à 730-5 du code civil - (p. 4488) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4489).

Art. 9 bis E à 9 bis Z1 (autres dispositions réformant le droit des successions) (p. 4489) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 9 bis Z2 (coordination) (p. 4489) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 9 bis Z3 (abrogations) (p. 4489) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4490).

Art. 9 bis Z4 (décret d'application sur les successions vacantes) (p. 4490) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 9 quinquies (harmonisation du montant des pensions de réversion des veufs et des veuves de fonctionnaires) (p. 4490) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4491).

Art. 10 (entrée en vigueur de la loi) (p. 4491) - Adopté après modification (p. 4493).

Art. 10 bis (application outre-mer) (p. 4493) - Adopté après modification (p. 4494).

Intitulé de la proposition de loi (Proposition de loi relative aux du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral) (p. 4494) - Adopté (p. 4495).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4495, 4496) : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Alain Gournac, Jean-Jacques Hiest, rapporteur de la commission des lois; Bernard Joly, Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.

Adoption (30 octobre 2001) (p. 4496).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 novembre 2001) (5262, 5273).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5262, 5264) : M. Jean-Jacques Hiest, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5264, 5272) : M. Jean-Jacques Hiest, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} (réorganisation du chapitre 3 du titre premier du livre troisième du code civil) (p. 5264, 5265).

Art. 2 (*droits successoraux du conjoint survivant*) (p. 5270) - Adopté après modification.

Art. 3 (*droit au logement*) (p. 5270) - Adopté après modification (p. 5271).

Art. 3 bis (*couverture du risque décès en cas de suicide - art. L. 132-7 du code des assurances*) (p. 5271) - Adopté après modification.

Art. 3 ter AA (*coordination du code de la mutualité et du code des assurances*) (p. 5271) - Adopté après modification.

Art. 4 (*devoir de secours à l'égard du conjoint survivant - Art. 207-1 du code civil*) (p. 5272) - Adopté après modification.

Art. 5 (*attribution préférentielle de la propriété du logement au conjoint survivant - art. 832 du code civil*) (p. 5267).

Art. 5 bis (*coordination - art. 832-1 du code civil*) (p. 5268).

Art. 6 (*réserve au profit du conjoint survivant - art. 914-1 du code civil*) (p. 5268).

Art. 8 (*coordinations - art. 301, 1481 et 1491 du code civil*) (p. 5272) - Adopté après modification.

Art. 9 (*suppression des discriminations successorales applicables aux enfants adultérins*) (p. 5268).

Art. 9 bis B (*ouverture des successions, titre universel et saisine - art. 720 à 724-1 du code civil*) (p. 5268).

Art. 9 bis C (*des qualités requises pour succéder - art. 725 à 729-1 du code civil*) (p. 5268, 5269).

Art. 9 bis D (*preuve de la qualité d'héritier - art. 730 à 730-5 du code civil*) (p. 5269).

Art. 9 bis Z2 (*coordination*) (p. 5269) - Supprimé par la CMP.

Art. 9 bis Z3 (*abrogations*) (p. 5272) - Adopté après modification.

Art. 9 quinquies (*harmonisation du montant des pensions de réversion des veufs et des veuves de fonctionnaires*) (p. 5269) - Supprimé par la CMP.

Art. 10 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 5272) - Adopté après modification.

Art. 10 bis (*application outre-mer*) (p. 5270).

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral*) (p. 5272).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5272, 5273) : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, M. Patrice Gélard, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Adoption (21 novembre 2001) (p. 5273).

Suède

Voir *Traités et conventions*, **13**

Suisse

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, **6**

T

Télécommunications

Voir *Rapports au Parlement*

Télévision

Voir *Traités et conventions, 7*

Terrorisme

Voir *Allocutions et communications*

Traités et conventions

1. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (7 février 2001) [n° **220 rect.** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul MASSON (29 janvier 2001) [n° **239** (2000-2001)] - Discussion (5 avril 2001) - Adoption (5 avril 2001) [n° **70**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 2001) [n° **2982** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy LENGAGNE (18 avril 2001) [n° **2985** (2000-2001)] - Discussion (3 mai 2001) - Adoption (3 mai 2001) [n° **667**].

PROMULGATION : loi n° 2001-409 du 11 mai 2001 (J.O. Lois et décrets du 12 mai 2001).

Discussion (première lecture)

(5 avril 2001) (p. 1196, 1200).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1196, 1200) : *Mme Nicole Borvo, MM. Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1200).

Adoption (5 avril 2001) (p. 1200).

2. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part (ensemble sept annexes, quatre protocoles, un acte final, douze déclarations communes et un échange de lettres, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (27 septembre 2000) [n° **484** (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (13 décembre 2000) [n° **144** (2000-2001)] - Discussion (5 avril 2001) - Adoption (5 avril 2001) [n° **71**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 2001) [n° **2981** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (20 juin 2001) [n° **3164**

(2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° **700**].

PROMULGATION : loi n° 2001-589 du 6 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 7 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(5 avril 2001) (p. 1201, 1203).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1201, 1203) : *MM. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1203).

Adoption (5 avril 2001) (p. 1203).

3. - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la Principauté d'Andorre portant rectification de la frontière, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (4 avril 2001) [n° **260** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Gérard ROUJAS (16 mai 2001) [n° **328** (2000-2001)] - Discussion (6 juin 2001) - Adoption (6 juin 2001) [n° **98**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 juin 2001) [n° **3115** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves GATEAUD (20 juin 2001) [n° **3163** (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° **701**].

PROMULGATION : loi n° 2001-590 du 6 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 7 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(6 juin 2001) (p. 2695, 2697).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2695, 2696) : *MM. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie; Gérard Roujas, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2696).

Adoption (6 juin 2001) (p. 2697).

4. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par MM. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (7 juin 2001) [n° **399** (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (20 décembre 2000) (n° **162 rect** (2000-2001) - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° **107**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉ NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° **3154** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul de DHAILLE (19 décembre 2001) [n° **3480** (200-2001)].

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3224, 3225).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3224, 3225) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. , 3225).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3225).

5. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole, relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées, à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble trois annexes), PRESENTE AU SENAT, au

nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (11 octobre 2000) [n° 19 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (20 décembre 2000) [n° 161 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 108] - TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3155 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3225, 3227).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3226, 3227) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3227).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3227).

6. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes, entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'interprétation de la convention relative au service militaire des doubles nationaux du 16 novembre 1955, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (8 novembre 2000) [n° 70 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (13 décembre 2000) [n° 143 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3156 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Joseph TYRODE (5 décembre 2001) [n° 3440 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 741].

PROMULGATION : loi n° 2001-1211 du 20 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 21 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3227, 3228).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3227, 3228) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3228).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3228).

7. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant amendement à la convention européenne sur la télévision transfrontière, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (23 novembre 2000) [n° 100 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (25 avril 2001) [n° 284 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 110].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3157 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (5 décembre 2001) [n° 3439 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 742].

PROMULGATION : loi n° 2001-1210 du 20 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 21 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3228, 3229).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3228, 3229) : *MM. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la*

francophonie; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3229).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3229).

8. - Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (3 janvier 2001) [n° 173 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (14 février 2001) [n° 228 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 111] - TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3158 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3230, 3231).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3230, 3231) : *MM. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie; André Rouvière, en remplacement de M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3231).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3231).

9. - Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (3 janvier 2001) [n° 174 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (14 février 2001) [n° 229 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3159 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3231, 3232).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3231, 3232) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3232).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3232).

10. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques en date du 26 novembre 1996, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (6 décembre 2000) [n° 127 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier PINTAT (25 avril 2001) [n° 283 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3160 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René ANDRE (5 décembre 2001) [n° 3438 rect. (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 743].

PROMULGATION : loi n° 2001-1212 du 20 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 21 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3232, 3234).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3232, 3234) : *MM. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie; Xavier Pintat, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3234).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3234).

11. - Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (3 janvier 2001) [n° 175 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (19 juin 2001) [n° 230 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3161 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3234, 3235).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3234, 3235) : *MM. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3235).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3235).

12. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du grand-duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (25 avril 2001) [n° 290 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (31 mai 2001) [n° 349 (2000-2001)] - Discussion (19 juin 2001) - Adoption (19 juin 2001) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 3153 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 juin 2001) (p. 3235, 3236).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3235, 3236) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3236).

Adoption (19 juin 2001) (p. 3236).

13. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (23 mars 1999) [n° 276 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (10 janvier 2001) [n° 179 (2000-2001)] - Discussion (21 juin 2001) - Adoption (21 juin 2001) [n° 120].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 juin 2001) [n° 3149 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Marcel ROGEMONT (25 septembre 2001) [n° 3265 (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2001) - Adoption (11 octobre 2001) [n° 714].

Discussion (première lecture)

(21 juin 2001) (p. 3449, 3450).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3449, 3450) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3450).

Adoption (21 juin 2001) (p. 3450).

14. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (31 octobre 2000) [n° 62 rectifié (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (10 janvier 2001) [n° 180 (2000-2001)] - Discussion (21 juin 2001) - Adoption (21 juin 2001) [n° 121].

Discussion (première lecture)

(21 juin 2001) (p. 3450, 3451).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3450, 3451) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3451).

Adoption (21 juin 2001) (p. 3451).

15. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (23 novembre 2000) [n° 99 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (10 janvier 2001) [n° 178 (2000-2001)] - Discussion (21 juin 2001) - Adoption (21 juin 2001) [n° 122].

Discussion (première lecture)

(21 juin 2001) (p. 3451, 3452).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3451, 3452) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3452).

Adoption (21 juin 2001) (p. 3452).

16. - Projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (9 mai 2001) [n° 3045 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel VAUZELLE (29 mai 2001) [n° 3092 (2000-2001)] - Discussion (12 juin 2001) - Adoption (12 juin 2001) [n° 684].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 2001) [n° 373 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier de Villepin (21 juin 2001) [n° 406 (2000-2001)] - Discussion (28 juin 2001) - Adoption (28 juin 2001) [n° 126].

Discussion (première lecture)

(28 juin 2001) (p. 3712, 3738 ; 3748, 3754).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3712, 3738) : *M. Denis Badré, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Hubert Haenel, Président de la délégation pour l'Union européenne; Daniel Hoeffel, Pierre Laffitte, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Ladislav Poniatowski, Josselin de Rohan, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

Motion n° 1 de M. Jean-Yves Autexier **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 3748).

Rejet de la motion (p. 3753 ; scrutin public n° 67).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3753, 3754) : *MM. Christian de la Malène, Emmanuel Hamel.*

Scrutin public n° 68 (p. 3754).

Adoption (28 juin 2001) (p. 3754).

17. - Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (4 avril 2001) [n° 259 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE 6 juin 2001) [n° 355 (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2001) - Adoption (11 octobre 2001) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 2001) [n° 3330 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René MANGIN (7 novembre 2001) - discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 724].

PROMULGATION : loi n° 2001-1118 du 28 novembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 2001).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 2001) (p. 3991, 4002).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3991, 3999) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Philippe Marini, Aymeri de Montesquiou, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3999) : *MM. Michel Caldaguès, Jean-Claude Carle, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Guy Penne.*

Adoption (11 octobre 2001) (p. 4002).

18. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 2001) [n° 380 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (19 septembre 2001) [n° 439 (2000-2001)] - Discussion (11 octobre 2001) - Adoption (11 octobre 2001) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 2001) [n° 3329 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Bernadette ISAAC-SIBILLE

(20 novembre 2001) [n° 3393 (2001-2002)] - Discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 723].

PROMULGATION : loi n° 2001-1117 du 28 novembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 2001).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 2001) (p. 4002, 4010).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4002, 4009) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Jean-Claude Carle, Jean-Paul Emin, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4009) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Jean-Claude Carle.*

Scrutin public n° 4 (p. 4010).

Adoption (11 octobre 2001) (p. 4010).

19. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'assistance administrative mutuelle internationale du 10 septembre 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (25 avril 2001) [n° 289 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude ESTIER (31 mai 2001) [n° 350 (2000-2001)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3516 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7180, 7182).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7180, 7182) : *M. Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7182).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7182).

20. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de protection et d'encouragement réciproques des investissements entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (16 mai 2001) [n° 330 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Christian de LA MALENE (24 octobre 2001) [n° 41 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3510 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7182, 7184).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7182, 7184) : *M. Christian de La Malène, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7184).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7184).

21. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba relative au transfèrement de personnes condamnées aux fins d'exécution de la peine (ensemble un échange de lettres), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (11 juillet 2001) [n° 431 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (13 décembre 2001) [n° 142 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3511 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7184, 7185).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7184, 7185) : *M. André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7185).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7185).

22. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (11 juillet 2001) [n° 432 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (20 décembre 2001) [n° 139 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3512 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves GATEAUD (16 janvier 2002) [n° 3535 (2001-2002)].

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7185, 7187).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7185, 7186) : *MM. Robert Del Picchia, en remplacement de M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7187).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7187).

23. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (12 septembre 2001) [n° 437 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Danielle BIDARD-REYDET (13 décembre 2001) [n° 140 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3513 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7187, 7188).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7187, 7188) : *Mmes Danielle Bidard-Reydet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7188).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7188).

24. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (12 septembre 2001) [n° 438 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (13 décembre 2001) [n° 145 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) [n° 3514 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7188, 7191).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7188, 7191) : *MM. Robert Bret, Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7191).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7191).

25. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces , PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (28 mars 2001) [n° 238 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier PINTAT (7 novembre 2001) [n° 59 (2001-2002)] - Discussion (20 décembre 2001) - Adoption (20 décembre 2001) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 2001) - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 décembre 2001) (p. 7191, 7193).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7191, 7193) : *M. Xavier Pintat, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7193).

Adoption (20 décembre 2001) (p. 7193).

Transports

1. - Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 transposant certaines dispositions de la directive 1999/62/CE du Parlement et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et réformant le régime d'exploitation de certaines sociétés concessionnaires d'autoroutes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (27 juin 2001) [n° 3206 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Vincent BURRONI (3 octobre 2001) [n° 3295 (2001-2002)] - Urgence le 9 octobre 2001 - Discussion (10 octobre 2001) - Adoption (10 octobre 2001) [n° 710].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 2001) [n° 16 (2001-2002)] - Renvoi à la

commission des affaires économiques - Rapport de M. Ladislas PONIATOWSKI (16 octobre 2001) [n° 26 (2001-2002)] - Discussion (23 octobre 2001) - Adoption (23 octobre 2001) [n° 10].

PROMULGATION : loi n° 2001-1011 du 5 novembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 7 novembre 2001).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 2001) (p. 4325, 4336).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4325, 4333) : *Mme Marie-France Beaufile, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Lambert, Patrick Lassourd, Ladislas Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4334, 4335) : *MM. Eric Doligé, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.*

Art. 1^{er} (ratification de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001) (p. 4334) - Adopté (p. 4335).

Art. 2 (allongement de la durée de la concession de la Société française du tunnel routier du Fréjus) (p. 4335) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4335, 4336) : *MM. Eric Doligé, Pierre Hérisson, Jean-Pierre Sueur.*

Adoption (p. 4336).

2. - Projet de loi relatif à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport et aux enquêtes techniques après événement de mer, accident ou incident de transport terrestre, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (21 mars 2001) [n° 2940 (2000-2001)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de Mme Odile SAUGES (3 octobre 2001) [n° 3296 rect. (2001-2002)] - Urgence le 9 octobre 2001 - Discussion (10 octobre 2001) - Adoption (10 octobre 2001) [n° 709].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 2001) [n° 15 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (17 octobre 2001) [n° 29 (2001-2002)] - Discussion (24 octobre 2001) - Adoption (24 octobre 2001) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 octobre 2001) [n° 3357 (2001-2002)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de Mme Odile SAUGES (21 novembre 2001) [n° 3418 (2001-2002)] - Discussion (29 novembre 2001) - Adoption (29 novembre 2001) [n° 731].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (21 novembre 2001) [n° 83 (2001-2002)] - Discussion (19 décembre 2001) - Adoption (19 décembre 2001) [n° 35].

PROMULGATION : loi n° 2002-3 du 3 janvier 2002 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 2002).

Discussion (première lecture)

(24 octobre 2001) (p. 4345, 4388).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4345, 4360) : *MM. Hilaire Flandre, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Bernard Joly, Gérard Larcher, président de la commission des affaires économiques; Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Daniel Raoul.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4360, 4387) : *MM. Jacques Bellanger, Jacques Blanc, Gérard Delfau, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et*

du logement; Charles Ginésy, Patrick Lassourd, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Mercier, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Daniel Raoul.

TITRE I^{er}

SECURITE DES INFRASTRUCTURES ET DES SYSTEMES DE TRANSPORT

Art. 1^{er} (rôle de l'Etat en matière d'organisation des secours dans les transports) (p. 4360) - Adopté.

Art. 2 (sécurité des ouvrages du réseau routier) (p. 4360).

Art. L. 118-1 du code de la voirie routière (formalités préalables à tout commencement de travaux de construction ou de modification substantielle des ouvrages dont l'exploitation présente des risques particuliers pour la sécurité des personnes) (p. 4361) - Adopté après modification (p. 4362).

Art. L. 118-2 du code de la voirie routière (autorisation préalable de l'Etat à la mise en service de certains ouvrages du réseau routier) (p. 4362) - Adopté.

Art. L. 118-3 du code de la voirie routière (fixation par décret des caractéristiques techniques de sécurité en matière de conception ou d'exploitation des ouvrages dont l'exploitation présente des risques particuliers pour la sécurité des personnes) (p. 4362) - Adopté (p. 4363).

Art. L. 118-4 du code de la voirie routière (non-application aux ouvrages dont les conditions de construction et d'exploitation sont déterminées par des conventions internationales) (p. 4363) - Adopté.

Art. L. 118-5 du code de la voirie routière (risques particuliers constitués par les ouvrages d'une longueur de plus de 300 mètres) (p. 4363) - Supprimé.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 4363).

Art. 2 bis (création d'un pôle multimodal alpin) (p. 4363) - Adopté après modification (p. 4365).

Art. 3 (sécurité des systèmes de transport ferroviaire et de transport public guidé, sécurité des systèmes de transport faisant appel à des technologies nouvelles ou comportant des installations multimodales) (p. 4368).

Art. 13-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 (systèmes de transport public guidé ou ferroviaire) (p. 4369) - Adopté après modification (p. 4370).

Art. 13-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 (systèmes de transport faisant appel à des technologies nouvelles ou comportant des installations multimodales) (p. 4370) - Adopté après modification (p. 4371).

Adoption de l'article 3 modifié (p. 4371).

Art. 4 (dispositions de cohérence concernant l'Ile-de-France) (p. 4371) - Adopté.

Art. 5 (sécurité des remontées mécaniques) (p. 4371) - Adopté après modification.

Art. 6 (sécurité des ouvrages maritimes portuaires - titre V du livre Ier du code des ports maritimes - art. L. 155-1) (p. 4371) - Adopté après modification (p. 4372).

Art. 7 (sécurité des ouvrages d'infrastructure de navigation intérieure - art. L. 155-1 du code des ports maritimes) (p. 4372) - Adopté après modification (p. 4373).

Art. 8 (extension de la procédure de contrôle de la sécurité aux systèmes de transport faisant appel à des technologies nouvelles) (p. 4373) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 8 bis (rapport de sécurité, risques naturels et technologiques en matière aéroportuaire - art. L. 211-1 du code de l'aviation civile) (p. 4373) - Adopté après modification (p. 4376).

Après l'art. 8 bis (p. 4376).

Art. additionnel (*restriction à l'urbanisation aux abords des aéroports*) (p. 4376) - Adopté (p. 4377).

Art. 9 (*dispositions transitoires*) (p. 4377) - Adopté (p. 4378).

Art. 9 bis (*transport des marchandises dangereuses*) (p. 4378) - Adopté après modification (p. 4379).

TITRE II

ENQUETES TECHNIQUES APRES EVENEMENT DE MER, ACCIDENT OU INCIDENT DE TRANSPORT TERRESTRE

Art. 10 (*définition et organisation de l'enquête technique*) (p. 4383) - Adopté.

Art. 11 (*pouvoir des enquêteurs - accès au lieu de l'événement ou incident*) (p. 4383) - Adopté.

Art. 12 (*accès au contenu des enregistreurs de bord*) (p. 4383) - Adopté.

Art. 13 (*prélèvements aux fins d'examen et d'analyse en dehors d'une procédure judiciaire*) (p. 4384) - Adopté.

Art. 14 (*prélèvements aux fins d'examen et d'analyse par les enquêteurs techniques au cours d'une enquête ou d'une information judiciaire*) (p. 4384) - Adopté.

Art. 15 (*droit à la communication des éléments d'information nécessaires à l'enquête technique*) (p. 4384) - Adopté.

Après l'art. 15 (p. 4384).

Art. additionnel (*transmission des résultats d'analyse médicale et des rapports d'expertise médico-légale*) (p. 4384) - Adopté.

Art. 16 (*copie du rapport d'enquête technique à l'attention de l'autorité judiciaire*) (p. 4384) - Adopté.

Art. 17 (*secret professionnel des enquêteurs techniques - exception à des fins de prévention - conclusions provisoires*) (p. 4384) - Adopté.

Art. 18 (*publication de recommandations de sécurité et du rapport final*) (p. 4385) - Adopté.

Art. 19 (*sanction des entraves à l'enquête technique*) (p. 4385) - Adopté.

Art. 20 (*application aux territoires d'outre-mer, à Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4385) - Adopté.

Art. 21 (*non-respect de la distance de sécurité dans les tunnels*) (p. 4385) - Adopté après modification (p. 4386).

Art. 22 (*communication d'éléments de procédures judiciaires en cours à certains organismes*) (p. 4386) - Adopté.

Après l'art. 22 (p. 4387).

Art. additionnel (*accès à l'épave des personnes chargées d'assister les enquêteurs techniques en matière d'accident aérien*) (p. 4387) - Adopté.

Art. additionnel (*accès des enquêteurs techniques aériens aux résultats d'analyse et rapports médico-légaux*) (p. 4387) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4388) : *MM. Jacques Bellanger, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (24 octobre 2001) (p. 4388).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 2001) (p. 7153, 7166).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7153, 7159) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Daniel Raoul.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7159, 7165) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

TITRE I^{er}

SECURITE DES INFRASTRUCTURES ET DES SYSTEMES DE TRANSPORT

Art. 2 (p. 7160).

Art. 2 bis (p. 7160) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7165).

Art. 3, 5 et 6 (p. 7160, 7161).

Chapitre 5

Sécurité des ouvrages maritimes portuaires

Art. 7 et 8 bis (p. 7161, 7163).

Art. 8 ter (*maîtrise de l'urbanisation au voisinage des aéroports*) (p. 7163).

Art. 9 bis (p. 7163).

TITRE I^{er} bis

SECURITE AUTOUR DES SITES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ NATUREL, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES

Art. 9 ter (*servitudes d'utilité publique*) (p. 7164).

TITRE II

ENQUETES TECHNIQUES APRES EVENEMENT DE MER, ACCIDENT OU INCIDENT DE TRANSPORT TERRESTRE OU AERIEN

Art. 15 bis (*communication aux médecins, désignés pour assister les enquêteurs techniques, des résultats des examens et des rapports d'expertise médico-légale après événement de mer ou incident de transport terrestre*) (p. 7164).

Art. 21 (*non-respect de la distance de sécurité dans les tunnels*) (p. 7164).

Art. 23 (*communication aux médecins, désignés pour assister les enquêteurs techniques, des résultats des examens et des rapports d'expertise médico-légale en cas d'accident ou d'incident aérien*) (p. 7164).

Art. 24 (*modalités de la participation à des investigations sur le territoire national des enquêteurs techniques de nationalité étrangère*) (p. 7165).

Intitulé du projet de loi (p. 7165) - Modifié à la demande de la commission des affaires économiques du Sénat, adopté avec l'ensemble du texte.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7165, 7166) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Adoption (19 décembre 2001) (p. 7166).

Transports en commun

Voir *Ordre public*, 2

Transports ferroviaires

Voir *Traités et conventions*, 1

Travail

Voir *Politique sociale*, 1

U

Union européenne

Voir *Traités et conventions*, 7; 16

1. - Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de résolution n° 53 (2000-2001) de M. Hubert Haenel présentée au nom de la délégation pour l'Union européenne, en application de l'article 73 bis du règlement, sur les propositions de la République fédérale d'Allemagne, d'une part, et du Portugal, de la France, de la Suède et de la Belgique, d'autre part, relatives à la création d'Eurojust (E 1479 et E 1509), PRESENTE AU SENAT - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (28 mars 2001) [n° 235 (2000-2001)] - Discussion (29 mars 2001) [n° 67].

Discussion (première lecture)

(29 mars 2001) (p. 865, 877).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 865, 877) : *Mme Nicole Borvo, MM. Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Hubert Haenel, Président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 877).

Adoption (29 mars 2001) (p. 877).

2. - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VÉDRINE, ministre des affaires étrangères (28 novembre 2001) [n° 3423 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des finances - Rapport de Mme Marie-Hélène AUBERT (5 décembre 2001) [n° 3436 (2001-2002)] - Avis de M. Gérard FUCHS (6 décembre 2001) [n° 3453 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 739].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 2001) [n° 132 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Denis BADRE (13 décembre 2001) [n° 146 (2001-2002)] - Discussion (18 décembre 2001) - Adoption (18 décembre 2001) [n° 33].

PROMULGATION : loi n° 2001-1249 du 21 décembre 2001 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 2001).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 2001) (p. 7117, 7123).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7117, 7122) : *MM. Denis Badré, rapporteur de la commission des finances; Hubert Haenel, Président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne; Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7122).

Adoption (18 décembre 2001) (p. 7123).

Union indienne

Voir *Allocutions et communications*

Urbanisme

1. - Proposition de loi tendant à prévenir l'effondrement des cavités souterraines et des marnières et à préciser le régime juridique des biens immobiliers affectés, PRESENTEE AU SENAT, par M. Patrice GELARD et plusieurs de ses collègues (9 mai 2001) [n° 311 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Charles REVET (14 novembre 2001) [n° 70 (2001-2002)] - Discussion (20 novembre 2001) - Adoption (20 novembre 2001) [n° 20].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la prévention des effondrements des cavités souterraines et des marnières, à la lutte contre les dommages qu'ils occasionnent, et à l'indemnisation des personnes qui en sont victimes.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 2001) [n° 3397 (2001-2002)] - Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(20 novembre 2001) (p. 5217, 5237).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5217, 5225) : *Mme Annick Bocandé, MM. Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Patrice Gélard, Gérard Larcher, président de la commission des affaires économiques; Charles Revet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5225, 5236) : *Mme Annick Bocandé, MM. Joël Bourdin, Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Patrice Gélard, Charles Guéné, Ladislav Poniatsowski, Charles Revet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Chapitre 1^{er}

La prévention des effondrements du sol

Art. 1^{er} (*élaboration d'une carte communale recensant les risques*) (p. 5225) - Adopté après modification.

Art. 2 (*obligation d'informer le maire*) (p. 5225) - Adopté après modification (p. 5226).

Art. 3 (*publication et mise à jour de la liste des communes*) (p. 5226) - Adopté après modification.

Art. 4 (*information des propriétaires et affichage de la carte*) (p. 5226) - Adopté.

Art. 5 (*fixation d'un périmètre des terrains inconstructibles*) (p. 5226) - Adopté après modification (p. 5228).

Art. 6 (*application des dispositions du code de l'environnement*) (p. 5228) - Adopté après modification (p. 5229).

Art. 7 (*insertion de l'identification des zones inconstructibles dans le plan local d'urbanisme*) - Adopté.

Art. 8 (*indication des menaces d'effondrement dans le certificat d'urbanisme*) (p. 5229) - Adopté.

Art. 9 (*révision du plan local d'urbanisme*) (p. 5229) - Adopté après modification (p. 5230).

Chapitre 2

La reconnaissance et le traitement des cavités souterraines et des marnières

Art. 10 (*déductibilité des dépenses afférentes aux opérations de reconnaissance et de traitement des cavités souterraines ou marnières*) (p. 5230) - Adopté.

Art. 11 (*droit à réduction d'impôt pour les dépenses liées à des opérations de reconnaissance et de traitement des*

cavités souterraines ou marnières) (p. 5230) - Adopté après modification.

Art. 13 (*mise en place d'une expertise consécutive au décapage*) (p. 5230) - Adopté après modification (p. 5232).

Art. 14 (*information de l'acheteur par le vendeur d'une éventuelle expertise*) (p. 5232) - Adopté après modification.

Après l'art. 14.

Art. additionnel (*agrément délivré aux experts par un représentant de l'Etat*) (p. 5232) - Adopté (p. 5233).

Chapitre 3

L'assurance et l'indemnisation des propriétaires

Art. 15 (*utilisation des ressources du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) (p. 5233) - Adopté après modification (p. 5234).

Art. 16 (*applicabilité de la procédure d'expropriation aux cas d'effondrement du sol*) (p. 5234) - Adopté après modification.

Art. 17 (*application de droit de la procédure d'expropriation en cas d'entrée en vigueur d'un arrêté de péril*) (p. 5234) - Adopté après modification (p. 5235).

Après l'art. 17.

Art. additionnel (*extension aux cavités souterraines et aux marnières des mesures prises afin de prévenir tout détournement de la loi*) (p. 5235) - Adopté.

Art. 18 (*application de l'état de catastrophe naturelle*) (p. 5235) - Adopté.

Après l'art. 18.

Art. additionnel (*élargissement des effets produits par l'arrêté de péril pris par le maire*) (p. 5235) - Adopté.

Art. 19 (*financement de la loi*) (p. 5236) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5236, 5237) : *M. Patrice Gélard, Mme Odette Herviaux, MM. Gérard Larcher, président de la commission des affaires économiques; Charles Revet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Scrutin public n° 19 (p. 5237).

Adoption (20 novembre 2001) (p. 5237).

V

Vie, médecine et biologie

1. - Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (4 octobre 2000) [n° 2605 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de Mme Martine LIGNIERES-CASSOU (15 novembre 2000) [n° 2726 (2000-2001)] - Urgence - Discussion - (29, 30 novembre et 5 décembre 2000) - Adoption (5 décembre 2000) [n° 582].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 décembre 2000) [n° 120 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Francis GIRAUD (31 janvier 2001) [n° 210 (2000-2001)] - Discussion (27, 28 mars 2001) - Adoption (28 mars 2001) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 mars 2001) [n° 2966 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Francis GIRAUD (4 avril 2001) [n° 253 (2000-2001)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de Mme Martine LIGNIERES-CASSOU (4 avril 2001) [n° 2973 (2000-2001)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 mars 2001) [n° 2966 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de Mme Martine LIGNIERES-CASSOU (5 avril 2001) [n° 2977 (2000-2001)] - Discussion (17 avril 2001) - Adoption (17 avril 2001) [n° 655].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 avril 2001) [n° 273 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Francis GIRAUD (2 mai 2001) [n° 297 (2000-2001)] - Discussion (9 mai 2001) - Rejet (9 mai 2001) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (10 mai 2001) [n° 3050 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de Mme Martine LIGNIERES-CASSOU (16 mai 2001) [n° 3070 (2000-2001)] - Discussion (30 mai 2001) - Adoption (30 mai 2001) [n° 675].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 2001-446 DC du 27 juin 2001 (J.O. Lois et décrets du 7 juillet 2001) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 (J.O. Lois et décrets du 7 juillet 2001).

Discussion (première lecture)

(27 mars 2001) (p. 713, 761) ; (28 mars 2001) (p.787, 856).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 713, 761) : MM. Paul Blanc, Christian Bonnet, Mme Claire-Lise Campion, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Philippe Darniche, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Francis Giraud, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Claude Huriet, Bernard Joly, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Serge Lagache, Patrick

Lassourd, Jean-Louis Lorrain, Lucien Neuwirth, Philippe Nogrix, Mme Danièle Pourtaud, M. Bernard Seillier, Mme Odette Terrade, au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 787, 854) : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Guy Branger, Michel Caldaguès, Mme Claire-Lise Campion, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Hilaire Flandre, Gaston Flosse, Jean-Pierre Fourcade, Francis Giraud, rapporteur, Claude Huriet, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé; Serge Lagache, Lucien Lanier, Patrick Lassourd, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. Roland Muzeau, Lucien Neuwirth, Mmes Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; Gisèle Printz, MM. Philippe Richert, Bernard Seillier, Mme Odette Terrade.

Avant le Titre I^{er} (p. 787).

Art. additionnel (mise en place d'une politique d'éducation à la sexualité et d'information sur la contraception) (p. 787) - Adopté (p. 789).

TITRE I^{er}

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Art. 1^{er} (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse) (p. 789) - Supprimé (p. 795).

Art. 2 (allongement du délai légal - art. L. 2212-1 du code de la santé publique) (p. 796) - Supprimé (p. 801).

Art. 3 (interruption volontaire de grossesse en médecine ambulatoire - art. L. 2212-2 du code de la santé publique) (p. 802) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 802).

Art. additionnel (responsabilités du service d'aide sociale à l'enfance du conseil général en ce qui concerne l'information en complément du dossier-guide) (p. 802) - Adopté (p. 803).

Art. 3 bis (informations délivrées à la femme lors de la première consultation médicale - art. L. 2212-3 du code de la santé publique) (p. 803) - Supprimé (p. 807).

Art. 4 (suppression du caractère obligatoire de la consultation sociale - art. L. 2212-4 du code de la santé publique) (p. 807) - Adopté après modification (p. 810).

Art. 5 (mesure de coordination avec l'allongement du délai à douze semaines - art. L. 2212-5 du code de la santé publique) (p. 810) - Supprimé (p. 811).

Art. 6 (aménagement de l'obligation de l'autorisation parentale pour les mineures - art. L. 2212-7 du code de la santé publique) (p. 811) - Adopté après modification (p. 817).

Art. 7 (clause de conscience - art. L. 2212-8 du code de la santé publique) (p. 817) - Adopté (p. 819).

Art. 7 bis (suppression du contingentement du nombre d'IVG dans les établissements de santé privés - art. L. 2322-1 et L. 2322-4 du code de la santé publique) (p. 820) - Adopté.

Art. 8 (modification des termes de l'intitulé d'un chapitre désormais consacré à l'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical) (p. 820) - Adopté.

Art. 8 bis (modification de la procédure préalable à la décision de pratiquer une interruption médicale de grossesse - art. L. 2213-1 du code de la santé publique) (p. 820) - Adopté après modification (p. 823).

Art. 9 (disposition de coordination relative à l'interruption de grossesse pour un motif médical - art. L. 2213-2 du code de la santé publique) (p. 823) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 823).

Art. additionnel (irrecevabilité d'une demande d'indemnisation pour le fait d'être né handicapé) (p. 823) - Adopté (p. 826).

Art. 10 (interdiction et sanctions de la vente à des personnes n'appartenant pas au corps médical de dispositifs médicaux utilisables pour une interruption volontaire de grossesse - art. L. 5135-1 et L. 5435-1 du code de la santé publique) (p. 826) - Adopté.

Art. 11 (transfert dans le code de la santé publique des dispositions du code pénal relatives à la pratique illégale de l'IVG - art. 223-11 du code pénal et art. L. 2222-2 du code de la santé publique) (p. 826) - Adopté après modification (p. 827).

Art. 11 bis (transfert dans le code de la santé publique des dispositions du code pénal relatives au fait de fournir à une femme les moyens matériels de pratiquer une interruption de grossesse sur elle-même - art. 223-12 du code pénal et art. L. 2222-4 du code de la santé publique) (p. 827) - Supprimé (p. 828).

Art. 12 (abrogation de dispositions sur la propagande en faveur de l'interruption volontaire de grossesse et de dispositions obsolètes - art. L. 2221-1 du code de la santé publique et art. 84, 85, 86 et 89 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises) (p. 828) - Adopté après modification (p. 829).

Art. 12 bis (renforcement d'un délit d'entrave à la pratique légale des interruptions de grossesse - art. L. 2223-2 du code de la santé publique) (p. 829) - Adopté.

Art. 13 (application à la collectivité territoriale de Mayotte - art. L. 2412-1, L. 2412-2 et L. 2412-3 du code de la santé publique, art. 723-2 du code pénal) (p. 830) - Adopté après modification (p. 831).

Art. 14 (application aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie - art. L. 2212-1 et L. 2212-7 du code de la santé publique, art. 713-2 du code pénal) (p. 831) - Adopté après modification (p. 834).

Après l'art. 14 (p. 835).

Art. additionnel (rapport du Gouvernement au Parlement sur les actions conduites par l'Etat, les départements et les organismes de sécurité sociale en matière d'information et de prévention relatives à la sexualité et à la contraception) (p. 835) - Adopté.

Art. 15 (prise en charge intégrale par l'Etat des dépenses nécessaires aux interruptions volontaires de grossesse pratiquées sur des femmes mineures non émancipées n'ayant pas obtenu le consentement parental - art. L. 132-1 du code de la sécurité sociale) (p. 835) - Adopté.

TITRE II

CONTRACEPTION

Art. 16 (délivrance des contraceptifs dans les centres de planification familiale - art. L. 2311-4 du code de la santé publique) (p. 835) - Supprimé (p. 837).

Art. 16 bis (éducation sexuelle dans les établissements scolaires - art. L. 312-16 du code de l'éducation) (p. 837) - Adopté après modification (p. 843).

Après l'art. 16 bis (p. 843).

Art. additionnel (information et éducation à la sexualité et à la contraception dans les structures accueillant des personnes handicapées) (p. 843) - Adopté (p. 844).

Art. 17 (délivrance et prescription des contraceptifs - art. L. 5134-1 du code de la santé publique) (p. 845) - Adopté après modification (p. 847).

Après l'art. 17 (p. 847).

Art. additionnel (rapport triennuel du Gouvernement au Parlement sur le bilan des actions d'information concernant la contraception et sur l'évolution des structures

nécessaires à l'accueil des femmes demandant une IVG) (p. 847) - Adopté.

Art. 18 (mise à jour des dispositions pénales relatives aux contraceptifs - art. L. 5434-2 du code de la santé publique) (p. 847) - Supprimé.

Art. 19 (stérilisation à visée contraceptive - art. L. 2123-1 du code de la santé publique) (p. 847) - Adopté après modification (p. 850).

Art. 20 (stérilisation à visée contraceptive des personnes incapables majeures) (p. 850) - Adopté après modification (p. 853).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 854, 856) : Mmes Claire-Lise Campion, Anne Heinis, MM. Jacques Machet, Roland Muzeau.

Scrutin public n° 44 (p. 856).

Adoption (28 mars 2001) (p. 856).

Discussion (nouvelle lecture)

(9 mai 2001) (p. 1783, 1795).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1783, 1790) : MM. Francis Giraud, rapporteur de la commission des affaires sociales; Lucien Neuwirth, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle; M. Bernard Seillier.

Motion n° 1 de la commission, tendant à opposer la question préalable (p. 1790).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (9 mai 2001) (p. 1795 ; scrutin public n° 52).

Viêt-nam

Voir *Allocutions et communications*

Villes

Voir *Lois de finances*

W

Wallis-et-Futuna

Voir *Communications du Gouvernement*

Y

Yougoslavie

Voir *Allocutions et communications*